Le Monde



CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE – N° 15970 – 7 F

SAMEDI 1er JUIN 1996

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

M. Elkabbach pourrait démissionner de la présidence de France Télévision

LES RUMEURS de démission du président de France Télévision se font de plus en plus insistantes. Dans un entretien au *Parisien* du vendredi 31 mai, Jean-Pierre Elkabbach indique : *« Je ne suis pas décidé à m'accrocher à quelque fonction que ce soit. Je sais prendre mes responsabilités »*. Pour éviter d'être mis en minorité lors de la réunion du conseil d'administration de France 2 prévue le 10 juin, il pourrait présenter sa démission dans les jours prochains. Cible d'une motion de défiance de la part de l'intersyndicale du personnel, M. Elkabbach est isolé. Ecartés de leurs fonctions, deux de ses plus proches collaborateurs, Louis Bériot et Patrick Clément, se sont retournés contre lui. Le gouvernement ne prend pas officiellement parti, dans l'attente de l'audit de l'inspection des finances qui doit lui être remis lundi 3 juin.

Lire page 28

Les pays arabes s'inquiètent pour la paix au Proche-Orient

M. Nétanyahou prépare un gouvernement du « Grand Israël »

TANDIS QUE les instituts de sondage écartaient l'éventualité d'un renversement de tendance en sa faveur pour les élections israéliennes, Shimon Pérès, premier ministre sortant, a exclu, vendredi 31 mai, toute participation à un gouvernement d'union nationale dirigé par le chef de la droite, Benyamin Nétanyahou. *« Si un gouvernement d'union nationale était constitué, ce serait sans moi »*, a déclaré M. Pérès dans un entretien publié par le quotidien *Haaretz*.

« Il est temps de dissiper le brouillard électoral. Nos deux partis ont des programmes politiques essentiellement différents », a déclaré de son côté à la radio nationale, le ministre sortant de la défense, Ori Orr.

Dans un entretien enregistré la semaine dernière et diffusé jeudi par la radio nationale, M. Nétanyahou n'a fait aucune référence au processus de paix mis en route à Madrid en octobre 1991 ni à l'accord d'Oslo avec les Palestiniens. Dans l'ensemble des pays arabes, l'inquiétude domine. *« Les Arabes ont de quoi s'inquiéter si Nétanyahou forme le nouveau gouvernement »*, a déclaré le secrétaire général adjoint de la Ligue arabe. Bill Clinton assure que la politique américaine au Proche-Orient ne changera pas, mais son entourage s'attend à un ralentissement des négociations de paix.



Lire pages 2 et 3 et la chronique de Pierre Georges page 30

La croissance a été forte au premier trimestre 1996

L'année s'annonce toujours médiocre

LA CROISSANCE de l'économie française a été beaucoup plus forte que prévu en début d'année. Selon une première estimation, publiée vendredi 31 mai par l'Insee, la hausse du produit intérieur brut a atteint 1,2 % au cours du premier trimestre. Cette progression spectaculaire de l'activité s'explique d'abord par l'excellente tenue de la consommation, qui a progressé de 2,4 %.

L'institut prévient que des facteurs exceptionnels expliquent ce bon résultat. D'abord, le nombre de jours ouvrables, exceptionnellement élevé, a majoré la croissance d'un demi-point. En outre, ce résultat *« s'explique, en partie,* dit l'Insee, *par le contrecoup des grèves du mois de décembre »*, les consommateurs ayant réalisé en début d'année les achats qu'ils avaient différés.

Ce bon résultat n'est donc sans doute pas révélateur de la tendance de fond de l'économie française. Selon les derniers indicateurs de l'institut, la consommation a de nouveau chuté en mars et avril, tandis que les perspectives des chefs d'entreprises se sont dégradées en mai. Pour le ministre de l'économie et des finances, Jean Arthuis, cette forte hausse de la croissance, *« même si elle est affectée par des facteurs exceptionnels »*, n'en confirme pas moins que *« le ralentissement de 1995 était de nature temporaire »*, a-t-il indiqué au *Monde*. Sans sous-estimer *« les incertitudes qui pèsent sur les conjonctures des principaux partenaires européens »* de la France, M. Arthuis y voit la confirmation que la croissance *« revient sur une pente annuelle de l'ordre de 2,5 % à 3 % »*.

Ces statistiques viennent alimenter la controverse sur la politique économique du gouvernement. Selon un proche du premier ministre, Jean-François Copé, membre de la commission des finances de l'Assemblée nationale, elles apportent la preuve que *« le gouvernement a un cap clair et lisible »*.

Porte-parole du Parti socialiste, François Hollande craint, lui, que la priorité donnée à la réduction des dépenses publiques ne produise des *« effets défavorables sur l'activité »*.

Lire page 7

Les corps des sept moines retrouvés

Les corps des sept moines assassinés par des extrémistes islamistes ont été retrouvés jeudi 30 mai en Algérie, non loin du monastère où ils avaient été enlevés. p. 30

Polémiques sur L'OTAN

A la veille de la réunion du Conseil atlantique, à Berlin, le désaccord persiste entre la France et les Etats-Unis sur l'« identité européenne » de défense. p. 6

La reine des bandits au Parlement

Ancien chef de bande, Phoolan Devi, la « reine des bandits », vient d'entrer au Parlement indien. p. 12

Comment réduire le temps de travail ?

La réforme est possible en baissant les salaires pour relancer l'embauche, estime M. Peyrelevade, président du Crédit lyonnais, répondant à Mme Notat, secrétaire générale de la CFDT. p. 13 et nos informations p. 8

Danger, tabac

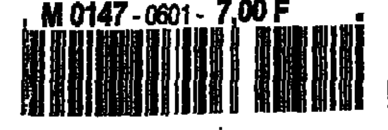
Des experts européens contestent que le tabagisme passif provoque une centaine de morts du cancer chaque année en France. p. 11

Tennis d'attaque

Les attaquants mènent la danse aux Internationaux de France de tennis. Stefan Edberg, Michael Stich et Goran Ivanisevic se sont imposés jeudi. p. 20

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 800 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 350 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2700 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 230 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1 Dm ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 0601 - 7,00 F



Les mystères du « lait fou » britannique

LONDRES
de notre correspondant dans la City

Y a-t-il quelque chose de pourri en Grande-Bretagne ? Une *« nouvelle grande peur »* secoue le royaume, déjà fort ébranlé par la crise de la « vache folle » : le lait maternisé contiendrait des produits susceptibles de diminuer la fertilité future des nourrissons qui en consomment. Honni soit qui mal y pense ! Alors que l'affaire extravagante du bœuf a dégénéré en une véritable crise européenne, en raison du blocage par Londres du fonctionnement de l'Union européenne (UE), la Commission de Bruxelles réclame de toute urgence les résultats des tests sur neuf marques de lait maternisé.

Selon le ministère britannique de l'agriculture, ce lait pour bébés contient des substances présentes dans les matières plastiques (phtalates). Or ces substances peuvent, chez les rats, provoquer une baisse du nombre des spermatozoïdes.

Cette requête, dont la presse britannique fait ses grands titres, a enflammé les eurosceptiques du Parti conservateur, qui n'en demandaient pas tant.

Le lait pour bébés ? L'honneur britannique – n'hésitons pas sur les mots – est à nouveau en jeu. Et pas seulement lui : l'industrie laitière, déréglementée en 1994 avec la fin du monopole de l'organisme public Milk Marketing Board, pèse près de 3 milliards de livres (environ 25,5 milliards de francs). Les autorités refusent de révéler les conclusions d'analyses réalisées par leur propres laboratoires, par crainte, disent-elles, de porter un préjudice commercial aux entreprises sur la sellette.

« Le gouvernement s'est toujours davantage préoccupé des producteurs que des consommateurs. La déréglementation et la baisse des normes d'hygiène constituent une sérieuse menace pour la crédibilité de l'ensemble de l'industrie agroalimentaire », affirme Gavin Strang, porte-parole du Parti travailliste pour l'agriculture et la pêche, qui exige la création d'une agence de l'alimentation indépendante, copiée sur la puissante et redoutée Food and Drug Administration américaine.

Le parti libéral-démocrate évoque pour sa part une *« conspiration du silence »*. Cette opinion est largement partagée par le public, comme l'indique le déluge d'appels téléphoniques adressés aux médecins par des parents angoissés. Des mères affolées ont même manifesté devant les ministères. L'Association médicale britannique, plusieurs syndicats d'infirmières et les associations de consommateurs demandent l'ouverture d'une enquête publique afin que l'opinion puisse décider souverainement d'acheter ou non du lait en poudre.

Comme dans la controverse sur la viande bovine, le ministre de l'agriculture, Douglas Hogg, tergiverse et patauge dans ses explications. Il peut toutefois se targuer de l'appui du professeur Richard Sharpe, à l'origine de la découverte du lien entre la substance incriminée et la diminution de la fertilité, qui parle de *« peurs dénuées de tout fondement »*. Reste à en persuader les mères, légitimement inquiètes.

Marc Roche

Le bac 1996 en version « allégée »

DANS bientôt deux semaines, 614 439 lycéens se présenteront aux premières épreuves du baccalauréat. Elles débutent le 17 juin et s'achèveront le 25. En dépit de ce calendrier resserré, l'examen national ne connaît cette année que des allègements minimes. Le ministère, critiqué chaque année pour l'extraordinaire complexité de l'organisation du bac, s'était engagé à procéder à une simplification. Celle-ci se limite à quelques modifications. Le taux de réussite avait en 1995 atteint un record : 75,2 % des candidats. L'épreuve serait-elle plus facile ? Les correcteurs ne le pensent pas, qui notent de fortes variations selon les disciplines.

Lire page 10

Les habits neufs de la gauche européenne

LA GAUCHE qui gouverne en Europe ou s'apprête à le faire – et qui, d'une manière ou d'une autre, participe au pouvoir dans la majorité des Etats membres de l'Union – n'est plus la gauche triomphante des années 80. Socialiste au Sud, sociale-démocrate au Nord, elle avait inscrit alors sur ses drapeaux une idéologie que résumait le slogan du mitterrandisme d'avant le tournant de 1983 : *« Changer la vie »*. De Stockholm à Athènes, de Londres à Rome, elle est devenue gestionnaire.

Ce n'est même plus la *« gauche américaine »* que brocardait jadis Jean-Pierre Chevènement et dont Michel Rocard était à ses yeux l'incarnation maléfique. Sans doute les anciens communistes italiens qui viennent de s'installer dans les palais romains prennent-ils souvent l'exemple de Kennedy et du Parti démocrate pour expliquer leurs ambitions ; sans doute Tony Blair, le leader du Parti travailliste bien placé pour remplacer John Major après les élections britanniques, se réfère-t-il constamment à Bill Clinton. Mais ces comparaisons ne constituent pas une doctrine.

Après la guerre, la gauche non communiste avait épousé le keynésianisme, joué des dépenses publiques dans l'orientation de l'économie et inventé l'Etat-providence. La montée du libéralo-monétarisme dans la pensée économique, la globalisation de l'économie dans la réalité, ont eu raison des politiques sociales-démocrates que la droite modérée avait à son tour adoptées. Avant même 1989 et l'écroulement du mur de Berlin, le naufrage du communisme avait discrédité les politiques teintées de marxisme.

Que reste-t-il à la gauche européenne ? Va-t-elle simplement conserver une touche sociale à la réduction des dépenses publiques, à l'amaigrissement de l'Etat et à la privatisation généralisée ? *« Dans les années 80*, vient de déclarer Tony Blair, *la culture thatchérienne a dominé internationalement : il fallait mettre fin à un étatisme excessif, au parasitisme et à l'inefficacité. A la fin des années 90, il faut continuer à bien gérer la chose publique, à accorder de plus en plus de place à l'initiative individuelle. Mais en même temps, la nécessité s'impose de satisfaire les besoins des plus pauvres et d'avoir un Etat social capable de leur offrir la sécurité pour la santé, l'éducation et la retraite. »*

Daniel Vernet

Lire la suite page 14

Photographies de Chine

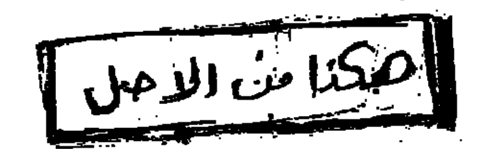


MARC RIBOUD

CLASSIQUE, dans la lignée de Cartier-Bresson, adepte du reportage en noir et blanc, Marc Riboud revient avec une exposition et un livre sur la Chine. Ce septuagénaire à l'allure de jeune homme a fait de nombreux séjours en Chine depuis quarante ans. Il est, comme il le dit, *« sans doute le seul Occidental qui ait pu continuer à photographier en Chine depuis les années 50... »*.

Lire page 24

International	2	Jeux	22
France	7	Agenda	23
Société	10	Abonnements	23
Horizons	12	Météorologie	23
Carnet	15	Culture	24
Entreprises	16	Guide culturel	27
Finances/marchés	18	Communication	28
Aujourd'hui	20	Radio-Télévision	29



PROCHE-ORIENT Probable futur premier ministre israélien, le chef du Likoud, Benyamin Nétanyahou, a commencé discrètement, jeudi 30 mai, ses consultations pour la formation d'un gouvernement. Selon les spécialistes, l'écart de 21 400 voix qui le sépare de son rival travailliste, Shimon Pérès, peut d'autant moins être comblé par ce dernier que la majorité des voix qui restent à décompter, celles des militaires, devraient se porter sur la droite. ● M. NÉTANYAHOU, dans un entretien diffusé jeudi par la radio nationale, a annoncé la couleur de son programme : autonomie, « *contraire à la revendication d'un Etat* », pour les Palestiniens, fermeture de la Maison d'Orient, dernière présence autorisée de l'OLP à Jérusalem, et maintien d'Israël sur le Golan. ● AU LIBAN SUD, l'aviation israélienne a mené vendredi un raid, après deux attentats revendiqués par le Hezbollah qui ont tué quatre militaires de Tsahal dans la « zone de sécurité » au pays du Cèdre.

Un gouvernement Nétanyahou rassemblerait les partisans du « Grand Israël »

Sans attendre les résultats de son duel avec Shimon Pérès, le chef de la droite nationaliste a commencé ses consultations pour la formation d'une majorité

JERUSALEM
de notre correspondant

Comme s'il était assuré de sa victoire, Benyamin Nétanyahou a commencé, jeudi 30 mai, dans la discrétion d'une suite d'hôtel à Tel Aviv, les tractations avec certaines des petites formations – le Parti national religieux et la Troisième voie – susceptibles d'appartenir à sa coalition gouvernementale. Le chef du Likoud, qui entend rester silencieux jusqu'à l'annonce officielle des résultats définitifs – vendredi soir avant le shabbat, ou au plus tard dimanche matin –, a fait savoir qu'il verrait les autres petits partis, candidats à une place dans sa majorité parlementaire, à partir de dimanche.

Shimon Pérès a demandé, jeudi, à ses ministres de s'abstenir de toute déclaration intempestive avant la publication des résultats définitifs. Mais il faudrait désormais un miracle d'ampleur biblique pour le sauver de la défaite. Avec 50,3 % des voix exprimées – les abstentions et les votes blancs ne comptent pas en Israël – contre 49,6 % au tenant du titre, M. Nétanyahou est pratiquement assuré de former le prochain gouvernement.

HOMMES DU PASSÉ

Selon tous les spécialistes, l'écart entre les deux hommes – 21 400 voix – ne peut plus être comblé. Il reste certes autour de 180 000 voix à décompter mais, au mieux, ce décompte devrait conforter les résultats actuels. Au pire, dans la mesure où il est maintenant acquis que le candidat unique des droites a recueilli entre 54 % et 55 % du vote juif, et sachant que les trois quarts des bulletins qui restent à dépouiller sont ceux de soldats – lesquels sont à 99 % juifs –, le retard de M. Pérès sur son rival pourrait s'accentuer.

Dans les médias audiovisuels, toute la journée de jeudi, ce fut le grand retour des hommes du passé. L'ancien général Ariel Sharon, qui pourrait devenir ministre des finances dans l'équipe de M. Nétanyahou, Rafaël Eytan, à qui pourrait échoir le portefeuille de l'éducation ou, à défaut, celui de l'agriculture, David Lévy, qui réclame son retour comme chef de la diplomatie, Moshe Arens, le pygmalion du jeune premier ministre, qui pourrait retrouver le ministère de la défense, poste qu'il occupait déjà dans le dernier gouvernement d'Itzhak Shamir, etc... La bataille pour les maroquins est ouverte. Les participants n'ont qu'une chose en commun : leur attachement, pour des raisons idéologiques ou stratégiques, au « Grand Israël », celui qui inclut tous les territoires palestiniens occupés de Gaza et de Cisjordanie.

Que restera-t-il, avec ces hommes, du processus de paix israélo-palestinien ? « *Beaucoup de processus et très peu de paix* », ironise un journaliste de Jérusalem, la Ville sainte, qui a donné plus de 65 % de ses voix au Likoud. Le travailliste Ephraïm Sneh, ministre sortant de la santé, craint le pire. « *Ce n'est pas seulement l'échec de Shimon Pérès*, constatait-il, jeudi. *Je pense que c'est très probablement la fin du processus du paix. Et lorsque le processus s'arrête, la situation se détériore : plus de violence, plus de terrorisme.* »

« *Ne vous inquiétez pas*, a rétorqué, à la radio nationale, un autre revenant du Likoud, Elyahou Ben Elissar, ancien président, sous M. Shamir, de la puissante commission des affaires étrangères et de la défense. *Nous allons agir avec le terrorisme comme il se doit.* » Attitude volontariste confirmée par le nouveau « patron ». Dans un entretien enregistré, la semaine dernière, et diffusé, jeudi, sur les ondes publiques, « Bibi » Nétanyahou a confirmé qu'il allait « *rendre à Tsahal et aux services de sécurité israéliens toute leur liberté pour agir, au besoin, contre les terroristes* ». Décodé, la déclaration signifierait que le Shin Beth et l'armée pourront, en cas de nécessité, rentrer de nouveau – mais à quel prix ? – dans les enclaves autonomes où sont déployés plus de 25 000 « policiers » palestiniens armés.

UNE AUTONOMIE « GÉNÉREUSE »

« Pour ce qui concerne les négociations avec les Palestiniens sur le statut définitif [des territoires occupés], *nous leur proposons une autonomie qui sera contraire à* [la revendication] *d'un Etat palestinien. Je leur offrirai la possibilité de gérer leur vie quotidienne, sauf pour les questions de sécurité et les affaires extérieures, qui resteront entre nos mains. Nous allons fermer tous les bureaux de l'OLP dans notre capitale unifiée, Jérusalem* », a dit M. Nétanyahou. La Maison d'Orient, dernier symbole d'une présence politique des Palestiniens dans leur partie (est) de la Ville sainte, conquise et annexée par Israël en 1967, « *sera fermée aussitôt que nous serons au pouvoir* », précisait récemment le chef du Likoud.

Mais les Palestiniens, demande le journaliste de Kol Israël, obtiendront-ils dans la négociation finale plus que ce qu'ils ont déjà ? « *L'autonomie que je leur offre est généreuse*, réplique le probable premier ministre. *Ils pourront gérer leur vie sans interférence de notre part, sauf dans ces zones nécessaires à notre sécurité. Ce que nous devons mettre en œuvre* [dans les territoires occupés], *ce sont des zones palestiniennes autonomes, voisinant avec des implantations* [colonies juives], *séparées par des zones de sécurité comme mentionnées dans les accords de Camp David* », rejetés, en 1978, par les Palestiniens.

Pour le reste, notamment les négociations avec la Syrie à propos du plateau du Golan, pas question de reprendre le principe de l'échange de la terre – conquise en 1967 – contre la paix. « *Nous devons rester sur nos positions sur le Golan* (annexé en 1981), *parce qu'il nous offre la garantie que nous ne serons plus attaqués.* » Pour M. Netanyahou, qui entend bien sûr « *continuer le processus de paix* » avec tous les partenaires arabes d'Israël, mais à ses nouvelles conditions, « *le problème avec la Syrie n'est pas territorial. Autrement, Assad* (le président syrien) *aurait depuis longtemps empoché le plateau que Pérès lui a, en réalité, offert.* »

Les négociations israélo-syriennes qui durent depuis trois ans, butent en réalité – M. Nétanyahou feint de l'ignorer –, sur la nature de la paix et les garanties de sécurité exigées par Rabin et M. Pérès en échange de la restitution du plateau. Mais « Bibi » s'affirme convaincu que « *c'est autre chose qui intéresse* » le « lion » de Damas.

« *Si la Syrie* (qui maintient 35 000 soldats au Liban) *acceptait de démanteler le Hezbollah* (qui combat l'occupation israélienne au sud du pays du Cèdre), *nous pourrions en échange user de notre influence pour que les Etats-Unis retirent son nom de la liste des pays qui soutiennent le terrorisme. Voilà ce qui compte, en termes politiques et économiques, aux yeux de la Syrie* », assure M. Nétanyahou. L'ancien général Rabin et ce vieux lutteur défait de Shimon Pérès n'auraient-ils donc rien compris aux « *Arabes* » ?

Patrice Claude

■ **Israël a allégé,** vendredi 31 mai, le bouclage des territoires palestiniens. 7 500 ouvriers de la bande de Gaza et 2 500 autres de Cisjordanie, âgés de plus de quarante ans, sont de nouveau autorisés à se rendre sur leur lieu de travail en Israël. – *(AFP.)*

Dissiper le brouillard électoral

Le premier ministre israélien sortant, Shimon Pérès, a exclu, vendredi 31 mai, sa participation à un gouvernement d'union nationale dirigé par son rival de la droite, Benyamin Nétanyahou. « *Si un gouvernement d'union nationale était constitué, ce serait sans moi* », a déclaré M. Pérès au quotidien *Haaretz*. Le vice-ministre sortant de la défense, Ori Orr, s'est lui aussi prononcé contre la participation possible des travaillistes à un gouvernement d'union nationale envisagé par certains responsables de ce parti. « *Il est temps de dissiper le brouillard électoral. Nos deux partis ont des programmes politiques essentiellement différents* », a déclaré à la radio M. Orr. « *La droite a promis beaucoup et notamment la paix sans concession territoriale. Il faut lui donner l'occasion de réaliser ses promesses* », a-t-il ironisé. Des responsables du Likoud, tels l'ancien ministre des affaires étrangères, David Lévy ont, de leur côté, écarté la possibilité d'un gouvernement d'union nationale. – *(AFP.)*

Attentisme de Rome à Oslo

Les gouvernements occidentaux demeuraient prudents, jeudi 30 mai, dans l'attente de la proclamation officielle des résultats des élections israéliennes, mais les premières déclarations laissent poindre quelques appréhensions quant à la continuation du processus de paix au Proche-Orient.

● **A Paris,** le porte-parole adjoint du ministère des affaires étrangères a déclaré que la France était « *extrêmement attentive* » à la continuation du processus de paix. « *Quelle que soit l'issue des élections, les acquis – c'est-à-dire les engagements – d'Oslo ne seront pas remis en cause. Nous ne pouvons que nous en réjouir, même s'il va de soi que nous ne pouvons que souhaiter que le processus se développe et aille à son terme* », a ajouté Yves Doutriaux, selon lequel les relations franco-israéliennes sont appelées « *à se développer en tout état de cause* ».

● **A Rome,** Lamberto Dini, ministre italien des affaires étrangères, dont le pays assure actuellement la présidence de l'Union européenne, s'est montré prudent en affirmant seulement que « *si Nétanyahou devait gagner, il est probable que le processus de paix subira quelques ralentissements* ».

● **A Oslo** – où ont été négociés, il y a trois ans, dans le plus grand secret, les accords palestino-israéliens – le chef de la diplomatie norvégienne, Bjoem Tore Godal, a estimé que le processus de paix ne serait pas nécessairement en danger en cas de victoire électorale de M. Nétanyahou. En tout état de cause, a-t-il dit, la Norvège ne modifiera pas sa politique vis-à-vis de l'Etat juif.

● **A Madrid,** Abel Matutes, ministre espagnol des affaires étrangères, est convaincu que la droite nationaliste israélienne « *peut mener à bien le processus de paix* » dans la région. A son avis, « *la pression internationale et les propres réflexions du Likoud le pousseront à continuer ce processus* ».

● **A Washington,** l'ancien secrétaire d'Etat américain, Henry Kissinger, a recommandé au gouvernement américain de s'abstenir de tout jugement pendant « *environ trois semaines* » et de mener des « *discussions intensives* » avec le nouveau gouvernement israélien. M. Kissinger est convaincu que, si sa victoire est confirmée, M. Nétanyahou « *modifiera ses exigences quand il sera confronté aux réalités du gouvernement* ». – *(AFP, Reuter.)*

Les colons juifs de Kyriat Arba « n'ont plus rien à craindre »

KYRIAT ARBA
de notre envoyé spécial

Pour les colons de Kyriat Arba, la vie a repris son cours, jeudi 30 mai, après quatre ans d'éclipse travailliste, le cours du Grand Israël, de la Judée-Samarie (la Cisjordanie), de la Terre promise... et surtout due. Pas fâchés d'avoir fait la nique au monde entier, aux dirigeants arabes honnis, comme aux Américains donneurs de leçons, ils laissent sereinement s'échapper la joie que leur procure la victoire à l'arraché de leur sauveur, « Bibi » Nétanyahou, qui a chassé du pouvoir « *Pérès le cafard* ». « *Ici, un électeur de Shimon Pérès, cela n'existe pas* », proclame Moshé. Les résultats lui donnent entièrement raison. Avec 99 % des sufffrages, le candidat nationaliste a littéralement fait le plein des voix.

Dans la rue, une estafette placardée d'affiches et de slogans en l'honneur du chef de la droite témoigne de l'agressivité des dernières heures de la campagne. « *Nétanyahou, c'est bon pour les Juifs* » ; « *Ce qui est bon pour les Palestiniens, n'est pas bon pour nous* » ; « *Ils vont voter Pérès, nous voterons "Bibi"* ». « *C'est un coup terrible pour la gauche, j'espère qu'elle ne s'en remettra jamais* », assure un petit épicier.

« *Hier, c'était la plus belle nuit de ma vie. Bientôt, le nouveau premier ministre viendra nous rendre visite, ce que n'a jamais fait l'ancien, et alors nous organiserons une grande fête* », se réjouit Yossi, employé à l'école et qui a fui Jérusalem et ses attentats, il y a six mois, pour s'installer parmi ces colons ultras, aux portes de Hébron, la dernière grande ville de Cisjordanie – outre la partie orientale de Jérusalem – toujours occupée par l'armée israélienne.

GRANDS PROJETS

Le maire palestinien peut bien tempêter, rappeler les engagements pris qui devaient voir les soldats partir en mars, et exiger le retrait immédiat que lui avait promis M. Pérès, à Kyriat Arba, personne ne pense désormais que Tsahal quittera, un jour, la ville du Caveau des Patriarches, célébré à la fois par les juifs et les musulmans, et ensanglanté, le 25 février 1994, par un colon illuminé, Barouch Goldstein, dont la tombe trône dans l'un des jardins publics de « l'implantation ».

Moshé et Lizour en sont convaincus : « Bibi » a promis qu'Israël conserverait Hébron, et il n'est pas homme à céder aux pressions. D'où qu'elles viennent. « *Il a vécu aux Etats-Unis, il connaît la musique, il ne se laissera pas faire.* » S'il y avait danger qu'il puisse se laisser circonvenir, ses deux alliés, Ariel Sharon et Rafaël Eytan, héros des colons, sauraient bien l'en dissuader. « *Avec eux, nous n'avons rien à craindre* », affirme Lizour.

Ariel Sharon, ancien ministre de la défense, a effectivement de grands projets pour la ville arabe, au cœur de laquelle un petit groupe d'Israéliens défient 120 000 Palestiniens, sous la haute protection de l'armée. « *Ce ne sont pas 400 Juifs qui vivront demain à Hébron, mais 4 000* », clamait-il en avril. A Kyriat Arba, on attend avec impatience de passer aux travaux pratiques du « processsus de paix » version Likoud.

Gilles Paris

Le recul des travaillistes représente un revers diplomatique pour Bill Clinton

Le président américain a affirmé que la politique des États-Unis « restera la même »

WASHINGTON
de notre correspondant

La probable victoire du chef du Likoud, Benyamin Nétanyahou, ne peut qu'avoir un goût amer pour Bill Clinton, et il est probable qu'il la considérera comme un revers diplomatique. A cinq mois de l'élection présidentielle, il s'agit pour lui d'une mauvaise surprise. Jamais en effet un président américain n'a pris parti de manière aussi ostentatoire dans une élection intérieure israélienne.

En 1992, George Bush avait laissé entendre que ses préférences allaient au candidat travailliste, Itzhak Rabin, et non au premier ministre sortant Itzhak Shamir. James Baker, alors secrétaire d'Etat, avait même menacé de supprimer des prêts bancaires, si Jérusalem persistait à laisser les colons juifs s'implanter massivement dans les territoires occupés. Mais ces manifestations de préférence partisane n'avaient aucune commune mesure avec le soutien appuyé que M. Clinton a apporté à son « ami » Shimon Pérès depuis plusieurs mois. Certes, c'est un appui à la bonne cause, celle d'une continuation du processus de paix au Proche-Orient. De ce point de vue, l'administration américaine considérait que le scrutin de mercredi avait valeur de référendum pour la paix.

Jusqu'au dernier moment, M. Clinton a usé de toute l'influence dont jouit un président américain auprès des Israéliens, pour faire pencher la balance en faveur de M. Pérès. Mardi encore, le chef de la Maison Blanche avait indiqué quelle signification aurait une victoire travailliste : si les Israéliens décident de « *rester sur le chemin de la paix*, avait-il insisté, *nous ferons ce que nous pourrons pour faire en sorte qu'ils puissent aussi avoir la sécurité* ». Cette allusion transparente à une aide financière et militaire supplémentaire des Etats-Unis, avait ulcéré nombre de responsables du Likoud.

« INGÉRENCE GROSSIÈRE »

Ariel Sharon, ancien ministre de la défense et chef des « ultras » du parti de M. Nétanyahou, avait dénoncé « *une ingérence grossière et insultante dans les affaires intérieures d'Israël, qui apparaît comme une république bananière* ». Sans aller aussi loin, plusieurs responsables américains – il est vrai surtout républicains – avaient critiqué cet engagement officiel sans nuance aux côtés d'un homme, même si celui-ci incarnait une politique que les républicains, comme les démocrates, jugent vitale pour la défense des intérêts nationaux des Etats-Unis.

Si le soutien de Washington au gouvernement de M. Pérès s'est accéléré ces dernières semaines, il s'inscrivait cependant dans le sens d'une très ancienne politique de solidarité des Etats-Unis avec Israël. Bill Clinton s'est rendu à trois reprises à Jérusalem en dix-huit mois, et le secrétaire d'Etat, Warren Christopher, y a fait une vingtaine de visites, dans le cadre du processus de paix. Plus récemment, le président américain avait apporté un soutien marqué à M. Pérès et à Yasser Arafat, lorsque les deux hommes s'étaient retrouvés à Washington, au début de mai.

M. Clinton avait reçu ses hôtes avec un luxe d'égards, donnant ainsi un « coup de pouce » au premier ministre israélien à quelques semaines du scrutin, tout en confirmant que les Etats-Unis considèrent le chef de l'OLP comme un interlocuteur respectable. L'étroitesse des relations américano-israéliennnes s'est particulièrement manifestée à l'occasion des affrontements entre Tsahal et le Hezbollah au Liban sud. M. Clinton a soutenu *mordicus* la thèse israélienne lors du massacre de Cana, le 18 avril, au Liban sud, au risque d'affaiblir la crédibilité de Washington dans son rôle d'intermédiaire (presque) impartial entre Juifs et Arabes.

INTÉRÊTS STRATÉGIQUES

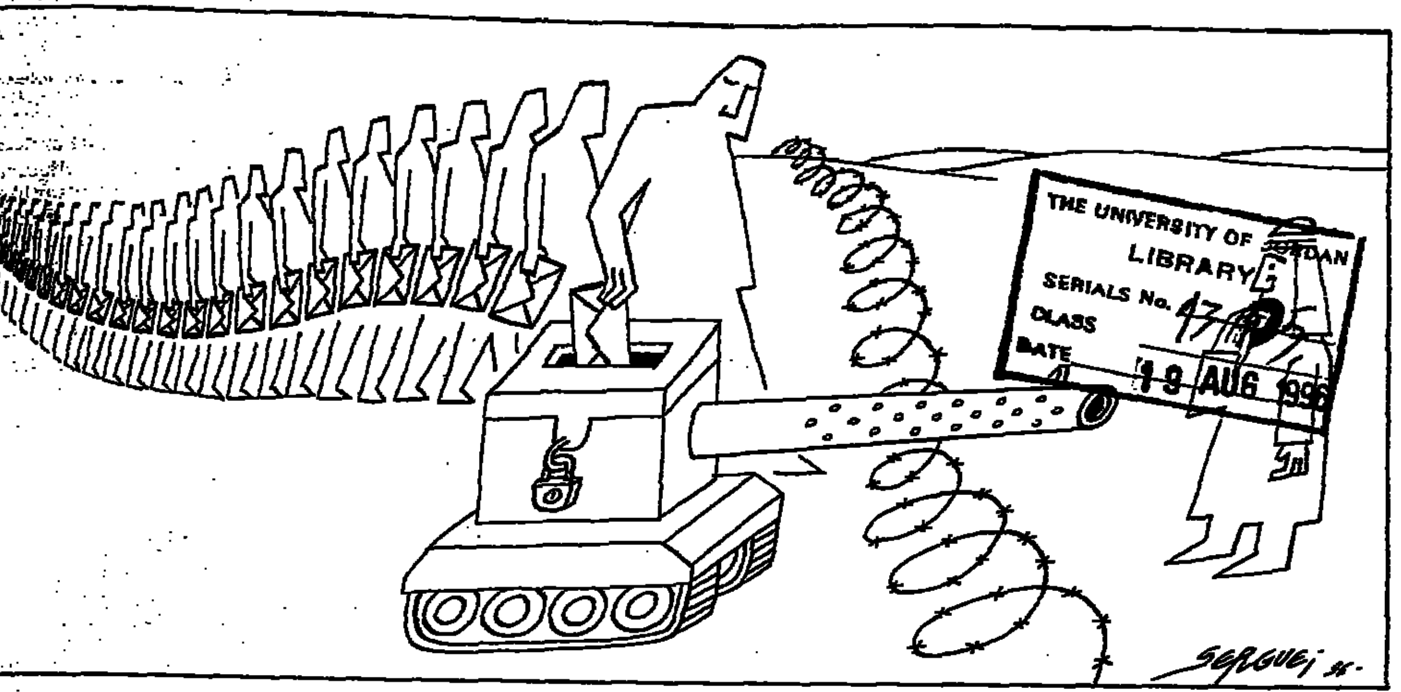
Mais la probable victoire de M. Nétanyahou ne signifie pas pour autant un refroidissement prolongé des relations entre Washington et Jérusalem. De même que tout gouvernement israélien a besoin de l'aide diplomatique et financière des Etats-Unis – plus de 3 milliards de dollars, soit environ 15 milliards de francs, par an –, aucun président américain ne peut se désintéresser du sort de l'Etat juif, à la fois pour des raisons intérieures – électorat juif américain oblige –, et stratégiques : les Etats-Unis considèrent que leurs intérêts au Proche-Orient sont indissociables de la continuation du processus de paix, dont ils sont, historiquement, les parrains.

Les Etats-Unis s'attendent à un net ralentissement de ce processus avec la victoire du Likoud, mais ils ne peuvent encore en évaluer l'importance. A toutes fins utiles, M. Clinton a souligné, jeudi, que la politique de Washington « *restera la même* », quel que soit le vainqueur des élections. La perspective du scrutin avait gelé les négociations entre Israël et la Syrie à propos du Golan et, plus récemment, elle avait contribué à empêcher la formation d'un Groupe de surveillance du cessez-le-feu instauré au sud du Liban.

Laurent Zecchini

Grand Israël »

Patrice Claude



Les pays arabes s'inquiètent de l'avenir du processus de paix

Le président égyptien va rencontrer le roi de Jordanie et Yasser Arafat

AMMAN
de notre correspondante au Proche-Orient

Dans l'attente du résultat définitif du scrutin, la majorité des capitales arabes n'avaient pas officiellement réagi, vendredi 31 mai, à la probable élection de M. Benyamin Nétanyahou comme premier ministre israélien. C'est toutefois l'inquiétude qui domine devant les incertitudes sur la continuation du processus de paix. Sans se prononcer clairement en faveur de Shimon Pérès – surtout après l'opération israélienne « Raisins de la colère » au Liban sud, qui a ému les opinions publiques –, la plupart des responsables estiment qu'il était un moindre mal et qu'il symbolisait malgré tout, par rapport à son rival, le *« courant de la paix »*.

« Les Arabes ont de quoi s'inquiéter si Nétanyahou forme le nouveau gouvernement », a ainsi déclaré le secrétaire général adjoint de la Ligue arabe et ancien chef de la délégation syrienne aux négociations avec l'Etat juif, Moafak Allaf. *« Nous ne pouvons pas*, a-t-il ajouté, *ignorer les déclarations de Nétanyahou pendant la campagne électorale, qui sont hostiles aux Arabes et qui vont à l'encontre des fondements du processus de paix »*, c'est-à-dire, au principe de l'échange de la terre contre la paix.

En Egypte – où la paix a été signée, en 1979, avec un gouvernement Likoud – la presse s'est toutefois empressée de souligner que le processus de paix continuera, mais *« sera sans doute plus difficile »*, ce qui, selon elle, nécessitera une plus grande coordination entre Arabes. Le président Hosni Moubarak va, dans les prochains jours, recevoir un certain nombre d'homologues, dont le chef de l'Etat syrien Hafez El Assad. Il devrait d'autre part se rendre en Jordanie, au cours de la première semaine de juin, pour s'entretenir avec le roi Hussein et le chef de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat. Les trois hommes n'avaient pas exclu, lors de leur dernière rencontre au Caire, d'inviter à ce sommet le nouveau premier ministre israélien, pour évaluer avec lui la continuation du processus de paix.

La probable élection de M. Nétanyahou est, en revanche, un coup dur pour la Jordanie, qui craint de se trouver encore plus isolée dans son tête-à-tête avec Israël, si les négociations de paix avec les Palestiniens, les Syriens et les Libanais restent bloquées. Prudemment, les dirigeants d'Amman s'étaient abstenus de montrer une quelconque préférence pour l'un ou l'autre des candidats au poste de premier ministre en Israël, et le roi Hussein avait même refusé de recevoir M. Pérès à Amman, à la fois pour ne pas paraître le soutenir, mais aussi pour exprimer son mécontentement devant le peu d'empressement israélien à mettre en pratique le traité de paix conclu entre les deux pays, le 26 octobre 1994.

Reçu à deux reprises, à Amman, M. Nétanyahou n'est pas ici un inconnu, mais la perspective de sérieuses complications avec les Palestiniens, comme avec les Syriens, inquiète au plus haut point les responsables jordaniens, qui font face à une situation très difficile. Dans un pays où la majorité de la population est d'origine palestinienne, rien de ce qui se passe sur l'autre rive du Jourdain n'est anodin. Et d'éventuels troubles dans les territoires palestiniens pourraient avoir des conséquences en Jordanie, où la population attend toujours de percevoir les dividendes de la paix avec Israël.

La probable défaite de M. Pérès est aussi un revers pour deux monarchies du Golfe, Oman et le Qatar, qui l'avaient recu en mars. Mascate comme Doha justifiaient leur attitude par la volonté d'encourager l'Etat juif à faire la paix. Les électeurs israéliens ont jugé, eux, que leur sécurité primait, infligeant ainsi un désaveu au choix fait par ces deux monarchies. Les autres pays du Golfe, l'Arabie saoudite en tête, qui, récemment, avaient très sévèrement critiqué Israël pour son opération au Liban, vont maintenant attendre pour juger et regarder de très près l'attitude de Washington. Tous les gestes en faveur d'Israël consentis par ces pays, l'ont été à la demande des Etats-Unis, qui n'avaient pas craint de mettre tout leur poids derrière M. Pérès.

Un coup dur pour la Jordanie, qui craint de se trouver encore plus isolée dans son tête-à-tête avec Israël

L'attitude de Washington, coparrain avec la Russie du processus de paix, déterminera aussi la conduite de la Syrie et du Liban, qui malgré leurs espoirs déçus sur M. Pérès, préféraient encore le voir élu. Dans un commentaire lapidaire, la radio officielle syrienne s'est contentée d'affirmer, jeudi, que Damas *« attend l'application des résolutions de l'ONU stipulant le retrait d'Israël des territoires syriens et libanais occupés, et non l'avis de tel ou tel parti israélien »*. M. Nétanyahou, ayant exclu, lors de sa campagne, tout retrait du plateau du Golan, on voit mal comment et sur quelles bases pourraient reprendre les négociations de paix avec la Syrie.

Si, du côté officiel palestinien, on observe un mutisme inquiet, un dirigeant du Mouvement de la résistance islamique (Hamas), Razi Mohamad, a estimé que la probable victoire de M. Nétanyahou équivaudrait à une *« déclaration de guerre aux Palestiniens et aux Arabes »*, puisqu'elle implique un refus de la paix. Pour le Front démocratique de libération de la Palestine (FRDLP) de Nayef Hawatmé, *« le paysage politique israélien est noir et le choc est puissant »*.

Françoise Chipaux

Satisfaction à Téhéran

L'Iran s'est réjoui, jeudi 30 mai, du résultat des élections en Israël, estimant que la probable victoire du chef du Likoud, Benjamin Nétanyahou, entraînerait *« un surcroît d'exigences »* du *« régime sioniste »* dans *« le processus de compromis »* engagé avec les pays arabes. Selon Radio-Téhéran, *« cela créera de nouveaux problèmes à ce processus sur lequel l'Amérique et les capitulards fondaient leurs espoirs »*. L'Iran, qui s'est toujours déclaré résolument hostile au processus de paix israélo-arabe, affirme néanmoins que *« changer les pions du régime ne modifiera pas grand-chose »*, car *« le régime sioniste se nourrit naturellement d'expansionnisme et de massacres »*. – (Reuter.)

Le président centrafricain engage de difficiles discussions avec l'opposition

POUR la première fois depuis la fin de la mutinerie d'une partie de l'armée centrafricaine, le président Ange-Félix Patassé a reçu, jeudi 30 mai, les représentants de l'ensemble de l'opposition dans le but de former un gouvernement d'« union nationale », conformément à l'engagement qu'il a pris pour tenter de sortir son pays de la grave crise qui vient de l'ébranler. Une nouvelle réunion était prévue vendredi.

Le rendez-vous a donc finalement eu lieu avec le Codepo, comité regroupant sept partis, qui avait délibérément boudé l'occasion à deux reprises, et la formation dirigée par l'ancien président André Kolingba était également représentée.

Mais la discussion s'avère difficile car l'opposition maintient toute une série de conditions préalables à une éventuelle participation au *« gouvernement de large ouverture »* promis par M. Patassé, sur les « conseils » pressants des dirigeants français. Elle demande en premier lieu une révision de la Constitution afin que le chef de gouvernement dispose de pouvoirs nettement étendus vis-à-vis du président.

Le choix d'un nouveau premier ministre est particulièrement délicat. Dessinant le profil de celui-ci, le président Patassé a déclaré, avant de rencontrer l'opposition : *« Ce ne sera pas un homme d'un parti. C'est un très grand sacrifice que je consens. Le MPLC, parti de la majorité présidentielle, accepte, lui aussi, ce sacrifice. »* Au sujet de la désignation de cette personnalité, le chef de l'Etat, en dépit de la contestation, a tenu à affirmer son autorité, ajoutant : *« Je suis totalement libre. »* Rien n'est moins sûr, car Paris, pour prix d'une intervention militaire qui a eu pour effet de « sauver » le président Patassé, conserve en quelque sorte un droit de regard sur la solution à la crise centrafricaine et les leaders de l'opposition se montrent très exigeants.

Jean-Claude Ngoupandé, l'ambassadeur de Bangui en France, approché pour devenir le chef du nouveau gouvernement, pose des conditions

Pour diriger le futur gouvernement, M. Patassé s'est adressé, le 26 mai, à l'actuel ambassadeur de la République centrafricaine à Paris, Jean-Claude Ngoupandé, un homme qui a le profil tracé par le chef de l'Etat et qui jouit de la considération des dirigeants français. Mais M. Ngoupandé, qui est en contact avec l'opposition, a répondu, deux jours plus tard, qu'il posait lui aussi des conditions qui ne lui paraissaient pas encore réunies. Il souhaite vivement que soit dégagé un *« consensus national »* avant la définition d'un programme de gouvernement comportant de vastes réformes, notamment dans l'administration, pour mettre un terme au *« chaos »* et à l'état de *« déliquescence »* dans lequel se trouve depuis longtemps la République centrafricaine.

En attendant, M. Patassé a, comme promis, promulgué, jeudi, une loi amnistiant les militaires impliqués dans les mutineries d'avril et de mai.

Sont exclus du bénéfice de cette loi d'amnistie les soldats qui n'auront pas regagné leurs casernes, ceux qui auront conservé des armes ou refusé de se soumettre aux autorités. Les auteurs de vols, de meurtres, de viols ou de coups et blessures n'en bénéficieront pas non plus. L'article 5 de ce texte précise qu'en cas de récidive *« les effets de la présente loi seront anéantis »*. Cette amnistie était la première exigence des mutins et de l'opposition.

Francis Cornu

Le Liban sud exposé à toutes les dérives

En l'absence d'accord sur le Groupe de surveillance du cessez-le-feu, la situation au pays du Cèdre reste précaire

AU LENDEMAIN de deux attentats à l'explosif, qui ont fait quatre morts, dont trois officiers, dans les rangs de Tsahal, dans la *« zone de sécurité »* que l'Etat juif occupe au Liban sud, l'aviation israélienne a fait, vendredi 31 mai, un raid contre une position du Mouvement pro-chiite Hezbollah à Baalbeck, dans l'est du pays du Cèdre, non loin de la frontière syrienne.

Dire que c'est le premier bombardement aérien depuis la conclusion, le 27 avril, d'un « arrangement » de cessez-le-feu entre Israël et le Liban, ne relève pas du simple constat. Cela permet de rappeler que le Groupe de surveillance de la trêve, dont la création est prévue par ledit « arrangement » et qui était sensé fournir la vraie garantie du respect des engagements pris par les deux parties, n'est toujours pas opérationnel. Il n'est pas près non plus d'entrer en fonctions.

Lorsque les représentants des cinq pays membres du Groupe – Etats-Unis, France, Syrie, Liban et Israël – s'étaient séparés, jeudi 23 mai, après une nouvelle réunion, pour rien, la raison avancée à Washington en était, officiellement, que le négociateur israélien, Itamar Rabinovitch, n'avait pas encore reçu d'instructions de son gouvernement quant au projet d'accord sur le mode de fonctionnement du Groupe. En réalité, le gouvernement de Shimon Pérès souhaitait différer son agrément de crainte que le Likoud, en pleine campagne électorale, n'exploite contre lui – sur certains points au moins – le texte mis en forme à Washington.

Plus précisément, la droite israélienne risquait de reprocher à la coalition de gauche, conduite par M. Pérès, d'avoir accepté d'exclure la « zone de sécurité » du champ d'application du cessez-le-feu et decritiquer la procédure d'adoption des décisions au sein du Groupe. Le projet d'accord qu'avaient conclu les représentants des Cinq et qui attendait l'agrément des gouvernements concernés tenait globalement en ceci : 1. – l'adoption des décisions se ferait à cinq, et, en cas de problème, les trois principaux garants, c'est-à-dire les Etats-Unis, la France et la Syrie, prendraient la décision ; 2. – en cas de violation du cessez-le-feu, un délai de 72 heures serait accordé aux enquêteurs pour mener leurs investigations, ce qui implique que le droit de légitime défense reconnu par l'« arrangement » ne serait exercé qu'au-delà de ce délai ; 3. – la présidence du Groupe serait assurée alternativement par les Etats-Unis et la France.

Un porte-parole du département d'Etat a annoncé, jeudi, que les réunions des Cinq étaient reportées en attendant que *« la situation électorale se clarifie en Israël »*. Il aurait pu dire ajournées *sine die*, car si la victoire de Benjamin Netanyahou était confirmée, il faudrait attendre qu'il forme son gouvernement et obtienne la confiance de la Knesset. Rien ne garantit non plus qu'il ne cherchera pas à renégocier les termes de l'accord. Ce qui laisse la porte ouverte à toutes les dérives au Liban sud.

Mouna Naïm

COMMENTAIRE

PANACHAGE

Inconstance ou sagacité ? S'ils sont appelés à élire au suffrage universel direct le chef de l'exécutif et les membres du Parlement, en un seul ou plusieurs scrutins rapprochés, nombre de votants de pays démocratiques sont tentés d'exprimer des choix qui donneraient à penser qu'ils manquent de suite dans les idées. A preuve, les résultats sortis des urnes israéliennes.

Si étroite soit-elle sur Shimon Pérès, chef de file des travaillistes, la probable victoire de Benyamin Nétanyahou, président du Likoud, qui briguait le poste de premier ministre, s'est accompagnée, s'agissant du choix des députés à la Knesset, d'un recul de ces deux grands partis qui alternent au pouvoir, au profit de petites formations, laïques et religieuses, qui font l'appoint et le monnayent chèrement. Comme si certains électeurs avaient utilisé à dessein la méthode du panachage politique pour éviter qu'un camp ne l'emporte trop nettement sur l'autre.

Cette attitude consensuelle n'est pas en soi singulière : on en trouve trace dans les démocraties qui, comme en France, ont connu des périodes de cohabitation parfois orageuses, ou, ailleurs, des gouvernements de coalition souvent sans lendemains. Elle s'explique par le souci des électeurs de tempérer un pouvoir par un autre, d'en empêcher l'exercice solitaire. Elle tient aussi au fait que les votants ont du mal à voir clair dans les choix qu'on leur propose ou, plus prosaïquement, s'entêtent à vouloir un peu tout et son contraire.

Tous les Israéliens aspirent indistinctement à la paix – 60 % se disent favorables au processus en cours, selon les derniers sondages – et à la sécurité. Mais, en votant pour M. Pérès, n'ont-ils pas eu l'impression de privilégier la première, ou pour M. Nétanyahou, la seconde ? On peut donc comprendre que certains se soient appliqués à « corriger » un vote par un autre, à choisir un premier ministre sans trop s'inquiéter de lui assurer une solide majorité à la Knesset.

Situation paradoxale puisque l'autorité que le nouveau premier ministre devrait tirer de son élection au suffrage universel direct sera entamée par les marchandages auxquels il sera contraint de se livrer pour neutraliser les forces qui le soutiennent. Ce faisant, il ne se place pas dans la meilleure position pour relever le défi de la paix.

Jacques de Barrin

L'ex-président vénézuélien condamné pour détournement de fonds publics à vingt-six mois de détention

Carlos Andrès Perez se dit victime d'une vengeance politique

Vice-président de l'Internationale socialiste, « CAP », comme on l'appelle au Venezuela, n'a pas renoncé à un retour en politique. Destitué en 1993, il estime que son procès et sa condamnation à vingt-six mois de détention domiciliaire pour détournement de fonds publics sont un règlement de comptes, inspiré par le pouvoir de l'actuel président Caldera.

CARACAS
de notre envoyé spécial

L'ancien président vénézuélien Carlos Andrès Perez a été condamné jeudi 30 mai par la Cour suprême à deux ans et quatre mois de prison pour détournement de fonds publics. Accusé d'avoir utilisé de manière irrégulière des fonds secrets pour assurer la protection de la présidente du Nicaragua Violeta Chamorro en 1990, il avait été destitué en mai 1993. Agé de soixante-treize ans, il a été placé en détention domiciliaire en mai 1994 et recouvrera sa liberté en septembre prochain.

« Il s'agit clairement d'un procès politique, dont l'objectif était de renverser le président de la République, nous a déclaré Carlos Andrès Perez, peu avant le jugement, dans sa résidence « La Ahumada », sur les hauteurs de Caracas. *La seule accusation qu'on a pu retenir contre moi est d'avoir envoyé une mission policière au Nicaragua. Il ne s'agit pas de malversation, mais des attributions normales du président. »*

Carlos Andrès Perez s'estime victime d'*« une vengeance de Caldera »* (l'actuel président vénézuélien, son grand rival politique) et défend le bilan de ses années au pouvoir. Durant le premier mandat de « CAP », comme on l'appelle au Venezuela, de 1974 à 1979, l'argent coulait à flots, grâce aux prix élevés du pétrole.

L'époque du « Venezuela saoudien » avait pris fin lors de sa réélection en 1989. Renonçant aux politiques populistes, il avait tenté d'appliquer un programme d'ajustement qui avait provoqué une violente explosion sociale – plus de trois cents morts à Caracas – suivie de deux tentatives de coups d'Etat militaire.

« Mon plan était nécessaire. A l'époque, personne ne payait l'électricité, l'eau ou le téléphone, les impôts étaient pratiquement inexistants. Mais les médias nous ont attaqué très durement, alors qu'aujourd'hui ils font preuve de beaucoup plus de compréhension à l'égard du programme d'ajustement de l'actuel gouvernement. »

L'assignation à résidence, l'interminable procès et les démêlés avec les actuels dirigeants de son parti, Action démocratique (social-démocrate), n'ont pas abattu Carlos Andrès Perez. Convaincu que l'opinion s'est retournée en sa faveur, il ne cache pas son ambition de reconquérir le parti et, pourquoi pas, le pouvoir.

« UN VIDE DANGEREUX »

Carlos Andrès Perez ne nie pas le discrédit généralisé qui frappe la classe politique vénézuélienne. *« C'est malheureusement vrai. Les partis ont mal vieilli, ils ont perdu leur représentativité. C'est une réalité dans tous les pays d'Amérique latine, mais aussi en France, en Espagne ou en Italie. Cela crée un vide dangereux pour le système démocratique. Mais je crois que les partis vont se renouveler. »*

Vice-président de l'Internationale socialiste, il refuse la thèse de la disparition des idéologies. *« C'est vrai qu'il y a eu un grand chambardement dans le monde. L'explosion des communications, les progrès de la science et de la technologie ont dissous de nombreux dogmes qui pesaient sur la vie politique et l'idéologie des partis, mais il existe toujours des partis progressistes, comme les nôtres, qui se réclament de la social-démocratie, et des partis conservateurs et rétrogrades. »*

Quelle est donc la différence entre un plan d'ajustement conservateur et un plan d'ajustement social-démocrate ? *« Nous refusons le néo-libéralisme qui s'appuie sur une conception individualiste de la société. Nous ne pouvons accepter la privatisation en soi, de secteurs stratégiques comme le pétrole ou l'aluminium. Nous croyons en la nécessité d'un Etat régulateur pour garantir une répartition plus juste des richesses. »*

Au-delà de la grave crise dans laquelle se débat le Venezuela, Carlos Andrès Perez perçoit des motifs d'optimisme. *« Au cours de ces trente-cinq ans de processus démocratique, la base culturelle de notre population s'est élevée, et c'est la base du développement. Il y a trente ans, il y avait une université au Venezuela. Il y en a, aujourd'hui, plus de cent. »*

Jean-Michel Caroit

La Turquie va doubler ses échanges commerciaux avec la France

ISTANBUL
de notre envoyé spécial

Profitant de l'entrée en vigueur de l'union douanière entre la Turquie et l'Union européenne à partir du 1er janvier 1996, la France s'est lancée dans une opération de séduction à l'égard du monde économique turc, qui n'attendait que cela. Plusieurs milliers de visiteurs professionnels se sont rendus à Istanbul, du 24 au 28 mai, à l'exposition française Fransa 96 regroupant 200 entreprises de l'Hexagone et inaugurée par Suleyman Demirel, président de la République, et Yves Galland, ministre français délégué aux finances et au commerce extérieur.

Au fil des nombreux séminaires organisés par le patronat turc du DEIK et par le CNPF français, l'impatience turque a dominé. Quand M. Galland a souhaité, le 24 mai, dans son discours inaugural, que les échanges franco-turcs doublent en dix ans, M. Demirel lui a répondu que ce résultat était souhaitable en cinq ans.

Car la Turquie est pressée. Elle doit faire face, sans grands moyens financiers, à un exode de plusieurs centaines de milliers de ruraux vers les grandes cités chaque année. Elle souffre d'une congestion de ses infrastructures routières et aéroportuaires. La panne énergétique guette. Sa balance commerciale avec l'étranger est déficitaire de 13 milliards de dollars (67 milliards de francs) par an. Les responsables économiques et politiques sont persuadés que seule l'union douanière avec l'Europe des quinze et la croissance qui en résultera éviteront au Parti de la prospérité (islamiste) d'améliorer le score de 21,32 % des voix qui en a fait le premier parti turc aux élections législatives de décembre 1995.

La Turquie joue la carte française pour deux raisons. La première est que la France de Jacques Chirac a pesé de tout son poids, en 1995, pour vaincre les réticences grecques à l'égard de l'union douanière avec la Turquie. Cet appui est plus que jamais nécessaire, Athènes bloquant l'aide financière de 800 millions d'écus sur cinq ans promis à Ankara. La deuxième raison est que la France est le premier investisseur du pays par le biais de ses 180 entreprises installées en Turquie.

Sur les rives du Bosphore, on aimerait persuader les capitaux français que la République serait un *« porte-avions idéal »* pour atteindre le monde arabe proche et l'Asie centrale turcophone. *« Les Français ne sont pas assez rapides,* critique Ugur Yüce, patron de six entreprises d'électronique et coprésident du Conseil franco-turc des hommes d'affaires. *L'importance du secteur public chez vous a engendré un manque d'audace, l'élévation de votre niveau de vie vous a rendus conservateurs. Nous sommes parvenus à convaincre les Américains et les Japonais de visiter, en notre compagnie, l'Ouzbékistan et le Kazakhstan où nous sommes bien implantés. Nous n'y arrivons toujours pas avec les Français... »*

La France est le premier investisseur du pays par le biais de 180 entreprises

Ce n'est pas que ceux-ci n'y croient pas. Bien au contraire. Les attentats des Kurdes du PKK ou ceux de groupuscules gauchistes les effraient à peine. Les querelles de sérail interminables entre les frères de droite ennemis du Parti de la Mère patrie et de celui de la Juste voie les laissent de marbre. Ils oublient sans peine les 78,9 % d'inflation de l'an dernier quand ils constatent la réactivité d'une économie chutant de 5,5 % en 1994 pour rebondir de 7,3 % en 1995.

Il n'est donc pas étonnant qu'au palmarès des pays émergents, la confiance forte et constante qu'inspire la Turquie lui vale une place éminente. Cette confiance s'est traduite par une aide publique française qui se classe au deuxième rang des aides bilatérales à la Turquie, derrière celle de l'Allemagne. Yves Galland a détaillé les quelque 4 milliards de francs d'aide versés en dix ans : 1,7 milliard sont allés au secteur énergétique, 730 millions à l'environnement et 480 millions au médical.

Les entrepreneurs venus de France froissent souvent leurs *alter ego*, qui ont conservé de l'époque ottomane une grande susceptibilité. Ils s'énervent des copiages des modèles et des technologies de leurs partenaires locaux. Ils oublient que, dans ce pays très commerçant, il vaut mieux contractualiser les devoirs et les droits des deux parties.

MGI-Coutier, équipementier auto dans l'Ain, a surmonté ces obstacles. Avec la bénédiction d'Oyak-Renault, il a pris un tiers du capital d'une société créée avec l'entreprise turque DORT-EL pour produire les réservoirs des essuie-glaces des Renault 9 fabriqués localement. Son investissement s'est élevé à 3,5 millions de francs. Quant à Bernard Lacoste, le patron du groupe Lacoste, il se félicite sans réserve de la bonne santé des 17 boutiques turques qui vendent 200 000 vêtements par an à la griffe du crocodile (+ 30 % prévu en 1996). Les lois sur les contrefaçons adoptées par le Parlement d'Ankara lui donnent entière satisfaction. *« Si j'avais dans tous les pays du monde un partenaire de la qualité de mon licencié turc, je n'aurais pas de cheveux blancs ! »*

Reste l'inconnue politique. L'instabilité gouvernementale turque ralentit les indispensables réformes dans les domaines de la fiscalité et des privatisations. Elle fait le jeu des islamistes qui profitent de la crise identitaire des plus démunis et de l'immobilisme des structures kémalistes. Mais les politiques et les entrepreneurs français n'y accordent pas une importance démesurée. Les plus pessimistes d'entre eux pensent que l'armée préviendra les dérapages des islamistes. Les plus optimistes jugent que, même parvenus au pouvoir, ceux-ci seront contraints de respecter une démocratie laïque tant l'élan vers l'Europe et la modernité est entretenu par une économie d'une étonnante vigueur.

Alain Faujas

La junte birmane risque un nouvel isolement diplomatique

BANGKOK
de notre correspondant en Asie du Sud-Est

La décision de Washington, jeudi 30 mai, de dépêcher un émissaire à Rangoun et dans les capitales de la région pour tenter d'obtenir la libération des opposants birmans récemment arrêtés illustre l'inquiétude des chancelleries face à l'évolution de la situation en Birmanie. Deux facteurs expliquent la renaissance dans ce pays d'un mouvement pour la démocratie : la détermination de Birmans prêts à sacrifier leur liberté à leurs principes ; et les pressions de gouvernements pour que la junte n'interdise pas la réunion, du 26 au 28 mai, au domicile d'Aung San Suu Kyi, à Rangoun, d'une « conférence » de la Ligue nationale pour la démocratie (LND).

Certes, les militaires, qui ont repris le pouvoir dans un bain de sang en septembre 1988, ont allumé des contre-feux : arrestation préalable de plus de 250 délégués de la LND et organisation un peu tardive, lundi et mardi, de contre-manifestations au cours desquelles des dizaines de milliers de gens auraient condamné ceux qui entendent *« détruire »* le pays. Mais la « conférence » de la LND, ouverte le 26 mai en la présence rassurante de représentants de plusieurs pays et alors que des milliers de partisans s'étaient massés devant la demeure de Mme Suu Kyi, s'est déroulée sans incident et a pris fin, mardi, avec la décision de rédiger un projet de Constitution démocratique et d'organiser, à cet effet, d'autres réunions.

Alors que la campagne du Prix Nobel de la paix 1991 menaçait d'être un peu oubliée à l'étranger, la junte a donc été contrainte d'abandonner cette première manche à Mme Suu Kyi, libérée en juillet 1995 après six ans d'assignation à résidence. Condamnée notamment par les Etats-Unis, le Japon, l'Europe et la Corée du Sud, l'attitude des militaires birmans recommence à provoquer un certain agacement au sein d'une Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (Asean) que l'étroite alliance entre Rangoun et Pékin met déjà mal à l'aise.

Or l'Asean doit se prononcer, dans moins de six semaines, à Djakarta, lors de sa conférence ministérielle annuelle, sur l'octroi à la Birmanie du statut d'observateur, dernière étape avant une candidature à l'adhésion. Selon la tradition, cette conférence sera suivie d'entretiens avec les « partenaires » de l'Asean. Il serait surprenant que ces derniers, parmi lesquels figurent les Etats-Unis, le Japon et l'Union européenne, n'évoquent pas le cas birman.

GUÉRILLA POLITIQUE

La réassignation à résidence de Mme Suu Kyi risquant de replonger la junte dans l'isolement, les généraux de Rangoun pourraient être tentés de biaiser. En tout cas, s'attendant davantage à une guérilla politique qu'à un affontement ouvert, leur opposante les a déjà invités à relâcher tous les membres de la LND arrêtés. Comme joker, Mme Suu Kyi semble conserver l'annonce d'une deuxième conférence de son mouvement, dont l'objet serait de rédiger une Constitution. Dans son esprit, il s'agit bien entendu d'enlever toute crédibilité aux travaux d'une Convention nationale, désignée par la junte et chargée de préparer un projet de Loi fondamentale accordant une place prédominante à l'armée.

En position de force, la junte avait libéré Mme Suu Kyi à la veille de la dernière conférence ministérielle de l'Asean. Du coup, elle avait été invitée au sommet de l'Association, en septembre, à Bangkok, et le Japon avait symboliquement repris une assistance suspendue depuis huit ans. Un nouveau gel de l'aide nippone et l'amorce d'une campagne plus vigoureuse de boycottage constitueraient un sérieux revers pour la junte. Même si les militaires continuent d'imposer une quarantaine à leur ancienne prisonnière, la partie s'annonce plus serrée qu'ils ne l'avaient sans doute imaginé.

Jean-Claude Pomonti

Elections controversées au Cachemire indien

SRINAGAR. Quatre personnes ont été tuées et plusieurs dizaines blessées, jeudi 30 mai, lors de l'ultime phase des élections législatives au Cachemire, boycottées par des organisations musulmanes séparatistes favorables à un référendum sous l'égide de l'ONU. Environ 50 000 militaires supplémentaires avaient été déployés pour maintenir l'ordre. Les autorités indiennes se sont félicitées d'une *« participation relativement élevée »* : supérieure à 37 % à Srinagar et de plus de 50 % à Udhampur. Toutefois, de nombreux habitants se sont plaints d'avoir été forcés de voter.

« S'il n'y avait pas eu d'interférence [des forces indiennes], *la participation n'aurait pas dépassé 2 % »*, a déclaré un porte-parole séparatiste, Abdul Gani. Les autorités indiennes ont rejeté toutes ces accusations. – *(AFP.)*

L'Espagne se félicite de l'arrestation en France d'une militante de l'ETA

MADRID. Le ministre de l'intérieur, Jaime Mayor Oreja, a laissé entendre que Maria Nagore Mugica, membre présumé de l'organisation séparatiste basque ETA, arrêtée, mercredi 29 mai, à l'aéroport Charles-de-Gaulle de Paris, pourrait être impliquée dans l'attentat manqué le 19 avril 1995 contre José Maria Aznar. M. Mayor s'est toutefois montré prudent, expliquant qu'il attendait de connaître le contenu de l'audition de Nagore Mugica par la police française. L'Audience nationale, la plus haute juridiction espagnole, examine la possibilité de présenter aux autorités françaises une demande d'extradition. – *(AFP.)*

ASIE

■ **PAKISTAN : avec l'accord de la France,** le Pakistan a pu reprendre des avions Mirage III d'occasion, dont le Liban s'est dessaisi il y a plusieurs mois déjà, et que les industriels français devraient remettre en état. Il s'agit d'une dizaine de Mirage III qui serviront à fournir des pièces détachées au Pakistan pour sa flotte de Mirage III et Mirage 5. Le Pakistan cherche toujours à obtenir vingt à trente Mirage 2000.

EUROPE

■ **ITALIE : l'ancien ministre de l'intérieur** démocrate-chrétien, Antonio Gava, a été condamné, *jeudi 30 mai*, à cinq ans de prison pour corruption. Il était accusé d'avoir soutiré 300 millions de lires (1 million de francs) à des entreprises de construction. – *(Reuter.)*

■ **ALBANIE : l'Organisation** pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a proposé, jeudi 30 mai, que de nouvelles élections soient organisées dans certaines circonscriptions de l'Albanie où de *« graves irrégularités »* ont été signalées au premier tour des législatives du 26 mai. Le président Sali Berisha, a concédé, jeudi, que les élections ont été entachées d'irrégularités tout en estimant que leur ampleur n'a pas *« pu influencer le résultat du scrutin »*. – *(AFP, Reuter.)*

■ **TCHÉTCHÉNIE : les indépendantistes** *« se réservent le droit d'ignorer l'accord de cessez-le-feu »* signé le 27 mai au Kremlin *« si Moscou ne commence pas rapidement à retirer ses troupes et à discuter du statut futur de la Tchétchénie »*, a annoncé, jeudi 30 mai, leur porte-parole Movladi Oudougov. – *(Corresp.)*

■ **SLOVAQUIE : le président de la République, Michal Kovac,** a déposé une plainte en diffamation contre le premier ministre, Vladimir Meciar, a annoncé jeudi 30 mai, la radio slovaque. Cette nouvelle escalade dans le conflit entre les deux hommes fait suite à une déclaration de M. Meciar, qui affirmait que M. Kovac aurait pu être poursuivi dans l'affaire judiciaire visant son fils s'il n'avait été protégé par son immunité. – *(AFP.)*

■ **BOSNIE : six cents Musulmans ont été chassés** de leurs maisons à Teslic, dans le nord de la Bosnie, a déclaré, jeudi 30 juin, le responsable musulman du comité de défense civile de ce village sous contrôle serbe. Le HCR avait auparavant annoncé à Sarajevo que plus d'une centaine de Musulmans avaient été chassés au cours des dernières semaines de cette localité proche de la ligne de séparation entre les deux entités de Bosnie (la Fédération croato-musulmane et la Republika Srpska). – *(AFP.)*

■ **SERBIE : le ministre russe des affaires étrangères, Evgueni Primakov,** a estimé, jeudi 30 mai, qu'il serait *« contre-productif »* de poursuivre en justice le dirigeant des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic. Il a indiqué que la remise de M. Karadzic au Tribunal pénal international (TPI) pour l'ex-Yougoslavie ne ferait que créer des tensions supplémentaires. – *(AFP.)*

ÉCONOMIE

■ **JAPON : le chômage** a atteint un nouveau record en avril avec 2,35 millions de personnes à la recherche d'un emploi, chiffre jamais atteint depuis 1953, date des premières statistiques dans ce domaine. Du coup, le taux de chômage a bondi de 3,1 % de la population active en mars à 3,4 % en avril.

■ **CONSOMMATION : les prix à la consommation** au Japon ont augmenté de 0,7 % en avril par rapport à mars. En un an (avril 1996 comparé à avril 1995), la hausse des prix est de 0,4 %. Au cours des six mois précédents, les prix à la consommation avaient constamment baissé sur une période d'un an. L'accélération d'avril s'explique par la hausse des prix des fruits (+ 2,8 % sur un mois) et des légumes (+ 9,4 % sur un mois) provoquée par des conditions climatiques défavorables.

■ **DÉVELOPPEMENT : Proparco,** la filiale de la Caisse française de développement (CFD) spécialisée dans l'appui au secteur privé, a prêté 812 millions de francs en 1995 à des entreprises réparties dans 25 pays, a indiqué jeudi 30 mai son président Antoine Pouilleute.

■ **ÉTATS-UNIS : la croissance du PIB** au premier trimestre a été révisée à la baisse à 2,3 % en rythme annuel contre 2,8 % précédemment estimé. La diminution des stocks des entreprises explique cette correction. Les dépenses de consommation ont augmenté de 3,6 % en rythme annuel au premier trimestre, les investissements fixes des entreprises de 10,7 %. – *(AFP.)*

Les marchés craignent une dévaluation de la peseta

MADRID. A la veille de la visite que doit faire le chef du gouvernement espagnol, José Maria Aznar, à Jacques Chirac, la peseta continuait de s'affaiblir. Vendredi 31 mai, lors des premières transactions entre banques sur les places européennes, elle cotait 84,35 pesetas pour un deutschemark, son cours le plus faible depuis début mars face à la monnaie allemande. La peseta souffrait, comme les autres devises européennes, du regain de vigueur du deutschemark observé, jeudi 30 mai, après la décision de la Bundesbank de ne pas abaisser ses taux directeurs. D'autre part, les déclarations du ministre espagnol de l'économie, Rodrigo Rato, souhaitant une *« parité de la peseta plus réaliste »*, continuent de peser sur le cours de la monnaie espagnole. Les opérateurs craignent que Madrid ne s'engage dans une dévaluation compétitive afin de soutenir la croissance. Le taux de croissance du PIB pour 1996 a été révisé à 2,3 % contre 3,4 % prévu initialement.

La Roumanie s'enfonce dans la misère et l'immobilisme

Les municipales du 2 juin seront un baromètre du mécontentement

A l'approche des législatives et du scrutin présidentiel, prévus cet automne, les élections municipales, dimanche 2 juin, vont permettre de mesurer le rapport de forces politiques dans le pays. A Bucarest, l'ancien champion de tennis, Ilie Nastase, candidat du pouvoir, est donné favori.

BUCAREST
de nos envoyés spéciaux

En période d'incertitude, rien de tel que les valeurs sûres. Elles sont, en l'occurrence, incarnées par deux sportifs, vedettes fanées mais vedettes quand même. Après un hiver particulièrement rude, les Roumains ont d'abord découvert la candidature surprise – et populaire – à la mairie de Bucarest d'Ilie Nastase, l'ancien champion de tennis qui a revêtu, pour l'occasion, les couleurs du parti au pouvoir (PDSR). Un autre événement politico-mondain a mobilisé les médias : le mariage, fin avril, de la célèbre gymnaste Nadia Comaneci, en présence de tout l'aréopage roumain, à commencer par le chef de l'Etat, Ion Iliescu.

En cette année électorale chargée – municipales dimanche, suivies des législatives et de la présidentielle prévues le 29 septembre –, toutes les occasions de publicité sont sans doute bonnes à prendre. Mais, au-delà des effets d'annonce, le retour sur le devant de la scène de ces deux stars de jadis illustre la soif de reconnaissance d'une Roumanie enlisée dans la grisaille, sept ans après la révolution de décembre 1989.

A la différence des capitales des pays d'Europe centrale, où les signes de décollage sont omniprésents, à Bucarest, le délabrement et la misère sautent aux yeux. En dehors des quelques vitrines de luxe du boulevard Magheru et des incontournables McDonald's, Bucarest présente le visage d'une ville ravagée et vétuste, dont les rues cabossées et les bandes de chiens errants sont les traits les plus visibles. *« Le choc social a été plus fort en Roumanie qu'ailleurs,* souligne le sociologue Mircea Kivu. *Le pouvoir d'achat moyen a baissé de 40 % depuis 1989. L'ancien système économique a été démantelé, mais rien de sérieux n'a pris sa place. »*

A DOUBLE TRANCHANT

La dureté du dernier hiver a, de nouveau, mis en évidence les carences qui continuent, ici, de peser sur le quotidien ; chauffage aléatoire, électricté irrégulière et coupures d'eau. Les canalisations de Bucarest sont tellement défectueuses que cette ville de 2,3 millions d'habitants consomme deux fois plus d'eau que Paris. Plus inquiétants, les symptômes de cette misère ambiante se retrouvent dans le taux élevé de mortalité infantile (23,9 pour mille), la faible espérance de vie (66 ans pour les hommes) et le retour en force, selon l'OMS, de la tuberculose, la *« maladie du pauvre »* par excellence.

« La situation économique est pire aujourd'hui qu'au lendemain de la révolution », tranche Ion Diaconescu, le nouveau président du Parti paysan, la principale formation de l'opposition.

Au tragique héritage des années Ceausescu, qui laissa un pays sans dettes mais exsangue, s'est ajouté l'immobilisme du gouvernement de Nicolae Vacaroiu, au pouvoir depuis les dernières élections de 1992. Adrian Nastase, le président du Parlement, estime, lui, que ces quatre dernières années *« ont permis de consolider l'Etat de droit et d'assurer la stabilité macro-économique du pays »*. L'inflation a certes été maîtrisée (28 %), le chômage officiellement en recul (10 %) et le déficit budgétaire (3,4 % du PIB) conforme aux recommandations du FMI.

Mais en Roumanie, plus qu'ailleurs dans l'Europe post-communiste, les chiffres sont à double tranchant. Même si le privé fournit aujourd'hui près de la moitié de la valeur du PIB, il provient surtout des secteurs, encore balbutiants, du commerce et des services ainsi que de l'agriculture. En revanche, dans l'industrie, vivier électoral du parti de M. Iliescu, qui emploie environ un tiers de la population active, les restructurations sont au point mort. Résultat : les maigres ressources du pays – les réserves de l'Etat sont équivalentes à un mois d'importations – sont absorbées par une industrie largement vétuste au détriment, notamment, de l'éducation et de la santé où le sous-équipement est flagrant. Plus grave, le pouvoir ferme les yeux sur le phénomène grandissant des dettes inter-entreprises, évaluées à près de 6 % du PIB, qui maquille la réalité économique.

Le gouvernement a relancé un programme de privatisation avant les élections. Même si près de dix-sept millions de Roumains ont déposé une demande de titres, cet *« actionnariat populaire »* va surtout se traduire par un éparpillement qui permettra, au bout du compte, à l'Etat de préserver une part prépondérante dans la majorité des entreprises ainsi « privatisées ». Indicateur imparable de la confiance dans le pays, les investissements étrangers sont dérisoires (1,7 milliard de dollars), contre près de 13 milliards en Hongrie, deux fois moins peuplée que la Roumanie.

« HÉSITATION PERMANENTE »

Ce peu d'empressement pour les réformes, officiellement motivé par le souci de limiter la *« casse sociale »* de la transition, se traduit, en réalité, par une stagnation qui anéantit toute amélioration à court terme des conditions de vie de la majorité des Roumains qui survivent avec un salaire moyen de 250 000 lei (environ 400 francs). Pour Romulus Nita, vice-président du syndicat Cartel-Alfa, *« nous n'avons ni pacte social ni accélération des réformes »*, au terme du mandat du gouvernement.

Loin d'être un choix idéologique, la tactique du pouvoir semble avant tout *« le reflet d'une hésitation permanente »*, estime Dumitru Tinu, le directeur du quotidien indépendant *Adevarul* (Vérité). *« La devise du président Iliescu,* dit-il, *consiste à toujours affirmer que ce n'est pas le moment »*. Et pour pallier le manque de résultats, reste à jouer sur la corde du nationalisme, toujours très vivace dans un pays nourri pendant des décennies de la suicidaire mythologie de l'autarcie entretenue par Ceausescu.

Le président Iliescu a déjà amplement exploité cette veine en accueillant deux formations extrémistes au gouvernement. Le parti du président, le PDSR, clame qu'une telle alliance était inévitable après le refus de l'opposition, en 1992, de former une large coalition. Une explication que réfute celle-ci, affirmant qu'elle a été placée devant le fait accompli.

Même si le président Iliescu, poussé par l'Occident et une partie de la presse roumaine, a fini par rompre, l'année dernière, avec les xénophobes de Romania Mare, la Roumanie aura néanmoins eu le triste privilège d'être le seul pays de la région, avec la Slovaquie, à avoir ouvert les portes du pouvoir à des partis ouvertement ultra-nationalistes. Une si longue complaisance peut laisser craindre les pires dérapages nationalistes pendant la campagne électorale à venir, notamment envers l'importante communauté de souche hongroise du pays, cible privilégiée du Parti de l'unité nationale de Roumanie (PUNR), l'autre mouvement extrémiste toujours membre de la coalition au pouvoir.

Autant que la situation sociale calamiteuse, ce qui désole Ion Diaconescu, le dirigeant du Parti paysan, est que *« ce pouvoir »*, qu'il ne cesse de qualifier de *« néo-communiste »*, a *« tellement galvaudé les principes, que la démocratie est aujourd'hui associée à la corruption et l'économie de marché à la spéculation »*. Et avant les élections, ce désarroi se reflète dans les sondages qui montrent que le principal parti reste celui des indécis. L'incertitude semble profiter au président Iliescu qui, en cas de réélection, confirmerait une autre particularité du pays : la Roumanie demeure l'unique pays de l'Est à ne pas avoir connu d'alternance depuis la chute du communisme.

Yves-Michel Riols et Christophe Chatelot

L'inébranlable dignité d'Ion Diaconescu

Ion Diaconescu, le nouveau président du Parti paysan, la principale force d'opposition, appartient à une génération d'hommes politiques atypiques à l'Est. Même si les formations agrariennes ont été partout puissantes pendant l'entre-deux-guerres, il n'y a qu'en Roumanie qu'autant d'hommes ayant exercé jadis des responsabilités dans le Parti paysan ont survécu pour, ensuite, reprendre du service après 1989. Le plus célèbre était Corneliu Coposu, le « Mandela de l'Est », décédé en 1995, et qui avait passé dix-sept ans dans les camps communistes. Ion Diaconescu, son successeur à la tête du Parti paysan a, lui aussi, été interné pendant dix-sept ans, dont une partie dans les mines de plomb où il a porté les chaînes aux pieds pendant six mois pour avoir osé organiser une grève. A soixante-dix-huit ans, cet homme courtois et digne se garde de tout revanchisme. *« J'ai l'obligation morale de continuer »*, dit-il simplement, malgré son âge. Des mots, qui dans sa bouche, prennent tout leur sens. Et leur noblesse.

Les Bulgares renouent avec les pénuries et retirent leurs fonds des banques

Le pain et l'essence se font rares. La monnaie perd 30 % de sa valeur par semaine. L'hyperinflation menace

SOFIA
de notre envoyée spéciale

Les drapeaux bleus du syndicat Podkrepa ont ressurgi, jeudi 30 mai, dans les rues de Sofia. En début de matinée une centaine de chauffeurs de taxi s'étaient rassemblés sur la place du Parlement bulgare pour protester contre le plan d'austérité du gouvernement et la récente hausse d'environ 80 % du prix de l'essence. Dans l'après-midi, plusieurs milliers de personnes les avaient rejoints à l'appel de Podkrepa, le puissant syndicat qui participa activement à la chute du régime communiste en 1989. Les chauffeurs de taxi ont poursuivi leur *sit-in* au centre de la capitale, dans la nuit de jeudi à vendredi, dans l'espoir de voir leur mouvement de contestation s'élargir aux autres corps de métier, également touchés par la plus grave crise qu'ait connue le pays depuis le début de la transition économique.

Depuis quelques semaines la Bulgarie est, en effet, en état de choc. Si les pénuries ne sont pas une nouveauté, jamais les 8,5 millions de Bulgares n'ont été plongés dans un pareil chaos. Même le président de la République, Jeliou Jelev, se déclare horrifié ; *« ce qui se passe est beaucoup plus dramatique qu'une crise ordinaire. Le pays est au bord de la faillite. »* Et la plupart des experts occidentaux à Sofia de confirmer : *« non seulement l'Etat bulgare est en banqueroute mais le pays est en train de sombrer dans un processus d'hyper-inflation »*.

Dans les rues délabrées de la capitale, d'interminables files d'attente s'allongent devant les boulangeries. Idem devant les rares stations services qui revendent, au compte-gouttes, du carburant dont le prix vient de doubler. Mais l'inquiétude de la population se cristallise surtout sur les risques de faillites bancaires. Chaque jour, des centaines de comptes sont vidés par des Bulgares qui craignent, non sans raison, le gel de leurs avoirs.

Revenus au pouvoir, les ex-communistes essaient de minimiser l'ampleur de la catastrophe

Plusieurs centaines de millions de leva, la monnaie nationale, sont bloqués depuis quelques semaines dans deux grandes banques mises en faillite, l'une publique, la Mineral Bank, l'autre privée, la First Private. Des dizaines d'autres établissements financiers, croûlant sous les créances douteuses, sont également menacés de fermeture, et les clients affolés redoutent de voir leur épargne se volatiliser. La loi de garanties des dépôts des citoyens par l'Etat, votée en catastrophe la semaine dernière, n'a pas suffi à enrayer la panique.

Dans les magasins, où les clients se font de plus en plus rares, les étiquettes valsent à un rythme vertigineux. Les prix des produits de base, qui avaient augmenté de 30 % à la mi-mai, ont accusé en fin de mois une nouvelle hausse de 25 %. L'affichage en dollars est devenu chose courante. *« Nous n'avons pas le choix puisque nos fournisseurs, qui ne veulent pas travailler à perte, indexent leurs prix sur le dollar américain »*, raconte la vendeuse d'une petite parfumerie. Même discours chez une pharmacienne qui, comme la plupart de ses confrères, manque de médicaments, faute de pouvoir les payer aux grossistes.

Luba Konstantinova est rentrée d'un long exil en France après les changements démocratiques pour ouvrir l'un des restaurants les plus huppés de Sofia. Elle est aujourd'hui prête à fermer boutique : *« Je retire mes capitaux, ce n'est plus possible. J'offrais à mes clients des produits de qualité que j'importais moi-même... du saumon, du foie gras. Mais depuis quelques jours les banques n'assurent plus les virements à l'étranger. Je vais finir par perdre toutes mes relations d'affaires. »*

Un pays en crise

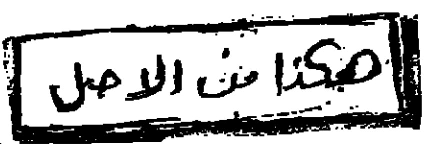
Sofia – BULGARIE – MER NOIRE – 100 km

En plus de l'effondrement du système bancaire et de la monnaie nationale qui a perdu un tiers de sa valeur par rapport au dollar depuis le début de l'année et qui poursuit sa chute libre à un rythme de 30 % par semaine, Mme Konstantinova tempête contre la montée de la criminalité, particulièrement frappante en Bulgarie. *« La plupart des petites affaires sont soumises au racket. La Mafia vous arrête en plein Sofia et vous oblige à signer l'acte notarié qui fait d'eux les propriétaires de votre véhicule. C'est comme cela qu'ils ont récupéré plusieurs maisons et discothèques de la ville... »* A Sofia, personne n'est vraiment à l'abri. Car en cachant chez eux les importantes sommes d'argent qu'ils retirent des banques, les Bulgares sont devenus la proie de cambrioleurs.

Revenus au pouvoir en décembre 1994, les ex-communistes (les socialistes) essaient de minimiser l'ampleur de la catastrophe. Sans vraiment convaincre. Jeudi 30 mai, les deux principaux syndicats du pays ont menacé de déclencher une grève générale. Dans un pays où les deux tiers de la population n'arrivent pas à joindre les deux bouts et où le pain fait cruellement défaut, nul ne sait ce qui peut advenir.

Membre de la direction du Parti socialiste, Vladimir Topentcharov reconnaît aujourd'hui que les ex-communistes n'ont pas d'autre choix que d'assainir l'économie bulgare. Le gouvernement du premier ministre, Jean Videnov, qui a longtemps repoussé la fermeture des industries non rentables et l'assainissement d'un secteur bancaire en faillite, a annoncé qu'il accepterait de suivre les recommendations des principaux bailleurs de fonds internationaux. En échange, la Bulgarie devrait recevoir un crédit du Fonds monétaire international (FMI), dont le versement de chacune des sept tranches sera conditionné par l'application des mesures d'austérité requises. Une précaution contre ceux qui, comme M. Topentcharov, pensent que le FMI préférera fermer les yeux sur les éventuelles entorses financières du gouvernement, plutôt que de prendre le risque d'encourager un nouveau foyer d'instabilité dans les Balkans.

Florence Hartmann



La France et les Etats-Unis polémiquent sur l'OTAN

A la veille de la réunion de l'Alliance, à Berlin, le désaccord persiste sur la manifestation d'une « identité européenne » de défense

LE TON est monté entre les Etats-Unis et la France, soutenue par ses principaux partenaires européens, à quelques jours du Conseil atlantique qui a lieu le lundi 3 et le mardi 4 juin à Berlin. Cette réunion doit marquer une étape importante dans la réforme de l'OTAN, afin que l'organisation atlantique puisse mieux assumer des tâches de maintien de la paix, tout en tenant compte de l'émergence d'une *« identité européenne de défense »*. Un des pivots de cette réforme est la création de Groupes de forces interarmées multinationales (GFIM ou CJTF, selon l'abréviation anglaise), dont l'idée avait été lancée au sommet atlantique de Bruxelles en janvier 1994.

Un projet d'accord avait été mis au point au début du mois par les alliés ; il devait permettre la constitution de ces GFIM, *« QG alliés interarmées multinationaux »*, destinés à *« assumer le commandement et le contrôle de forces alliées interarmées multinationales, pouvant mener des opérations de l'Alliance et, lorsque cela sera agréé par le Conseil atlantique, des opérations de l'UEO »* (l'Union de l'Europe occidentale). Par ailleurs, les autorités politiques américaines semblaient avoir accepté la revendication française visant à placer dans la chaine de commandement de l'OTAN des éléments européens identifiables qui, en cas de besoin, formeraient des états-majors pour des opérations strictement européennes, sans participation des Etats-Unis, mais avec appel éventuel à des moyens logistiques de l'OTAN (*Le Monde* daté 12-13 mai).

Or cette base d'accord a été remise en cause *in extremis*, sous la pression, semble-t-il, du commandant suprême des forces alliées en Europe (Saceur). Le général George Joulwan craint que l'existence de ces éléments européens, notamment d'un commandant en chef adjoint, ne divise à terme l'OTAN. Le général Joulwan aurait mis son poste dans la balance.

Jacques Chirac a évoqué ce différend au cours d'une conversation téléphonique avec le président Clinton, lundi 27 mai. La France a renoncé à l'idée d'une défense européenne autonome par rapport à l'OTAN, pour se rapprocher de l'organisation atlantique et tenir compte du statut intégré de ses principaux partenaires européens. Elle attache d'autant plus de prix à ce que les éléments européens dans l'OTAN soient *« identifiables sur le plan politique, et efficaces sur le plan opérationnel »*. Pour ce faire, ils doivent pouvoir se retrouver de manière permanente, y compris en dehors des opérations proprement dites, dans une planification et des exercices spécifiquement européens (*Le Monde* du 25 mai).

EXIGENCE MINIMALE

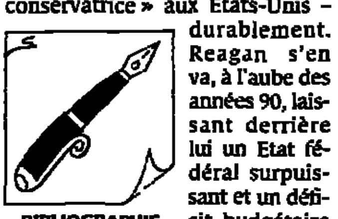
La France demande que le sommet de Berlin décide les grandes orientations de cette *« adaptation »* selon ces principes. C'est une exigence minimale pour que se poursuive le rapprochement amorcé en décembre 1995 avec l'OTAN. Les Etats-Unis veulent au contraire inverser l'ordre des facteurs, bâtir divers scénarios respectant les procédures actuelles de l'OTAN et juger ensuite dans quels cas une place pourra être accordée à une spécificité européenne.

Au fond, la réforme de l'OTAN bute sur le même obstacle depuis plus de deux ans. Il s'agit du degré de contrôle que les Américains veulent exercer sur des actions strictement européennes, mais qui bénéficieraient des moyens de l'Alliance, c'est-à-dire, dans la plupart des cas, américains. Les Européens, la France en tête, considèrent qu'un accord de principe est suffisant avant chaque opération ; les autorités militaires américaines veulent un droit de regard à toutes les étapes. Pour éviter un échec à Berlin, les dirigeants de Washington et Paris sont invités à faire prévaloir leur accord politique sur les réticences de leurs troupes.

Daniel Vernet

L'Amérique « en marche arrière » ?

COMMENT s'y retrouver ? Au début des années 80, on assurait que la présidence de Ronald Reagan inaugurait la « révolution conservatrice » aux Etats-Unis – durablement. Reagan s'en va, à l'aube des années 90, laissant derrière lui un Etat fédéral surpuissant et un déficit budgétaire à faire pâlir d'envie les plus keynésiens des économistes ! La parenthèse Bush vite refermée, voilà qu'on affirme que l'arrivée du démocrate Bill Clinton à la Maison Blanche, mettant fin à douze ans de règne républicain sur Pennsylvania Avenue, marque le terme de ladite « révolution conservatrice ». Pas pour longtemps.



BIBLIOGRAPHIE

Dès 1994, tout juste deux ans après la victoire de Clinton, c'est, de nouveau, cap à droite toute : pour la première fois depuis quarante ans, les républicains s'emparent de la majorité dans les deux assemblées du Congrès. Et pas n'importe quels républicains : les nouveaux conquérants du Capitole s'annoncent comme les porte-flambeau d'une nouvelle « révolution conservatrice », une vraie, celle-là, avec programme consigné dans un solennel « Contrat avec l'Amérique » ou comment déboulonner à la fois l'Etat fédéral et l'Etat-providence et libérer enfin les Américains de l'étouffante emprise de Washington. On allait voir *ce qu'on allait voir*.

On a, très vite, vu : il n'a pas fallu un an pour que s'effondre dans les sondages le chef de la nouvelle « révolution conservatrice », Newt Gingrich, cependant que le fameux « Contrat » restait largement dans les cartons. Simultanément, Bill Clinton, déjà maintes fois donné pour politiquement mort et enterré, confortait sa position de centriste garant du maintien d'un minimum d'Etat-providence dans l'Union américaine...

Conclusion : l'Amérique se prête mal à la réduction journalistique. Et, à quelques mois de l'élection présidentielle de novembre, c'est tout l'intérêt de l'essai que consacre à cette période un des plus fins connaisseurs de l'Amérique contemporaine en France, Claude Moisy, ancien PDG de l'AFP et vingt ans correspondant aux Etats-Unis. Derrière les changements d'humeur d'un électorat volatil, Claude Moisy décèle une formidable défiance à l'encontre du gouvernement fédéral.

Moisy parle d'une *« dissidence antigouvernementale »*, un mouvement qui affecte l'électorat de droite comme de gauche, et il interroge : *« Quelle justification peut bien avoir cette défiance militante des citoyens d'une vraie démocratie envers leur capitale et leur gouvernement élu ? »* L'auteur ne conclut pas mais, pour tenter de donner des éléments de réponse, plonge aux origines de la République américaine, quand se forge entre gouvernants et gouvernés du Nouveau Monde un « contrat social » bien différent de celui qui prend forme en Europe. C'est à la lumière d'une vieille tradition antigouvernementale, à la fois libertaire et réactionnaire, que Claude Moisy invite à regarder l'Amérique d'aujourd'hui. Et c'est plus éclairant que bien des analyses girouettes qui, tour à tour, annoncent le nouveau *« virage à droite »* ou le *« retour au centre »* de l'Amérique.

Alain Frachon

★ **Claude Moisy, *L'Amérique en marche arrière*. Hachette, 230 pages. 110 F.**

La Croatie fait face à des critiques croissantes de la communauté internationale

Le gouvernement continue de refuser la victoire de l'opposition à la mairie de Zagreb

Alors que les représentants des trente-neuf Etats du Conseil de l'Europe ont commencé, jeudi 30 mai, à établir une liste de conditions à l'adhésion de la Croatie, après le refus des Etats membres de l'entériner à la mi-mai, les électeurs croates devront se prononcer par référendum, dimanche 2 juin, pour définir l'organisation administrative de la région de Zagreb où l'opposition avait remporté les dernières élections municipales.

ZAGREB
de notre envoyé spécial

« Du point de vue mathématique, je ne peux pas vous contredire », finit par admettre le conseiller présidentiel Zlatko Canjuga. Dans son bureau de la présidence, située dans une ancienne résidence de Tito sur les hauteurs de la capitale croate, le conseiller tente, depuis près d'une heure, de justifier l'injustifiable. Comment le parti au pouvoir (HDZ, Union démocratique croate) peut-il encore refuser d'admettre la victoire remportée par l'opposition à Zagreb, lors des élections municipales du mois de septembre 1995 ? Avec un peu plus de 36 % des voix, le HDZ s'est certes assuré une majorité relative, mais l'ensemble des partis d'opposition, qui se sont constitués en coalition, ont rassemblé plus de 63 % des suffrages.

Depuis sept mois, l'affaire envenime les relations entre le pouvoir et l'opposition, et a été officiellement l'un des motifs principaux de la récente décision des ministres du Conseil de l'Europe de reporter l'adhésion de la Croatie en son sein (*Le Monde* du 16 mai).

Le président Franjo Tudjman a tout d'abord refusé, à quatre reprises, de ratifier l'élection, au poste de maire, d'un élu de l'opposition. Une possibilité légale puisque le premier magistrat de la ville est aussi le préfet de la région. Le chef de l'Etat a ensuite décidé de désigner un maire qui a été bien évidemment désavoué par une majorité des quatre-vingts conseillers élus. Devant ce refus, le président Tudjman a finalement dissous purement et simplement le conseil municipal. Cette situation de blocage a été compliquée par de multiples recours juridiques, auxquels la Cour constitutionnelle a mis provisoirement fin, à la mi-mai, en déclarant illégale cette dissolution. *« La décision de la Cour a représenté pour nous un véritable rayon de soleil et d'espoir »*, assure Stipi Mesic, qui préside le petit parti démocrate indépendant (HND, opposition).

Le gouvernement n'a pas, de son côté, caché sa déception. Si certains officiels font remarquer que l'arrêt de la Cour constitutionnelle *« est bien la preuve que notre démocratie fonctionne »*, le conseiller Zlatko Canjuga n'a pas hésité à déclarer publiquement que *« les juges avaient pris une mauvaise décision, car elle est contre l'Etat »*. Soulignant que *« même la guerre ne peut pas servir d'alibi »* à des manquements au droit, le président de la Cour constitutionnelle, Jadranko Crnic, se contente de rappeler qu'il faut *« distinguer la politique de l'Etat de ses excès »*.

« ÉVOLUTION DÉFAVORABLE »

« En fait, explique Ivan Grdesic, professeur de sciences politiques à l'université de Zagreb, *le problème du parti au pouvoir est tout simplement de s'y maintenir. »*

Lors du premier scrutin municipal en 1990, le HDZ avait rassemblé près de 80 % des voix, puis 57 % deux ans plus tard, et seulement 36 % en septembre 1995. Et le HDZ a aussi perdu les élections dans beaucoup d'autres villes du pays. *« C'est la première fois que nous sommes confrontés à ce problème »*, résumait joliment le conseiller Canjuga. *« Cette évolution défavorable pour le parti au pouvoir s'explique assez facilement*, estime Ivan Grdesic. *Hier attachée à la formation de l'Etat croate – dont il faut rappeler qu'il n'a que cinq ans d'existence – et à faire front dans la guerre, la population revient, avec la paix, à des considérations plus pratiques et quotidiennes. »*

La dégradation de la situation sociale, avec un taux de chômage élevé qui dépasse les 20 %, alliée aux conditions souvent troubles des privatisations qui ont permis à certains cadres de s'enrichir à grande vitesse, accroissent le mécontentement des électeurs face à un parti au pouvoir qui ne fait que rappeler qu'il est à l'origine de la création de la Croatie, et qu'il doit avant tout veiller à sa stabilité. Si certains dirigeants de l'opposition n'hésitent pas à affirmer, comme Stipi Mesic, que la Croatie vit aujourd'hui *« sous le régime dictatorial d'un homme qui ne sait pas ce qu'est la démocratie »*, d'autres, comme le président du conseil municipal Zdravko Tomac (SDP, Parti du changement démocratique – anciens communistes), expliquent que le pouvoir *« considère l'opposition comme un ennemi qui souhaite déstabiliser la Croatie »*.

« Le raisonnement du HDZ est simple, résume le professeur Grdesic, *comme il s'identifie à l'Etat, ceux qui sont contre lui sont contre l'Etat, et donc contre la Croatie. »* La secrétaire générale de la présidence ne réfute pas cette affirmation. Vesna Skare-Ozbolt estime que *« cette coalition dans la capitale entre l'extrême gauche et l'extrême droite n'est pas naturelle, et moins encore viable »*. Dans son long plaidoyer, le conseiller Zlatko Canjuga expliquait que *« la question fondamentale est de savoir ce que deviendrait Zagreb dirigée par une telle coalition, et qu'il ne s'agit pas seulement de calculer l'addition des voix »*.

En marge de cette bataille politique, en forme d'impasse quelque peu surréaliste, se profile un autre enjeu, à en croire le directeur du cabinet du ministre des affaires étrangères. Vladimir Matek, qui a déjà été nommé au poste virtuel d'ambassadeur de la Croatie auprès du Conseil de l'Europe, explique ainsi que *« le parti au pouvoir et les principales formations de l'opposition sont traversés par un clivage entre ceux qui souhaitent un isolationnisme du pays, et ceux qui prônent son ancrage démocratique dans l'Europe. Nous sommes actuellement dans une situation d'affrontement entre ces deux courants »*, dit-il. Quelques responsables officiels expliquent même, en privé, que ce débat n'épargne pas non plus le gouvernement.

Ces rivalités internes justifient la modération de beaucoup de dirigeants de l'opposition, accentuée par le refus des ministres du Conseil de l'Europe d'entériner l'adhésion de la Croatie. Bozidar Pankretic, vice-préfet de Zagreb et membre du Parti paysan croate (HSS, opposition), affirme que *« le gouvernement doit se rendre compte que sa position est intenable »*. Mais il ajoute aussi que *« si la pression doit être maintenue sur le parti au pouvoir et sur le régime, elle ne doit pas l'être de cette manière. Car le report de notre adhésion au Conseil de l'Europe ne peut que renforcer les plus radicaux qui prônent l'isolationnisme, alors que notre seule voie doit être la démocratie et l'intégration à l'Europe. »*

Le gouvernement affirme que de nouvelles élections seront très prochainement organisées pour la mairie de Zagreb, afin de sortir de l'impasse actuelle. *« On ne peut juger l'évolution démocratique d'un pays que dans le cadre d'une alternance réussie, quand celui qui a perdu les élections remet le pouvoir au vainqueur »*, dit Stipi Mesic. A l'aune de cette affirmation, le prochain scrutin, s'il a bien lieu, permettra en tous cas de mesurer l'évolution ou la radicalisation du régime de Zagreb.

Denis Hautin-Guiraut

L'euroscepticisme gagne l'Autriche sur fond de marasme économique

VIENNE
de notre correspondante

Sombres perspectives économiques, accrochages publics sur la politique européenne au niveau gouvernemental, crise de la « vache folle » : il n'en fallait pas plus pour provoquer un net virage vers l'euroscepticisme en Autriche, à quatre mois des premières élections au Parlement européen, le 13 octobre.

Sous le choc de la politique de rigueur menée pour assainir les finances publiques, les Autrichiens font un bilan amer de leur intégration à l'Union européenne, au 1er janvier 1995. Selon un récent sondage, 62 % d'entre eux estiment que celle-ci n'a apporté que des inconvénients ; 47 % diraient *« non »* à l'Europe aujourd'hui, alors que 66,3 % lui avaient dit *« oui »* au référendum de juin 1994.

La majorité des Autrichiens rend le processus d'intégration responsable de la minirécession que traverse le pays. Pourtant, les économistes y voient plutôt l'inévitable conséquence de l'essoufflement de la conjoncture en Allemagne, de loin le plus important partenaire économique de l'Autriche (plus de 40 % des échanges).

À LA TRAÎNE

La révision à la baisse, à 0,7 %, de l'hypothèse de croissance pour 1996, a alourdi le climat de morosité suscité par le programme drastique d'économies – 100 milliards de schillings, soit 50 milliards de francs – décidé pour ramener le déficit public à 3 % en 1997 (année qui servira de référence pour les pays candidats à la future monnaie unique européenne), le recul du tourisme, la montée du chômage, qui reste pourtant à des niveaux enviables (6,6 % de la population active, mais 3,9 % selon les critères retenus par l'UE). Selon les instituts économiques, l'Autriche restera jusqu'à l'an 2000 à la traîne de l'Europe occidentale, avec une croissance moyenne de 1,8 % seulement par an.

Gênées par une monnaie forte et des coûts de production trop élevés, tentées de délocalisation au-delà des frontières avec les voisins de l'Europe de l'Est, les entreprises veulent améliorer leur productivité. Mais le patronat poursuit un dialogue de sourds avec les syndicats pour obtenir une baisse de 20 % des coûts salariaux sur cinq ans, avec un gel des salaires pour deux ans, une plus grande flexibilité du temps de travail, la libéralisation des horaires d'ouverture des magasins. Pour 1996, l'industrie prévoit un nouveau recul du nombre de ses salariés de 5 %. Et, selon les économistes, la vague de faillites qui a emporté en 1995 quelque 5 000 entreprises risque de s'amplifier cette année.

Sur cette toile de fond de crise, les eurosceptiques dénigrent systématiquement l'Europe, et le leader de la droite nationaliste, Joerg Haider, critique à plaisir les « eurocrates » de Bruxelles, demande une renégociation de la contribution autrichienne à l'UE – trop élevée selon lui –, et fait campagne pour la tenue d'un référendum sur la monnaie unique. Il reprendra le même couplet anti-bruxellois et anti-Maastricht lors de la campagne électorale de l'automne.

Pour faire des concessions aux eurosceptiques, les deux partis gouvernementaux, sociaux-démocrates et conservateurs, menacés d'un sérieux camouflet lors de ces élections, font monter les enchères avec Bruxelles sur les sujets de contentieux, comme la défense des livrets d'épargne anonymes, la hausse des droits de péage sur les autoroutes de transit, les appels d'offres non conformes. Mais faire jouer à l'Union européenne un rôle de *« bouc émissaire »* pour des décisions impopulaires, est de nature à *« mettre de l'huile sur le feu »* au bénéfice des courants anti-européens, estime le chef d'un institut de sondage.

LA NEUTRALITÉ EN QUESTION

La morosité est également alimentée par l'absence de consensus entre les deux partis de la coalition sur la politique de sécurité européenne. Les conservateurs, appuyés par la majorité de l'opposition, sont favorables à l'adhésion de l'Autriche à l'UEO et à l'OTAN, tandis que les sociaux-démocrates continuent à tenir au statut de neutralité.

Ce conflit donne régulièrement lieu à des polémiques. Ainsi, le ministre des affaires étrangères, Wolfgang Schuessel, s'est vu récemment attaqué par le chef du groupe parlementaire social-démocrate, Peter Kostelka, qui lui reprochait une *« politique trop pro-allemande »* et d'avoir établi un véritable *« axe Kohl-Schuessel »* qui lui fait systématiquement emboîter le pas à l'Allemagne en matière européenne. M. Kostelka n'a pas dissimulé son désir de voir l'Autriche plutôt *« chercher des alliances avec les petits »* au sein de l'Union européenne pour faire contrepoids au *« duo-moteur France-Allemagne »* qui risque de *« réduire à des satellites les autres pays »*.

Waltraud Baryli

CONJONCTURE La croissance de l'activité économique a été forte au premier trimestre de 1996, selon les comptes nationaux publiés par l'Insee vendredi 31 mai, le produit intérieur brut ayant augmenté de 1,2 %. Ce résultat, qui vient après une fin d'année 1995 obérée par les grèves, doit être nuancé, aussi, à la lumière des indications plus récentes sur la consommation et sur la production. ● LA PRÉVISION d'une croissance de 1,3 % ou 1,4 % pour l'année se trouve ainsi confirmée, comme le souligne François Hollande, porte-parole du PS, qui met en cause une politique économique fondée exclusivement sur la réduction de la dépense publique. ● PARTISAN DU GOUVERNEMENT, Jean-François Copé, membre de la commission des finances de l'Assemblée nationale, porte le bon chiffre du premier trimestre au crédit de la politique d'Alain Juppé.

L'économie a connu une forte croissance au premier trimestre

Le produit intérieur brut a augmenté, selon l'Insee, de 1,2 % au cours des trois premiers mois de 1996, grâce à une hausse spectaculaire de la consommation, notamment des achats d'automobiles. Depuis, l'activité s'est de nouveau ralentie

LA CROISSANCE de l'économie française a été plus forte que prévu au cours du premier trimestre de 1996. Alors que la plupart des conjoncturistes escomptaient une progression de l'activité de l'ordre de 0,7 % à 0,8 %, l'Insee a révélé, vendredi 31 mai, que le produit intérieur brut (PIB) a, en réalité, progressé de 1,2 %, après une baisse de 0,4 % au dernier trimestre de 1995.

D'emblée, l'institut prévient que cette hausse spectaculaire, qui fait suite à presque neuf mois de croissance zéro, a des raisons conjoncturelles, pour ne pas dire accidentelles. A la différence d'autres indicateurs, celui du PIB n'est pas corrigé des variations saisonnières et, dans le cas présent, cette caractéristique n'est pas indifférente. *« La répartition des jours ouvrables du premier trimestre 1996 (année bissextile)*, explique l'Insee, *est favorable à l'activité et explique environ un demi-point de la croissance estimée. »* Autrement dit, sans ce facteur exceptionnel, la croissance aurait bien avoisiné, comme prévu, 0,7 %.

La hausse du produit intérieur brut

1994: 0,9 ; 1,6 ; 0,8 ; 1
1995: T1 0,7 ; T2 0,1 ; T3 0,1 ; T4 -0,4
96: 1,2

Selon l'Insee, la hausse du premier trimestre 1996 s'explique en partie par le contrecoup des grèves de décembre 1995.

Source : Insee.

Cette croissance, souligne l'institut, *« s'explique en partie par le contrecoup des grèves du mois de décembre sur l'activité de certaines branches marchandes et par des conditions climatiques particulièrement rigoureuses »*.

De fait, le conflit social de fin 1995 a visiblement pesé fortement sur les fluctuations de la conjoncture. C'est particulièrement apparent dans le cas de la consommation. Sous l'effet des grèves, cette consommation des ménages a diminué de 0,3 % au dernier trimestre de 1995, et les achats qui avaient été différés à l'époque ont eu lieu au premier trimestre de 1996, la consommation progressant alors de 2,4 %. Cette progression, fortement stimulée par les achats automobiles (+ 19,7 %), est sans précédent dans l'histoire récente du pays et explique évidemment pour beaucoup le bon résultat de la croissance. Elle a contribué à la croissance du PIB à hauteur de 1,5 point. Cette hausse de plus de 9 % de la consommation en rythme annuel est à comparer aux résultats suivants : 1,4 % en 1994 ou, encore, 1,8 % en 1995.

PRÉVISION CONFIRMÉE

Comme l'investissement des entreprises est lui-même reparti à la hausse (+ 3,1 % au premier trimestre 1996, contre – 0,8 % au dernier trimestre de 1995), l'activité économique a donc vivement progressé dans les premiers mois de l'année en cours, alors que, en Allemagne la croissance, durant la même période, reculait de 0,5 %. Cette progression de 1,2 % de la croissance française au premier trimestre de 1996 ne veut pas dire, pour autant, que le gouvernement a pour une fois péché par pessimisme en abaissant sa prévision de croissance de 2,8 % à 1,3 % pour l'ensemble de l'année.

Selon l'Insee, ce que les experts appellent « l'acquis de croissance » ne s'élève en effet qu'à 0,9 % à la fin du premier trimestre. Autrement dit, si la croissance, comme le pensent de nombreux économistes, progressait de seulement 0,1 % ou 0,2 % au deuxième trimestre, puis environ de 0,5 % aux troisième et quatrième trimestres, le produit intérieur brut serait bel et bien en hausse de l'ordre de 1,3 % à 1,4 % en fin d'année, soit un niveau très voisin de la prévision gouvernementale.

L. M.

Une reprise en trompe-l'œil

LES STATISTIQUES publiées par l'Insee sont trompeuses. Portant sur le premier trimestre de 1996 et connues, comme à l'habitude, avec près de deux mois de retard – le temps que les comptables nationaux fassent leurs comptes –, elles laissent à penser que la croissance française repart. Or, cet optimisme ne semble malheureusement plus de saison. Dans l'intervalle, de nouveaux indicateurs suggèrent même qu'après une courte et spectaculaire embellie, l'économie hexagonale est de nouveau en panne de croissance.



ANALYSE

Avec le recul, il est possible de réécrire le scénario économique de ces derniers mois. Au tout début de 1996, il y a d'abord eu une forte accélération de la consommation. A l'époque, tous les économistes ont averti qu'il faudrait interpréter cette tendance avec prudence car, après la paralysie qu'avait connue le pays au cours de la grève des mois de novembre et décembre précédents, des phénomènes de rattrapage expliquaient en partie ce sursaut. On savait donc par avance que la croissance du premier trimestre serait affectée par des facteurs exceptionnels.

Pourtant, l'optimisme a continué, les semaines suivantes, à gagner du terrain puisque, après la consommation, c'est la production qui, à son tour, a semblé redémarrer en mars-avril. Bercy y a vu une preuve de plus que son diagnostic était le bon et suggéré que la reprise pourrait s'accélérer plus vite que prévu, dès avant le second semestre.

C'était vraisemblablement une erreur d'optique. Entre la consommation et la production, il y a toujours une période de latence, de l'ordre de six semaines. Quand la consommation a redémarré, en janvier, les industriels ont d'abord puisé dans leurs stocks, puis relancé leur production. Ce qui a été perçu, à ce moment-là, comme un indice de plus d'une amélioration de la conjoncture économique n'était donc qu'un ajustement différé de la production à la demande intérieure.

Depuis, la consommation a rechuté. Selon l'Insee, elle a diminué de 1,3 % en mars, puis de 1,4 % en avril (*Le Monde* du 29 mai). Logiquement, les industriels devraient donc de nouveau s'ajuster, cette fois à la baisse. La dernière enquête mensuelle de l'Insee dans l'industrie (*Le Monde* du 31 mai) souligne que *« les perspectives générales de production des industriels* [interrogés au mois de mai] *se sont dégradées, alors que les perspectives personnelles de production apparaissent moins optimistes »*. Après un mouvement de Yo-Yo (une brutale chute de l'activité à la fin de 1995, partiellement due aux grèves, puis une tout aussi brutale correction à la hausse au début de 1996), l'économie française pourrait donc être en passe de renouer avec la pente qu'elle connaissait durant la majeure partie de 1995 : tout près de la stagnation. L'indicateur avancé de la Caisse des dépôts et consignations suggère ainsi que la croissance pourrait n'être que de 0,1 % à 0,2 % au cours du deuxième trimestre de 1996.

INVESTISSEMENTS D'ADAPTATION

Le diagnostic risque donc d'alimenter la controverse autour de la politique économique du gouvernement, car on voit bien, maintenant, quelles sont les composantes de la croissance. Si celle-ci progresse à toute petite allure, c'est que l'investissement des entreprises reste dynamique. Après de longues années au cours desquelles les entreprises n'ont pas renouvelé leurs équipements, elles sont maintenant obligées de le faire. Pour elles, il ne s'agit donc pas d'un pari sur la reprise, mais plutôt de la nécessité de renouveler des machines souvent obsolètes.

En revanche, la consommation, elle, ne redécolle toujours pas. Tout laisse même à penser que les ménages risquent d'être enclins, au cours des prochains mois, à préférer épargner plutôt que consommer. Le chef du service des études économiques de la caisse, Patrick Artus, observe, avec inquiétude, que l'assurance-vie jouit, depuis le début de l'année, d'un engouement qui est de mauvais augure.

Les Français auraient-ils peur d'une poursuite de l'envolée du chômage ou, encore, d'une décrue trop lente de la pression fiscale ? M. Artus estime qu'il faut prendre cette interrogation au sérieux. Il observe que si le gouvernement tarde à présenter aux Français une perspective de moyen terme de baisse des impôts et se cantonne à annoncer 60 milliards de francs d'économies budgétaires et 10 milliards de francs – ou à peine plus – de diminution d'impôts en 1997 ; ce tour de vis, sans véritable contrepartie, pourrait encore davantage contrarier la reprise économique, les consommateurs n'anticipant pas une amélioration de leur pouvoir d'achat.

Les bons résultats du premier trimestre n'éludent donc pas la question : le « cadrage » de la politique économique du gouvernement est-il de nature à ranimer une consommation visiblement anémiée ?

Laurent Mauduit

Incertitudes sur l'épargne

Le taux d'épargne des ménages, qui était monté fin 1995 jusqu'à 14,5 % de leur revenu disponible, serait retombé à 13,1 % au premier semestre, selon les calculs de l'Insee. Cette décrue permet d'expliquer le rebond de la consommation observé au cours des premiers mois de l'année, alors même qu'une pression fiscale accrue, avec notamment la mise en place du RDS (remboursement de la dette sociale), limitait la progression des revenus.

Toutefois, cette tendance à la désépargne, souhaitée par le gouvernement, semble à présent marquer le pas. Le Livret A n'enregistre *plus* de « décollecte » ; l'encours des sicav et les cotisations des contrats d'assurance-vie progressent. La faiblesse de la croissance, la remontée du chômage, l'annonce de mesures de réduction des dépenses de l'Etat et le report de la réforme fiscale sont favorables, estiment les économistes, à la constitution d'une épargne de précaution.

Jean-François Copé, député (RPR) de Seine-et-Marne

« Le gouvernement a un cap clair et lisible »

« Quelle appréciation portez-vous sur la tendance des derniers indicateurs économiques connus ?

– La première indication, sur le taux de croissance, est un signe plutôt encourageant. C'est la preuve que le gouvernement a un cap clair et lisible, tant pour diminuer les déficits publics et contribuer à la baisse des taux d'intérêt que pour engager des réformes de structure, afin d'enrayer des systèmes qui génèrent des déficits en chaîne.

– Le recul de la consommation en mars et avril vous inquiète-t-il ?

– Il faut regarder cela avec sérénité. En ce qui concerne la consommation, il vaut mieux se rapporter à une tendance longue. Il y a eu un léger mieux dans la croissance économique générale et dans la reprise de la consommation. Sans oublier que la courbe de nos exportations sur les douze derniers mois est plutôt satisfaisante. Il est évident que tout cela reste fragile. D'où la nécessité de garder un cap clair.

– L'ensemble de ces indices ne doivent-ils pas conduire, selon vous, à remettre en cause l'espoir de reprise au second semestre ?

– L'important, c'est la lisibilité pour tous, les entreprises comme pour les ménages. Il faut que nos concitoyens comprennent bien les orientations politiques engagées par le gouvernement, pour s'y adosser dans leurs comportements. Il faut un peu de temps, mais cela peut générer des phénomènes de rattrapage, voire d'accélération.

– Est-il donc vain de s'interroger sur le cadre et les choix de la politique économique actuelle ?

– Une telle interrogation est extrêmement prématurée. Soyons constructif : le gouvernement a fait les choses dans le bon ordre en commençant par enrayer les hémorragies. Ensuite, il a entamé un travail en profondeur : une action sur les structures et pas, seulement, sur la conjoncture. Dans ce domaine, l'erreur gigantesque serait de piloter au jour le jour.

– Les balladuriens ont-ils tort de dire qu'il ne faut pas se contenter de lancer un signe à l'opinion par une baisse d'impôts qui risque de n'être que symbolique ?

– Compte tenu du niveau extrêmement élevé des déficits, la première étape, avant toute chose, c'est la réduction de la dépense publique. Je suis, comme tout le monde, très désireux de voir baisser les impôts, à condition d'en avoir les moyens. D'ailleurs, je n'ai pas noté que cete orientation est tellement été retenue durant le précédent septennat !

» Il serait catastrophique de mettre en œuvre au début de 1997 une réduction d'impôts massive – certains ont même proposé, sans rire, 100 milliards de francs ! – pour s'apercevoir, ensuite, que les effets attendus ne sont pas atteints et qu'il faut, en catastrophe, remonter les impôts ou recourir, de nouveau, à l'emprunt à la fin 1997. Nos concitoyens attendent d'avoir l'assurance que, sur les cinq années qui viennent, l'orientation générale sera la baisse des dépenses publiques qui seule permettra la baisse concomitante des impôts. L'important pour 1997 est de donner un signe lisible même si les montants ne sont pas à la hauteur des attentes de certains. Car le grand rendez-vous, c'est la fin du septennat. »

Propos recueillis par Olivier Biffaud

François Hollande, porte-parole du Parti socialiste

« Alléger la TVA et réformer la taxe d'habitation »

« L'indice Insee de la croissance pour le premier trimestre est favorable. Traduit-il, selon vous, un retour réel de la croissance ?

– Je voudrais le croire, mais on ne peut pas laisser s'installer l'idée que la reprise est là. D'autres indicateurs montrent que, depuis trois mois, la consommation est en recul, et nous pouvons anticiper les effets récessionnistes de la politique budgétaire du gouvernement. Les prévisions dont on dispose font valoir un taux de croissance qui ne dépassera pas 1,3 % à 1,4 % pour l'année.

» Ce qui fait défaut, ce n'est pas la compétitivité de l'économie car, aujourd'hui, notre commerce extérieur est suréquilibré ; ce n'est pas un investissement insuffisant, même si nous avons du retard ; c'est bien la consommation, en raison des prélèvements, de la stagnation du pouvoir d'achat et l'attractivité de certains placements financiers.

– Dans cette perspective, le « cadrage » budgétaire de la politique économique du gouvernement est-il le bon ?

– De même qu'il y avait une erreur, ces dernières années, à tout concentrer sur la politique monétaire, de même, aujourd'hui, il y a une mauvaise appréciation de ce que peut produire une politique de finances publiques. Il y a d'autres leviers de politique macro-économique et, notamment, la relance salariale.

» On fait le choix de réduire la dépense publique pour alléger ensuite, faiblement, les impôts. Nous pouvons craindre de cette politique qu'elle ne produise, tout de suite, des effets défavorables sur l'activité, qui rendront extrêmement délicats les éventuels allègements fiscaux. Faute d'obtenir des résultats tangibles en matière de déficit, compte tenu des rentrées fiscales qui risquent de se tarir, il ne sera pas possible d'accorder les réductions d'impôts promises.

» Enfin, il n'y a rien de comparable entre les 120 milliards de francs de prélèvements supplémentaires, accumulés au cours des douze derniers mois, et les 10 milliards ou même 20 milliards de francs de réductions auxquels on fait allusion aujourd'hui.

– Si l'on s'engage dans la voie de l'allègement fiscal, sur quels impôts devrait-il, selon vous, prioritairement porter ?

– Il devrait porter davantage sur la consommation, donc sur la TVA, que sur le revenu. Un éventuel allègement de l'impôt sur le revenu ne profiterait qu'aux revenus élevés, et ce n'est pas de cette tranche de la population que peut venir la reprise de la consommation. On peut même penser que cette mesure aurait pour effet de relever le taux d'épargne. J'ajoute qu'il y aurait une logique budgétaire – j'allais dire une quasi-obligation morale – que le gouvernement qui a augmenté de 2 points la TVA, de façon temporaire, commence à revenir à la situation fiscale qu'il a trouvée en 1995.

» Enfin, si l'on doit faire un deuxième geste, au-delà de la TVA, c'est sur le calcul de l'impôt local, notamment de la taxe d'habitation, qu'il doit porter, puisqu'elle frappe de façon indistincte les Français quels que soient leurs revenus. Nous croyons à la nécessité d'une refonte complète de la taxe d'habitation, qui est à la fois archaïque dans son mode de calcul et injuste dans ses effets. »

Propos recueillis par Pascale Robert-Diard

L'individualisation du salaire progresse chez les cadres

Près de la moitié d'entre eux gagnent, selon une enquête de l'APEC, entre 200 000 francs et 300 000 francs brut par an

EN TRENTE ANS, les cadres sont devenus trois fois plus nombreux dans la population active, passant de *800 000* à *2,3* millions de personnes. Dans la même période, leur qualification et leurs diplômes se sont élevés, même si un fossé se creuse, désormais, entre les compétences très pointues requises par les employeurs au moment de l'embauche et des compétences plus générales exigées ensuite lors du déroulement de la carrière. Ces deux conclusions sont extraites d'un document de travail interne demandé par Jacques Barrot à l'Association pour l'emploi des cadres (APEC), qui organisait, jeudi 30 mai, un colloque pour son trentième anniversaire.

L'APEC en a profité pour rendre publique son enquête annuelle, Cadroscope, réalisée auprès d'un panel de 3 000 cadres du secteur privé. Comme en 1995, la situation des cadres continue de s'améliorer, même si de fortes disparités continuent d'exister selon les secteurs d'activité. Ainsi, en 1995, au niveau des salaires, plus de la moitié des cadres ont bénéficié d'une hausse, mais ce *« retour à un processus d'augmentations »* résulte de mesures individuelles davantage que collectives.

DISPARITÉS HOMMES/FEMMES

Sans revenir aux niveaux de 1991 et 1992, l'amélioration se confirme, avec la moitié des cadres ayant bénéficié d'une augmentation de salaire. Près de la moitié des cadres (43 %) gagnent entre 200 000 et 300 000 francs brut par an. Les différences de salaires entre hommes et femmes cadres continuent d'être *« flagrantes »*.

L'accès au statut de cadre se fait dans près de la moitié des cas par promotion interne, même si l'obtention d'un statut cadre dès le premier emploi est courante pour les jeunes diplômés (bac + 4, selon les critères de l'APEC). Contrairement aux autres salariés, les cadres restent aujourd'hui *« très peu concernés par la flexibilité du travail »* : le travail à temps partiel (2 % des cadres), l'intérim et les contrats à durée déterminée demeurent *« très peu répandus »*.

Sur un plan plus qualitatif, les cadres continuent très majoritairement à *« aimer leur travail »*, mais portent une appréciation plus nuancée sur le *« climat »* de leur entreprise, leurs perspectives de carrière.

Une très large majorité d'entre eux se déclarent *« plutôt ou très satisfaits de l'intérêt de leurs missions »* (91 %) et de leurs relations avec leurs collègues (96 %). Toutefois, l'intérêt porté à leur travail ne les empêche pas de déplorer l'insuffisance de leurs effectifs (61 %) ni de juger leurs perspectives d'avancement trop faibles (54 %). Les deux tiers d'entre eux sont inquiets pour leur retraite.

Interrogés sur les priorités de la direction de leur entreprise, 30 % des cadres ont cité les *« résultats financiers »* et seulement 2 % le *« climat social »* ou *« les conditions de travail »* (1 %). Cela ne semble pas, d'ailleurs, provoquer d'états d'âme chez les cadres, pour qui *« diriger une entreprise, c'est prioritairement la faire vivre en termes financiers, et, par voie de conséquence, en termes économiques »*, et *« le reste, autrement dit le social, est totalement secondaire »*.

Alain Beuve-Méry

L'UDF obtient du gouvernement qu'il livre ses intentions en matière d'épargne-retraite

Un projet de loi doit être soumis à l'automne au Parlement

Devant les députés, Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances, a annoncé, jeudi 30 mai, que le Parlement serait saisi à l'automne d'un projet de loi sur l'épargne-retraite. La mise en place de ce mécanisme s'ajouterait, de manière facultative, aux régimes de retraites de base et complémentaires. Les députés ont par ailleurs adopté une proposition de loi UDF sur la réduction du temps de travail.



LE GROUPE UDF de l'Assemblée nationale est partiellement arrivé à ses fins jeudi 30 mai. Devant les députés, à l'occasion du débat sur la proposition de loi défendue par Jean-Pierre Thomas (UDF-PR, Vosges) sur l'épargne-retraite, le ministre de l'économie, Jean Arthuis, a annoncé que le Parlement serait saisi à l'automne d'un texte gouvernemental sur ce thème, tout en précisant qu'il ferait l'objet d'*« une large concertation »*. Le gouvernement compte en effet soumettre *« dans les prochaines semaines »* un avant-projet aux partenaires sociaux. La tactique d'aiguillon, désormais fort prisée par les députés UDF, a fonctionné même si l'initiative parlementaire doit très clairement céder le passage à l'initiative gouvernementale.

Rappelant que la mise en place d'une épargne-retraite était « une *des réformes d'envergure »* que le premier ministre, Alain Juppé, *« s'était engagé à effectuer »*, Jean Arthuis, le ministre de l'économie et des finances, en a profité pour tracer les grandes lignes du futur projet de loi. Estimant que *« la nécessité de créer un mécanisme d'épargne-retraite était aujourd'hui largement admise »*, il a toutefois indiqué qu'un tel dispositif ne pouvait *« être envisagé que dans le prolongement du système de protection sociale français »*. Et d'ajouter que *« les régimes obligatoires continueront d'assurer dans l'avenir l'essentiel des revenus des retraités »*.

Le ministre a déclaré souscrire à trois caractéristiques essentielles de la proposition de loi : l'épargne-retraite est une possibilité offerte à tous les salariés ; elle reste néanmoins facultative ; c'est un véritable produit de retraite avec une sortie en rente viagère (et non en capital).

Voilà pour les principes de base. Quant aux modalités, M. Arthuis a indiqué ses préférences, en critiquant quatre points de la proposition de loi (*Le Monde* du 30 mai). Pour le gouvernement, il est *« prématuré »* de prévoir la mise en place de plans d'épargne-retraite dans le secteur public.

GESTION « EXTERNE »

Ensuite, il est peu favorable à des plans individuels, souscrits directement par les salariés auprès des compagnies d'assurances. La mise en place de ces plans devrait donc s'effectuer de manière collective, *« au niveau de l'entreprise, de la branche ou au niveau interprofessionnel »*. Le gouvernement refuse aussi toute possibilité de gestion interne des fonds collectés. Il veut une gestion *« externe »*, confiée aux organismes soumis aux règles prudentielles de l'assurance. M. Arthuis s'est dit, au passage, *« totalement acquis à l'idée que les actifs des fonds contiennent une forte proportion d'actions »*. Evoquant les incitations fiscales prévues dans la proposition de loi, M. Arthuis a renvoyé ces « coups de pouce » à la prochaine loi d'orientation sur les prélèvements obligatoires et au budget 1997.

L'opposition, qui avait déposé une exception d'irrecevabilité et une question préalable défendues respectivement par Augustin Bonrepaux (PS, Ariège) et Georges Sarre (République et Liberté, Paris), a dénoncé la porte *« ouverte à la retraite par capitalisation »*. Ce projet *« va encore aggraver la fracture sociale »*, a estimé M. Bonrepaux. M. Sarre a dénoncé la capitalisation comme *« source d'inégalités minant le pacte républicain »*. Muguette Jacquaint (PCF, Seine-Saint-Denis) a estimé qu'il s'agissait d'une *« mise en cause fondamentale de notre système de retraite »*.

L'examen de la proposition de loi a été suspendu avant la discussion article par article. Elle pourrait être réinscrite à l'ordre du jour de la prochaine séance d'initiative parlementaire réservée à l'UDF, en novembre, si le gouvernement n'a pas déposé de projet de loi.

TEMPS DE TRAVAIL

Auparavant, les députés avaient adopté en troisième lecture une autre proposition de loi UDF, visant à favoriser l'expérimentation en matière de réduction du temps de travail grâce à une exonération des charges patronales. La majorité RPR et UDF s'est prononcé pour, l'opposition communiste et socialiste contre. Le dispositif adopté est celui qui avait été retenu par le Sénat, en deuxième lecture (*Le Monde* du 21 mai). Ainsi les entreprises qui réduisent leur temps de travail de 10 % et embauchent 10 % de salariés supplémentaires bénéficieront, en contrepartie, d'un allégement de charges de 40 % la première année, et de 30 % les années suivantes, sur sept ans. Le ministre du travail, Jacques Barrot, a assuré que le décret d'application paraîtra *« avant la fin juillet »*.

Caroline Monnot

La réforme du financement de l'assurance-maladie n'interviendra pas en juillet

À LA VEILLE de la réunion entre les caisses d'assurance-maladie et les syndicats des professionnels de santé (médecins, infirmières, biologistes, etc.), vendredi 31 mai, le premier ministre s'était félicité, jeudi, devant l'Association des journalistes économiques et financiers (AJEF), de la baisse de 0,6 % des dépenses de médecine de ville au mois d'avril.

La Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) a ramené ce chiffre, vendredi, à – 0,5 %, en précisant que l'ensemble des dépenses (médecine libérale et hospitalisation) avait reculé de 0,4 %.

Si l'on met de côté le mois de décembre 1995, rendu atypique par les grèves, il faut remonter au milieu de l'année 1994 pour trouver un recul de cette importance. La fermeté du gouvernement – et, notamment, les menaces de sanctions financières à l'encontre des médecins en cas de trop forte progression du nombre d'actes et du volume des prescriptions – a probablement eu un effet psychologique sur le corps médical.

Pour autant, il est prématuré de parler d'un retournement de tendance et, *a fortiori*, des premiers effets du plan de réforme de la Sécurité sociale. Les instruments de maîtrise des dépenses, en effet, n'ont pas encore été tous mis en place.

La tendance des douze derniers mois reste mal orientée et, en l'état actuel des choses, il est peu probable que les professionnels de santé puissent respecter l'objectif fixé par le gouvernement pour 1996 (+ 2,1 %). Dans les semaines à venir, la commission des comptes de la Sécurité sociale confirmera que le déficit du régime général (maladie, retraite, famille) dépassera très largement 30 milliards de francs cette année, essentiellement en raison d'une baisse des rentrées de cotisations.

OPÉRATION « DIFFICILE »

Cette dégradation des comptes du régime des salariés rend nécessaire une réforme du financement de l'assurance-maladie, prévue dans le plan de réforme de la Sécurité sociale. M. Juppé souhaite en étendre le financement à l'ensemble des revenus et, notamment, à ceux du patrimoine.

Au début de l'année, il jugeait possible de supprimer, dès juillet, 1 ou 2 points de cotisation-maladie des salariés (6,80 % du salaire brut actuellement) et de les remplacer, à prélèvements constants, par 0,7 ou 1,4 point d'une cotisation nouvelle dont l'assiette aurait été plus large que celle de la CSG et qui aurait été déductible l'impôt sur le revenu.

De l'aveu même de M. Juppé, cette opération se révèle *« difficile »*, car elle entraînera, selon lui, un transfert de charges important sur les fonctionnaires et les retraités. Pour l'heure, le gouvernement se dit incapable de donner une date pour l'entrée en vigueur de cette réforme. La commission sur la réforme fiscale, présidée par Dominique de La Martinière, qui doit lui remettre ses conclusions le 3 juin, devrait l'éclairer dans ses choix.

Jean-Michel Bezat

Les gels de crédits contraignent l'armée à dédommager les industriels

LA COMMISSION de la défense de l'Assemblée nationale a adopté, mercredi 29 mai, le projet de loi de programmation militaire 1997-2002, qui sera examiné, les 5 et 6 juin, en séance publique.

Elle a, en revanche, manifesté son *« étonnement »* – René Galy-Dejean (RPR, Paris) a même parlé de *« situation scandaleuse »* – devant *« l'exécution budgétaire heurtée »* des années précédentes.

Du fait des annulations ou des reports de crédits, décidés en cours d'année sans l'avis du Parlement, les armées françaises sont en effet pénalisées et doivent verser, pour s'être dédites dans leurs commandes, des intérêts moratoires aux industriels. Pour 1994 et 1995, ils représentent l'équivalent de la commande – ou plutôt de la non-commande – de trois avions de combat Rafale. Soit, pour 1994, un montant de 384 millions de francs et, en 1995, quelque 700 millions.

Ces précisions figurent dans le rapport que Pierre Favre (UDF-PR, Gironde) a consacré à *« la technique très discutable des services de Bercy »*, par laquelle est traité le budget de la défense. *« Le gouvernement ne peut plus laisser faire*, écrit M. Favre dans une lettre à Charles Millon, le ministre de la défense. *C'est, à la fois, le Parlement qui est bafoué, car ses votes sont totalement ignorés, et le gouvernement qui est l'otage de fonctionnaires intouchables. »*

De reports en annulations de crédits, il a manqué 11,9 milliards de francs dans le budget d'équipement du ministère de la défense en 1995 pour mener à bien les programmes d'armement inscrits à l'origine.

Ramené à 85 milliards de francs, alors qu'il avait été prévu à hauteur de 94,2 milliards de francs au départ, le budget d'équipement de 1995 s'est retrouvé amputé en cours d'exécution, avec 73,1 milliards de francs de dépenses payés effectivement.

DES RAFALE « VIRTUELS »

C'est un rapport de la Cour des comptes, transmis à la commission des finances de l'Assemblée en vue du débat sur la programmation, qui le précise. La Cour dénonce ainsi *« les évolutions très contrastées affectant le budget d'investissement de la défense »*.

Cette situation contraint les armées à différer à l'année suivante leurs paiements. Elle s'aggrave – ce qui induit l'interruption soudaine de ces paiements – dès lors que le « gel » des crédits est imposé aux armées par la règle administrative qui consiste à n'engager que 50 % du budget de l'année durant le premier semestre (*Le Monde* du 16 mai).

Le résultat est que le ministère de la défense doit verser des pénalités aux industriels du fait de ces reports ou de ces annulations. Les intérêts moratoires cumulés depuis 1992 représentent déjà le montant de l'achat de cinq Rafale, trois pour les seules années 1994 et 1995.

Au demeurant, comme l'a annoncé son chef d'état-major, le général Jean Rannou, qui était entendu le 21 mai par la commission de la défense au Palais-Bourbon, il n'est pas prévu que l'armée de l'air française puisse commander un seul Rafale en 1996, 1997 et 1998. Ce non-achat, en quelque sorte, fait s'interroger le député de la majorité, qui écrit à M. Millon : *« Au train où vont les choses, à quand l'escadron virtuel de Rafale ? »*

Jacques Isnard

Le PS divisé sur l'opportunité d'un référendum

Valéry Giscard d'Estaing estime, dans une tribune publiée vendredi 31 mai par *Le Figaro*, que *« c'est à la loi qu'il appartient de fixer les conditions dans lesquelles les citoyens sont appelés à participer à la défense du pays »*.

Le Parti socialiste est, quant à lui, divisé sur l'opportunité d'un référendum. François Hollande, porte-parole du PS, a rejeté cette idée, jeudi, en souhaitant *« un vrai débat parlementaire »*. *« Il n'a pas lieu et il n'aura pas lieu, c'est dommage »*, a-t-il ajouté.

Pour Michel Rocard, il ne serait, en revanche, *« pas scandaleux d'imaginer un référendum »* même si, a-t-il précisé jeudi 30 mai sur O'FM, il se *« méfie des combats par trop symboliques »*. Le référendum a également la faveur de Jean-Luc Mélenchon, sénateur de l'Essonne, qui s'interroge dans le bulletin de la Gauche socialiste : *« Devant une décision aussi lourde de conséquences, qu'est-ce qui empêche qu'un référendum soit demandé ? »*

La Picardie est de nouveau candidate pour le troisième aéroport parisien

La chambre de commerce d'Amiens propose un site dans la Somme

Le conseil des ministres devrait prendre connaissance, le 5 ou le 12 juin, du choix de Bernard Pons, ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement et des transports, concernant le projet de troisième aéroport parisien à l'horizon 2015. La Picardie est revenue dans la course avec le site de Montdidier-Sud (Somme), en concurrence avec celui de Beauvilliers (Eure-et-Loir), retenu par la commission Douffiagues.

LA BATAILLE autour du projet de troisième aéroport parisien à l'horizon 2015 continue à faire rage dans l'attente du conseil des ministres, qui devrait prendre connaissance, le 5 ou le 12 juin, du choix de Bernard Pons, ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement et des transports. Depuis plusieurs semaines, le site de Beauvilliers (Eure-et-Loir), non loin de Chartres, semblait tenir la corde, malgré les protestations d'habitants et de résidents secondaires des communes concernées. Le premier ministre l'avait sous-entendu. Et il avait été retenu par la commission Douffiagues, chargée d'éclairer le ministre sur la meilleure implantation.

Depuis plusieurs jours, la Picardie est revenue dans la course avec le site de Montdidier-Sud (Somme). Elle avait retiré celui de Rouvillers (Oise) devant l'hostilité des élus locaux, et notamment du maire de Compiègne. La chambre de commerce et d'industrie (CCI) d'Amiens, par la voix de son président, Bernard Deserable, a soumis son projet à un comité interministériel réuni le 24 mai.

Les responsables consulaires ont fait valoir que leur site était situé à 78 kilomètres de la capitale, soit à la même distance que le concurrent de Beauvilliers. Il serait situé sur la future ligne TGV directe Paris-Amiens-Calais-Londres, pour laquelle la CCI s'est tant battue. En attendant les trains à grande vitesse, Montdidier serait desservi par des navettes pendulaires après raccordement à l'ancienne ligne TEE vers Lille et Bruxelles. L'aéroport de Roissy se trouverait alors à vingt-cinq minutes par pendulaire ou par TGV, à un quart d'heure de l'aérogare picarde et à cinquante minutes de Bruxelles.

La chambre plaide la complémentarité avec l'aéroport de Roissy. Elle fait état du consensus des populations (9 780 personnes concernées par le bruit) et de la possibilité de construire quatre pistes, autorisant un trafic de 50 millions de passagers par an. Elle réfute le critère de la zone de chalandise mis en avant par la commission Douffiagues pour retenir Beauvilliers et estime qu'une implantation au nord de Paris correspondrait aux désirs des passagers aériens auprès desquels elle a enquêté.

Par ailleurs, M. Pons poursuit l'application du plan de développement aéroportuaire de l'Ile-de-France arrêté en conseil des ministres, le 11 octobre 1995, et dont le choix d'un troisième aéroport n'est que l'un des volets. Une enquête d'utilité publique sera ouverte, lundi 3 juin, dans soixante-quinze communes riveraines de l'aéroport de Roissy, préalablement à la construction de deux pistes supplémentaires au lieu des trois prévues. Il s'agira de pistes décalées vers l'est et raccourcies par rapport au plan de masse de 1970 afin d'en limiter les nuisances. D'une longueur de 2 700 mètres, au lieu de 5 100 mètres à l'origine, elles n'autoriseront que les atterrissages.

Le ministre espère pouvoir ainsi amadouer les riverains qui protestent contre les nuisances d'une plate-forme pourtant prévue dès son ouverture pour fonctionner vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Depuis le 31 mars, les avions les plus bruyants sont interdits pendant la nuit. De nouvelles procédures d'approche par l'ouest ont été arrêtées.

Alain Faujas

Jacques Chirac dans le Finistère : « Un homme comme les autres »

QUIMPER
de notre envoyé spécial

A la pointe du Raz, à Fouesnant, Jacques Chirac a pris un grand bol d'air marin, jeudi 30 mai, deuxième journée de son déplacement dans le Finistère, mais il a été privé de ce dialogue, de ce contact qu'il recherche lors de ses tournées en province.

Certes, la table ronde du matin, à l'université de Quimper, sur l'innovation en matière agroalimentaire a été, comme il se devait, fort instructive. Certes, celle de l'après-midi, à Fouesnant, a montré ce que peut faire une équipe municipale dynamique pour sauvegarder un environnement menacé par l'afflux de touristes. L'une comme l'autre, cependant, n'ont été que successions de monologues prononcés par des personnalités manifestement impressionnées d'avoir à s'exprimer devant le président de la République. Les débats ont été plus vifs, semble-t-il, au cours du déjeuner, à huis clos, sur le thème de la valorisation et de la protection de l'environnement. M. Chirac venait de constater ce que pouvait être l'action du Conservatoire du littoral pour rendre à la pointe du Raz un aspect sauvage qu'elle avait perdu. Surtout, les intérêts représentés autour de la table étaient trop divergents pour qu'il n'y ait pas de réelle discussion.

Ce style de voyage présidentiel trouve là ses limites. Le chef de l'Etat ne se déplace pas pour parler, mais pour écouter. Quand le sujet retenu n'est pas fort, quand M. Chirac ne s'explique pas fortement pour casser des exposés soigneusement préparés, pour obliger ses interlocuteurs à dire ce qu'ils ont au fond du cœur, ces rencontres sont aussi convenues qu'un conseil des ministres ou un débat parlementaire.

Heureusement, il y a eu le dîner dans un bistrot de Quimper. M. Chirac a reçu des personnalités bretonnes comme le navigateur Olivier de Kersauzon, Hervé Jaouen, écrivain, Pascal Jaouen, brodeur, Hervé La Prairie, cultivateur biologique. L'atmosphère était chaleureuse, détendue, M. Chirac en profitant pour redire sa volonté de défendre les cultures et les langues régionales. A la sortie, Ronan Pensec, coureur cycliste, a trouvé la formule qui résume tout ce que ces virées provinciales veulent démontrer : *« Le président est un homme comme les autres. »*

Thierry Bréhier

M. Gaudin confirme la création d'une zone franche en Corse

« IL Y AURA BIEN une zone franche en Corse. La volonté du gouvernement est d'apporter un plus par rapport à ce qui existe déjà », a déclaré, jeudi 30 mai, Jean-Claude Gaudin, ministre de l'aménagement, de la ville et de l'intégration, à Ajaccio, où il était venu avec le ministre du budget, Alain Lamassoure, rencontrer les élus et les représentants du monde socio-professionnel et syndical. Le ministre a précisé que le gouvernement allait faire *« du sur-mesure »*, en tenant compte de *« ce qui est compatible avec les exigences européennes »*.

Etendu à tout le territoire corse, le projet de zone franche permettrait notamment d'exonérer les entreprises d'impôts et de charges sociales. Le ministre du budget a indiqué les limites du projet qui sera soumis au Parlement et qui ne pourrait finalement porter que sur l'impôt sur les sociétés, la taxe professionnelle et la part patronale des cotisations sociales. Les réactions des interlocuteurs des deux ministres ont été globalement réservées ou défavorables. – *(Corresp.)*

DÉPÊCHES

■ **MANIFESTATION : plusieurs milliers de retraités** ont manifesté, jeudi 30 mai, dans les principales villes de France, pour réclamer notamment une revalorisation des pensions et une prestation destinée aux personnes âgées dépendantes, à l'appel de quatre (CGT, CFDT, CFTC et CFE-CGC) des cinq unions syndicales de retraités. Près de soixante-dix rassemblements départementaux ont été organisés, parmi lesquels beaucoup se sont limités à des délégations devant les préfectures.

■ **SOCIAL : la circulation dans le métro de Lyon** était toujours perturbée vendredi 31 mai au matin, pour la quatrième journée consécutive, par un mouvement de grève lancé par le syndicat autonome et la CGT pour appuyer des revendications salariales.

■ **FONCTIONNAIRES : le ministre de la fonction publique, Dominique Perben,** devrait bientôt ouvrir avec les responsables syndicaux des discussions bilatérales préalables à une négociation salariale, a-t-on-appris, de source syndicale, jeudi 30 mai.

■ **CADRES : Chantal Cumunel, secrétaire général de la CFE-CGC** depuis 1993, a annoncé, dans un entretien au *Point* daté du 31 mai, qu'elle serait candidate à la présidence de cette confédération, qui tiendra son congrès du 26 au 28 juin à Deauville (Calvados).

■ **LÉGISLATIVES : Manuel Valls, adjoint au maire d'Argenteuil** et premier secrétaire de la fédération socialiste du Val d'Oise, s'est élevé, jeudi 30 mai, contre l'annonce, par le secrétaire national du Parti communiste, de sa candidature dans la 5e circonscription du Val d'Oise pour les élections législatives de 1998 (*Le Monde* du 31 mai). *« La méthode choisie par Robert Hue, celle de l'autoproclamation de sa candidature, n'est sans doute pas la meilleure illustration de la mutation démocratique et du respect des militants qu'il prétend incarner »*, ont indiqué les élus PS d'Argenteuil.

■ **AGRICULTEURS : le 30e congrès du CNJA** (Centre national des jeunes agriculteurs), réuni à Angers du 29 au 31 mai, a reconduit Christiane Lambert dans ses fonctions de présidente. Redonnant un ton plus syndical et plus « paysan » à son organisation, Mme Lambert a appelé à lutter contre la tentation d'*« un monde où réussite personnelle et succès collectif paraissent encore inconciliables à beaucoup »*. – *(Corresp.)*

■ **FRONT NATIONAL : Dominique Chaboche, vice-président du FN,** chargé des affaires internationales, et Jacques Dore, conseiller régional de Bretagne, ont assisté, du 16 au 20 mai, en Serbie, au congrès du parti ultranationaliste, le Parti radical serbe, présidé par Vojislav Seselj.

M. Le Chevallier, maire (FN) de Toulon, demande la tête de M. Paquet, directeur de Châteauvallon

UN AN APRÈS son élection, Jean-Marie Le Chevallier, maire (Front national) de Toulon, passe à l'action contre Gérard Paquet, directeur du Théâtre de la danse et de l'image de Châteauvallon (TNDI). Dans une lettre, datée du 14 mai, le maire demande à Jean-Jacques Bonnaud, président de l'association qui régit Châteauvallon – et par ailleurs président du GAN – *« de bien vouloir mettre fin à la mission de M. Paquet »*. M. Le Chevallier s'appuie sur l'article 16 des statuts de l'association, qui confèrent au maire de Toulon un droit d'agrément du directeur. *« Je vous informe*, ajoute-t-il, *que je ne souhaite pas renouveler cet agrément. »*

Dès le lendemain de l'élection municipale, en juin 1995, M. Paquet avait décidé de rompre toute relation avec la municipalité dirigée par le Front national, se privant ainsi volontairement d'une subvention de 4,7 millions de francs. Depuis, les deux parties s'observaient.

« JE SUIS SEREIN »

Réuni le 17 mai, le conseil d'administration de Châteauvallon n'ayant pas répondu à la lettre de M. Le Chevallier, ce dernier a expédié deux autres courriers – l'un à Jean-Charles Marchiani, préfet du Var, l'autre à Alain Serieyx, président de la chambre régionale des comptes – pour réitérer sa décision de ne pas renouveler M. Paquet dans ses fonctions. Et dans une nouvelle lettre à M. Bonnaud, il demande communication de la liste des adhérents de l'association et le montant des cotisations pour l'année 1995-1996.

En publiant, dans son édition du 30 mai, la lettre de M. Le Chevallier datée du 14 mai, le quotidien *Var-Matin* a révélé le bras de fer dorénavant engagé entre la mairie et Châteauvallon.

M. Paquet, joint au téléphone, n'a pas paru inquiet devant les attaques du maire : *« C'est une réponse attendue aux positions que j'ai prises contre le Front national depuis son élection à Toulon. J'ai moi-même créé cette association en 1965 avec Henri Komatis. J'en suis le directeur salarié depuis 1971. Pour 1997, Châteauvallon s'ouvrira sur le théâtre et la musique – la danse restant la priorité – et s'affirmera, ce qu'il a toujours été, comme un lieu de parole et de réflexion. Je n'ai fait aucune faute. Je suis serein. J'ai, en revanche, le droit d'exprimer des opinions, comme tout citoyen libre et indépendant. Le Chevallier aura quitté la mairie que je serai toujours à Châteauvallon. »*

Dominique Frétard

Les « irritations » du préfet du Var

« Mon rôle est de contrôler l'utilisation des fonds publics dans toutes les structures varoises et de veiller à ce que le TNDI de Châteauvallon, qui perçoit 13 millions de francs de subventions du ministère de la culture, de l'Etat et des collectivités locales, les utilise conformément à l'article 1 de ses statuts, précisant que sa vocation est la promotion du théâtre et de la danse. » **Jean-Charles Marchiani, préfet du Var, se refuse à tout autre commentaire, mais il n'aurait pas apprécié que le TNDI soit devenu un pôle de résistance politique très médiatisé. Il aurait confié à des proches qu'il ne pouvait cautionner des actes jugés provocants vis-à-vis de son ami Charles Pasqua et de Jean-Louis Debré, ministre de l'intérieur. Il aurait ainsi été très irrité par les « Rencontres publiques de Châteauvallon », organisées par le TNDI, consacrées le 16 mars au thème « La préférence nationale et le statut de l'étranger ».** – *(Corresp.)*

Le Front national manifeste contre le projet de mosquée à Paris

ENVIRON TROIS CENTS personnes ont manifesté, jeudi 30 mai, à l'appel des élus Front national d'Ile-de-France, devant l'Hôtel de Ville de Paris, contre le projet de mosquée dans le 19e arrondissement (*Le Monde* du 31 mai). Après avoir lancé des slogans tels que *« Tiberi, collabo »* ou *« Des logements, pas de mosquée »*, les manifestants ont réagi avec enthousiasme aux discours de Jean-Yves Le Gallou, membre du bureau politique et président du groupe FN au conseil régional, et de Martine Lehideux, responsable de la fédération de Paris. Ceux-ci ont évoqué la *« défense de l'identité française »*, qualifiée de *« principe supérieur à la liberté de culte »*.

Alors que Mme Lehideux a sommé le maire de Paris de se prononcer sur le projet, M. Tiberi a déclaré à l'AFP qu'il n'avait pas *« été saisi d'une demande de permis de construire »*. Le projet déposé en 1994 avait été rejeté, car il ne répondait pas aux normes de sécurité. Depuis, un nouveau projet est à l'ordre du jour, mais il n'a pas fait l'objet d'une demande formelle.

Parmi les conseillers régionaux FN absents de la manifestation, Sid Hamed Yahiaoui, fils du maire de Sidi-Bel-Abbès assassiné en 1962, a exprimé sa désapprobation. *« Je ne puis, en aucune mesure, être d'accord avec ceux qui préconisent l'interdiction dans ce domaine qui touche à la foi, et donc à la conscience individuelle »*, a-t-il expliqué, reprenant une citation de M. Le Pen du 29 janvier 1958, dans laquelle il affirmait que *« dans la religion musulmane, rien ne s'oppose, au point de vue moral, à faire du croyant ou du pratiquant musulman un citoyen français complet »*.

Au même moment, au pied de la tour Saint-Jacques, Ras l'Front a manifesté pacifiquement son opposition au rassemblement frontiste.

Christiane Chombeau

ÉDUCATION 614 439 élèves vont commencer à se présenter, le 17 juin, aux premières épreuves du baccalauréat. La cuvée 1996 n'aura finalement guère connu de simplifications, malgré les ratages de la précédente session et les promesses du ministère faites dès l'été dernier. Le « bac » est toujours ce monstre sacré dont l'organisation demeure extrêmement complexe. ● EN DIX ANS, les taux de réussite n'ont cessé de progresser pour atteindre, l'an dernier, 75,2 %. Près de 65 % d'une génération est désormais au niveau du bac, que les candidats réussissent ou non l'examen. Le nombre de candidats au baccalauréat professionnel connaît une très forte progression. ● L'ÉPREUVE est-elle *plus facile* qu'avant ? A cette question, posée chaque année, les correcteurs se gardent de répondre. Ils notent cependant l'existence de fortes variations selon les matières.

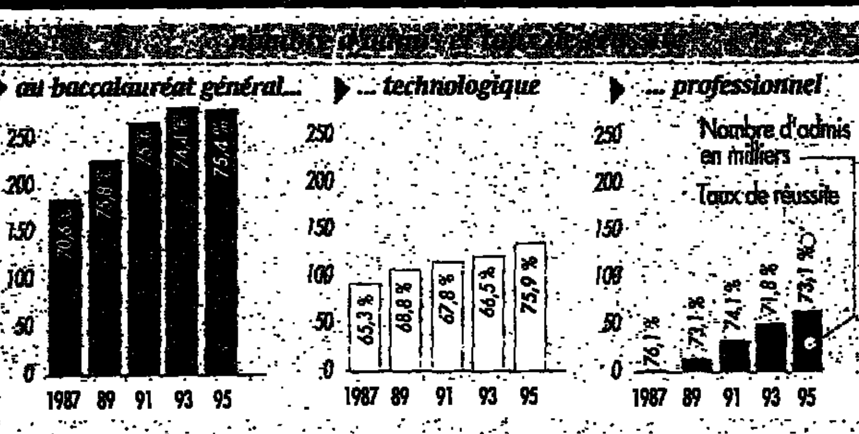
Le baccalauréat 1996 ne bénéficie que d'allègements minimes

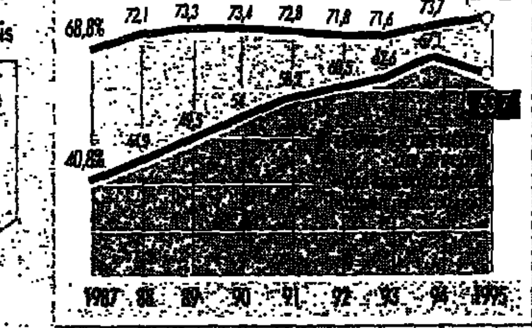
En dépit d'une simplification promise par François Bayrou, l'organisation des épreuves – qui démarrent le 17 juin – demeure d'une extraordinaire complexité. Si le calendrier est resserré, les nouveautés de cette année ne bouleversent pas l'examen national

LE BACCALAURÉAT 1996 ferait-il de la mauvaise graisse ? Les frayeurs du nouveau bac 1995 à *peine dissipées, on avait promis* d'alléger, simplifier, resserrer l'examen national (*Le Monde* daté 27-28 août). Les candidats avaient eu leur content d'émotions et de ratages, les organisateurs aussi. On allait, enfin, toiletter le monstre sacré. Le ministre lui-même, dès le mois d'août, traçait quelques pistes : modifierl'épreuve de français, limiter le nombre des options et les évaluer autrement, revoir l'épreuve scientifique en série littéraire, etc.

Une autre raison poussait à abréger les cérémonies du rite de passage qu'est le bac : restaurer un vrai troisième trimestre pour tous *les élèves du second degré.* Voilà pourquoi, cette année, les 614 439 candidats de la cuvée 1996 se présenteront une semaine plus tard qu'à l'ordinaire à leur première épreuve, *le 17 juin*. Les allègements ne sont pas visibles à l'œil nu. S'il est vrai que l'épreuve d'enseignement scientifique pour les littéraires est plus simple à organiser, par exemple, peu de délestages apparaissent. La porte, un instant entrebâillée, du contrôle *en cours de formation s'est vite re*fermée.

Dix ans de progression et un baccalaureat professionnel en plein essor





En prenant en compte l'ensemble des formations dépendant ou non du ministère de l'Education nationale (notamment le bac agricole), le pourcentage d'une génération atteignant le niveau bac était en 1995 de 67,9%. 1994 est une année atypique en raison du passage automatique en terminale.

Les principales modifications de cette version du baccalauréat 1996 *concernent les points suivants :*

● **Un calendrier resserré... et tendu.** Les épreuves écrites commencent le 17 juin avec la philosophie. Elles se poursuivent jusqu'au 24 juin pour le baccalauréat général et au 25 juin pour le baccalauréat technologique. Les dernières *délibérations des jurys* auront lieu le 11 juillet. Les conseils de classe se tiendront entre le 10 et le 15 juin pour les troisièmes et les lycées ; *à partir du 18 juin* pour les cinquièmes et du 24 juin pour les sixièmes et les quatrièmes.

Ce nouvel emploi du temps, plus judicieux pour les collégiens et les lycéens, a *suscité la colère* des enseignants de philosophie. L'Association des professeurs de philosophie de l'enseignement public a adressé une pétition de plus de 2 600 signatures à François Bayrou, pour faire valoir que les enseignants de cette discipline, beau*coup moins nombreux que leurs* collègues, corrigent en moyenne deux fois plus de copies que ceux-ci. Le délai supplémentaire de correction qu'ils voient « *avec inquiétude se rétrécir d'année en année* » s'est toujours justifié ainsi. Le nouveau calendrier « *est un obstacle au sérieux et à la crédibilité de l'épreuve de philosophie* », assurent les signataires. Ils affirment que leur participation aux commissions d'entente et d'harmonisation ne pourra être assumée.

Par ailleurs, la multiplication de petites épreuves, l'introduction d'une deuxième épreuve de langue au baccalauréat technologique (soit 20 000 candidats de plus à *faire passer*), les possibilités offertes en matière de langues régionales rendent très divers et complexes les parcours de chaque lycéen.

Dans un calendrier plus serré que de coutume, le moindre dérapage peut virer à la catastrophe. Le maintien d'épreuves à caractère national – le ministère a refusé de dévoiler lesquelles – entraîne un risque supplémentaire. Mais il est vrai que celles-ci dispensent de *prévoir des sujets pour chaque* groupement académique.

● **Des sujets sous haute surveillance.** Échaudé par la « bavure » de l'épreuve de mathématiques de l'an dernier, trop *difficile* et qu'il avait fallu surnoter, François Bayrou a apporté un soin attentif à la chaîne de fabrication des sujets (*Le Monde* du 15 septembre). Dans une note parue au *Bulletin officiel* du 28 mars, le directeur des lycées et collèges, *Alain Boissinot, définit clairement* les responsabilités : « *L'inspecteur général est responsable devant le ministre de la qualité des sujets retenus.* » Deux professeurs de lycée doivent avoir testé les sujets, en planchant eux-mêmes comme d'ordinaires potaches. Enfin, le recteur prend la pleine et entière responsabilité du bon à tirer qu'il délivre avant d'envoyer les sujets à l'*imprimerie. Il reste à tester l'efficacité* de cette nouvelle procédure « *quand les sujets seront passés à la moulinette des élèves* », comme le note un professeur de mathématiques.

● **Les nouveautés en français.** Comme prévu, l'épreuve de rattrapage de français qui avait lieu au mois de novembre est supprimée. Toute possibilité de rattrapage à l'issue des épreuves de lettres passées en terminale l'est également, *sauf pour les élèves des séries littéraires*. Les nouvelles modalités prévues pour ces candidats littéraires, effectives en 1997, sont extrêmement complexes et leur mise en œuvre encore floue. En revanche, dès cette année, un jury spécifique de français, qui n'existait pas, est créé. Il se réunira et délibérera à l'issue des épreuves anticipées de français. Jusqu'ici, les notes étaient communiquées en fin de terminale au jury, qui n'avait aucun pouvoir sur des notes attribuées l'année précédente.

Une nouvelle définition de *l'épreuve de français* est mise en place lors de cette session. Trois types de sujets seront proposés aux candidats : étude d'un texte « *argumentatif* », commentaire littéraire ou *dissertation sur un sujet* littéraire.

Dans les questions qui concernent le texte « *argumentatif* », les textes officiels précisent que l'« *on ne demande pas à l'élève d'employer des termes comme rhème, connecteur, embrayeur, prémisses ou enthymème, mais on ne lui reprochera pas non plus, bien au contraire, de les utiliser à bon escient* » ! Cette épreuve inquiète quelque peu les enseignants de français, « *davantage formés à la rhétorique classique* », selon eux.

● **L'épreuve scientifique en série littéraire.** Créée l'an dernier, l'épreuve scientifique en série L pouvait porter indifféremment sur l'une des trois disciplines de cet enseignement, mathématiques, sciences physiques ou sciences de la vie et de la terre. Désormais, une discipline est tirée au sort vers la fin de l'année : lors de cette session, il s'agit de la physique-chimie. L'élève doit répondre brièvement à une série de questions diverses, indépendantes les unes des autres.

● **Les options.** Trois options peuvent être choisies, comme l'an dernier ; seuls les points au-dessus de 10 sont portés au crédit du candidat. Contrairement aux souhaits de certains syndicats, le nombre des options n'a pas été réduit à deux pour éviter le « *tourisme pédagogique* », ni les notes en dessous de la moyenne prises en compte. Cette année, 51 % des candidats n'ont choisi aucune option et 1,5 % en prennent trois.

B. G.

Effectifs en baisse

● **Session 1996.** 614 439 candidats se présenteront au baccalauréat lors de cette session 1996, deuxième du genre après la rénovation mise en œuvre l'an dernier. La baisse démographique dans les lycées et les très bons résultats de 1995 (75 % de réussite) ont entraîné une diminution des effectifs.

● **Séries générales.** 57 % des candidats présentent le baccalauréat général, soit 8,1 % de moins que l'an dernier : toutes les séries voient baisser le nombre de candidats dans des proportions voisines. On compte 166 711 candidats en S (scientifique), 99 471 en L (littéraire), 95 357 en ES (économique et social).

● **Séries technologiques.** 27 % des candidats tentent le baccalauréat technologique, soit 8,34 % de moins qu'en 1995. Les effectifs les plus nombreux, de loin, se trouvent en sciences et technologies tertiaires (89 386 candidats).

● **Séries professionnelles.** 16 % des candidats présentent le baccalauréat professionnel, seul effectif en hausse, de 3,12 %.

Plus facile, plus difficile ? Faux débat selon les correcteurs

L'IDÉE S'INSINUE, colportée ici ou là. Si les étudiants des premiers cycles universitaires connaissent autant de difficultés, c'est que le baccalauréat « n'est plus au niveau ». Or, les chiffres prouvent le contraire. Mesuré grâce au « *niveau général brut* », indicateur fourni par l'armée après les trois jours des conscrits, le niveau des bacheliers est en augmentation, légère mais constante, depuis dix ans. Que pensent les correcteurs du baccalauréat, qui officient souvent pendant vingt ou trente années d'affilée, de l'évolution des sujets proposés aux élèves et de la qualité des copies ? « *Tout cela est très difficile à mesurer* », hésite Francis Maure, professeur d'histoire-géographie à Epinal, « *mais il me semble que, depuis deux ou trois ans, les élèves font de plus en plus d'impasses.* » Ainsi, traitant d'un vaste sujet de synthèse qui inclut la guerre froide, « *on voit qu'ils n'ont appris que la partie débutant dans les années 60* ». Les candidats produisent donc des sujets « à trous », ou « casent » dans leur copie une partie de cours qu'ils ont apprise, même si elle ne correspond pas vraiment à la demande.

Les sujets sont-ils plus vastes et trop ambitieux, ou les élèves sont-ils désinvoltes ?, s'interroge M. Maure. « *Parfois, ils se sentent déroutés par un intitulé, montrant qu'ils ne maîtrisent pas suffisamment la langue* », ajoute cet enseignant de lycée, rejoignant nombre de ses collègues. Une enseignante de Neuilly, qui corrige depuis plus de vingt ans, se dit frappée par les disparités entre copies selon les lieux et les filières. Pour Anne Souriau, également, vice-présidente de l'Association des professeurs de philosophie, les problèmes varient surtout d'une série à l'autre : « *On connaît bien et depuis longtemps les problèmes d'expression que rencontrent les candidats des séries technologiques. Il me semble que cela ne change guère au cours des années.* »

Guy Jacquemot, correcteur depuis trente ans en philosophie, estime qu'il a « *à peu près toujours la même proportion de bonnes copies, environ 20 %* » et que les autres montrent « *une analyse conceptuelle défaillante et une difficulté à accéder à l'abstraction* ». Globalement, il estime que la situation n'indique « *ni catastrophe ni remontée* », mais déplore que les candidats « *ne fassent pas les lectures nécessaires* ».

> « Si les élèves étaient aussi nuls, il y a bien des années que nous n'en aurions plus »

La constance domine par rapport aux brusques changements de *cap ou une dégradation supposée.* Pour cet enseignant d'histoire et géographie de la région parisienne, « *on trouve toujours une question de cours qui sauvera l'élève moyen, une de ces questions canoniques, si utiles* » et une vaste question de synthèse, destinée à faire valoir les élèves les plus brillants. Pourtant, une ligne de fracture pourrait se dessiner là, avec les professseurs de mathématiques. « *On donne des sujets machouillés, prédigérés* », juge une enseignante de la région de Chambéry, « *et lorsque les étudiants arrivent en DEUG, ils sont complètement perdus.* » Selon elle, les meilleurs élèves de mathématiques ne sont souvent pas allés au bout de leurs possibilités au baccalauréat. « *Il faudrait donner des sujets plus progressifs, avec des questions de fin de partie plus retorses, afin que les bons puissent montrer ce qu'ils savent faire* ». Dans une académie proche, une collègue explique que la notation en maths s'effectue depuis plusieurs années sur 22 ou 23 : « *Dans cette pratique, je crois qu'il y a l'idée que les profs de maths ne doivent pas être trop pénalisants, car la discipline a été et reste sélective.* »

Cette question de la notation tracasse nombre de professeurs qui constatent un écart entre les notes de l'année et celles de l'épreuve, au bénéfice de ces dernières. Dans l'académie de Grenoble, le *président de l'université* Joseph-Fourier, Daniel Bloch, a établi des statistiques sur les étudiants qui entraient en première année de DEUG de sciences : ces *jeunes bacheliers* avaient obtenu une moyenne de 11,4 sur l'année en mathématiques et 13,6 au baccalauréat : en physique-chimie, la moyenne se situait autour de 11,5 et celle de l'examen à 13,2. Souvent, ce sont les deux points qui permettront à ceux qui ont entre 8 et 10 d'être « repêchés », alors qu'ils auraient été recalés au premier tour... ou les deux points qui permettront à ceux qui ont 12 d'obtenir du premier coup leur parchemin.

Pour Jean-Paul Bardoulat, vice-président de l'Association des professeurs de mathématiques, le problème *ne réside pas dans le niveau* des élèves, mais bien dans « *les capacités de plus en plus légères que l'on teste le jour de l'épreuve* ». Paradoxalement, comme nombre de ses collègues, M. Bardoulat reconnaît que « *les élèves d'aujourd'hui savent faire des choses que ne savaient pas faire leurs aînés* ». Il résume ainsi, ce qu'il voit comme une contradiction du système : « *Pour les enseignants, le bac doit montrer un niveau, alors que pour l'administration il s'agit de maîtriser des flux.* » Et comment gérer les « *modes* », ou du moins ce que des enseignants de mathématiques appellent *ainsi* : le retour en force de la géométrie, la réapparition de l'arithmétique sous une forme différente, etc. ?

En tout cas, pour la plupart de ces « forçats » du *mois de juin*, qui commencent à trouver « *moins amusant au bout de trente ans de s'enfermer avec une centaine de copies* », la querelle du niveau n'a guère de sens. Comme le souligne cet enseignant de Besançon, « *jamais les élèves n'ont été aussi nuls. Depuis le temps que j'entends les collègues dire cela, si c'était vrai, il y a bien des années que nous n'aurions plus d'élèves du tout* ».

Béatrice Gurrey

M. Bayrou souhaite que les étudiants « s'investissent davantage »

L'EXERCICE est maintenant rodé. *Sans doute pour dissiper* la fâcheuse impression d'une faible participation des étudiants aux états généraux de l'Université, François Bayrou, ministre de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur, a accepté de rencontrer les responsables nationaux *de leurs principales* organisations. Après l'UNEF-ID (gauche non communiste) le 20 mai, puis l'UNI, le syndicat de la « droite universitaire », le 22 mai, il s'est *rendu, jeudi 30 mai, devant* les instances dirigeantes de la Fédération des associations générales d'étudiants (FAGE), confirmée au rang de deuxième organisation re*présentative* (*lire ci-dessous*). Seule l'UNEF (proche du PCF) s'est abstenue de demander une telle rencontre qui permet au ministre de repréciser la méthode mise en œuvre *pour élaborer* la réforme de l'enseignement supérieur.

Composée d'associations indépendantes et de « corpos », la FAGE est particulièrement attachée à la participation des étudiants à la vie dans les campus ainsi que dans les instances universitaires. François Bayrou s'est longuement attardé sur ce thème, qui devrait constituer un des axes principaux de sa réforme. Tirant un premier bilan de la consultation, il a *notamment précisé* : « *Les états généraux ne sont pas une fin, mais un commencement. L'avenir, c'est le ré-engagement des étudiants et des personnels dans la vie de l'Université.* » Le ministre a feint de croire que l'absence des étudiants dans les assemblées générales était une surprise : « *Mon objectif prioritaire*, a-t-il indiqué, *est d'inventer des mécanismes qui permettent aux étudiants de s'investir davantage.* »

Interrogé sur les moyens financiers de sa réforme et sur une éventuelle loi de programmation, François Bayrou n'a guère laissé d'espoir à ses interlocuteurs. Eludant la question d'une extension des aides sociales et de l'instauration d'une *allocation d'autonomie*, il s'est contenté de réaffirmer la promesse, formulée à l'automne, d'un rattrapage en faveur des universités les plus mal dotées. Au passage, il a fait part de son « *agacement* » à l'égard du ministère du budget, qui continue à bloquer le décret d'extension des compétences de l'observatoire de la sécurité des établissements scolaires à l'enseignement supérieur. Cette *décision*, prise en juillet 1995 et confirmée par un arbitrage du premier ministre, n'a toujours pas été suivie d'effet.

M. D.

L'UNEF-ID et la FAGE en tête des élections au Cnous

Les délégués élus dans les centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (Crous) ont procédé, jeudi 30 mai, à la désignation de leurs huit représentants et de leurs suppléants au conseil d'administration du Centre national des œuvres universitaires et scolaires (Cnous). *Sur les 174 bulletins exprimés pour 185 votants,* l'UNEF-ID (gauche non communiste), avec 63 voix, a obtenu 3 sièges, de même que la Fédération des associations générales d'étudiants (FAGE), qui a recueilli 56 voix.

Toutes deux gagnent un siège par rapport aux élections de 1994. Avec 30 voix, l'UNEF (*influencée par le PCF*) *garde son siège, tandis* que l'UNI (proche du RPR), avec 25 voix, en perd un et n'a plus qu'un seul représentant. Ces résultats sont conformes à la tendance exprimée à l'issue des élections dans les Crous. Toutefois, l'UNI est passée de 14 à 25 voix, grâce notamment aux élus des académies d'outre-mer (Antilles, Réunion...), représentés par six délégués sur sa liste.

nents minimes

Un « témoin important » interpellé en Allemagne après l'assassinat d'un opposant iranien à Créteil

L'Iran se défend de toute implication dans ce meurtre

Trois jours après l'assassinat de Redza Mazlouman, l'ancien vice-ministre iranien du Shah d'Iran dont le cadavre avait été retrouvé à son domicile de Créteil, des policiers allemands et français ont interpellé jeudi 30 mai en Allemagne un témoin qui avait rendu visite à la victime peu avant sa mort. Ce commerçant iranien installé à Bonn, Harmad Jayhooni, âgé de 60 ans, est entendu par les enquêteurs.

UN COMMERÇANT de nationalité iranienne résidant en Allemagne, Harmad Jayhooni, a été interpellé jeudi 30 mai à Bonn par des policiers allemands qui ont agi en présence d'enquêteurs français de la brigade criminelle chargée du dossier de l'assassinat de l'ancien vice-ministre du Shah d'Iran, Rezda Mazlouman. Atteint de trois balles, le corps de l'opposant au régime des mollahs avait été retrouvé, mardi 28 mai à son domicile de Créteil (Val-de-Marne), par une amie qui lui rendait visite (*Le Monde* du 30 mai).

Placé en garde à vue en Allemagne, Harmad Jayhooni est considéré, selon une source française proche de l'enquête, comme *« un témoin plus qu'important »* dans l'assassinat de l'ancien sous-secrétaire à l'éducation qui avait obtenu en 1982 le statut de réfugié politique en France. Rien ne prouvait cependant, vendredi matin, son implication dans l'assassinat.

Plusieurs éléments nourrissent néammoins les soupçons des milieux proches de l'enquête. M. Jayhonni a en effet été aperçu à proximité de l'immeuble où habitait le vice-ministre, dans les heures précédant un assassinat commis lundi 27 mai peu avant 22 heures. L'enquête de voisinage a aussi permis d'établir que le commerçant iranien, lui-même âgé de 60 ans, était alors en compagnie d'un autre homme, nettement plus jeune.

> Vraisemblablement mis en confiance par la présence d'une personne connue, M. Mazlouman avait ouvert la porte de son appartement à ses assassins

S'étant introduit dans l'entourage de l'ancien vice-ministre du Shah et rencontrant régulièrement M. Mazlouman au cours des dernières années, M. Jayhonni avait effectué un aller-retour entre Bonn et Paris dans la période correspondant à l'homicide de Créteil.

Vraisemblablement mis en confiance par la présence d'une personne connue, M. Mazlouman avait ouvert la porte de son appartement à ses assassins. Cette porte n'a pas été forcée et l'appartement ne semble avoir fait l'objet d'aucun vol. L'assassinat – deux balles dans la poitrine, puis une balle dans la tête – est enfin qualifié de *« belle exécution »*, toujours de source proche de l'enquête.

Réagissant à un crime qui constitue le huitième assassinat d'un opposant iranien perpétré en France depuis 1979, Manusherer Ganji, ancien ministre du Chah d'Iran et opposant au régime iranien, avait accusé, dès mercredi 29 mai, les services de renseignements iraniens d'être *« directement impliqués »* dans l'assassinat de Reza Mazlouman. M. Ganji avait en particulier mis en cause *« un agent de l'Iran qui réside à Bonn »*, sans toutefois citer de nom.

L'ambassade de la République islamique d'Iran à Paris a réagi, dans un communiqué du 29 mai, en démentant *« une implication iranienne dans l'assassinat de Réza Mazlouman »*.

Affirmant que *« l'Iran condamne le terrorisme sous toutes ses formes »*, le texte ajoute que l'ancien vice-ministre du Shah d'Iran *« était un simple citoyen iranien et* [que] *aucune condamnation officielle n'était prononcée contre lui par les instances judiciaires iraniennes. »*.

Effectuée sur la base d'une commission rogatoire internationale délivrée le juge d'instruction français Jean-Louis Bruguière, chargé d'une information judiciaire ouverte contre X... pour *« assassinat, infraction en relation avec une entreprise terroriste »*, l'interpellation de M. Jahyonni a été suivie de plusieurs interrogatoires de l'intéressé. L'homme jeune, qui l'accompagnait lors de son dernier voyage à Créteil, serait en cours d'identification par les services d'enquête.

Erich Inciyan

Le risque carcinogène augmente avec le tabagisme passif

LES MÉDECINS qui militent contre le fléau que constitue la consommation de tabac doivent-ils dialoguer avec les multinationales qui fabriquent et commercialisent ce produit toxique ? La dernière controverse en date sur la nocivité du tabagisme passif démontre qu'un tel dialogue n'est pas sans conséquences. Il y a quelques semaines, les docteurs Jean Trédaniel, Gérard Zalcman et Albert Hirsch (service de pneumologie de l'hôpital Saint-Louis, Paris) signaient dans les colonnes de *La Revue du praticien-médecine générale* un article faisant la synthèse des connaissances médicales et scientifiques sur les liens entre le tabagisme passif (inhalation involontaire par les non-fumeurs de la fumée dégagée par les fumeurs) et le cancer broncho-pulmonaire. Ils rappelaient notamment que l'ensemble des données disponibles devait conduire à considérer le tabagisme involontaire comme un facteur carcinogène. *« Devant l'état actuel des connaissances scientifiques*, ajoutaient-ils, *c'est désormais aux tenants de l'innocuité du tabagisme passif – c'est-à-dire à l'industrie du tabac – qu'il conviendrait de faire la preuve de leurs assertions. »*

Pour les industriels, l'occasion était trop belle. C'est ainsi que, la veille de la « Journée mondiale sans tabac » de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), ils diffusent largement en France, *via* le Centre de documentation et d'information sur le tabac, une étude menée par un *« groupe européen de travail sur la fumée de tabac dans l'air ambiant et le cancer du poumon »*. Selon ce travail, l'analyse des données actuelles ne permettrait pas de conclure que la fumée de tabac dans l'air ambiant soit *« un carcinogène pulmonaire chez l'homme »*.

Les signataires de ce travail, qui n'est pas publié dans une revue scientifique internationale, sont les professeurs Julio Benitez (Badajoz, Espagne), Jeffrey Idle et Hans Krokan (Trondheim, Norvège), Marcel Roberfroid (Louvain, Belgique), Anthony Springall (Royaume-Uni) et Paul Lohman (Leyde, Pays-Bas). Ils expliquent avoir procédé à l'analyse et à l'évaluation de l'ensemble des quarante-huit études existantes sur les liens entre tabagisme passif et cancer du poumon et ne pas observer une augmentation du risque de cancer chez les non-fumeurs exposés à la fumée du tabac. Ils situent le risque relatif à 1,01 et à 1,04 sur le lieu de travail. *« Ni l'un ni l'autre de ces chiffres ne sont statistiquement significatifs*, ajoutent-ils. *Des risques relatifs de 1,01 et 1,04 sont pratiquement sans signification en termes scientifiques. » « La plupart des scientifiques sont d'accord pour estimer que, d'une manière générale, des risques relatifs inférieurs à 2,00 sont difficiles à interpréter »*, indique pour sa part le professeur Jeffrey Idle, président de ce groupe de travail qui ne compte pas de réels spécialistes de cette question.

> « Une centaine de non-fumeurs meurent chaque année dans notre pays d'un cancer broncho-pulmonaire »

Ces conclusions sont en totale contradiction avec celles de l'Agence américaine de l'environnement, qui estime qu'aux Etats-unis 3 000 personnes meurent chaque année de cancers du poumon dus au tabagisme passif. Il faut souligner que cette étude a été financée par trois multinationales du tabac (Philip Morris Europe, British American Tobacco et Rothmans International), pour lesquelles la nocivité du tabagisme passif – et les législations qui en découlent – constitue un obstacle économique de première grandeur.

Qu'en est-il exactement des méfaits du tabagisme passif ? Le docteur Jean Trédaniel, l'un des signataires de la publication dans *La Revue du praticien-médecine générale*, vient de soutenir une thèse de doctorat d'université (Paris-VII) sur les mécanismes de l'oncogénèse (cancérogénèse) en relation avec le tabagisme passif. Ce travail a été mené en relation avec le Centre international de recherches sur le cancer de Lyon. Sa conclusion est sans ambiguïté : *« En dépit de tous les biais méthodologiques possibles, il existe bel et bien une augmentation du risque relatif de survenue d'un cancer du poumon ou de maladies cardio-vasculaires chez les personnes qui inhalent du tabac au contact des fumeurs*, nous a déclaré le professeur Albert Hirsch. *Un travail soumis à l'*International Journal of Epidemiology *estime à une centaine le nombre de cancers broncho-pulmonaires primitifs liés au tabagisme passif en France. En d'autres termes, une centaine de non-fumeurs meurent, chaque année dans notre pays, d'un cancer broncho-pulmonaire pour avoir, au fil du temps, respiré la fumée des autres. »*

« Il existe, par ailleurs, dans ce domaine, un risque accru de maladies cardio-vasculaires, avec une mortalité supplémentaire du même ordre de grandeur, ajoute le professeur. *Le tabagisme passif est aussi – mais personne n'en parle – à l'origine des infections des voies aériennes supérieures et inférieures des petits enfants. Ces derniers s'infectent à cause du tabagisme des parents. Nous estimons aujourd'hui qu'il s'agit là de l'une des causes principales de prescription et de consommation d'antibiotiques et d'hospitalisation chez les jeunes enfants, ainsi que d'absentéisme chez les parents. Dans ce domaine comme dans d'autres, le principe de précaution maximale s'impose. Il est exact que la force de l'évidence de l'effet délétère du tabagisme passif n'est pas aussi puissante que celle du tabagisme actif. Pour autant, les multiples données médicales et scientifiques disponibles imposent que, dans les lieux publics clos, on interdise la consommation de tabac, afin de protéger la santé des non-fumeurs. »*

Jean-Yves Nau

Un ancien dirigeant du groupe Elf placé en détention provisoire

LE JUGE D'INSTRUCTION parisien Eva Joly a ordonné, jeudi soir 30 mai, le placement en détention provisoire d'un ancien dirigeant du groupe Elf-Aquitaine, Jean-François Pagès. Ce dernier, qui exerça la responsabilité de directeur du patrimoine immobilier au sein du groupe pétrolier jusqu'en septembre 1993, avait auparavant été mis en examen, au terme de quarante-huit heures de garde à vue, pour *« abus de confiance et complicité d'abus de biens sociaux »*. M. Pagès est la sixième personne mise en examen par Mme Joly dans l'enquête sur certains investissements du groupe Elf-Aquitaine, lorsqu'il était présidé par Loïk Le Floch-Prigent – aujourd'hui PDG de la SNCF.

Le 24 mai, le juge d'instruction avait délivré un mandat de dépôt à l'encontre de Maurice Bidermann, mis en examen le 26 mars et suspecté d'avoir bénéficié, pour renflouer le groupe textile qui porte son nom, de quelque 787 millions de francs de financements divers en provenance d'Elf et de ses filiales, dans des conditions jugées suspectes par la Commission des opérations de bourse (COB) et la Cour des comptes. L'ancienne épouse de M. Le Floch-Prigent a, elle aussi, été mise en examen, suspectée d'avoir perçu des *« libéralités »* de M. Bidermann.

INVESTISSEMENTS INCONTRÔLÉS

En enquêtant sur les circuits utilisés à cet effet par le groupe pétrolier, le juge Eva Joly a mis au jour des pratiques financières qui l'ont conduit à déborder du cadre du seul dossier Bidermann. Plusieurs témoins interrogés par le juge – dont certains anciens d'Elf-Aquitaine – avaient ainsi mis en exergue la création, en 1991, par M. Le Floch-Prigent, d'une direction du patrimoine immobilier, chargée de mettre en œuvre certains investissements hors du contrôle de la direction financière du groupe. Au cours d'une perquisition au siège d'Elf-Aquitaine, le 29 mars à Courbevoie, Mme Joly, escortée par les policiers de la brigade financière de Paris, avait saisi une série de documents relatifs à ces investissements immobiliers, dont certains concernaient la construction de sièges sociaux du groupe à l'étranger (au Japon, en Angleterre et au Portugal notamment). De 1991 à 1993, ces investissements auraient avoisiné 900 millions de francs et auraient été assortis du versement d'environ 100 millions de francs de commissions à des sociétés immatriculées dans des paradis fiscaux (Suisse, Luxembourg, îles anglo-normandes). L'enquête devrait s'attacher à connaître l'identité de ces discrets intermédiaires, et la destination véritable de ces fonds, le parquet de Paris ayant délivré à Mme Joly, le 14 février, un réquisitoire supplétif pour *« abus de biens sociaux et recel »*.

Outre la direction dont il avait la charge, M. Pagès avait le contrôle de plusieurs sociétés en nom collectif générées par Elf. Son rôle pourrait être mis en cause dans des opérations immobilières dont l'intérêt pour le groupe pétrolier n'apparaît pas évident. Ainsi, Elf avait racheté, en 1991, la propriété du docteur Laurent Raillard, située à Louveciennes (Yvelines). Le montant de la transaction avait été fixé à 18 millions de francs. Or, il est établi que M. Raillard, proche de l'ancien président de la République François Mitterrand, dont il était l'un des partenaires de golf habituels, continua à occuper cette propriété. Le groupe pétrolier prenait à sa charge les frais d'entretien de la villa et du domaine. Le juge d'instruction devait demander au parquet un nouveau réquisitoire supplétif afin de lui permettre d'élargir encore sa saisine, de manière à déterminer les raisons de cette *« faveur »* consentie à M. Raillard, a indiqué au *Monde* une source proche de l'enquête.

Au cours de sa garde à vue, M. Pagès a contesté avoir mis en œuvre ces diverses opérations sur l'ordre de Loïk Le Floch-Prigent, mais ses déclarations sont contredites par plusieurs témoignages recueillis par le juge. Attendue depuis des mois, l'audition de l'ancien PDG d'Elf-Aquitaine semble donc désormais inéluctable.

Hervé Gattegno

Demande de levée d'immunité parlementaire d'un sénateur

LE PARQUET GÉNÉRAL de la cour d'appel d'Aix-en-Provence s'apprête à transmettre à la chancellerie une demande de levée de l'immunité parlementaire concernant Jean-Pierre Lafond, ancien maire (UDF-PR) de La Ciotat, sénateur des Bouches-du-Rhône depuis le 7 novembre 1995 en remplacement de Jean-Claude Gaudin, nommé ministre de l'aménagement du territoire, de l'intégration et de la ville. Dans sa requête, le juge d'instruction marseillais Pierre Philipon évoque l'éventualité d'un placement en détention provisoire de M. Lafond, mis en examen le 24 janvier 1994 pour ingérence et infraction à la règle d'égalité d'accès aux marchés publics puis, le 22 novembre 1995, pour détournements de fonds publics et abus de biens sociaux. M. Lafond est au cœur d'une affaire de fausses facturations, liées à la gestion de la Semica, une société d'économie mixte chargée de l'aménagement des anciens sites des chantiers navals. Selon l'accusation, les malversations porteraient sur un total de 20 millions de francs. Dans ce dossier, le juge maintient sept personnes en détention, dont Guy Boissi, ancien premier adjoint de Jean-Pierre Lafond, et Roland Bresson, ex-directeur des services techniques de la ville. Au palais de justice de Marseille, on justifie cette demande de levée d'immunité parlementaire par *« un souci d'égalité de traitement entre les mis en examen »*.

L'apôtre de l'« instinctothérapie » interdit d'activité par le tribunal de Melun

GUY-CLAUDE BURGER, apôtre du *« manger cru »* et animateur du centre d'*« instinctothérapie »* de Soisy-Bouy (Seine-et-Marne), a été condamné pour exercice illégal de la médecine, jeudi 30 mai, par le tribunal correctionnel de Melun. Les juges lui ont interdit d'accueillir, sous quelque forme que ce soit, des curistes, de dispenser un enseignement, de faire paraître des publications ainsi que de se prêter à toute intervention médiatique et à toute forme de publicité en rapport avec ses théories.

Ingénieur et violoncelliste, Guy-Claude Burger, qui est de nationalité suisse, s'était installé en France en 1982. Il avait été condamné, en 1978, par la justice helvétique à quatre ans de prison pour *« atteinte à la pudeur »* et *« actes contre nature »* sur mineurs. Dans son centre de Seine-et-Marne, Guy-Claude Burger prétendait guérir, par l'absorption d'aliments crus, des maladies telles que des cancers, des myopathies, la sclérose en plaques ou le sida.

DÉPÊCHES

■ **JUSTICE : Philippe Garing, ancien directeur général des services de la région Alsace, a été condamné**, vendredi 31 mai, à trois ans et demi d'emprisonnement, cinq ans de suppression des droits civiques et familiaux, et placé sous mandat de dépôt. Le dossier portait sur des travaux effectués gratuitement chez M. Garing, des fraudes sur les marchés publics ayant donné lieu à des contreparties et des conventions fictives pour la création d'un pôle de télévision haute définition. Jean-Claude Piédana, ancien directeur général d'une filiale du groupe Bouygues, a été condamné à dix mois de prison ferme et 100 000 francs d'amende. Huit autres prévenus ont été condamnés à des peines de prison avec sursis. Michel Meyer, consultant auprès de la direction de l'information à Radio-France, ainsi que sept autres prévenus, ont été relaxés.

■ **ABBÉ PIERRE : Roger Garaudy raconte, dans un entretien publié dans le *Figaro* du vendredi 31 mai**, qu'il a passé deux jours avec l'abbé Pierre, lors de la retraite de ce dernier au monastère italien de Praglia (*le Monde* du 31 mai), et que les deux hommes se sont *« confirmés dans une confiance réciproque »*. *« Il n'est pas question qu'il fuie et renonce à sa tâche »*, affirme Roger Garaudy, qui indique que le prélat lui a dit : *« Tu m'as rajeuni de cinquante ans. » « Le trouble est maintenant dissipé à Emmaüs International »*, estime Roger Garaudy, qui affirme que l'abbé Pierre reviendra à Esteville (Seine-Maritime), où il résidait depuis décembre 1991.

■ **GUADELOUPE : une peine de dix-huit mois de prison ferme, 500 000 francs d'amende et cinq ans d'inéligibilité et d'interdiction des drois civiques** ont été requis, jeudi 30 mai, contre l'ex-député Edouard Chammougon (RL), qui répond depuis mercredi devant le tribunal correctionnel de Pointe-à-Pitre de corruption, abus de biens sociaux, détournement de deniers publics ou privés et recels d'abus de biens sociaux. Pour les autres prévenus, le procureur Daniel Schieix a requis des peines de quatre à dix mois de prison avec sursis et des amendes de 50 000 à 400 000 francs.

La Cour de cassation annule une partie de l'instruction concernant le dossier Alcatel

LA COUR DE CASSATION a annulé, jeudi 30 mai, une partie de l'instruction menée à Evry dans le dossier Alcatel. Conduite par le juge Jean-Marie d'Huy, cette affaire concerne des surfacturations subies par France Télécom lors d'achats de matériel à Alcatel-CIT et le financement, par Alcatel-Alsthom, de travaux réalisés aux domiciles personnels de ses dirigeants.

La chambre criminelle de la Cour de cassation, présidée par Christian Le Gunéhec, a annulé la commission rogatoire du 8 mars 1995 qui avait permis l'audition et le placement en garde à vue de l'ancienne directrice générale de la filiale médias d'Alcatel-Alsthom et PDG de l'*Express*, Françoise Sampermans, et la perquisition à son domicile et dans les locaux d'Alcatel-Intervox. Saisi de cette partie du dossier par un réquisitoire du 20 mars 1995, le juge ne pouvait, selon la cour, décider de mesures coercitives auparavant. Sont également annulées les perquisitions effectuées entre le 3 et le 13 octobre 1994 dans les locaux d'Alcatel-CIT car le juge n'a été saisi de ce volet que par un réquisitoire du 20 octobre 1994. La chambre d'accusation de Paris devra désormais déterminer la portée exacte de ces annulations de procédure.

HORIZONS

ENQUÊTE

De la vallée de la Chambal au Parlement : quel destin pour cette « reine des bandits » devenue député de la République indienne !



Phoolan Devi, une « reine des bandits » au Parlement

ELLE en a fait du chemin, Phoolan Devi (« Déesse des fleurs ») depuis le début des années 80 : à l'époque, le front ceint d'un turban rouge, elle prend la tête d'une bande de va-nu-pieds armés de vieux flingots qui écument la terre brûlée et les fossés longeant la rivière Chambal. A trente-cinq ans, et onze années de prison plus tard, elle vient de faire son entrée au Parlement indien, elle, la fille – de basse caste – de pêcheurs Mallahs qu'un sort cruel et tortueux avait propulsée au rang de déesse pour les pauvres puis à celui de *Dacoït ki Rani* (« Reine des bandits ») pour les médias.

Son succès aux élections législatives qui se sont déroulées fin avril-début mai, dans une circonscription de cet Etat de l'Uttar Pradesh où 47 chefs d'inculpation pour meurtre, enlèvements et détroussements divers pèsent encore sur elle, prolonge le mythe de *« Phoolan la rebelle »* en même temps qu'il fait de l'ancien chef de bande le symbole du criminel repenti ayant troqué son fusil contre la rhétorique parlementaire, au nom de la veuve et de l'opprimé.

Ella a abandonné le bandeau rouge et la tenue kaki des bandits pour un sari de coton rouge et jaune, mais sa fureur est restée intacte ; sa lutte contre l'oppression des pauvres par les hautes castes est inchangée. « *Aucun gouvernement ne nous a libérés de l'esclavage*, tonnait Phoolan Devi, l'année dernière, lors de meetings qui ont marqué son entrée en politique. *Au moment des élections, les candidats sont pleins d'égards et de promesses. Et puis, plus rien. Nous avons beau être indépendants depuis 50 ans, nous, les pauvres, ne sommes pas libres et continuons à patauger dans la boue de l'esclavage. Choisissez donc bien votre leader et celui qui défendra vos intérêts. Les autres, chassez-les à coups de pieds !* »

LA rhétorique a marché, amplifiée par une médiatisation constante, assurée par la presse indienne pour laquelle la candidate Phoolan aura été l'une des meilleures « histoires » de ces élections. Elle s'est imposée sans difficulté face à son adversaire, membre d'une haute caste Thakur et affilié au parti BJP de la droite hindoue nationaliste... « *Ce n'est pas la première fois que des criminels sont élus députés. En fait, leur nombre n'a jamais cessé d'augmenter depuis les années 80. Mais c'est la première fois qu'un bandit de réputation nationale, un bandit libéré sur parole et qui reste accusé de 25 attaques à main armée, de 16 meurtres durant des coups de mains, de vingt-deux autres assassinats et de cinq enlèvements, devient membre du Parlement* », commente férocement le très sérieux *Times of India*. Mais Phoolan Devi ne s'émeut guère. Mieux, elle se fait l'écho de la critique du *Times* en retournant l'argument pour se gausser des représentants « *corrompus* » des classes dominantes : « *Je n'étais qu'un petit bandit, mais les vrais bandits siègent au Parlement.* »

Phoolan Devi, le mythe et la réalité. La réalité est sordide, triste et, somme toute, d'une banalité bien indienne quand on est une femme de la campagne. Élevée dans une famille de pêcheurs de très basse extraction (elle n'est pas « intouchable », mais fait partie d'une « *caste extrêmement arriérée* », comme l'indique la terminologie officielle), Phoolan est mariée de force à onze ans à Kailash, un cousin éloigné qui la frappe et la violente. La jeune fille manifeste pourtant aussitôt des propensions marquées pour la révolte. Comme dit Phoolan, « *on est rebelle ou on ne l'est pas* ». Elle quitte son mari, retourne dans le village de ses parents et va s'y faire plus tard une sale réputation de femme « immorale ». D'autant que la façon dont son propre oncle a spolié son père de ses droits sur la terre a fini par l'écœurer définitivement. « *C'est à cette époque que j'ai vraiment commencé à me fâcher* », se souvient-elle.

Sa réputation attire-t-elle les brigands du coin qui perçoivent Phoolan comme une fille facile ? Toujours est-il qu'elle a 16 ans quand une bande de la Chambal l'enlève. Mais un autre brigand, Vikram, tue son rival Babu, le ravisseur de Phoolan, et s'empare de l'adolescente. C'est le début d'une grande histoire d'amour, la seule vraie que Phoolan ait sans doute vécue. Ici démarre l'histoire, ici va se construire le mythe de la femme-bandit. Les deux amants parcourent la campagne avec leur bande, vivant d'amour et de larcins dans les ravines. A cette époque, Phoolan n'est pas le chef, elle est la femme du chef. Mais son statut déplaît fort à d'autres leaders.

Ecoutons, dans son appartement de New Delhi, la Phoolan d'aujourd'hui à l'allure de petite bourgeoise en sari et au rire de gamine, se souvenir de cette époque héroïque : « *J'étais amoureuse de Vikram. C'est le premier homme qui m'a traitée avec gentillesse. Mais certains autres disaient aux membres de notre gang :* " Faites attention à cette gonzesse pourrie, sinon elle va devenir la patronne ". *Mais moi, je n'étais rien du tout. Si j'avais voulu m'enfuir, je serais morte. Je ne suis pas devenue la fameuse Phoolan Devi du jour au lendemain. Et si je le suis devenue, c'est parce que j'avais vécu des choses dures : dans les villages, les femmes sont tabassées tous les jours. C'est pourquoi j'ai décidé de me battre contre l'injustice.* »

Dans la Chambal, il n'y a pas d'amour heureux : une nuit, alors qu'elle est allongée dans un refuge à côté de Vikram, le bandit Sri Ram tire à travers la porte et le tue. Phoolan ne s'en remettra pas et ce meurtre est peut-être à l'origine de la tragédie qui allait suivre.

CAR cet assassinat va précipiter les événements : à partir de là, sans que l'on puisse encore vraiment démêler le vrai du faux, les accusations des uns des mensonges des autres, l'histoire s'accélère. Vikram tué, Sri Ram s'empare de la jeune femme, l'attache et traverse la Chambal dans un petit bateau. Là-bas, sur l'autre rive, dans les petits villages de torchis construits au-delà de la broussaille des ravines, Phoolan va connaître l'horreur et subir l'interminable épreuve d'un viol collectif de plusieurs jours.

Aujourd'hui encore, elle refuse d'en parler et n'accepte d'accorder des interviews qu'à la condition que le sujet ne soit pas abordé de front. Dans le film que viennent de lui consacrer Irène Richard et Dilip Verma pour France 2, on voit pourtant des images de Phoolan, tournées en prison il y a une dizaine d'années, en livrer un peu plus. Souriante, elle raconte : « *Oui, ils m'ont violée. Mais je ne sais même pas qui : j'avais les yeux bandés. J'aurais préféré qu'ils me tuent.* » Dans son autobiographie, publiée chez Robert Laffont-Fixot, elle donne plus de détails : « *Ils me sont tombés dessus comme des loups. J'ai vu des choses que je ne pourrai jamais oublier. J'ai prié les dieux et les déesses de m'aider, de me laisser en vie, de me laisser grimper les ravines afin que je puisse me venger. Mais c'était toujours l'obscurité, on me passait de mains en mains et je sentais encore un autre homme s'agiter sur mon corps, un vieil homme qui avait l'odeur de la mort.* »

Libérée, Phoolan va aussitôt reprendre les armes et remplacer Vikram à la tête de la bande. « *J'ai acheté des armes. Les camarades m'ont nommée chef de la bande. Il n'y avait que des hommes, mais ils ont dit :* " Celle-là, elle est capable d'être un chef ! " » *Pour eux, j'étais une déesse* », explique-t-elle avec un sourire gourmand.

Dans le meurtre de son amant Vikram (un hindou de basse caste) par Sri Ram (certes bandit, mais de haute caste Thakur), elle voit peut-être le symbole de l'exploitation des pauvres par les riches propriétaires. Comme l'explique Kalyan Mukherjee, le premier journaliste indien à s'être intéressé à la « reine des bandits », « *l'arrivée de Phoolan a coïncidé avec la montée en puissance des brigands de basse caste. Ce phénomène a marqué, à partir du milieu des années 80, la fin de la suprématie des " bandits d'honneur " de haute caste qui entraient dans la clandestinité, souvent en raison de querelles sur le partage de la terre avec des propriétaires de la même caste.* »

Mais, avant tout, Phoolan veut obtenir le prix du sang et tuer Sri Ram. Le dénouement aura lieu dans le village de Bhemaï, où le meurtrier de son amant se serait réfugié. La bande attaque le village. Si les versions de l'événement divergent, reste qu'à l'issue de l'assaut, on dénombrera vingt-deux cadavres de Thakurs, exécutés au fusil par une bande qui criait : « *Vive Phoolan Devi !* ». C'est dans ce même Bhemaï que Phoolan avait auparavant été livrée en pâture aux villageois par Sri Ram. Celui-ci parvient toutefois à s'échapper.

De ce meurtre collectif, que l'inspecteur de police Naggar décrit comme « *la plus grande tuerie de l'histoire de la vengeance* », Phoolan ne veut pas non plus parler. Les accusations de meurtre pèsent encore sur elle, et l'affaire n'a pas encore été jugée. « *Si elle avouait, elle se passerait la corde au cou* », ajoute cet inspecteur, qui a participé à sa reddition. Dans son autobiographie, elle affirme son innocence en faisant porter la responsabilité de ces assassinats sur un chef de bande allié, dont les hommes avaient commencé à piller le village alors qu'elle se lançait à la poursuite de Sri Ram.

La tragédie de Bhemaï propulse Phoolan au rang de star incontestée du grand brigandage. La presse s'empare de l'affaire, des portraits-robots sont distribués, le « ministre en chef » de l'Etat doit démissionner, la police est sur les dents, l'Uttar Pradesh tremble. Mais rien n'y fait : Phoolan et sa bande sont introuvables. D'ailleurs, personne ne sait vraiment à quoi elle ressemble. Pour certains, elle est un démon de méchante allure. Pour d'autres, elle est Kali, la déesse dont la colère est épouvantable, la déesse que les effigies représentent en train de tirer la langue aux diables... « *Je ne sais pas où j'ai eu la force de puiser mon courage. Sans doute, à cause de la déesse Kali* », répète aujourd'hui Phoolan.

Maison de pisé à l'impeccable propreté, élégance des vaches blanches devant les abreuvoirs, femmes promptes à ramener un pan de leur sari sur le visage à la vue de l'étranger : à Behmaï, un village perdu sous le grand ciel de l'Inde, perché à l'extrémité d'une plaine caillouteuse qui chute dans la rivière, tout est calme et beauté. La Chambal est toute proche, juste derrière les quelques centaines de mètres de ravines qui s'enfoncent derrière les ultimes maisons du village. La Chambal, les ravines : le décor est planté. Sans lui, on ne comprend pas l'histoire des brigands. Sans ce fleuve mythique, rivière frontière entre les différents lieux de prédilection des bandits, sans les ravines, où les gangs se réfugient, le grand banditisme à l'indienne n'aurait peut-être jamais autant pris l'allure de mythe.

« Je ne sais pas où j'ai eu la force de puiser mon courage. Sans doute, à cause de la déesse Kali»

ICI justement, en 1981, Phoolan et sa bande ont frappé. Car, pour les villageois, la culpabilité de la reine des bandits ne fait aucun doute : devant le mémorial où sont inscrits les noms des vingt-deux « *martyrs* » de Behmaï, l'un des survivants se souvient en pleurant : « *Phoolan est arrivée avec son gang. Elle était vêtue d'un uniforme kaki. Elle a placé des bandits sur tous les toits. Et puis ils ont réuni les hommes, les ont fait agenouiller ici, devant ce qui est aujourd'hui le monument, et ils ont tiré. C'est Phoolan qui a donné l'ordre en criant :* " Vive la déesse Kali ! " »

Mais à Behmaï, tout le monde reste discret sur les accusations de viol collectif de Phoolan par les villageois. Pistolet au côté, l'avocat des familles des villageois massacrés, V. Singh Sengar, avance sans broncher sa théorie : « *Elle a peut-être été violée par des bandits. Quand vous vivez avec des bandits, vous prenez des risques...* »

En 1983, Phoolan Devi se rend aux autorités. Convaincue que le filet de la police se resserre autour d'elle, elle prend sa décision après une longue série de négociations avec l'inspecteur Chatturvedi. En échange de sa reddition, on lui assure qu'elle ne passera que huit ans en prison. Elle en fera onze, jusqu'au début de 1994, quand le nouveau « ministre en chef » de l'Uttar Pradesh, un leader de basse caste du nom de Mulayam Singh Yadav, presse la justice de la libérer sur parole. Un geste éminemment politique de la part de ce chef du « Parti socialiste » : Phoolan s'est présentée aux élections sous les couleurs de ce parti.

Adulée ou haïe, Phoolan Devi est plus célèbre que jamais. Elle s'est remariée, est devenue député. Elle est riche : elle a accumulé une petite fortune en accordant des interviews cher payés à la presse occidentale, en intentant un procès au réalisateur du film « *Bandit Queen* » – un succès en Inde et à l'étranger – et en accordant l'exclusivité de son histoire à Robert Laffont. « *Je distribue mon argent aux pauvres*, affirme-t-elle pourtant. *Je n'ai pas gardé un centime.* »

Espère-t-elle devenir ministre ? « *Oh non ! Je n'ai pas de rêves aussi fous.* »

Bruno Philip

Dessin Stanislas Bouvier

Réduction du temps de travail : réponse à Nicole Notat

par Jean Peyrelevade

NICOLE NOTAT a plaidé avec éloquence (*Le Monde* du 19 avril) pour la réduction de la durée du travail. Ainsi la CFDT, dont elle est secrétaire générale, entend-elle afficher une fois de plus son intelligence, sa modernité, sa clairvoyance réformiste, qu'il lui est trop commode d'opposer *« aux hésitations, aux peurs, aux frilosités patronales »*.

Curieux manifeste, en vérité : comment, on avait à portée de main une solution simple pour réduire le chômage et on l'ignorait ? Nos chefs d'entreprise seraient-ils aveugles ou incompétents, au point de ne pas suivre l'avis d'un leader syndical plus lucide qu'eux-mêmes ? La réalité, bien entendu, est plus complexe qu'on veut le faire croire : une présentation trop habile en obscurcit la compréhension. Puisque Nicole Notat nous invite à débattre, eh bien, débattons ! En rappelant tout d'abord quelques vérités élémentaires.

La réduction de la durée du travail, je le lui accorde bien volontiers, peut contribuer à créer des emplois. A deux conditions, en apparence contradictoires. La première est qu'elle ne doit pas se traduire par un accroissement des prix de revient, c'est-à-dire une perte de compétitivité des entreprises concernées, sous peine d'affecter en baisse leur volume de production, c'est-à-dire l'emploi. Ce n'est pas, ai-je cru comprendre, l'objectif recherché. La seconde est que cette même réduction ne doit pas entraîner, événement qui serait paradoxalement trop favorable, une amélioration exactement compensatrice de la productivité du travail, auquel cas l'emploi créé serait nul.

Prenons un exemple, celui d'une réduction de 20 % (soit aux environs de 32 heures) de la durée hebdomadaire du travail puisque je concède encore à Nicole Notat que l'efficacité commande de ne pas barguigner. Une semaine de travail en moyenne plus courte pour chaque salarié s'accompagnera certainement, les négociations y pourvoiront, de fonctionnements par roulement d'équipes plus fréquents, d'une meilleure flexibilité annuelle, d'une plus large utilisation des équipements, en un mot d'horaires de travail plus rationnels et sans doute plus intenses pour l'entreprise dans sa globalité.

> Qui n'applaudirait des deux mains à de si belles intentions ? La réalité est, hélas, moins bonne fille

Chacun travaillera moins au service d'une entreprise qui travaillera plus. C'est dire que la productivité de l'ensemble des facteurs de production (travail et capital) augmentera de manière significative. Si c'est du même pourcentage que la réduction de la durée individuelle du travail (soit 20 %), l'entreprise produira le même volume de biens ou de services avec le même nombre de salariés travaillant moins longtemps parce que plus productifs (ou réciproquement) et touchant les mêmes salaires. Dans cette hypothèse, la création d'emplois serait bien nulle.

Admettons dès lors que la compensation par accroissement de productivité ne soit que partielle, et que l'entreprise puisse maintenir à effectif constant, équipement inchangé et masse salariale identique (donc avec le même niveau de charges) une production qui serait non pas de 100 %, mais par exemple de 90 % du niveau antérieur. Alors, et alors seulement, elle sera obligée d'embaucher et de payer des salariés nouveaux à hauteur de la production perdue, soit 10 %. A production et salaire par tête constants, la réduction de la durée du travail se traduit ainsi par un alourdissement des prix de revient puisqu'il faut davantage de salariés, également payés, pour une même quantité produite.

On s'étonne de devoir expliquer des choses aussi simples. Gardons-les en tête, car elles sont essentielles : premièrement, à production constante, la réduction de la durée du travail ne permet de lutter contre le chômage que dans l'exacte mesure où elle excède l'amélioration de productivité qui l'accompagne. Deuxièmement, elle fait donc peser sur l'entreprise un surcoût potentiel, précisément égal au coût salarial, direct et indirect, des emplois ainsi créés. Troisièmement, pour respecter la contrainte de compétitivité, il faut que ce surcoût soit compensé.

Ces trois propositions, logiquement enchaînées, sont incontournables. Les nier, les mettre en doute, les entourer d'un halo confus qui vise à en masquer la rigueur, c'est vider de son sens le projet dont on se veut le héraut. La réduction de la durée du travail a bien des vertus, dit le syndicaliste. Peut-être, mais à condition que quelqu'un paie, répond le chef d'entreprise, et que l'illusion ne soit pas entretenue à compte d'autrui.

A production constante, le partage du travail induit par une réduction de sa durée doit entraîner un partage du revenu si l'on entend ne pas alourdir les coûts des entreprises. Donner une activité et un salaire aux chômeurs est très souhaitable. A production constante, c'est-à-dire sans augmentation des richesses disponibles, ce ne peut être que par transfert d'un certain volume de travail et de la rémunération attachée. En ce sens, la réduction de la durée du travail ne sera créatrice d'emplois que si elle est un mode d'expression de la solidarité nationale à l'égard des chômeurs. Nous sommes ici dans une logique de répartition où l'on enlève à l'un ce que l'on donne à l'autre.

Qui doit alors payer ? Le plus simple, le plus naturel, le plus fortement symbolique serait de manifester au sein de chaque entreprise, au plus près du terrain, la nécessaire solidarité entre ceux qui ont un emploi et ceux qui en sont privés. Il suffirait que les salariés bénéficiaires de la réduction de la durée du travail acceptent de voir leur rémunération baisser, non pas proportionnellement, mais à hauteur de la partie du surcoût potentiel qui n'est pas absorbée par les progrès de productivité. La diminution de la masse salariale ainsi obtenue serait directement affectée au recrutement de personnel supplémentaire. L'acceptation de ce schéma logique serait la meilleure preuve de la volonté d'aboutir des partisans de la réforme.

On en est loin. Le plaidoyer perd de sa force dans l'imprécision qui entoure la question déterminante du financement. Nicole Notat n'envisage qu'une *« participation complémentaire des salariés »*. Complémentaire à quoi ?

Diminuer, non le salaire direct des personnels dont la durée du travail serait réduite, mais leur salaire indirect sous forme d'une baisse des charges sociales des entreprises concernées s'avérerait en première instance moins douloureux tout en ayant le même effet favorable sur le coût du travail. Encore faudrait-il préciser quel prélèvement fiscal ou social viendrait compenser la perte de recettes des régimes sociaux, sans que les entreprises soient en quoi que ce soit affectées (sauf à voir repris d'une main ce qui serait donné de l'autre). Cette piste, prometteuse, mérite certainement une exploration plus complète.

On me dira que le chômage a un coût, et que la diminution du nombre de chômeurs serait une source d'économies dont il faut tenir compte dans le bilan global. Certes, à condition de ne pas exagérer l'importance financière de cet élément. Créer un emploi de plus par simple partage du travail, toujours à production et salaire par tête constants, revient à charger les entreprises du coût d'un salarié supplémentaire, soit en moyenne de 140 000 francs par an (données de 1995), cotisations patronales exclues (la recette accrue des régimes sociaux étant supposée, à solde constant, répartie au profit de l'ensemble des employeurs par baisse du taux des cotisations).

L'indemnisation moyenne annuelle d'un chômeur ne représente que le tiers de ce chiffre, et l'expérience montre qu'il faut statistiquement créer deux emplois pour diminuer le chômage d'une unité. Le rapport entre le coût brut de la réforme et les économies induites (moins de 25 000 francs par emploi créé) est environ de six à un. Le coût net par emploi reste supérieur en moyenne à 110 000 francs par an, soit plus de 10 milliards de francs pour 100 000 emplois créés et 50 000 chômeurs de moins. La question se pose toujours : qui va financer de pareils montants ?

Ajoutons qu'une baisse de la part patronale des cotisations Unedic (60 % aujourd'hui) constituerait le moyen le plus naturel de transmission aux entreprises, qui supporteraient le coût des embauches, des économies réalisées par diminution du chômage. Cette remarque de bon sens permet de souligner le caractère décidément trop ingénieux du système inventé par Nicole Notat. Il faut, dit-elle, *« mutualiser les contributions des trois acteurs que sont l'entreprise, les salariés et l'Etat »*, à travers un fonds paritaire financé par une partie des ressources Unedic de façon à *« amplifier cette logique qui vise à transformer des dépenses passives (on indemnise les chômeurs) en dépenses actives (on finance des créations d'emplois) »*.

Qui n'applaudirait des deux mains à de si belles intentions ? La réalité est, hélas, moins bonne fille. Les calculs élémentaires qui précèdent montrent amplement que les excédents de l'Unedic (quelques milliards de francs), si tant est qu'ils soient durables et résistent à l'évolution de la conjoncture, ne sont pas à la hauteur des enjeux. Le seraient-ils que l'on admirerait le tour de passe-passe qui consiste à faire financer l'essentiel du coût pour les entreprises des nouvelles embauches... par les entreprises elles-mêmes, puisque celles-ci contribuent pour plus de la moitié aux ressources de l'Unedic.

> Une baisse partielle du salaire par tête est la condition, à compétitivité maintenue, d'un développement de l'embauche

Enfin, quand une réforme, fût-elle légitime, a un coût aussi élevé, le terme « mutualisation » appliqué à son financement suscite une méfiance bien naturelle. Comme s'il existait une recette miracle, un trésor caché, une richesse collective méconnue dont l'usage enfin judicieux par l'Etat et le patronat, ces deux entités commodément abstraites, ces deux payeurs anonymes, permettrait de satisfaire à l'obligation de solidarité, tout en exonérant les individus, les salariés, chacun d'entre nous de tout effort direct, autre que *« complémentaire »*.

Lutter contre le chômage par une réduction importante de la durée du travail est certes envisageable. A condition de ne pas masquer par des artifices de raisonnement qu'à production donnée le partage du revenu national doit accompagner le partage du travail, et qu'une baisse partielle du salaire par tête est la condition corrélative, à compétitivité maintenue, d'un développement de l'embauche. Tout le reste est illusion.

***Jean Peyrelevade** est président du Crédit lyonnais.*

Adoption sur catalogue : le danger d'Internet

par Jean-François Mattei

AU moment où le Parlement commence la deuxième lecture de la proposition de loi sur l'adoption, je veux attirer l'attention sur un danger nouveau qui menace déjà la loi et l'éthique que nous voulons.

Fini le parcours de combattant ? A nous les petits enfants choisis conformes à nos désirs, un soir de *spleen* dans un quelconque cybercafé de l'Hexagone ? La fiction est à peine forcée.

Internet sert à tout et à tout le monde : au FBI, qui traque et arrête ainsi les prisonniers évadés ; aux curieux, qui peuvent y lire le livre interdit du docteur Gubbler sur François Mitterrand ; aux pédophiles, qui s'y repaissent d'images pornographiques de mineurs de moins de quinze ans... Internet est le champ ouvert des possibles. Vaste supermarché de l'information, il permet de pousser le petit chariot de ses envies personnelles jusqu'au plus intime des désirs : celui de l'enfant.

Désormais, adopter sur Internet est possible. Seule condition : parler anglais. Pas un site français n'héberge ce mot-clé. Mais pour qui maîtrise un tant soit peu la langue de Shakespeare se déroulent sans fin sur écran le B-A BA de l'adoption, les solutions clé en main et les listes, avec souvent photo à l'appui, d'enfants en attente d'affection parentale.

Les sites, pour la plupart américains, se comptent par centaines ! Certains à l'appellation très officielle, tels que le National Adoption Center basé à Philadelphie, s'adressent à vous de façon très directe, à la mode américaine. Ils procèdent par questions : de quel sexe voulez-vous l'enfant ? Quel est l'âge du plus jeune que vous souhaitez adopter ? L'âge du plus vieux ? Quelle race vous intéresse ? Ces critères ainsi définis, vous cliquez successivement sur votre souris pour arriver sur une liste de prénoms doublée de photos. Le reste n'est plus alors qu'affaire de choix, de goût et... d'argent !

Avec Internet Adoption Photolisting, le catalogue des enfants *« available »* – « disponibles », « en stock » – se déroule suivant un autre mode. Le premier choix est celui de l'origine géographique (plus de quarante nationalités), suivi de l'âge. Ainsi, en Chine, Hua Fu Chun, petite fille née le 4 janvier 1993, attend ses futurs parents. Pour l'« avoir », il suffit d'écrire à l'association World For Children and Parents, domiciliée à Seattle, laquelle vous laisse ses numéros de téléphone et de fax. Tout peut donc aller très vite dans l'accomplissement du désir.

D'ailleurs, une demande émise par des Français à un autre service d'adoption privé, l'Alliance Adoption Service, situé à Ambridge, près de Philadelphie, a obtenu une réponse dans les dix jours, sous forme de questionnaire à remplir. Questionnaire classique du type de ceux que connaît la France dans sa procédure d'agrément : état civil, niveau d'éducation, religion pratiquée, situation professionnelle, statut marital, composition de la famille, motivation de la démarche, description de la maison, certificat médical... accompagné de questions plus insolites : avez-vous déjà été condamné pour de petites infractions, fait d'autres demandes auprès d'autres agences ?

Enfin, le principal : le prix. Il vous en coûtera tout de même 11 500 dollars, soit plus de 60 000 francs. Si l'adoption semble facile, elle n'est pas gratuite ! Même si, sur ce total, plus du tiers (4 000 dollars) est déductible de vos impôts au titre des dons aux associations caritatives... Pour parfaire l'envoi, politique de *marketing* oblige, une planche de photos en couleurs accompagne le très simple questionnaire, devenu de la sorte plus attractif : une douzaine d'enfants et de nourrissons, pour la plupart blonds aux yeux bleus, vous y sourient. Ce ne sont, précise l'agence en légende, que *« some of our available children »* – « quelques-uns de nos enfants disponibles ».

A vous le rêve, si vous en avez les moyens. La fonction de la photo est celle qui lui est dévolue par tout bon praticien de la réclame publicitaire : allécher le client potentiel pour le faire pénétrer sur un marché lucratif, celui de l'enfant. Zone de chalandise : le monde entier. Merci Internet !

> Peut-on légiférer pour moraliser d'un côté, en interdisant les trafics et commerces, et de l'autre laisser se développer un système dans lequel l'enfant serait choisi sur catalogue et payé à son prix ?

Soyons honnêtes. Internet ne propose pas que des bébés roses et joufflus. Ainsi, le département des services sociaux de l'Etat de New York livre un catalogue accompagné de quelques précisions : *« Ces enfants requièrent des soins médicaux spécifiques, ont des problèmes de développement ou de comportement... »* Un autre serveur est, lui, spécialisé en enfants sourds. Où l'on retombe alors sur l'éternel problème de l'adoption. Qui, même sur Internet, acceptera un enfant trop âgé, à particularités ou tout simplement trop typé ? Comme l'état de manque affectif de l'enfant en mal de parents, votre quête adoptive sur Internet est sans fin. Les exemples peuvent être multipliés à l'infini. Internet vous permet à la fois de connaître les aides que votre employeur vous octroiera si vous élargissez votre famille, d'écouter la plainte d'adoptés malheureux ou au contraire les émois enthousiastes de parents adoptifs. Les laboratoires Abbott, Avon, Leo Burnett, Campbell Soup, la Chase Manhattan Bank ou la Dow chemical Company font ainsi partie des employeurs qui ont aidé Laura Michaels, trente-trois ans, et son mari Jim. Richard Alexander, lui, est avocat. Internet lui sert à décrire avec minutie les risques encourus par des agences véreuses lors de « fraudes à l'adoption ».

Ce qui m'inquiète dans tout cela, c'est le retard de la France à réagir et sa grande méconnaissance d'un système d'information sans frontière et des mécanismes internes de ce réseau mondial. Sur les quelque 40 millions d'utilisateurs dans le monde, seulement 200 000 Français, pour la plupart chercheurs ou universitaires. Or il faut connaître pour se garder. Sera-ce même possible ? Que faut-il faire si nous nous sentons menacés dans nos références essentielles ?

Peut-on légiférer d'un côté pour moraliser l'adoption, notamment l'adoption internationale, en interdisant les trafics et commerces et de l'autre laisser se développer une culture étrangère dans laquelle l'enfant serait, tel un produit de consommation, choisi sur catalogue et payé à son prix ? Comment allons-nous réagir devant ce paradoxe ?

Cela ne m'empêchera pas de continuer à me battre pour m'opposer au droit à l'enfant à tout prix et aux dérives récentes de l'assistance médicale à la procréation et du diagnostic prénatal transformant souvent l'enfant en objet. Cela ne m'empêchera pas de lutter pour rappeler la dignité de toute vie et le caractère inhumain de certaines conduites. Mais je dois avouer qu'un autre combat, plus difficile encore, s'impose déjà, celui du réveil des consciences et du retour aux valeurs qui fondent la condition humaine.

***Jean-François Mattei** est professeur de pédiatrie et de génétique médicale et député (UDF) des Bouches-du-Rhône.*

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication :
Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint
■
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction :
Thomas Ferenczi, Robert Solé
Rédacteurs en chef :
Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges, Laurent Greilsamer, Danièle Heymann,
Bertrand Le Gendre, Jean-Yves Lhomeau, Manuel Lucbert, Luc Rosenzweig
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
■
Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet
■
Médiateur : André Laurens
■
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Biffaud, vice-président
■
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)
■
Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 935 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* ».
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde,
Le Monde Entreprises , Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance

SIÈGE SOCIAL : 21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
TÉL : (1) 42-17-20-00. Télécopieur : (1) 42-17-21-21 Télex : 206 806 F

Les habits neufs de la gauche européenne

Suite de la première page

La quadrature du cercle ? C'est ce que pense Ralf Dahrendorf, doyen du Saint Anthony College à Oxford. « *Il s'agit de trouver un équilibre entre besoins économiques et besoins sociaux* », dit cet ancien libéral allemand devenu lord britannique. Et il ajoute, pensant à la victoire de L'Olivier aux récentes élections italiennes : « *Un gouvernement de centre-gauche est probablement le mieux placé pour y parvenir.* »

En quête de signes d'espoir, la gauche européenne regarde vers l'Italie. Les « bons » exemples se sont effondrés les uns après les autres. Les socialistes français n'avaient pas attendu la retraite de Mitterrand pour épuiser leur crédit international ; les sociaux-démocrates allemands, longtemps coqueluche de la gauche non-communiste, n'ont toujours pas compris ce qui s'est passé depuis 1989...

La conversion antidogmatique des travaillistes britanniques a donc été attentivement suivie par les anciens communistes italiens, mais ceux-ci se retrouvent maintenant en première ligne parce qu'ils ont victorieusement affronté les élections, en avance sur le Labour. Quand il est allé à Rome, la semaine dernière, Tony Blair s'est livré avec Massimo d'Alema, secrétaire général du Parti démocratique de la gauche (PDS), à un exercice d'admiration mutuelle.

LE COURONNEMENT DES LUTTES

Bien des ingrédients de l'expérience italienne expliquent cette fascination : le rôle déterminant dans la victoire d'ex-communistes dont la conversion au socialisme démocratique est considérée comme ancienne et incontestable ; l'alliance avec le centre ; le soutien critique des syndicats et de l'extrême gauche ; l'arrivée au pouvoir de couches sociales et d'hommes politiques qui en étaient écartés depuis des décennies... Avec des accents lyriques, les dirigeants historiques de la gauche italienne y ont vu le couronnement d'une vie de luttes. « *Les vieux communistes se comportent comme si Togliatti et Berlinguer leur souriaient depuis le paradis* », remarque un écrivain italien. Le « *peuple de gauche* » – comme disaient les socialistes français en 1981 – s'est réjoui... Trop vite ? Les élections italiennes d'avril 1996 semblent montrer, note en effet le même écrivain, que « *la gauche l'emporte quand elle est dirigée par une droite raisonnable* ». La victoire n'est pas totale et elle n'aurait simplement pas existé si le PDS n'avait pas eu l'habileté de choisir Romano Prodi comme porte-drapeau, un centriste pondéré et modéré, l'anti-Berlusconi par excellence. D'ailleurs, avertit Vittorio Foa, historien et acteur de la vie politique italienne depuis plus de cinquante ans, le résultat est moins dû à l'adhésion aux thèmes de la gauche qu'au rejet de la droite. En cela, l'Italie ne se distingue pas des autres démocraties européennes.

TENIR LES PROMESSES

Toutefois, des promesses ont été faites. Le « peuple de gauche » peut, un jour, les prendre au pied de la lettre et mettre en danger la coalition gouvernementale si elle se révèle incapable de les tenir.

Certains considèrent en effet que la gauche italienne arrive au pouvoir au plus mauvais moment pour elle, quand elle va être obligée de faire des économies, de tailler dans les dépenses de l'Etat, de procéder à des coupes claires dans les subventions, de réduire les largesses sociales, toutes choses contraires à sa philosophie traditionnelle et à l'attente de son électorat naturel. Ou pour dire la même chose autrement, elle va devoir faire que ce que n'a pas réussi la droite. Surtout si elle veut, comme elle le proclame haut et fort, que l'Italie rejoigne aussi vite que possible le peloton de tête de l'Union économique et monétaire. La cure de rigueur pour satisfaire aux critères de Maastricht et adhérer à la monnaie unique sera draconienne et laissera peu de marge de manœuvre pour une politique sociale.

Ce n'est toutefois pas pour son projet social que L'Olivier a été accepté par des couches allant bien au-delà de la gauche, qu'il a été soutenu, au moins implicitement, par de grands journaux autrefois plus conservateurs – y compris par *Famiglia cristiana*, qui risque d'y perdre quelques abonnés – ou que sa victoire a été saluée par les milieux d'affaires. Le rôle qui est ici assigné au centre-gauche est tout autre. Il s'agit de la modernisation du pays, de ses institutions, de son administration, de sa police, de son système fiscal, etc.

On attend d'hommes politiques sinon neufs du moins réputés honnêtes et d'un parti qui, même dans sa préhistoire communiste, s'est toujours targué d'avoir le sens de l'Etat, qu'ils fassent ce que la vieille démocratie chrétienne et ses acolytes socialistes dans leur variante Craxi n'ont jamais entrepris sérieusement. Et qu'ils ne pouvaient pas entreprendre à cause de leurs connections affairistes, voire de leurs relations avec la Mafia. Enfant du système, Silvio Berlusconi en était tout aussi incapable.

Cette ambition explique l'attachement du nouveau gouvernement à l'Europe. C'est grâce à elle et à travers elle qu'il compte remédier à ce qu'un dirigeant du PDS appelle « *les faiblesses italiennes* ». Sans en appeler sytématiquement à l'Europe, Tony Blair ne dit pas autre chose quand il déclare devant un parterre de financiers américains : « *Le rôle d'un gouvernement moderne de centre-centre gauche est d'armer les individus et les entreprises pour le changement.* » Compétitivité, solidarité, liberté : ce que Ralf Dahrendorf nomme justement « la quadrature du cercle ».

Daniel Vernet

RECTIFICATIFS

HACHETTE/HATIER

Contrairement à ce qu'indiquait l'article consacré au rachat de Hatier (*Le Monde* du 30 mai), Hachette Livre ne devient pas le premier éditeur scolaire, mais reste le deuxième derrière le Groupe de la Cité. Hachette déclare détenir, après l'acquisition de Hatier, 39 % des parts du marché scolaire et universitaire, contre 49 % au Groupe de la Cité. Par ailleurs, la citation par laquelle il était dit que Hatier « *ne pouvait pas se développer sans l'appui d'un groupe plus puissant* » n'était pas de Jean-Louis Lisimachio, PDG d'Hachette Livre, mais d'Antoine Dupont-Fauville, président du directoire d'Hatier.

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Nous avons malencontreusement indiqué dans la carte de la République tchèque, publiée dans *Le Monde* du 31 mai, que la monnaie tchèque est le « *nouveau zloty* ». Il fallait, évidemment, lire la couronne tchèque.

Le Monde

ÉDITORIAL

Un embargo pro-Castro

LA législation américaine Helms-Burton qui renforce l'embargo contre Cuba et prévoit des sanctions contre les entreprises étrangères « *trafiquant* », selon ses termes, avec La Havane est une mauvaise loi, déclarait en janvier le président Bill Clinton. Et d'assurer alors qu'il y opposerait son veto. La destruction par la chasse cubaine, le 24 février dernier, de deux avions civils américains de l'organisation anticastriste Les Frères du secours a eu raison du jugement initial du président américain. M. Clinton l'a finalement signée.

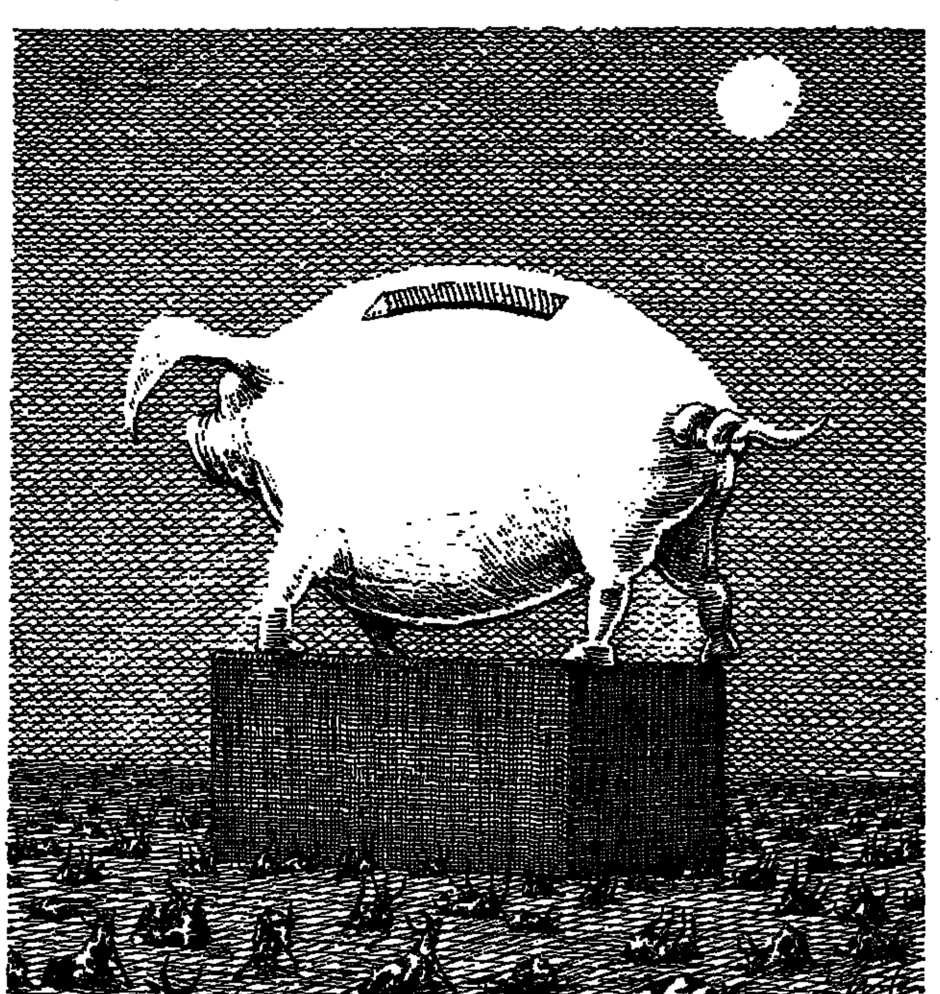
En gros, les Etats-Unis, sous prétexte d'isoler Fidel Castro, s'autorisent à pénaliser une entreprise européenne ou autre qui commercerait avec Cuba. En présentant, mercredi 29 mai, les premières mesures d'application, l'administration a montré le peu de considération qu'elle accorde à ses partenaires, tous résolument hostiles à ce texte. Elle prend le risque d'un conflit commercial généralisé avec l'Union européenne, le Canada et le Mexique, pour ne citer que ceux qui ont multiplié, ces dernières semaines, les mises en garde et menacé Washington d'adopter des mesures de représailles. Leur argumentation est solide. La volonté d'imposer des dispositions du droit américain à des pays tiers constitue un cas flagrant d'extraterritorialité qui viole leur souveraineté. L'imposition de sanctions unilatérales est contraire aux règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui proscrit, pour une gestion opportune des conflits internationaux, de telles mesures.

Enfin, l'extension d'une pareille législation à d'autres pays comme la Libye et l'Iran, envisagée dans un projet actuellement en discussion au Congrès, conduit à s'interroger sur la cohérence d'une politique américaine qui ne vise pas, par exemple, la Syrie ou la Chine, qui sont pourtant loin d'être des parangons de démocratie.

En fait, la loi Helms-Burton n'a que peu à voir avec Fidel Castro et Cuba. Son véritable objectif relève de la politique intérieure américaine. Il s'agit, pour M. Clinton, de ne pas laisser le monopole de l'anticastrisme aux seuls républicains auxquels il entend disputer les électeurs américains d'origne cubaine de Floride. A Miami, ils sont un demi-million, soit près de 30 % de la population de la ville.

Depuis le 18 octobre 1960, date du premier embargo américain contre Cuba, neuf présidents, de Dwight Eisenhower à Bill Clinton, ont choisi de jouer la fermeté contre La Havane avec une inefficacité avérée. Et depuis trente-six ans, Fidel Castro met en avant ces sanctions pour légitimer les sacrifices imposés à la population et l'état de délabrement de l'économie cubaine. Privée de ce prétexte, sa rhétorique manquerait singulièrement de substance. Au-delà du conflit qui se profile entre les Etats-Unis et leurs partenaires, la décision américaine est ainsi pain béni pour le régime de Fidel Castro qui, depuis trois mois, mobilise sur le thème d'une nouvelle « *bataille idéologique* » à mener contre Washington.

Fable *par Leiter*



DANS LA PRESSE

THE ECONOMIST

■ Ni M. Nétanyahou ni M. Pérès n'ont suggéré, au cours de la campagne, qu'ils allaient offrir aux Palestiniens des choses extraordinaires. Les deux hommes ont sollicité les suffrages des Israéliens par un discours de fermeté, promettant la paix, mais ne concédant rien qui pourrait rendre cette paix possible. Il y avait cependant une différence : M. Nétanyahou disait plus ou moins ce qu'il pensait. Son approche des Arabes est plutôt celle d'un colonialiste de l'ancien temps : il faut les traiter d'une poigne ferme, et ils s'adapteront rapidement à des dirigeants israéliens qui ne sont pas des colombes. Il a dit qu'il voulait leur proposer « *un accord équitable et généreux, qui n'exclueraít que deux dommaines : les affaires étrangères et la défense* ». (...) Pour les Palestiniens, la chose la plus décourageante avec M. Nétanyahou, ce sont ses promesses aux colons juifs : les restrictions à l'installation dans les territoires seront levées, de l'argent sera débloqué à cet effet. Il est difficile, dans ces circonstances, de voir comment un accord pourrait émerger des discussions entre M. Arafat et les hommes de M. Nétanyahou.

RTL

Jean-François Revel

■ M. Nétanyahou a une incontestable réputation de faucon, et je ne garantis pas qu'elle soit imméritée. Cependant, n'oublions pas qu'avant d'entrer en politique, Nétanyahou a été diplomate. (...) Comme tous les diplomates, il sait que l'on n'annonce pas les concessions avant d'entamer les négociations. On garde ses atouts pour la fin. Quels sont aujourd'hui les deux « os » ? Ce sont l'Iran et la Syrie. Ils attisent le terrorisme, ils ont colonisé le Liban. Que les Américains et l'Europe fassent pression sur le futur gouvernement israélien pour qu'il poursuive le processus de paix, d'accord... mais il serait non moins normal qu'ils contraignent au calme les pires ennemis de la paix, Téhéran et Damas.

L'embellie des économies africaines

LA CRISE qui vient de secouer la République centrafricaine n'améliorera pas l'image de marque du continent noir auprès de l'opinion publique occidentale. Après les images des boat people fuyant le Libéria et sa guerre civile sur un navire de fortune, après les violences ethniques au Burundi, le coup d'Etat au Niger, les famines endémiques dans la Corne du continent, nombreux sont ceux qui verront dans les événements de Bangui la confirmation qu'une douloureuse fatalité pèse sur l'Afrique subsaharienne, condamnée au sous-développement et à l'assistance – fût-elle musclée – de ses anciens colonisateurs.

L'Afrique vaut mieux que ses clichés. Le continent noir ne se résume pas à une poignée de pays déliquescents condamnés à la mendicité internationale et à la violence. Du Ghana à l'Ouganda, de la Côte-d'Ivoire à l'île Maurice, d'autres pays existent dont le bilan autorise de solides espoirs. Un rapport de la Banque africaine de développement (BAD) est venu le confirmer : le produit intérieur brut (PIB) – c'est-à-dire la richesse – du continent noir a augmenté de 2,9 % en 1995. De sorte que, pour la première fois depuis le début de la décennie, le revenu par habitant de la majorité des cinquante-trois pays membres de la Banque a légèrement crû l'an passé.

Sur l'ensemble des pays africains, près de deux sur trois ont connu l'an dernier une croissance économique de 3 %. A l'image de l'Ouganda, en plein essor depuis la fin des années 80, certains ont même affiché des taux dignes des « dragons » asiatiques. Au Botswana, un pays aussi vaste que faiblement peuplé, coincé entre l'Afrique du Sud, la Namibie et le Zimbabwe, le niveau de vie des habitants a dépassé celui des Polonais. La Côte-d'Ivoire va mieux, tout comme le Mali ou le Togo. En revanche, le Nigeria, l'un des poids lourds du continent, a stagné l'an dernier, tandis que le Zaïre, le Congo et la Zambie continuaient à s'enfoncer dans la crise.

Ce léger mieux global, le directeur général du Fonds monétaire international (FMI), Michel Camdessus, l'attribue à « *l'amélioration des politiques macro-économiques* » imposées aux pays africains par le Fonds et par la Banque mondiale, avec la bénédiction des créanciers internationaux. Réduction du rôle de l'Etat au profit du privé, recherche de l'équilibre budgétaire, abolition du contrôle des prix, libéralisation des changes et du commerce extérieur en sont les maîtres mots.

BAISSE DES COURS

L'Afrique recueillerait aujourd'hui les premiers fruits de cette politique. « *Cette croissance* [va] *se maintenir à ce niveau au cours des trois prochaines années* », a pronostiqué le directeur général du FMI lors de la convention euro-africaine organisée les 13 et 14 mai à Bordeaux.

Est-ce si sûr ? L'embellie actuelle doit beaucoup aux matières premières, dont les cours ont considérablement grimpé ces deux dernières années. Aujourd'hui, qu'il s'agisse du café, du cacao ou du coton, l'effervescence retombe, et ce retournement ne sera pas sans conséquence pour les économies du continent noir. « *Un ralentissement de la croissance est prévisible dans la majorité des pays qui ont bénéficié de prix internationaux élevés pour les matières premières primaires* », confirme le dernier rapport annuel de l'ONU consacré aux pays les moins avancés (PMA). La Côte-d'Ivoire, le Mali, l'Ethiopie, dont l'essentiel des exportations reposent sur une poignée de matières premières (café, cacao, coton), seront sans doute les plus touchés par la baisse des cours.

Pour sortir du sous-développement, l'Afrique subsaharienne sait qu'elle ne doit plus miser sur la générosité des pays riches. Depuis des années, l'aide publique au développement (l'APD) se raréfie. Difficultés budgétaires chez les bailleurs de fonds et doutes sur l'efficacité de l'aide font que celle-ci est de plus en plus chichement accordée aux Etats africains. L'accord pour reconstituer le Fonds africain de développement (FAD) en est la dernière illustration.

Les Etats-Unis, la France, l'Allemagne, le Japon ont certes accepté de le réabonder pour que la Banque africaine de développement (BAD) puisse proposer aux plus pauvres de ses actionnaires des prêts très attractifs. Mais ce FAD-7 sera nettement moins bien loti que le précédent (2,6 milliards de dollars, contre 3,4 milliards). Et il va probablement s'accompagner d'une redistribution du pouvoir au sein de la banque : le contrôle de la BAD échappera aux pays africains au profit des actionnaires dits « non régionaux », ceux qui auront réalimenté le fonds.

Faute d'aide publique, l'Afrique n'a d'autre choix que de séduire les investisseurs privés. Rude tâche. Les capitaux étrangers affluent vers l'Asie et, dans une moindre mesure, vers l'Amérique latine. Afrique du Sud exceptée, ils évitent soigneusement le continent noir. Entre 1991 et 1993, huit pays en développement ont recueilli les deux tiers des investissements étrangers : aucun d'entre eux n'appartenait au continent africain.

RÉSULTATS TÉNUS

Illustration de ce « désamour » : lorsque le Crédit lyonnais, pour cause de restructuration, s'est retiré – « *sur la pointe des pieds* », a fait observer à la réunion de Bordeaux un dirigeant africain – de six pays africains, aucun établissement bancaire concurrent n'a cherché à prendre la place. « *On s'interroge sur l'honnêteté des quelques banques qui s'installent aujourd'hui en Afrique, l'origine de leurs fonds paraît douteuse* », confie un haut responsable de la Banque mondiale.

Nain économique – son PNB, Afrique du Nord comprise, ne dépasse pas celui de l'Espagne –, l'Afrique noire est-elle cette « *ultime réserve de développement* » chantée à Bordeaux par un industriel français ? Les résultats récents sont certes de bon augure pour le continent et ses 700 millions d'habitants. Mais ils sont trop ténus, trop récents, pour que l'on puisse jurer qu'un cercle vertueux est définitivement enclenché. Le scénario d'un triomphe de l'économie de marché est encore à l'état embryonnaire.

Jean-Pierre Tuquoi

DISPARITIONS

Le cardinal Léon-Etienne Duval

Cinquante ans de passion et de souffrance pour l'Algérie

LE JOUR MÊME où l'on découvrait les corps des sept moines assassinés de Tibéhirine, la petite communauté chrétienne d'Algérie était éprouvée par la disparition de sa figure la plus connue et la plus estimée, celle du cardinal Léon-Etienne Duval, ancien archevêque d'Alger (1954-1988), décédé jeudi 30 mai, à l'âge de quatre-vingt-douze ans, dans sa résidence voisine de la basilique Notre-Dame-d'Afrique. Il avait été opéré du col du fémur le 15 mai, veille de l'Ascension, et s'était montré très affecté par la disparition et l'exécution des religieux trappistes.

Très grand, d'une extrême maigreur, le visage ascétique, si pâle qu'il paraissait translucide, Mgr Léon-Etienne Duval donnait, dans les dernières années de sa vie, une impression de fragilité qui contrastait avec la force de caractère dont il avait toujours fait preuve, en particulier pendant la guerre d'Algérie. Le regard doux, la voix faible mais assurée, l'archevêque d'Alger semblait alors ignorer les obstacles. Son sens de la justice, son esprit de charité, joints à une simplicité évangélique, lui ont permis de faire front aux pires difficultés avec une assurance tranquille et une obstination peu commune.

CONTRE LA TORTURE

Né à Chênex (Haute-Savoie) le 9 novembre 1903, Léon-Etienne Duval entre, à l'âge de douze ans, au petit séminaire de La Roche-sur-Foron qu'il quitte en 1921 pour le grand séminaire d'Annecy. De là, il gagne le séminaire français de Rome, d'où il sort en 1928 docteur en théologie, après avoir été ordonné prêtre deux ans plus tôt. De retour en Haute-Savoie, il est vicaire à Saint-Gervais, puis enseigne au grand séminaire jusqu'en 1938. Vicaire général du diocèse d'Annecy pendant la deuxième guerre mondiale, il est nommé évêque de Constantine en 1946, après les émeutes de Sétif. Cela bouleverse le cours de sa vie : consacré évêque le 11 février 1947, il gagne l'Algérie, à laquelle il liera désormais son destin pendant près de cinquante ans. *« Quand je suis venu en Algérie, j'ai eu l'intention d'y rester jusqu'à la fin de mes jours »*, dira-t-il dans un livre d'entretiens publié en 1984.

Le 3 février 1954, quelques mois avant qu'éclate la « révolution du 1er novembre », Mgr Léon-Etienne Duval est transféré au siège épiscopal d'Alger et y prend ses fonctions le 25 mars. Il y connaîtra la période la plus difficile de sa vie. Pleins de tact, de lucidité et de générosité, les sermons qu'il prononce pendant huit ans se heurtent à l'incompréhension de la majorité des fidèles européens et lui valent l'hostilité acharnée des extrémistes.

Dès le 1er janvier 1956, il prône l'entente entre les deux communautés, chrétienne et musulmane, pour *« construire l'Algérie nouvelle »*. *« Il faut*, dit-il, *que chacun fasse un pas vers son semblable pour le mieux comprendre. »* Dans une Algérie embrasée par la guerre, mais *« où tout peut encore être sauvé »*, il cite encore, en 1958, ce proverbe berbère : *« Tu fais un tapis, mais les fils de l'écheveau sont emmêlés ; ne tire pas trop sur les mailles, car tout cassera. »* Un an plus tard, il souligne que *« la paix sera au bout des efforts de tous les hommes de bonne volonté »*. Alors que la guerre se fait plus inhumaine et la torture plus courante, il multiplie les rappels : *« Le fondement de la société humaine est le respect de la personne. »* Ou encore : *« Toute souffrance injustement infligée à un innocent, tout acte contraire au droit naturel ne peuvent avoir comme résultat que de rendre plus difficile la construction de la paix. »*

D'année en année, ses adjurations se font plus précises et plus pressantes, et, alors que les attentats de l'OAS accentuent la cassure et provoquent l'exode des Européens, il lance cet ultime cri, le 20 mars 1962 : *« Il n'y a d'espoir que dans la compréhension réciproque, la collaboration fraternelle, la réconciliation, la volonté de paix. »* Une fois l'indépendance instaurée, l'archevêque d'Alger acquiert la nationalité algérienne, le 11 février 1965, ce qui renforce les attaques des nostalgiques de l'Algérie française contre celui qu'ils appelaient, par dérision, *« Mohamed Duval »*, nom qui lui était aussi donné par affection par ceux qui l'aimaient. Onze jours plus tard, le pape Paul VI, qui approuve son geste, le crée cardinal.

Tenu en très haute estime par les Algériens, le cardinal Duval fait preuve de la même fermeté tranquille lorsque l'Eglise d'Algérie se heurte aux tracasseries de l'administration. C'est notamment le cas quand la gendarmerie nationale occupe, en 1976, les trois basiliques de Saint-Augustin à Annaba, de Notre-Dame-d'Afrique à Alger et de Notre-Dame-de-Santa-Cruz à Oran. La situation devait redevenir normale quelques semaines plus tard, sur l'ordre du chef de l'Etat, Houari Boumediene, à qui le prélat s'était adressé.

LA CAUSE PALESTINIENNE

Au concile Vatican II (1962-1965), Mgr Duval siège sur les bancs des évêques d'Afrique, militant en faveur d'une meilleure compréhension de l'islam, l'autre combat de toute sa vie. Il est, en 1971, coprésident du synode des évêques au Vatican consacré à l'évangélisation et siégera dans les instances romaines chargées du dialogue interreligieux. Ce catholique traditionnel au plan doctrinal, qui cite sainte Bernadette et le curé d'Ars, se montre amateur de belles liturgies, fréquente le général de Gaulle, se nourrit de Camus et des Pères de l'Eglise – il connaît Saint-Augustin par cœur – et fera des choix révolutionnaires pour l'époque.

Ainsi est-il encore présent dans les lieux où se jouent la reconnaissance du tiers-monde et la coopération entre pays industrialisés et pays pauvres, créant une association internationale de droit algérien (Rencontre et développement) dont l'intention est de participer au développement de l'Algérie. Il ne ménage pas ses sympathies pour la cause palestinienne, soulignant, en 1988, qu'*« aucune solution juste et durable n'est possible au Proche-Orient si l'on ne reconnaît pas d'abord la légitimité du soulèvement de la population des territoires occupés par la force »*. De même, estimé des Iraniens, est-il invité à Noël 1979 à Téhéran, en pleine crise des otages américains. Il entretient des relations de confiance avec la plupart des dirigeants algériens.

Mais l'ancien archevêque d'Alger – qui était l'oncle de Mgr Joseph Duval, archevêque de Rouen et président de la Conférence des évêques de France – assistera impuissant à la montée de l'islamisme et à la nouvelle dégradation de la situation en Algérie, faisant cette confidence, en 1992, au *Monde* : *« En 1961-1962, derrière la violence, il y avait une formidable espérance, celle de l'indépendance. Aujourd'hui, derrière la violence, il n'y a plus d'espérance du tout, plus rien d'autre qu'un grand vide. »*

Dans sa maison proche de Notre-Dame-d'Afrique, le cardinal Duval continuait de recevoir, de s'informer, affligé par les assassinats successifs de prêtres, de religieux, de religieuses. Il refuse d'être rapatrié pour se faire soigner, marquant ainsi jusqu'au bout son attachement passionné à l'Algérie, jusqu'à vivre l'ultime calvaire de l'enlèvement et de l'exécution des sept moines.

Paul Balta et Henri Tincq

Howard Chapnick

Une personnalité du photojournalisme

L'AMÉRICAIN Howard Chapnick, défenseur infatigable du photojournalisme et ancien président de l'agence Black Star, est mort lundi 27 mai à New York. Il était âgé de soixante-quatorze ans.

Après des études de comptabilité, Howard Chapnick entre, en 1940, à Black Star, la plus ancienne et première agence photographique américaine, fondée à New York en 1935. *« J'étais d'abord chargé de vendre des photos aux journaux à 10 dollars pièce, c'est-à-dire pas grand-chose*, nous a-t-il raconté. *Mais je n'étais pas très efficace. J'ai donc un peu touché à tout. J'ai notamment porté le lourd matériel des photographes comme Eugene Smith. »*

Howard Chapnick gravit les échelons et devient le patron de Black Star en 1964. Il conserve cette fonction plus de vingt ans, se retirant en 1991. *« Je vois cinq cents photographes par an*, rapportait-il. *Tout le monde peut m'appeler et prendre rendez-vous. Ma porte est toujours ouverte. Non parce que je suis sympathique, mais parce que c'est important pour mes affaires. »* Au fil des ans, Howard Chapnick a acquis une énorme autorité dans la profession, pour son intégrité, son engagement en faveur d'une photographie documentaire humaniste et sa défense des auteurs.

L'ami de Robert Capa ou d'Eugene Smith a aussi découvert une nouvelle génération de photographes : James Nachtwey, Donna Ferrato, Chris Morris, Anthony Suau, les frères David et Peter Turnley... *« Chapnick baignait dans la tradition du reportage des années 30 et il pensait que la photographie était une arme contre l'injustice et l'intolérance »*, explique Robert Pledge, directeur de l'agence Contact.

Howard Chapnick était aussi un des fondateurs, en 1979, de la bourse Eugene Smith, décernée chaque année à un photographe pour un reportage de fond. Il intervenait à l'université du Missouri et à l'International Center for Photography (ICP) de New York. Il a reçu le prix Kenneth P. McLaughlin, décerné par l'Association américaine des photographes de presse pour *« son professionnalisme »* et on lui doit un livre destiné aux jeunes photographes intitulé *Truth Needs No Ally* (« La vérité n'a pas besoin d'allié »).

Howard Chapnick était enfin un personnage truculent, un joueur invétéré – comme Robert Capa –, propriétaire d'un cheval de course nommé Black Star, et qui se rendait régulièrement à Atlantic City (New Jersey) pour jouer. Il disait : *« Le photographe est une fleur qu'il faut laisser s'épanouir. »* Il disparaît alors que va s'ouvrir à l'ICP une exposition rétrospective des frères Turnley dont il est le commissaire.

Michel Guerrin

■ **MARIE-ANTOINETTE DE LA TRINITÉ**, supérieure générale de la congrégation des Petites Sœurs des pauvres, est décédée, mercredi 29 mai, au couvent de la Tour Saint-Joseph, maison mère de la congrégation située à Saint-Pern (Ille-et-Vilaine). Née en 1920 à Illiers-Combray (Eure-et-Loir), Marie-Antoinette de la Trinité (Florence Monier pour l'état civil) avait été nommée supérieure générale en 1964. Les Petites Sœurs des pauvres se consacrent surtout aux personnes âgées déshéritées dans une trentaine de pays.

■ **JERRY JUNKINS**, PDG du groupe américain d'électronique Texas Instruments, est décédé, mercredi 29 mai, à l'âge de cinquante-huit ans, d'une crise cardiaque lors d'un voyage de travail en Allemagne. Entré chez Texas Instruments en 1959, il occupait les postes de président et de *chief executive officer* depuis 1985 puis de *chairman* (directeur général) depuis 1988. Très engagé dans le débat sur l'ouverture des marchés internationaux, Jerry Junkins avait présidé l'alliance professionnelle GATT Now, qui avait milité en 1994 pour l'adoption de l'accord de l'Uruguay Round par le Congrès américain.

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du jeudi 30 mai sont publiés :

● **Agriculteurs** : un décret relatif à l'installation des jeunes agriculteurs.

● **Collectivités locales** : deux décrets relatifs à la dotation globale d'équipement des communes des départements métropolitains, ainsi que des communes, des départements d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon.

● **Télématique** : deux arrêtés portant nomination au Conseil supérieur de la télématique et au comité de la télématique anonyme.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Nathalie et Michel BELLEC,
Jean-René, Marguerite et Maxime,
ont la joie d'annoncer la naissance de

Paul,

le 1er mai 1996.

Hohefeldstr. 22,
D-13467 Berlin.

Mariages

Geneviève McKINNON
et
Krassimir KRASTEV

ont la joie de faire part de leur mariage, qui aura lieu, le 8 juin 1996, à la mairie du 15e arrondissement, à Paris.

30-32, rue François-Bonvin,
75015 Paris.

M. et Mme Michel POTTIER,
et Thibaud,
les parents et le frère du marié,
M. et Mme Patrick HUET, et Elodie,
les parents et la sœur de la mariée,
ont la joie d'annoncer le mariage de

Patricia et Thierry,

le 1er juin 1996, en l'église Saint-Pierre de Montrouge, à Paris.

Décès

– Mme Anne Arbefeuille,
Ses enfants,
ont la douleur de faire part du décès, survenu à Chartres, le 25 mai 1996, de

M. Pierre ARBEFEUILLE,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'ordre national du Mérite,
inspecteur général de l'équipement,
ancien élève de l'ENA.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale.
Cet avis tient lieu de faire-part.

10, rue Saint-Brice,
28000 Chartres.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

– Mme Michel Burq,
son épouse,
Marie-France, Eric, Stella,
Pascal, Christine et Myriam,
ses enfants,
Thomas, Prosper et Noémie,
ses petits-enfants,
Andrée Burq,
M. et Mme Jean-Pierre Burq,
M. et Mme Daniel Burq,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Michel BURQ,

survenu le 25 mai 1996.

L'incinération aura lieu le lundi 3 juin, à 15 h 45, au crématorium du Père-Lachaise, à Paris-20e.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

– Mme Georges Deligny,
M. Dominique Deligny,
M. Ludovic Boyer et Mme,
née Isabelle Deligny,
M. et Mme Kappelhoff-Lançon,
ont la douleur de faire part de la mort accidentelle de leur fils, frère, beau-frère et petit-fils

Jérôme DELIGNY,

survenue le 28 mai 1996.

Les obsèques auront lieu en la collégiale Saint-Laurent de Salon-de-Provence, le samedi 1er juin, à 14 heures.

33, rue du Manège,
33000 Bordeaux.
16, clos Roumanille,
boulevard Winston-Churchill,
13300 Salon-de-Provence.

– Le 25 mai 1996,

Elyas

nous a quittés.

Hédi et Brigitte, ses parents,
Yohan et Marion, ses frère et sœur,
Les familles

PICQUART, CHAOUCH et BLAIN.

Ambassade de France, à Dakar.

– Mme Henri Piétri,
son épouse,
Les familles Piétri et Caricchio,
ont la douleur de faire part du décès du

docteur Henri PIÉTRI,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 27 mai 1996, à Marseille.

258, avenue du Prado,
13008 Marseille.

– Le docteur et Mme Bernard Morin,
M. et Mme Michel Morin,
M. et Mme Jean-André Gonnet,
M. et Mme Bruno Gonnet,
M. Daniel Gonnet,
M. Patrick Gonnet,
M. Marc Gonnet,
leurs enfants et petits-enfants,
ont la grande peine de faire-part du décès de

Mme Albert GONNET,
née Marguerite LE MEIGNEN,
« Anne », puis « La Cousine »
dans la Résistance,
responsable de Libération Sud
pour l'Isère,
médaille de la Résistance,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix du Combattant,
croix du Combattant volontaire
de la Résistance,

survenu à Paris, le 27 mai 1996, dans sa quatre-vingt-dix-huitième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée vendredi 31 mai, à 16 heures, en l'église Saint-Joseph de Grenoble.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Cécile Grandin,
sa compagne,
Mme Jacques Keller,
sa mère,
M. Olivier Keller et Mme Helen Ramage,
M. et Mme Jean-Jacques Keller,
M. Gabriel Keller,
Mme Martine Cochin-Keller,
M. et Mme Daniel Quenaudon,
M. Laurent Keller,
M. et Mme Rémi Keller,
ses frères, sœur, beau-frère et belles-sœurs,
Et leurs enfants,
Mlle Jeanne Keller,
sa tante,
Les familles Keller, Umdenstock et Vieu,
ont le grand chagrin d'annoncer la mort accidentelle de

Pascal KELLER,
pianiste,

le samedi 25 mai 1996.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 4 juin, à 15 heures, en l'église réformée du Luxembourg, 58, rue Madame, Paris-6e, suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse.

– Le comte et la comtesse
Yvon de La Coste-Messelière,
Le comte et la comtesse
Louis-Olivier de La Coste-Messelière,
Mlle de La Coste-Messelière,
ont la tristesse de faire part du décès du

marquis
de LA COSTE-MESSELIÈRE,
conservateur honoraire
aux Archives nationales,

leur frère et beau-frère,
survenu le 10 mai 1996.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Saint-Genard (Deux-Sèvres).

Une messe sera célébrée à son intention le lundi 10 juin, à 19 heures, en l'église Saint-Jacques-du-Haut-Pas (252, rue Saint-Jacques).

Les membres de la Société des amis de Saint-Jacques-de-Compostelle en France et du Centre européen d'études compostellanes, dont il était président, sont invités à participer à ce service ou à s'y unir par la prière.

– La direction et le personnel des sociétés Promet
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Pierre ROUSSEAU,
ancien directeur et fondateur
des sociétés Promet SA
et Promet international,

survenu le 28 mai 1996.

Les obsèques seront célébrées le lundi 3 juin, à 9 heures, en l'église Saint-Etienne de Mareil-Marly.

35, rue du Belvédère,
78750 Mareil-Marly.

– Mme Aurel Stoleru,
M. et Mme Georges Stoleru,
M. et Mme Jean-Louis Pezant,
Raphaëlle, Marianne et Géraldine,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Aurel STOLERU,

survenu le 29 mai 1996.

Les obsèques ont eu lieu le vendredi 31 mai.

5, avenue Le Nôtre,
92420 Vaucresson.

Anniversaires de décès

– Le 8 juin 1995,

André-Marc QUIRIN

nous quittait.

Ceux qui l'ont connu et aimé ont une pensée pour lui, en ce jour anniversaire.

Communications diverses

– **La Vierge Pèlerine N.-D. de Boulogne** sera accueillie le vendredi 7 juin, à 19 heures, au pont de Tolbiac, Paris-12e, par la paroisse N.-D. de Bercy, pour une veillée et une nuit de prière.

– **Il reste des places en classe de PTSI** (ex-math. sup. T) au lycée technique Raspail, 5 *bis*, avenue Maurice-d'Ocagne, Paris-14e.
Tél. : 40-52-73-00.

Soutenances de thèse

– Samedi 1er juin, à 9 heures, à la faculté Censier, 13, rue de Santeuil, **Mme Alma BOLON-PEDRETTI** soutiendra sa thèse **« Effets de référentialité et logique identitaire »**.
Un apéritif suivra.

– **Jean-Paul Thomas** a soutenu sa thèse de doctorat d'habilitation, **« Les fondements de l'eugénisme, et autres écrits »**, le 11 mai 1996. Le jury, présidé par M. Dominique Lecourt, était constitué de Mme Blandine Kriegel et de MM. Pierre Fédida, Jean Gayon et Michel Morange. Il a obtenu la mention très honorable et les félicitations du jury.

هكذا من الاصل

BILANS Les résultats des grandes sociétés japonaises pour l'année fiscale 1995 achevée au 31 mars sont en hausse dans la plupart des secteurs, confirmant le redressement de l'économie nipponne. Un certain nombre d'entreprises dans le rouge l'an dernier, comme Sony, ont remonté la pente de manière spectaculaire. ● LE YEN, revalorisé fortement il y a deux ans, est en partie retombé face au dollar. Les firmes contraintes à des retructurations récoltent les fruits de leurs efforts. ● LES PROFITS atteindront l'an prochain entre 70 % et 80 % du niveau de 1989, juste avant l'éclatement de la bulle financière et de la récession. ● LES INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES, l'électronique, l'automobile et la machine-outil ont joué le rôle de locomotive. ● LES BANQUES continuent de souffrir de considérables créances douteuses accumulées dans la période précédente, notamment dans l'immobilier.

Les entreprises japonaises commencent à sortir des années difficiles

Délocalisations massives, suppressions d'emplois et exportation vers l'Asie : les firmes nipponnes surmontent la hausse du yen et la récession. Les bénéfices dans l'industrie ont crû de 80 % pour l'exercice fiscal achevé le 31 mars. Les banques continuent de payer la chute de l'immobilier

TOKYO
correspondance

Signe de temps meilleurs, plusieurs grandes sociétés japonaises ont récemment annoncé qu'elles embaucheraient un plus grand nombre de jeunes diplômés au terme de l'année en cours. L'an dernier, les journaux évoquaient une « *super ère glaciaire* » pour l'emploi. Malgré une croissance économique anémique et une reprise qui tarde à se confirmer, les résultats des grandes sociétés japonaises pour l'année fiscale 1995, achevée au 31 mars dernier, sont en hausse dans la plupart des secteurs. La quasi-stagnation des chiffres d'affaires indique une amélioration générale de la rentabilité et un certain nombre d'entreprises dans le rouge l'an dernier ont même remonté la pente de manière spectaculaire.

BOOM DANS L'ÉLECTRONIQUE

Obligées à de sérieuses restructurations par la hausse du yen, les sociétés japonaises récoltent aujourd'hui les fruits de leurs efforts, et d'un taux de change remonté à 108 yens pour un dollar, contre environ 86 yens il y a un an. Selon un sondage du quotidien économique *Nihon Keizai* effectué sur près de 82 % des sociétés cotées en Bourse (hors institutions financières), celles-ci on vu leurs résultats avant impôts augmenter de 17,6 %, première hausse à deux chiffres depuis sept ans. Le même sondage fait état de prévisions de hausse des profits, pour 1996, de 8,7 %. Les bénéfices reviendront ainsi entre 70 % et 80 % du niveau atteint en 1989, année faste juste avant l'éclatement de la bulle financière et la récession.

Champions de la croissance, les grands fabricants d'électronique ont annoncé des résultats records, en grande partie grâce à la très vive demande mondiale en composants et au boom des industries de télécommunications. Malgré des ventes en hausse, l'électronique grand public fut le plus souvent déficitaire, tant la concurrence acharnée que se livrent les constructeurs a rogné leurs marges. Les résultats d'exploitation avant impôts sont en hausse de 54 % pour Fujitsu (157 milliards de yens), 47,3 % pour Toshiba (178 milliards de yens), 41,1 % pour Mitsubishi Electric (128 milliards de yens) et 22,9 % pour Hitachi (349 milliards de yens) (100 yens valent 4,80 francs). NEC, de son côté, a fait part de 100 milliards de yens de bénéfices avant impôts, en augmentation de 66 % par rapport à 1994. Les sociétés estiment que leurs profits pourraient chuter de près de 10 % pour l'année fiscale en cours, à cause d'un ralentissement brutal de la demande en *semi-conducteurs*, activité qui constituerait 60 % des bénéfices totaux.

Sony, qui a fêté ses cinquante ans en mai, affiche un résultat net consolidé de 54 milliards de yens, confirmant la reprise de ses activités. Les 265 milliards de yens engloutis l'an dernier dans son studio américain s'étaient traduits par des pertes nettes pour le groupe.

L'industrie automobile a également enregistré de fortes hausses en 1995. La chemin du redressement est passé par une délocalisation importante et une production nationale en baisse. Honda vient d'annoncer que sa production outre-mer dépassera la production intérieure d'ici à mars 1997. Si Toyota affiche les profits les plus élevés de l'industrie, avec 340 milliards de yens de bénéfices avant impôts, les hausses sont plus spectaculaires chez Honda (47 milliards de yens, en augmentation de 53 %) et Nissan, qui, pour la première fois en trois ans, renoue avec des résultats d'exploitation positifs pour ses opérations japonaises.

LA SIDÉRURGIE BÉNÉFICIAIRE

A peine sortie de ses difficultés, Nissan a dû essuyer en mai dernier le premier coup dur de l'année 1996 : pour remplacer des pièces défectueuses, le constructeur automobile a décidé, au début du mois, de rappeler 1 050 000 voitures au Japon et 70 000 aux Etats-Unis, soit le plus grand rappel de l'histoire automobile japonaise. Mitsubishi Motors a amélioré ses performances au Japon (+ 15 % pour ses résultats d'exploitation), mais le lancement d'un nouveau modèle développé avec Volvo en Europe a pesé lourdement sur ses marges : les résultats consolidés du groupe sont en baisse de 25 %, à 72 milliards de yens.

Résultat d'une cure d'amaigrissement spectaculaire, les six plus gros groupes sidérurgiques japonais sont redevenus bénéficiaires. Les bénéfices combinés avant impôts, sur une base non consolidée, atteignent près de 180 milliards de yens. Nippon Steel, le premier groupe sidérurgique nippon, a annoncé la semaine dernière avoir supprimé 7 200 postes (sur un total de 34 400 en 1994), en avance d'un an sur son programme de compression d'effectifs annoncé en mars 1994. NKK Corp. a également réduit sa main-d'œuvre, de 5 800 personnes en deux ans, contre trois années prévues initialement, et compte supprimer 1 700 postes supplémentaires d'ici à mars 1997. La production d'acier a reculé et devrait continuer à le faire pour passer sous les 100 millions de tonnes. Dans le secteur de la chimie, les résultats d'exploitation ont plus que doublé. La clé fut cette fois-ci, notamment, la forte augmentation des exportations vers le Sud-Est asiatique.

Brice Pedroletti

Nissan en déficit en Europe

Nissan a perdu 65 milliards de yens (3,12 milliards de francs) en Europe pour l'exercice 1995-1996, qui s'est achevé le 31 mars. La concurrence et la guerre des prix accrues, ainsi que l'appréciation de 30 % environ du yen au cours des deux dernières années, ont handicapé le groupe. Pour contrer l'effet yen, 70 % des modèles vendus sur le Vieux Continent sont désormais produits sur place. Nissan espère équilibrer ses comptes en Europe dans deux ans.

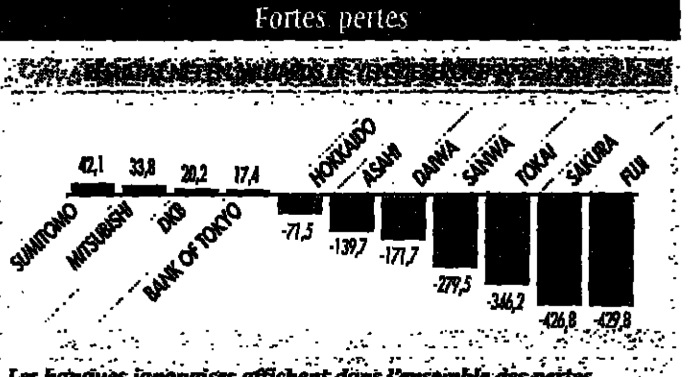
Le numéro deux nippon a également enregistré de lourdes pertes (35 milliards de yens) au Mexique en 1995, après l'effondrement du peso. Pour la première fois depuis quatre ans, cependant, Nissan a dégagé des bénéfices sur son marché intérieur. Même si sa situation s'est améliorée, le constructeur reste dans le rouge (4,25 milliards de francs de pertes nettes consolidées). Il prévoit de dégager des bénéfices cette année.

Le système financier reste pénalisé par les créances des années 80

TOKYO
correspondance

Favorisées par la faiblesse des taux d'intérêt, les grandes banques japonaises ont poursuivi; tout au long de l'année 1995, l'assainissement douloureux de leurs bilans. Les premières rationalisations engagées depuis l'an dernier (suppression de postes et gel des primes des cadres) commencent également à faire effet, au moins psychologiquement. Les résultats de l'année fiscale, achevée au 31 mars, témoignent des efforts accomplis pour sortir du plus grand fiasco bancaire du Japon d'après-guerre, mais présagent de difficultés supplémentaires à venir pour une bonne partie des établissements. Sur les vingt grandes banques japonaises, dix-sept affichent des pertes.

Des résultats d'exploitation record, 3 499 milliards de yens de produit net bancaire, en hausse de 70 % par rapport à 1994, ajoutés aux produits exceptionnels, auront permis aux dix banques commerciales (les city banks) de provisionner 6 350 milliards de yens en faveur de leurs mauvaises créances.



Les banques japonaises affichent dans l'ensemble des pertes considérables au cours de l'exercice 1995-1996, consacré au nettoyage de leurs bilans.

TROIS SUR SEPT DÉFICITAIRES

Ce nettoyage, attendu et longtemps différé, provoque pour la première fois dans le Japon d'après-guerre, des déficits pour sept des dix grandes City Bank qui au total atteignent 1 751,8 milliards de yens. Seules la banque Tokyo-Mitsubishi (issue de la fusion, au mois d'avril dernier, des banques Tokyo et Mitsubishi), les banques Dai-Ichi Kangyo et Sumitomo affichent des résultats bénéficiaires. Les dix banques commerciales japonaises ont toujours 12 416 milliards de yens de mauvaises créances, en diminution de seulement 8,4 % sur un an. Mais l'agence de notation internationale Moody's a commencé à prendre acte des améliorations : Tokyo-Mitsubishi bénéficie de meilleures notes, première banque nipponne à remonter la pente depuis l'éclatement de la bulle financière.

Si la première banque mondiale est donc en passe de retrouver la santé, la situation est moins rose pour les trois banques de crédit à long terme et pour les sept banques de gestion de patrimoine (les trust banks). Plus touchées que les banques commerciales par la dépréciation des actifs immobiliers et les faillites en chaîne des *jusen* (sociétés de crédit), elles sont toutes dans le rouge. Les trois banques de crédit à long terme affichent 410 milliards de yens de pertes nets, après avoir provisionné pour 1 927 milliards de yens de mauvaises créances.

Le ministère des finances a annoncé que, pour l'ensemble des établissements financiers, à l'exception des organismes locaux de crédit agricole, les mauvaises créances atteignaient, au 31 mars 1996, 34 000 milliards de yens, contre 38 000 milliards six mois plus tôt. Parmi ces créances, seules 8 329 milliards de yens seraient définitivement irrécupérables, deux fois moins que le chiffre annoncé en septembre dernier, car le ministère considère les créances des *jusen* comme déjà sorties du bilan de leurs créanciers. Ces chiffres officiels, que certains considèrent toujours en-deçà de la réalité, témoignent de l'ampleur des efforts qu'il reste à fournir.

Les problèmes du système financier japonais auront dominé l'actualité économique et politique de l'année passée, et le ministère des finances aura perdu dans la bataille sa toute-puissance : les politiques se penchent aujourd'hui sur une réforme de cette forteresse jugée autrefois imprenable. Après un boycottage de l'opposition contre l'utilisation des deniers publics pour la liquidation des *jusen*, les sociétés de crédit immobilier *rendues exsangues par des années de spéculation effrénée*, la loi de finances 1996 aura mis cent dix jours pour être définitivement adoptée. Elle prévoit que le plan de sauvetage des *jusen* soit assorti de conditions dont l'augmentation de la participation des banques.

MONTAGES INSENSÉS

En attendant, les arrestations se poursuivent dans le cadre des diverses enquêtes sur les responsables des faillites des *jusen*, révélant au grand jour les montages insensés de requins de la finance et les collusions longtemps soupçonnées entre milieu bancaire, pègre et quelquefois monde politique.

Après l'extravagant patron de la société de promotion immobilière d'Osaka, Sueno Kosan, c'était au tour du flamboyant magnat de l'immobilier, Kichinosuke Sasaki, le patron de la société Togensha (*Le Monde* du 27 mars), symbole des excès de la bulle financière de la fin des années 80, d'être arrêté lundi 27 mai, avec sa femme, pour, entre autres, évasion fiscale et fabrication et usage de faux.

B. P.

Un groupe chinois va devenir actionnaire de référence de DMC, numéro un français du textile

POUR MIEUX vous implanter en Asie, adossez-vous à un groupe chinois. C'est ce que compte faire Dollfus Mieg & Cie (DMC), numéro un français du textile. Le groupe dirigé par Jacques Boubal *a en effet annoncé, jeudi 30 mai*, avoir signé une lettre d'intention pour conclure un accord stratégique avec la société de Hong Kong China Dyeing Works (CDW), qui a réalisé 310 millions de francs de chiffre d'affaires dans les tissus unis et imprimés.

DMC, qui réalise 7,1 milliards de francs de chiffre d'affaires, dont 5,5 milliards en Europe et 1 milliard aux Etats-Unis, souhaite se développer en Asie, d'où il est quasiment absent. Le groupe français devrait prendre une participation de 51 % dans la société de commercialisation filiale de CDW. Celle-ci constituera un nouveau maillon dans le réseau de distribution de DMC, leader mondial de la distribution de tissus imprimés, qui compte apporter son savoir-faire dans le domaine du marketing. En revanche, le français ne prendra qu'une participation minoritaire (49 %) dans l'usine de CDW (335 millions de francs d'investissement), laissant aux Chinois le soin d'être opérateurs industriels. A terme, Hongkong devrait constituer la plate-forme asiatique de DMC, qui compte s'implanter en Thaïlande ou en Indonésie et espère réaliser prochainement 1 milliard de francs de chiffre d'affaires en Asie.

8 % DU CAPITAL

DMC, qui était juste à l'équilibre en 1995 après une perte nette catastrophique de 148 millions de francs en 1994, n'a toutefois pas les ressources suffisantes pour s'implanter directement en Asie. Il va payer CDW avec ses propres actions. Le produit de la vente des filiales de CDW sera en effet réinvesti dans DMC, *via* une augmentation de capital réservée à CDW. Selon *Les Echos* du 31 mai, la société chinoise devrait investir 150 millions de francs pour obtenir environ 8 % du capital de DMC. Le groupe chinois devrait ainsi devenir l'un des actionnaires de référence du groupe textile, aux côtés des AGF (9,8 % du capital), de la Caisse des dépôts (8,3 %) et du Crédit lyonnais (6 %).

CDW va également se faire octroyer des bons de souscription d'actions, qui lui permettront de financer la croissance ultérieure de DMC en Asie, voire d'en devenir l'actionnaire principal. Première entreprise de teinture et d'impression de Hongkong, CDW n'est, en réalité, qu'une grosse PME. La société, qui emploie 480 salariés, a utilisé les quotas de Hongkong pour maintenir son outil de teinture et d'impression sur le territoire. Elle se heurte à la concurrence de la Chine populaire. Attirés par la main-d'œuvre continentale bon marché, la plupart des entrepreneurs de Hongkong y ont transféré leurs usines. Après avoir accumulé près de 90 millions de francs de pertes entre 1991 et 1995, CDW a atteint l'équilibre financier pour l'exercice clos le 31 mars dernier.

CDW est contrôlé à 75 % par le groupe Cha Chi Ming. Cet empire est détenu par un famille de la diaspora chinoise originaire de Shanghaï, et le textile ne compte que pour une faible part de ses activités. Cha Chi Ming dispose notamment d'une fort patrimoine immobilier, via une participation de 50 % dans Hong Kong Resort, propriétaire des droits immobiliers de Discovery Bay, un site de plusieurs hectares en fort développement.

Arnaud Leparmentier

Le prix de la pâte à papier reprend le chemin de la hausse

Les producteurs voudraient passer de 500 dollars à 800 dollars la tonne

LE SECTEUR papetier s'apprête à connaître une période de tension ces prochaines semaines. Après avoir essuyé de fortes baisses de prix aux cours des derniers mois, les producteurs de pâte ont décidé de reprendre le marché en main. Tous ont annoncé des hausses de leurs tarifs. A partir du 1er juin, la qualité de référence (NBSK) devrait augmenter de 60 dollars, pour atteindre 560 dollars la tonne.

Selon les producteurs, ce réajustement est plus que nécessaire. L'effondrement sans précédent des cours, qui sont passés de 925 dollars à moins de 500 dollars entre janvier et mars 1996, a mis à mal leurs comptes. Premier papetier mondial, l'américain International Paper, a enregistré un résultat en baisse de 50 % au premier trimestre. Les scandinaves SCA, AssiDomaen, MoDo, eux, ont vu leurs bénéfices trimestriels diminuer de 23 % à 33 %. « *Aujourd'hui les producteurs de pâte vendent à perte. Il leur faut impérativement augmenter leurs prix* », note un observateur.

A l'origine du lancement de la guerre des prix cette année, l'américain Georgia Pacific a également été le premier à donner le signal de la reconquête. En même temps qu'il présentait des résultats en baisse de 78 % et un plan drastique de réduction des coûts, il annonçait, il y a un mois, à ses clients une hausse de prix de 60 dollars. Depuis, tous les grands producteurs se sont alignés, à l'exception de l'américain Weyerhauser, qui a avancé une hausse plus modérée (20 dollars environ), moins, semble-t-il, pour faire dissidence que pour éviter l'accusation d'entente.

REMISE EN ORDRE

Les producteurs de pâte sont persuadés que le moment est opportun. Après avoir été fortement destabilisé, le marché est en train de se remettre en ordre. Les stocks massifs, qui ont pesé sur l'activité du secteur, sont tombés, selon les estimations, autour de 2,5 millions de tonnes et devraient se résorber rapidement. Pour mettre un terme à la chute des prix, les producteurs ont décidé d'importants arrêts de leurs capacités de production pendant un mois, parfois plus. Les approvisionnements russes, qui avaient tant perturbé le marché à la fin de 1995, ont quasiment disparu : les papetiers russes n'ont plus les moyens financiers suffisants pour acheter du bois. Les productions indonésiennes se font elles aussi plus rares.

Après un passage à vide, la demande en Asie s'est redressée. Sortant peu à peu de la récession, le Japon enregistre une hausse de la consommation de papier et importe plus. La Chine, qui a besoin de reconvertir son industrie papetière, s'approvisionne de plus en plus à l'extérieur. Aux Etats-Unis, les stocks accumulés ont fondu et les commandes augmentent. Le Vieux Continent fait figure d'exception. Les carnets de commande dépassent rarement une à deux semaines et les prix sont tirés vers le bas. « *La hausse ne peut pas passer en Europe* », affirme un transformateur.

Redoutant de devoir prendre à leur charge cette nouvelle augmentation, les papetiers (utilisateurs des pâtes) sont décidés à tout faire pour s'y opposer. Mais après cette hausse, les producteurs en prévoient une nouvelle en octobre. Certains souhaitent que, d'ici dix-huit mois, le prix de la pâte à papier revienne au-dessus de 800 dollars la tonne.

Martine Orange

La désignation du responsable de la Commission bancaire oppose le gouvernement et la Banque de France

Le successeur de Jean-Louis Butsch devrait être nommé la semaine prochaine

La nomination d'un nouveau secrétaire général de la Commission bancaire, institution chargée du contrôle des banques en France, est l'occasion d'un bras de fer politique entre le gouvernement et la Banque de France, dont dépend ladite Commission. Les pouvoirs publics et l'institut d'émission se disputent le droit de choisir le responsable opérationnel d'un organisme qui a avant tout besoin de se moderniser.

JEAN-LOUIS BUTSCH, secrétaire général de la Commission bancaire, a quitté ses fonctions vendredi 31 mai après quinze ans de service. Malgré un feu roulant de critiques sur l'efficacité de l'organe de contrôle des banques et son incapacité à gérer les crises qui se sont succédé au cours des dernières années, le secrétaire général est allé aux limites de son mandat : statutairement, son départ à la retraite ne pouvait être plus longtemps différé, M. Butsch ayant déjà utilisé le délai possible de prolongation de deux ans.

Il part sans que son successeur soit nommé. Le changement de secrétariat général donne lieu à un débat entre le gouvernement et le gouverneur de la Banque de France, qui préside la Commission bancaire. Le contrôle des banques est-il une mission de l'Etat ou non ? Dès lors que, depuis 1993, la Banque de France n'est plus vraiment l'Etat, le bras exécutif de ce contrôle doit-il être nommé par le gouvernement sur proposition du gouverneur ou par le gouverneur lui-même ? Responsable de la commission de contrôle des banques, M. Butsch était tout naturellement devenu secrétaire général de la Commission bancaire lorsque celle-ci avait été créée par la loi bancaire de 1984. Il avait, alors, été désigné par le gouverneur de la Banque de France.

Le mode de nomination du nouveau secrétaire général revêt une importance particulière : il fera jurisprudence, il délimitera les contours du pouvoir politique sur l'organe de contrôle et donnera une indication sur le rapport de forces qui existe entre Jean-Claude Trichet et le gouvernement.

Mais dans les faits, le gouvernement tient déjà un grand nombre de manettes au sein de la commission. Celle-ci est un organe collégial de six personnes où siègent un représentant de la Cour de Cassation, un conseiller d'Etat à la retraite, deux personnalités qualifiées (deux anciens banquiers), le directeur du Trésor et le gouverneur de la Banque de France (représenté la plupart du temps par un sous-gouverneur). Le ministre de l'économie nomme donc cinq de ses six membres. Le secrétaire général est chargé d'appliquer les décisions du collège.

PERTE DE CRÉDIBILITÉ

Le vrai sujet est ailleurs. Peut-être dans la composition du collège qui pourrait être revue, mais plus sûrement dans l'adaptation des moyens et des compétences de la Commission bancaire face à l'évolution du secteur bancaire, du métier de banquier et des techniques de plus en plus sophistiquées auxquelles il fait appel. La perte de crédibilité de la Commission bancaire, nourrie par les défaillances en chaîne d'établissements de crédit, plaide pour une rupture avec le passé. Le départ de Jean-Louis Butsch est, de ce point de vue, plutôt une bonne nouvelle. Cela pourrait être l'occasion de mettre sur la table le mode de fonctionnement de la Commission.

Le bilan de M. Butsch n'est pourtant pas totalement noir. L'imminence de son départ a donné lieu à des tombereaux de louanges entendus au cours des derniers jours. Mercredi 29 mai à l'occasion d'un débat au Sénat sur la capacité des banques françaises à relever le défi de la compétitivité européenne, Michel Pébereau, président de la BNP, n'a pas été en reste : « *On a tort de critiquer le contrôle exercé sur les banques,* a-t-il déclaré, se démarquant ainsi de son collègue de la Société générale, Marc Viénot. *Ce sont des contrôles professionnels, approfondis, à partir desquels des dirigeants responsables d'établissements bancaires sont capables de corriger les anomalies. Ils sont cependant insuffisants, dans la mesure où il est patent que les conditions de concurrence sont de nature à mettre en danger le système bancaire.* »

Cette intervention valait surtout pour sa seconde partie, Michel Pébereau saisissant ainsi l'occasion de dénoncer les distorsions de concurrence dans le secteur. Il n'empêche. Le rapport de la Cour des comptes sur la Commission bancaire, qui doit être diffusé aux intéressés dans les jours qui viennent (mais qui ne sera pas rendu public) dresse un bilan contrasté de l'organisme de contrôle. La modernisation a été réelle, constate-t-il, mais insuffisante, ce qui a entraîné des dysfonctionnements dans le contrôle. Pour les contrôleurs, deux conditions sont nécessaires pour que le système de protection des déposants français soit bien assuré : du personnel compétent et des missions claires. De ce point de vue, la loi bancaire de 1984 pèche, semble-t-il, par un défaut de décrets d'application facile à corriger.

La nomination du prochain secrétaire général est attendue pour le début de la semaine prochaine, après que le Conseil d'Etat ait interprété la loi. Son avis sur le décret proposé par le gouvernement est attendu mardi prochain. En attendant, Jean-Louis Fort, secrétaire général adjoint depuis 1990, assurera la bonne marche de la maison. Il est le candidat le plus vraisemblable à la succession de Jean-Louis Butsch.

Babette Stern

Une succession de défaillances

La Commission bancaire s'est retrouvée – bien malgré elle – sous les feux de l'actualité et de la critique avec la multiplication, au cours des dernières années, de défaillances d'établissements financiers. La plus lourde de conséquences, parce qu'elle a révélé les dysfonctionnements des autorités de contrôle et de tutelle, a été la quasi-faillite du Crédit lyonnais. La Commission bancaire a mis plusieurs années pour se faire une idée exacte des pertes de la banque publique. Elle a également eu du mal à percevoir l'ampleur de la crise de l'immobilier et ses conséquences, comme l'illustrent la défaillance du Comptoir des entrepreneurs en 1993 et la situation, aujourd'hui catastrophique, du Crédit foncier. D'autres établissements, comme l'UIC, la Banque Worms, La Hénin ou la Banque du Phénix, se sont aussi retrouvés en faillite théorique et ont été sauvés par leurs actionnaires. Ce qui n'a pas été le cas des petites banques, comme la BCP et Pallas Stern, qui ont fait faillite.

La Banque d'Angleterre s'inquiète de l'envolée des salaires dans la City

LONDRES

de notre correspondant dans la City

L'événement fait grand bruit dans la City. Le vice-gouverneur de la Banque d'Angleterre, Howard Davies, ancien leader du patronat britannique, a fustigé le 27 mai la flambée des salaires dans le secteur financier : « *Si ces gens continuent d'augmenter leurs coûts de manière anti-concurrentielle, ils sont condamnés à disparaître.* » Emboîtant le pas, le président de l'antenne londonienne de la banque suisse UBS, Rudi Mueller, a dénoncé, en termes apocalyptiques, l'accroissement des frais généraux provoqué par cette surenchère : « *Le moindre retournement de conjoncture va conduire à des pertes sanglantes.* »

Inquiétudes compréhensibles à la lecture des derniers entrefilets de la presse financière londonienne ! Salomon Brothers vient de mettre la main sur le numéro un des actions britannique de Merril Lynch, en lui offrant 2 millions de livres (environ 15,9 millions de francs) sur dix-huit mois. La « *victime* » a contre-attaqué en engageant pour 7 millions de livres (55,6 millions de francs) sur trois ans le patron de la « *finance d'entreprise* » de Deutsche Morgan Grenfell (DMG) et son second. Quant à cette dernière, elle aurait payé la somme de 6 millions de livres (47,7 millions de francs) pour s'attacher les services de deux traders de renom travaillant pour SBC Warburg. Du jamais vu, même quand, aux heures les plus glorieuses de la déréglementation de 1986, les géants américains et japonais s'étaient jetés sur les charges d'agents de change britanniques.

FÉODALITÉS

La concurrence sauvage que se livrent les grands établissements de la City les condamne à cette escalade : « *Sur le plan moral, de tels traitements sont injustifiés, mais ici on ne fait pas de sentiment. Le réservoir de talents disponibles est limité* », indique un chasseur de têtes. Derrière ce phénomène, certains croient distinguer l'action de firmes (DMG, JP Morgan, UBS...) désireuses de bâtir rapidement une structure musclée afin de se hisser au niveau des plus grands noms de la première place boursière européenne. Toutefois, ce mouvement ne touche pas uniformément tous les secteurs du marché. D'après les experts, les spécialistes des produits dérivés, du conseil en fusion-acquisition, de la pharmacie et des télécoms sont particulièrement prisés.

Pour beaucoup, les conséquences de cette course à l'argent sont dangereuses. Le public découvre aujourd'hui ce que les actionnaires ont très vite compris, à savoir qu'il vaut mieux travailler pour une banque d'affaires que d'en acheter les titres. De tels ponts d'or déstabilisent les bilans et mordent sur les profits.

Par ailleurs, déjà mis à mal par la déréglementation du marché du travail, les traditionnels liens de loyauté des employés vis-à-vis de leur maison se réduisent encore. Aussi, cette flambée des salaires encourage la création de féodalités au sein des banques, où des vedettes se constituent des équipes de fidèles prêtes à se transférer en bloc, avec armes et bagages, chez un concurrent. On murmure que DMG aurait ainsi raflé d'un coup la totalité de la force de vente – soit soixante-dix personnes – de Barings New York chargée des valeurs sud-américaines !

Mais les nouveaux « golden boys » ont peut-être mangé leur pain blanc. Pour tenir leurs employés, les banques mettent désormais l'accent sur le travail en groupe et sur l'affirmation d'une culture maison. Déjà échaudé par les hauts salaires que se sont octroyés les présidents des entreprises dénationalisées, le gouvernement brandit en effet la menace d'intervention sur le plan fiscal.

Marc Roche

Casino émet 3,4 milliards de francs d'emprunts et tourne la page familiale

SAINT-ETIENNE

de notre bureau régional

A soixante-dix ans, Antoine Guichard, le président du directoire du groupe de distribution Casino a décidé de céder la barre à celui qu'il a choisi, George Plassat (*Le Monde* du 4 mai). Cette succession, qui sera effective en septembre, marque une rupture pour cette société dirigée depuis près de cent ans par l'un des membres de la famille fondatrice.

Entré à Casino en 1949, le jeune Antoine qui aurait préféré devenir officier de marine, dut apprendre comme les autres employés de la « *maison* » le métier d'épicier. Simple gérant d'une succursale à Saint-Etienne, il fut amené aussi à fabriquer du chocolat et conduire des camions de livraison...

Diplômé de l'école des Hautes études commerciales, il s'émancipera par la suite de la tutelle familiale lors d'un voyage aux Etats-Unis avec Denis Defforey, l'un des fondateurs de Carrefour. Cette première approche du marché américain sera suivie en 1984 du lancement d'une offre publique d'achat sur une société californienne de « cash and carry ».

Depuis son accession à la présidence du conseil de gérance de Casino en 1990, Antoine Guichard s'est attaché « *à assurer la transition entre une entreprise provinciale de taille moyenne et une entreprise moderne à l'échelle internationale* ». Le chiffre d'affaires du groupe a ainsi quadruplé en treize ans. L'acquisition de la Ruche méridionale puis l'apport des activités de distribution et de restauration de Rallye l'ont toutefois contraint, pour se désendetter, à céder ses activités industrielles (sociétés de restauration, de bricolage, de charcuterie, boulangerie industrielle, stations-service et la chocolaterie familiale). « *Fier* » d'avoir réussi au cours des dix dernières années l'intégration de 40 000 personnes « *sans perdre l'âme du fondateur* », Antoine Guichard accompagna toutefois ces opérations de croissance externe de plans de réduction d'effectifs drastiques.

Cet héritier aura conduit également la transformation des statuts juridiques de l'ancienne société à commandite par actions en société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Cette nouvelle structure l'obligea toutefois à cohabiter, depuis l'entrée au capital de la financière Euris, avec Jean-Charles Naouri, président du conseil de surveillance. La désignation de George Plassat marque une nouvelle rupture. Pour la première fois, en effet, le futur président du directoire n'est pas issu de la famille. Formé à l'école hôtelière de Lausanne, ce quadragénaire connaît néanmoins parfaitement les arcanes d'un groupe qu'il arpente depuis plus de quinze ans.

MISANT SUR LA POLOGNE

Compte tenu des contraintes réglementaires françaises, Casino devra multiplier les implantations à l'étranger, misant sur la Pologne où le groupe compte ouvrir une vingtaine d'hypermarchés, mais aussi sur l'Asie du sud-est en partenariat avec Dairy farm. En France, avec l'annonce jeudi 30 mai d'une prochaine émission d'obligations à bons de souscription d'actions (OBSA) pour un montant total de 3,4 milliards de francs, Casino a toutefois les moyens d'intervenir dans les grandes manœuvres boursières qui s'annonçent. Les OBSA d'une durée de cinq ans auront une valeur nominale de 220 francs et un coupon annuel de 4,5 %.

La veille de son assemblée générale, Casino a essuyé un cuisant revers dans son fief. La commission d'équipement commercial du département de la Loire a refusé l'implantation d'un hypermarché de quinze mille mètres carrés au nord de Saint-Etienne. L'influence de la famille Guichard, dans une ville où un club de football, un musée et un centre dramatique national vivent avec le soutien financier de Casino, n'est décidément plus ce qu'elle était.

Vincent Charbonnier

Air France coopérera davantage avec Japan Airlines

AIR FRANCE DEVRAIT SIGNER « *dans les prochaines semaines* » un accord de coopération approfondi avec la première compagnie aérienne japonaise Japan Airlines (JAL). Déjà, le 1er juin 1995, les présidents des deux compagnies avaient signé à Tokyo un accord de base visant à « *étendre leur coopération et à établir les bases d'une future coopération* ».

Depuis, Air France et JAL ont associé leurs programmes de fidélisation, développé leurs ventes sur leurs réseaux respectifs et mis en place des coopérations aéroportuaires. Le nouvel accord « *pourrait conduire à terme à une véritable alliance* », affirmait-on, vendredi 31 mai, au siège de la compagnie française.

Lagardère Groupe garantit un contrôle à 60 % français sur Thomson

NOËL FORGEARD, PDG de Matra Défense Espace, a indiqué, dans un entretien publié dans *Le Figaro* du vendredi 31 mai, que l'« *offre consortiale pour la privatisation de Thomson SA* », que pourrait remettre fin juin Lagardère Groupe, garantira que le capital de l'entité Matra-Thomson sera à plus de « *60 % dans les mains d'un groupe français non-opéable* ». Le reste du capital sera ouvert « *dans une juste proportion à des groupes européens majeurs* ».

Le groupe, qui revendique le soutien des britanniques British Aerospace et GEC et de l'allemand DASA, souligne que son projet concerne « *notre métier de base, l'électronique de défense* ». Estimant qu'il faut entre 30 et 35 milliards de francs pour acheter Thomson SA, M. Forgeard indique que Thomson Multimedia, la branche grand public, devra être adossé à « *un grand groupe non-européen de son métier. Le gouvernement, à notre connaissance, ne s'y oppose pas* ».

DÉPÊCHES

■ **MATRA TRANSPORT : la filiale du groupe français** a annoncé, jeudi 30 mai, son retrait de l'exploitation de la ligne de métro Mucha à Taïwan et le départ de tous ses responsables, après la rupture des négociations avec le Department of rapid transit system (DORTS). Celui-ci a refusé de payer la dernière échéance des travaux, qui ont représenté au total 629 millions de dollars (3,27 milliards de francs).

■ **EUROCOPTER : le groupe franco-allemand Eurocopter** a signé, jeudi 30 mai, un accord de coopération avec la Roumanie, qui porte sur la fabrication, par ce pays, de quatre-vingts hélicoptères Ecureuil destinés à des marchés civils et parapublics.

■ **AEROSPATIALE : le Comité central d'entreprise de consultation pour la réalisation de l'alliance Aerospatiale-DASA dans les satellites aura lieu le 2 juillet.**

■ **CARBURANT : après la décision des députés de faire échapper les ventes de carburants des grandes surfaces** aux sanctions de la loi sur les « *prix abusivement bas* », (*Le Monde* du 31 mai), le Conseil national des professions de l'automobile (CNPA), regroupant la plupart des petits détaillants de carburants, s'est déclaré « *stupéfait et indigné* » et a menacé d'« *actions pour faire entendre raison au gouvernement* ». Les sénateurs auront à nouveau à se prononcer sur le projet de loi dans les jours à venir.

■ **ALITALIA : la compagnie aérienne publique italienne** a annoncé, jeudi 30 mai, son intention de procéder à une opération de recapitalisation sur une période de cinq ans (*Le Monde* du 18 mai) pour un montant de 3 300 milliards de lires (environ 11 milliards de francs français). Elle a également annoncé des pertes de 272,3 milliards de lires (environ 883 millions de francs) pour le premier trimestre 1996.

■ **ROUTIERS : la CFDT Routes n'a pas exclu « des conflits très durs »** si les chauffeurs « *n'obtiennent pas un minimum de réponses* » d'ici la fin juin. La CFDT, qui a été reçue jeudi 30 mai au ministère des transports, déplore, notamment, que seul un quart des entreprises appliquent le contrat de progrès, qui porte sur les salaires et la réduction du temps de service pour les conducteurs longue-distance.

■ **SAINT-GOBAIN : le groupe français s'apprête à investir 125 millions de dollars** (650 millions de francs) dans la construction de sa première ligne de production de verre plat (float) en Inde. Elle devrait être mise en service au cours du premier semestre 1998.

■ **TÉLÉCOMMUNICATIONS : le service anti-trust du département américain de la justice** a indiqué, jeudi 30 mai, que la libéralisation du marché américain du téléphone se traduira par une économie de plus de 60 milliards de francs par an pour les abonnés résidentiels.

■ **SAMSUNG : le groupe d'électronique sud-coréen** a annoncé, jeudi 30 mai, qu'il va réduire de 15 % sa production de mémoires DRAM 16 mégabits. Son homologue Hyundai envisage de faire de même, l'objectif étant de faire remonter le prix de ces composants.

■ **FRANCE TÉLÉCOM : le tribunal correctionnel de Nanterre** a jugé irrecevable la plainte de France Télécom contre Filetech, a indiqué, jeudi 30 mai, cette société spécialisée dans la création et la vente de fichiers d'adresses à des entreprises de publicité et de vente directe. France Télécom, qui accuse Filetech de violer le droit à la vie privée en utilisant sa liste orange – abonnés ne désirant pas que les informations les concernant soient utilisées à des fins commerciales – a fait appel et a précisé que le Parquet a fait de même.

■ **SYSECA : la société de services informatiques** filiale de Thomson-CSF (2,1 milliards de francs de chiffre d'affaires et 5 % de marge opérationnelle en 1995), a indiqué jeudi 30 mai être « *intéressée* » par la reprise de « *certaines activités* » de CISI.

■ **TEXAS INSTRUMENTS : le groupe américain d'électronique,** dont le PDG est décédé le 29 mai, a annoncé jeudi 30 mai la désignation d'un de ses directeurs généraux, William Weber, comme PDG par intérim.

■ **GEC-ALSTHOM : la direction générale** de GEC-Alsthom et les représentants du personnel du groupe franco-britannique ont mis en place, jeudi30 mai, un forum européen visant à « *faciliter l'échange d'information* » sur des sujets concernant l'ensemble des salariés. Ce forum, présidé par Pierre Bilger, président de GEC-Alsthom, réunit 28 représentants des salariés dans les neuf pays européens dans lesquels est implanté le groupe.

■ **EMC-BELGIQUE : la filiale belge du groupe français EMC,** a cédé « *un peu moins de 15 %* » des titres qu'elle détenait dans le capital du groupe chimique belge Tessenderlo, ramenant sa participation à 40,61 %, a annoncé, jeudi 30 mai, la direction. La cession représente un montant global de 4,5 milliards de francs belges (720 millions de francs). EMC, qui détenait jusqu'ici 54,85 % des parts de Tessenderlo, reste, de loin, le principal actionnaire.

■ **SUN : le constructeur informatique américain** a annoncé, jeudi 30 mai, avoir cédé des licences aux groupes japonais NEC et Mitsubishi et coréens Samsung et LG pour la fabrication de processeurs, baptisés picoJava, conçus pour être intégrés dans des terminaux reliés au réseau Internet et utilisant son logiciel JavaOS.

■ **LUCAS : l'équipementier automobile et aéronautique britannique** a confirmé, vendredi 31 mai, sa fusion avec l'américain Varity Corp., spécialisé aussi dans l'équipement automombile (*Le Monde* du 10 mai). Le nouvel ensemble, qui affichera une capitalisation boursière de 3,2 milliards de livres (25 milliards de francs), sera détenu à 62 % par les actionnaires de Lucas et à 38 % par ceux de Varity.

2

صكذا من الاصل

■ **LA BOURSE de Tokyo a terminé la séance du vendredi 31 mai en hausse. L'indice Nikkei des valeurs vedettes a gagné 0,32 %, soutenu par le repli du yen face au dollar.**

■ **POUR LE DIRECTEUR de l'agence japonaise de planification (EPA), Shusei Tanaka, le maintien de taux d'intérêt bas est *« indispensable pour stimuler l'économie »*.**

■ **L'OR a ouvert en baisse, vendredi, sur le marché international de Hongkong. L'once s'échangeait à 390,90-391,20 dollars, contre 391,30-391,60 dollars la veille en clôture.**

■ **WALL STREET a regagné du terrain, jeudi 30 mai, après deux séances de baisse. L'indice Dow Jones a gagné 0,35 %, grâce à une reprise du marché obligataire.**

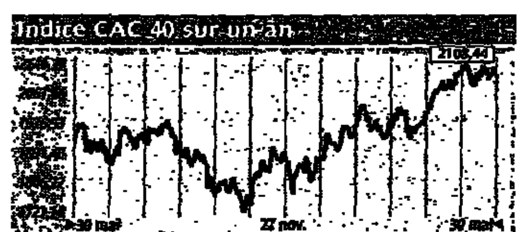
■ **EN NET REPLI jeudi, sur le marché à terme de New York, le prix du baril de pétrole light sweet crude échéance juillet a cédé 82 cents, pour s'inscrire à 19,94 dollars.**

LES PLACES BOURSIÈRES

CAC 40 ↘ Clôture | CAC 40 ↘ 1 mois | CAC 40 ↗ 1 an | MIDCAC ↗ 1 mois

NEW YORK ↘ DOW JONES | LONDRES ↘ FT 100 | MILAN ↗ MIB 30 | FRANCFORT ↘ DAX 30

Paris se reprend



APRÈS DEUX SÉANCES de baisse, la Bourse de Paris renouait vendredi 31 mai avec la hausse dans un marché modérément actif. En hausse de 0,31 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait en milieu de journée un gain de 0,46 % à 2 118,09 points. Sur le Matif, le mouvement était similaire à celui enregistré sur le marché des actions : le contrat sur les bons du Trésor à 10 ans montait de 0,22 % à 123,48.

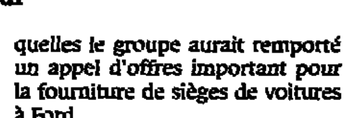
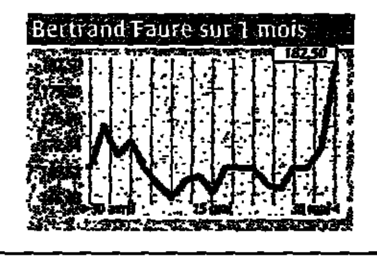
Le marché français suit l'exemple donné la veille par Wall Street. Sur le marché obligataire américain, le taux d'intérêt moyen sur les bons du Trésor à 30 ans est retombé à 6,93 % dans l'après-midi, contre 6,97 % plus tôt. Ce marché a fluctué après la révision en baisse à 2,3 % de la croissance du produit intérieur brut américain au premier trimestre, contre 2,8 % annoncé initialement.

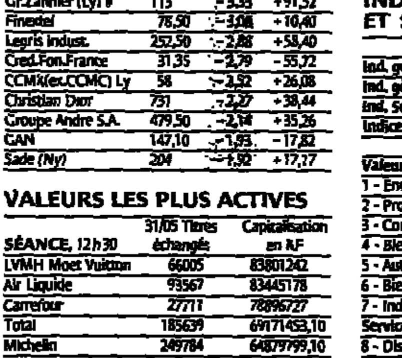
En France, le premier trimestre a été plutôt bon, la croissance progressant de 1,2 %. Mais les opérateurs sont nettement moins optimistes pour le deuxième trimestre. Les échanges sont importants sur Bertrand Faure, portant sur 0,5 % du capital : le titre gagne 4 %. Eurotunnel monte de 4,8 %, Dassault Aviation de 4,5 %, et le CCF de 2,9 % sur des rumeurs de prise de participation dans le capital de la banque de la Hongkong, Shanghai Bank.

Bertrand Faure, valeur du jour

L'ACTION Bertrand Faure a enregistré la plus forte hausse de la séance jeudi 30 mai à la Bourse de Paris. Elle a terminé la journée sur un gain de 5,8 %, à 182,50 francs, avec près de 79 000 titres échangés. Depuis le début de l'année, Bertrand Faure a gagné 46 %.

Selon les opérateurs, l'action bénéficie à la fois de perspectives de recomposition du capital de l'équipementier automobile, dont l'actionnaire principal est Michel Thierry, et de rumeurs selon lesquelles le groupe aurait remporté un appel d'offres important pour la fourniture de sièges de voitures à Ford.



PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12 h 30	Cours au 31/05	Var. % 30/05	Var. % 31/12
Dassault-Aviation	683	+18,16	+114,10
Eurotunnel	7,65	+4,79	+15,03
Bertrand Faure	191	+4,65	+52,80
UIF	439	+4,52	+3,53
Fives-Lille	580	+4,50	+57,60
Club Mediterranee	485	+3,08	+24,04
SCOR SA	205,90	+2,89	+34,57
C.C.F.	252,40	+2,68	+1
CPR	424	+2,76	+6,02
BIC	587	+2,06	+17,87
BAISSES, 12 h 30			
Metaleurop	55	-4,62	+21,14
Gr.Zannier (Ly) #	113	-3,33	+91,52
Finextel	78,50	-3,08	+10,40
Legris indust.	252,50	-2,88	+58,40
Cred.Fon.France	31,35	-2,79	-55,72
CCMX(ex.CCMC) Ly	58	-2,52	+26,08
Christian Dior	731	-2,27	+38,44
Groupe Andre S.A.	479,50	-2,14	+35,26
GAN	147,10	-1,93	-17,82
Sade (Ny)	204	-1,92	+17,77

VALEURS LES PLUS ACTIVES

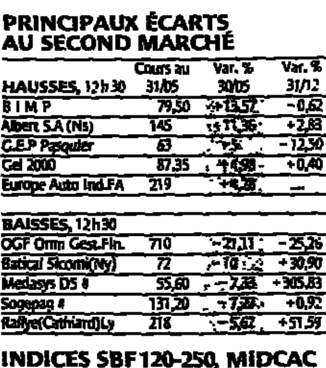
SÉANCE, 12 h 30	31/05 Titres échangés	Capitalisation en KF
LVMH Moet Vuitton	66005	83801242
Air Liquide	93567	83445178
Carrefour	27711	78896727
Total	185639	69171453,10
Michelin	249784	64879799,10
Elf Aquitaine	160974	61267098,80
Bouygues	103834	58469856
L'Oreal	37142	58450715
Eaux (Gle des)	104908	58183041
BIC	87330	50898712

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

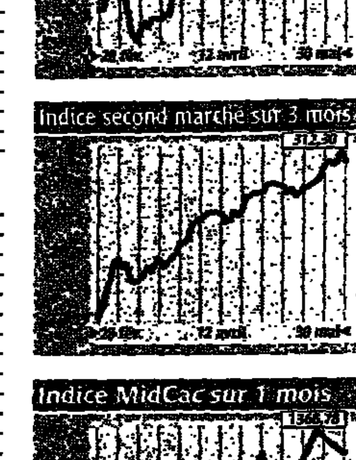
HAUSSES, 12 h 30	Cours au 31/05	Var. % 30/05	Var. % 31/12
B I M P	79,50	+13,57	-0,62
Albert S.A (Ns)	145	+11,36	+2,83
C.E.P Pasquier	63	+5	-12,50
Gel 2000	87,35	+4,98	+0,40
Europe Auto Ind.FA	219	+4,28	—
BAISSES, 12 h 30			
OGF Omn Gest.Fin.	710	-21,11	-25,26
Batical Sicomi(Ny)	72	-10	+30,90
Medasys DS #	55,60	-7,33	+305,83
Sogepag #	131,20	-7,28	+0,92
Rallye(Cathiard)Ly	218	-5,62	+51,59

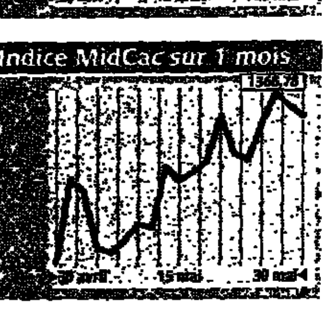
INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

	30/05	29/05	Var. %
Ind. gén. SBF 120	1484,10	1490,52	-0,43
Ind. gén. SBF 250	1444,35	1449,92	-0,38
Ind. Second Marché	312,30	314,72	-0,76
Indice MidCac	1368,78	1369,96	-0,09
Valeurs indus.	1636,21	1644,44	-0,50
1 - Energie	1545,14	1558,60	-0,86
2 - Produits de base	1539,86	1545,22	-0,35
3 - Construction	1606,08	1594,31	+0,74
4 - Biens d'équip.	1145,05	1156,76	-1,01
5 - Automobile	1886,62	1894,57	-0,42
6 - Biens consom.	2541,31	2558,49	-0,67
7 - Indus. agro-alim.	1565,91	1573,31	-0,47
Services	1647,67	1647,75	-0,01
8 - Distribution	3011,83	3016,58	-0,16
9 - Autres services	1111,48	1110,06	+0,13
Sociétés financières	1049,70	1054,70	-0,47
10 - Immobilier	701,38	707,37	-0,85
11 - Services financ.	1017,02	1023,93	-0,68
12 - Sociétés invest.	1412,31	1411,88	+0,05









La Bourse de Tokyo se reprend

LA BOURSE de Tokyo a terminé la semaine vendredi 31 mai sur une hausse de 0,3 % de l'indice Nikkei. Le Nikkei a repris 69,84 points, à 21 956,19 points, portée par une vague d'achats consécutive à la baisse du yen contre le dollar.

De son côté, Wall Street a repris une vingtaine de points jeudi après en avoir cédé près de 90 depuis mardi, grâce à des achats de couverture déclenchés après une stabilisation du marché obligataire. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a gagné en clôture 19,58 points (+ 0,35 %), à 5 693,41. Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt moyen sur les bons du Trésor à 30 ans, principale référence, est retombé à 6,93 % dans l'après-midi, contre 6,97 % plus tôt et 6,94 % mercredi soir. Ce marché a fluctué après la révision en baisse à 2,3 % de la croissance du Produit intérieur brut (PIB) américain au premier trimestre, contre 2,8 % annoncés initialement, cette révision étant due à une contraction des stocks des entreprises.

Enfin, la Bourse de Londres a fini en baisse de 0,8 % jeudi, entraînée par les pertes initiales de Wall Street.

INDICES MONDIAUX

	Cours au 30/05	Cours au 29/05	Var. en %
Paris CAC 40	2108,44	2117,10	-0,41
New-York/DJ indus.	5662,01	5673,83	-0,21
Tokyo/Nikkei	21886,40	22023,58	-0,62
Londres/FT100	3746,70	3775,70	-0,77
Francfort/Dax 30	2527,31	2551,45	-0,96
Frankfort/Commer.	891,72	901,55	-1,10
Bruxelles/Bel 20	2049,26	2070,45	-1,03
Bruxelles/Général	1741,02	1759,02	-1,03
Milan/MIB 30	1007	1006	+0,10
Amsterdam/Ge. Cbs	380,80	382,20	-0,37
Madrid/Ibex 35	360,78	364,14	-0,93
Stockholm/Affarsal	1530,67		—
Londres FT30	2790,50	2803,60	-0,47
Hong Kong/Hang S.	11157,10	11200,68	-0,39
Singapour/Strait t	2332,91	2334,42	-0,06

NEW YORK
Les valeurs du Dow-Jones

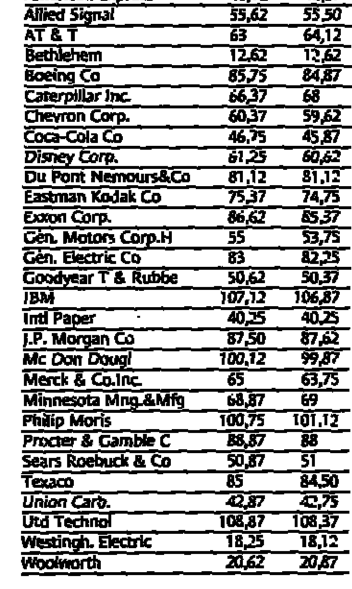
	30/05	29/05
Alcoa	62,62	61,87
American Express	46,12	46,87
Allied Signal	55,62	55,50
AT & T	63	64,12
Bethlehem	12,62	12,62
Boeing Co	85,75	84,87
Caterpillar Inc.	66,37	68
Chevron Corp.	60,37	59,62
Coca-Cola Co	46,75	45,87
Disney Corp.	61,25	60,62
Du Pont Nemours&Co	81,12	81,12
Eastman Kodak Co	75,37	74,75
Exxon Corp.	86,62	85,37
Gén. Motors Corp.H	55	53,75
Gén. Electric Co	83	82,25
Goodyear T & Rubbe	50,62	50,37
IBM	107,12	106,87
Intl Paper	40,25	40,25
J.P. Morgan Co	87,50	87,62
Mc Don Dougl	100,12	99,87
Merck & Co.Inc.	65	63,75
Minnesota Mng.&Mfg	68,87	69
Philip Moris	100,75	101,12
Procter & Gamble C	88,87	88
Sears Roebuck & Co	50,87	51
Texaco	85	84,50
Union Carb.	42,87	42,75
Utd Technol	108,87	108,37
Westingh. Electric	18,25	18,12
Woolworth	20,62	20,87

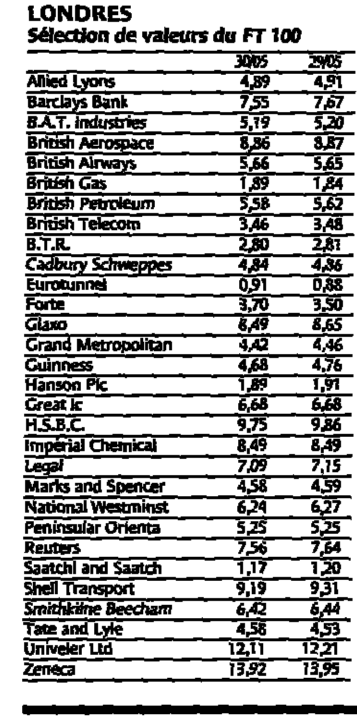
LONDRES
Sélection de valeurs du FT 100

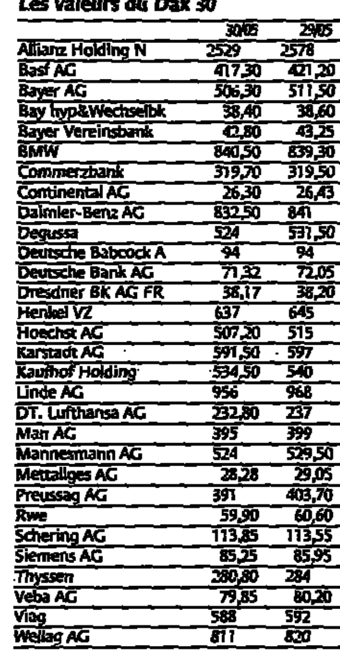
	30/05	29/05
Allied Lyons	4,89	4,91
Barclays Bank	7,55	7,67
B.A.T. industries	5,19	5,20
British Aerospace	8,86	8,87
British Airways	5,66	5,65
British Gas	1,89	1,84
British Petroleum	5,58	5,62
British Telecom	3,46	3,48
B.T.R.	2,80	2,81
Cadbury Schweppes	4,84	4,86
Eurotunnel	0,91	0,88
Forte	3,70	3,50
Glaxo	8,49	8,65
Grand Metropolitan	4,42	4,46
Guinness	4,68	4,76
Hanson Plc	1,89	1,91
Great Ic	6,68	6,68
H.S.B.C.	9,75	9,86
Impérial Chemical	8,49	8,49
Legal	7,09	7,15
Marks and Spencer	4,58	4,59
National Westminst	6,24	6,27
Peninsular Orienta	5,25	5,25
Reuters	7,56	7,64
Saatchi and Saatch	1,17	1,20
Shell Transport	9,19	9,31
Smithkline Beecham	6,42	6,44
Tate and Lyle	4,58	4,53
Univeler Ltd	12,11	12,21
Zeneca	13,92	13,95

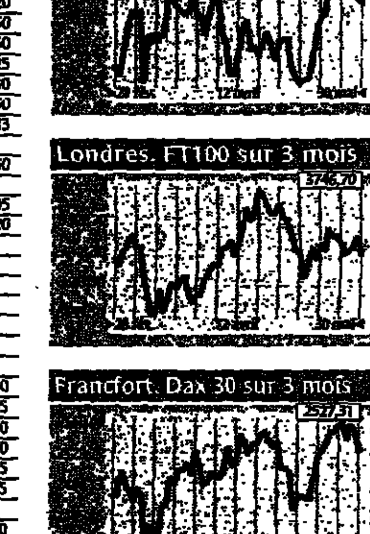
FRANCFORT
Les valeurs du Dax 30

	30/05	29/05
Allianz Holding N	2529	2578
Basf AG	417,30	421,20
Bayer AG	506,30	511,50
Bay hyp&Wechselbk	38,40	38,60
Bayer Vereinsbank	42,80	43,25
BMW	840,50	839,30
Commerzbank	319,70	319,50
Continental AG	26,30	26,43
Daimler-Benz AG	832,50	841
Degussa	524	531,50
Deutsche Babcock A	94	94
Deutsche Bank AG	71,32	72,05
Dresdner BK AG FR	38,17	38,20
Henkel VZ	637	645
Hoechst AG	507,20	515
Karstadt AG	591,50	597
Kaufhof Holding	534,50	540
Linde AG	956	968
DT. Lufthansa AG	232,80	237
Man AG	395	399
Mannesmann AG	524	529,50
Mettallges AG	28,28	29,05
Preussag AG	391	403,70
Rwe	59,90	60,60
Schering AG	113,85	113,55
Siemens AG	85,25	85,95
Thyssen	280,80	284
Veba AG	79,85	80,20
Viag	588	592
Wellag AG	811	820









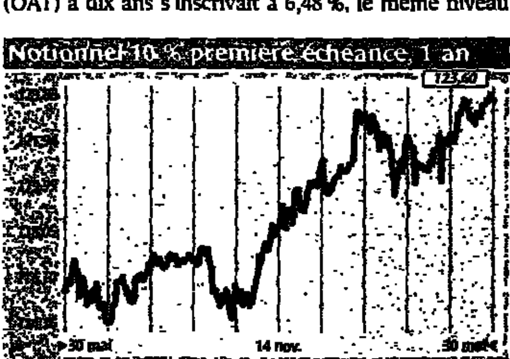
LES TAUX

PARIS ↗ Jour le jour | PARIS ↘ OAT 10 ans | NEW YORK → Jour le jour | NEW YORK ↘ Bonds 10 ans | FRANCFORT ↗ Jour le jour | FRANCFORT ↘ Bunds 10 ans

Progression du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert en hausse, vendredi matin 31 mai. Après quelques minutes de transactions, l'échéance juin gagnait 22 centièmes, à 123,48 points, soutenue par l'annonce d'une croissance plus forte que prévu au premier trimestre (+ 1,2 %). Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 6,48 %, le même niveau que celui du titre d'Etat allemand de même échéance. La veille, le marché obligataire américain avait terminé la séance en hausse, les investisseurs étant rassurés par le repli des cours du pétrole. Le rendement de l'emprunt d'Etat à trente ans s'était détendu, à 6,93 %.

La Bundesbank avait, par ailleurs, laissé inchangé, à 3,30 %, le niveau de ses prises en pension, ce qui avait pesé sur les marchés obligataires européens.



LES TAUX DE RÉFÉRENCE

TAUX 30/05	Taux jour le jour	Taux 10 ans	Taux 30 ans	Indice des prix
France	3,73	6,41	7,25	2,30
Allemagne	3,31	6,40	6,64	1,70
Grande-Bretagne	5,63	8,04	8,28	2,70
Italie	9,05	9,60	9,95	4,50
Japon	0,44	3,26	4,75	-0,20
Etats-Unis	5,25	6,64	6,83	2,70

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

TAUX DE RENDEMENT	Taux au 30/05	Taux au 29/05	Indice (base 100 fin 95)
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	NC	—	—
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	NC	NC	NC
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	—	NC	NC
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	—	NC	—
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	—	—	NC
Obligations françaises	—	—	NC
Fonds d'Etat à TME	—	NC	—
Fonds d'Etat à TRE	NC	—	NC
Obligat. franç. à TME	NC	NC	NC
Obligat. franç. à TRE	NC	—	—

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,75 %)

	Achat 30/05	Vente 30/05	Achat 29/05	Vente 29/05
Jour le jour	3,7500	—	3,7500	—
1 mois	3,76	3,88	3,78	3,90
3 mois	3,77	3,90	3,82	3,94
6 mois	3,81	3,93	3,90	3,02
1 an	3,95	4,07	4,05	4,17
PIBOR FRANCS				
Pibor Francs 1 mois	3,8750	—	3,8750	—
Pibor Francs 3 mois	3,9375	—	3,9141	—
Pibor Francs 6 mois	3,9688	—	3,9453	—
Pibor Francs 9 mois	4,0039	—	4	—
Pibor Francs 12 mois	4,0938	—	4,0996	—
PIBOR ÉCU				
Pibor Ecu 3 mois	4,3854	—	4,3854	—
Pibor Ecu 6 mois	4,3750	—	4,3750	—
Pibor Ecu 12 mois	4,4375	—	4,4323	—

MATIF

Échéances 30/05	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
NOTIONNEL 10 %					
Juin 96	175685	123,60	123,68	123,22	123,26
Sept. 96	13583	122,06	122,10	121,70	121,70
Déc. 96	380	120,86	120,90	120,58	120,50
Mars 97	30	—	120,60	120,60	120,40
PIBOR 3 MOIS					
Juin 96	27077	96,04	96,05	95,97	95,99
Sept. 96	23748	96,05	96,06	95,98	95,99
Déc. 96	7853	95,93	95,95	95,86	95,87
Mars 97	3569	95,73	95,75	95,68	95,69
ÉCU LONG TERME					
Juin 96	5933	91,28	91,28	90,94	90,94
Sept. 96	1321	90,78	90,78	90,50	90,50

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Échéances 30/05	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
Mai 96	37041	2108	2112	2095	2108
Juin 96	18936	2088	2090,50	2074	2086,50
Juillet 96	1354	2085,50	2085,50	2076	2084
Sept. 96	434	—	2098,50	2088	2097,50

LES MONNAIES

US/F ↘ 5,1740 | US/DM ↗ 1,5356 | US/¥ ↘ 107,6200 | DM/F ↗ 3,3857 | £/F ↗ 7,9585

Hausse du dollar

LE DOLLAR S'INSCRIVAIT en hausse, vendredi matin 31 mai, lors des premières transactions entre banques sur les places financières européennes. Il s'échangeait à 1,5352 deutschemark, 108,40 yens et 5,1935 francs. La veille, il était tombé jusqu'à 1,5285 mark, 107,31 yens et 5,1727 francs. Le billet vert avait été pénalisé par la décision de la Bundesbank de ne pas abaisser le taux de ses prises en pension (REPO), ce qui aurait diminué l'attrait des placements libellés en deutschemarks. En Europe, la monnaie allemande se montrait ferme, vendredi matin, en particulier face à la peseta. La devise espagnole cotait 84,35 pesetas pour un deutschemark, son cours le plus faible depuis le début du mois de mars. La peseta continuait à souffrir des déclarations du ministre de l'économie, Rodrigo Rato, qui a réclamé une parité de change *« plus réaliste »*.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours BDF 30/05	% 29/05	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	338,5700	+0,04	327	351
Ecu	6,3890	-0,19	—	—
Etats-Unis (1 usd)	5,1740	-1,22	4,9500	5,5500
Belgique (100 F)	16,4725	+0,04	15,9000	17
Pays-Bas (100 fl)	302,5400	+0,08	—	—
Italie (1000 lir.)	3,3405	-0,60	3,1300	3,6300
Danemark (100 krd)	87,6500	+0,05	83	93
Irlande (1 iep)	8,1765	+0,14	7,8000	8,5500
Gde-Bretagne (1 L)	7,9585	+0,22	7,5200	8,3700
Grèce (100 drach.)	2,1380	-0,30	1,9000	2,4000
Suède (100 krs)	76,3500	-0,47	72	82
Suisse (100 F)	412,7700	+0,42	397	421
Norvège (100 k)	79,1600	-0,03	75	84
Autriche (100 sch)	48,1150	+0,03	46,7000	49,8000
Espagne (100 pes.)	4,0145	-1,07	3,7800	4,3800
Portugal (100 esc.	3,2850	-0,30	2,9500	3,6500
Canada 1 dollar ca	3,7687	-0,95	3,5200	4,1200
Japon (100 yens)	4,8450	+0,70	4,6000	4,9500
Finlande (mark)	109,5700	-0,37	103	114

PARITES DU DOLLAR	31/05	30/05	Var. %
FRANCFORT : USD/DM	1,5356	1,5345	+0,07
TOKYO : USD/Yens	107,6200	108,3200	-0,65

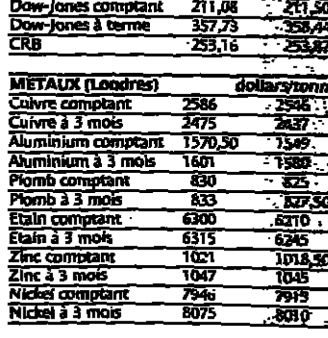
MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

DEVISES comptant:	demande	offre	demande 1 mois	offre 1 mois
Dollar Etats-Unis	5,2260	5,2255	5,1867	5,1857
Yen (100)	4,8664	4,8215	4,9679	4,8646
Deutschemark	3,3815	3,3810	3,3895	3,3890
Franc Suisse	4,1182	4,1146	4,1361	4,1320
Lire ital. (1000)	3,3515	3,3488	3,3360	3,3332
Livre sterling	7,9033	7,8978	7,8584	7,8532
Peseta (100)	4,0616	4,0596	4,0569	4,0525
Franc Belge	16,465	16,448	16,490	16,481

TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

DEVISES	1 mois	3 mois	6 mois
Eurofranc	3,81	3,84	3,90
Eurodollar	5,37	5,43	5,43
Eurolivre	6	6,06	6,12
Eurodeutschemark	3,31	3,28	3,21

L'OR

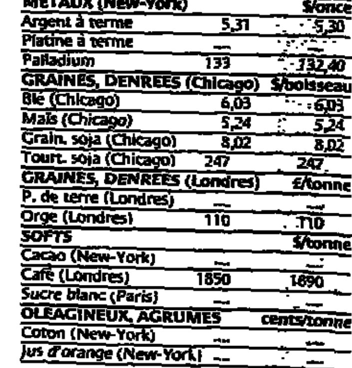


	cours 30/05	cours 29/05
Or fin (k. barre)	65500	65000
Or fin (en lingot)	66100	65600
Once d'Or Londres	391	391,30
Pièce française(20f)	376	373
Pièce suisse (20f)	377	373
Pièce Union lat(20f)	380	373
Pièce 20 dollars us	2700	2700
Pièce 10 dollars us	1330	1330
Pièce 50 pesos mex.	2425	2435

LE PÉTROLE

En dollars	cours 30/05	cours 29/05
Brent (Londres)	—	—
WTI (New York)	—	—
Crude Oil (New York)	—	—

LES MATIÈRES PREMIÈRES



INDICES	30/05	29/05
Dow-Jones comptant	211,08	211,50
Dow-Jones à terme	357,73	358,44
CRB	253,16	253,82
METAUX (Londres)		*dollars/tonne*
Cuivre comptant	2586	2546
Cuivre à 3 mois	2475	2437
Aluminium comptant	1570,50	1549
Aluminium à 3 mois	1601	1580
Plomb comptant	830	825
Plomb à 3 mois	833	827,50
Etain comptant	6300	6210
Etain à 3 mois	6315	6245
Zinc comptant	1021	1018,50
Zinc à 3 mois	1047	1045
Nickel comptant	7946	7915
Nickel à 3 mois	8075	8010

METAUX (New-York)		$/once
Argent à terme	5,31	5,30
Platine à terme	—	—
Palladium	133	132,40
GRAINES, DENREES (Chicago)		$/boisseau
Blé (Chicago)	6,03	6,03
Maïs (Chicago)	5,24	5,24
Grain. soja (Chicago)	8,02	8,02
Tourt. soja (Chicago)	247	247
GRAINES, DENREES (Londres)		£/tonne
P. de terre (Londres)	—	—
Orge (Londres)	110	110
SOFTS		$/tonne
Cacao (New-York)	—	—
Café (Londres)	1850	1890
Sucre blanc (Paris)	—	—
OLEAGINEUX, AGRUMES		cents/tonne
Coton (New-York)	—	—
Jus d'orange (New-York)	—	—

RÈGLEMENT MENSUEL

VENDREDI 31 MAI

Liquidation : 21 juin
Taux de report : 3,75
Cours relevés à 12 h 30

CAC 40 ↗ PARIS
+0,48 %
CAC 40 : 2118,51

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% + -	Nominal (1)
B.N.P.(T.P)	930	925	- 0,53	1000
Cr.Lyonnais(T.P.)	826	820	- 0,72	1000
Renault (T.P.)	1780	1785	+ 0,28	1000
Rhone Poulenc(T.P)	2000	2000	—	1000
Saint Gobain(T.P.)	1246	1225	- 1,68	1000
Thomson S.A (T.P)	1065	1080	+ 1,40	1000
Accor	738	748	+ 1,35	100
AGF-Ass.Gen.France	140	140	—	30
Air Liquide	878	895	+ 1,93	70
Alcatel Alsthom	471,60	471,90	- 0,06	40
Alcatel Cable ■	460,50	461	+ 0,10	10
Alspi	483	488	+ 1,03	50
Axa	295,10	296,40	+ 0,44	60
Axime	700	699	- 0,14	10
Bail Investis.	849	849	—	100
Bancaire (Cie)	563	566	+ 0,53	100
Bazar Hot. Ville	542	550	+ 1,47	50
Bertrand Faure	182,50	191	+ 4,65	5
BIC	575	587	+ 2,08	50
BIS	669	668	- 0,14	20
B.N.P.	192,50	192,90	+ 0,20	25
Bollore Techno.	605	612	+ 1,15	50
Bongrain	2540	2540	—	50
Bouygues	559	564	+ 0,89	50
Canal +	1250	1264	+ 1,12	20
Cap Gemini Sogeti	180,70	179,50	- 0,66	40
Carbone Lorraine	750	751	+ 0,13	50
Carrefour	2830	2848	+ 0,63	100
Casino Guichard	214,60	215,70	+ 0,51	10
Casino Guich.ADP	151	151,80	+ 0,52	10
Castorama Dl (Li)	953	968	+ 1,57	25
C.C.F.	245,80	252,40	+ 2,68	25
CCMX(ex.CCMC) Ly	59,50	58	- 2,52	10
Cegid (Ly)	457,50	457,50	—	25
CEP Communication	454,50	454	- 0,11	10
Cerus Europ.Reun	106,30	108	+ 1,59	100
Cetelem	1139	1146	+ 0,61	45
CGIP	1210	1215	+ 0,41	100
Chargeurs	1459	1461	+ 0,13	100
Christian Dior	748	731	- 2,27	50
Ciments Fr.Priv.B	242	240	- 0,82	25
Clarins	780	782	+ 0,25	50
Club Mediterranee	470,50	485	+ 3,08	25
Coflexip	197	197	—	10
Colas	950	951	+ 0,10	40
Comptoir Entrep.1	12,60	12,70	+ 0,79	10
Comptoir Moder.	2330	2339	+ 0,38	100
CPR	415	424	+ 2,16	50
Cred.Fon.France	32,25	31,35	- 2,79	100
Credit Local Fce	421,80	423,10	+ 0,30	100
Credit Lyonnais CI	140	142	+ 1,42	100
Credit National	356	356,50	+ 0,14	100
CS Signaux(CSEE)	263	280	- 1,06	100
Damart	4000	3980	- 0,50	50
Danone	763	760	- 0,39	10
Dassault-Aviation	620	683	+ 10,16	50
Dassault Electro	338,90	338,90	—	80
De Dietrich	258	263	+ 1,93	25
Degremont	479,40	479	- 0,08	50
Dev.R.N-P.Cal Li #	51,95	53	+ 2,02	100
DMC (Dollfus Mi)	251	246,50	- 1,79	75
Docks France	1127	1135	+ 0,70	10
Dynaction	139	138	- 0,71	25
Eaux (Cie des)	550	555	+ 0,90	100
Ecco	1237	1247	+ 0,80	25
Eiffage	734	735	+ 0,13	50
Elf Aquitaine	381,10	380,30	- 0,20	50
Eramet	401	396,50	- 1,12	20
Eridania Beghin	796	801	+ 0,62	65
Essilor Intl	1274	1258	- 1,25	20
Essilor Intl ADP	1010	1000	- 0,99	20
Esso	635	636	+ 0,15	50
Eurafrance	1954	1950	- 0,20	200
Euro Disney	13,55	13,70	+ 1,10	5
Europe 1	1172	1165	- 0,59	100
Eurotunnel	7,30	7,65	+ 4,79	—
Filipacchi Medias	991	998	+ 0,70	20
Fimextel	81	78,50	- 3,08	100
Fives-Lille	555	580	+ 4,50	50
Fromageries Bel	5050	5060	+ 0,19	50
Galeries Lafayette	1700	1690	- 0,58	100
GAN	150	147,10	- 1,93	10
Gascogne (B)	487	481	- 1,23	80
Gaz et Eaux	2181	2190	+ 0,41	50
Geophysique	306,80	303	- 1,23	10
G.F.C.	420	420	—	100
Groupe Andre S.A.	490	479,50	- 2,14	50
Gr.Zannier (Ly) #	116,90	113	- 3,33	10
GTM-Entrepose	308,50	307,10	- 0,45	50
Guilbert	770	778	+ 1,03	10
Guyenne Gascogne	1799	1798	- 0,05	100
Havas	440	441	+ 0,22	15
Havas Ad.Euro RSCG	595	590	- 0,84	50
Imetal	789	798	+ 1,14	50
Immeubl.France	345	341,20	- 1,10	50
Ingenico	72	71	- 1,38	10
Interbail	266	266	—	100
Intertechnique 1	602	600	- 0,33	100
Jean Lefebvre	310		—	50
Klepierre	635	630	- 0,78	100
Labinal	755	748	- 0,92	100
Lafarge	341,10	341,50	+ 0,11	25
Lagardere (MMB)	139,90	139,80	- 0,07	40
Lapeyre	308,30	308,20	- 0,03	10
Lebon	211	212	+ 0,47	50
Legrand	921	922	+ 0,16	10
Legrand ADP	627	625	- 0,31	10
Legris indust.	260	252,50	- 2,88	20
Locindus	873	869	- 0,45	150
L'Oreal	1558	1579	+ 1,34	10
LVMH Moet Vuitton	1266	1268	+ 0,15	10
Lyonnaise Eaux	505	506	+ 0,19	60
Marine Wendel	445	445	—	100
Metaleurop	57,70	55	- 4,67	50
Metrologie Inter.	20,20	20,05	- 0,74	10
Michelin	258,20	260,30	+ 0,81	12
Moulinex	76,10	77	+ 1,18	50
Nord-Est	140	140,10	+ 0,07	50
Nordon (Ny)	420,10	421	+ 0,21	20
NRJ #	683	685	+ 0,29	10
OLIPAR	125	123	- 1,60	200
Paribas	313,20	315,50	+ 0,73	50
Pechiney	219	218,80	- 0,09	100
Pechiney CIP	239	237	- 0,83	100
Pechiney Intl	103,50	104,50	+ 0,96	100
Pernod-Ricard	339,60	338,20	- 0,41	20
Peugeot	717	727	+ 1,39	35
Pinault-Prin.Red.	1600	1596	- 0,25	100
Plastic-Omn.(Ly)	451	452	+ 0,22	20
Poliet	557	557	—	50
Primagaz	566	568	+ 0,35	10
Promodes	1348	1357	+ 0,66	20
Publicis	402	403,80	+ 0,44	25
Remy Cointreau	157	155	- 1,27	10
Renault	140,90	141,40	+ 0,35	25
Rexel	1280	1280		20
Rhone Poulenc A	127,70	128,40	+ 0,54	25
Rochette (La)	31	31		10
Roussel Uclaf	1195	1196	+ 0,08	20
Rue Imperiale(Ly)	4400	4400	—	200
Sade (Ny)	208	204	- 1,92	100
Sagem SA	3070	3035	- 1,14	50
Saint-Gobain	667	666	- 0,14	100
Saint-Louis	1400	1396	- 0,28	100
Salomon (Ly)	3725	3700	- 0,67	25
Salvepar (Ny)	435	437	+ 0,45	50
Sanofi	398,80	399,90	+ 0,27	25
Sat	2000	2010	+ 0,50	100
Saupiquet (Ns)	1470	1490	+ 1,36	100
Schneider SA	241,80	241	- 0,33	50
SCOR SA	200,10	205,90	+ 2,89	25
S.E.B.	900	899	- 0,11	20
Sefimeg	343,10	343,50	+ 0,11	100
SEITA	199,90	201	+ 0,55	50
Selectibanque	106	106,10	+ 0,09	100
SFIM	1089	1070	- 1,74	100
SGE	117	115,50	- 1,28	85
Sidel	1270	1273	+ 0,23	10
Simco	469	468	- 0,21	100
S.I.T.A	1117	1120	+ 0,26	50
Skis Rossignol	1945	1927	- 0,92	100
Sligos	494,10	495	+ 0,18	25
Societe Gale A.	548	553	+ 0,91	30
Sodexho	1995	1980	- 0,75	100
Sommer-Allibert	1399	1400	+ 0,07	50
Sophia	229	229	—	25
Spir Communication	555	555	—	20
Strafor Facom	361	358	- 0,83	25
Suez	199,40	198,20	- 0,60	75
Synthelabo	440	442	+ 0,45	10
Technip ■	466,10	467	+ 0,19	20
Thomson-CSF	133,10	135,30	+ 1,65	20
Total	370,50	372	+ 0,40	50
UAP	103,20	103,40	+ 0,19	10
UFB Locabail	515	517	+ 0,38	100
UGC DA (M)	302	305,60	+ 1,19	50
U.C.	80,20	79	- 1,49	100
UIF	420	439	+ 4,52	100
U.I.S	181	180,90	- 0,05	25
Unibail	534	539	+ 0,93	100
Union Assur.Fdal	669	664	- 0,74	10
Usinor Sacilor	83	83	—	20
Valeo	275,50	280,40	+ 1,77	20
Vallourec	236,10	236,50	+ 0,16	100
Via Banque	178,80	182,20	+ 1,90	100
Worms & Cie	270,10	269,50	- 0,22	12
Zodiac ex.dt divid	1205	1200	- 0,41	10
Elf Gabon	1151	1155	+ 0,34	17

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	% + -	Nominal (1)
ABN Amro Hold.#	275,70	282,50	+ 2,46	5
Adidas AG # ■	384,50	385,50	+ 0,26	5
American Express	244,90	240	- 2	—
Anglo American #	333	331,20	- 0,54	—
Amgold #	527	530	+ 0,56	1
Arjo Wiggins App.	14,40	14,20	- 1,38	—
A.T.T. #	330	328,70	- 0,39	1
Banco Santander #	239	242	+ 1,25	750
Barrick Gold #	162,50	162,50	—	—
B.A.S.F. #	1415	1435	+ 1,41	50
Bayer #	1720	1737	+ 0,98	50
Blenheim Group	24,90	25	+ 0,40	—
Cordiant PLC	9,40	9,40	—	—
Crown Cork ord.	240	245,10	+ 2,12	5
Crown Cork PF CV	255	238	- 1,27	41
Daimler Benz #	2848	2849	+ 0,03	50
De Beers #	165,80	167,50	+ 1,02	—
Deutsche Bank #	240,90	241,90	+ 0,41	5
Dresdner Bank #	129	129,20	+ 0,15	5
Driefontein #	76,70	76,40	- 0,39	—
Du Pont Nemours #	421	419,20	- 0,42	—
Eastman Kodak #	385,10	394,40	+ 2,41	2
East Rand #	3,71	3,73	+ 0,53	1
Echo Bay Mines #	67,10	67,50	+ 0,59	—
Electrolux #	259	260,40	+ 0,54	25
Ericsson #	113	115	+ 1,76	2
Exxon Corp. #	441,50	449,10	+ 1,72	—
Ford Motor #	188	189	+ 0,53	1
Freegold #	60	60,15	+ 0,25	—
Gencor Limited #	19,50	20,05	+ 2,82	—
General Elect. #	429,90	432	+ 0,48	—
General Motors #	286,20	287,40	+ 0,41	1
Gle Belgique #	405	381	- 5,92	—
Grd Metropolitan	35	—	—	—
Guinness Plc #	37,40	38	+ 1,60	—
Hanson Plc	14,90	14,80	- 0,67	—
Harmony Gold #	59,10	60	+ 1,52	—
Hitachi #	48,35	48,55	+ 0,41	50
Hoechst #	1733	1717	- 0,92	50
I.B.M #	552	557	+ 0,90	1
I.C.I #	66,55	67,40	+ 1,27	1
Ito Yokado #	289,30	295	+ 1,57	50
Matsushita #	88,70	88,50	- 0,22	50
Mc Donald's #	254,30	255	+ 0,27	—
Merck and Co #	329	336,60	+ 2,31	—
Mitsubishi Corp.#	69,65	69,65	—	50
Mobil Corporat.#	583	584	+ 0,17	2
Morgan J.P. #	455	452,20	- 0,61	2
Nestle SA Nom. #	5510	5610	—	10
Nipp. MeatPacker #	76,50	75	- 1,96	50
Nokia A	216,40	222	+ 2,58	5
Norsk Hydro #	242,10	244	+ 0,78	20
Petrofina #	1516	1533	+ 1,12	—
Philip Morris #	532	523	- 1,69	1
Philips N.V #	181,10	181,50	+ 0,22	10
Placer Dome Inc #	149,20	149,20	—	—
Procter Gamble #	456	463	+ 1,53	—
Quilmes	255	257	+ 0,78	—
Randfontein #	39	38,50	- 1,28	—
Rhone Poul.Rorer #	333	330,20	- 0,84	—
Royal Dutch #	776	754	- 1,03	5
R T Z #	80	80,65	+ 0,81	—
Sega Enterprises	238,50	240	+ 0,50	50
Saint-Helena #	31,15	31	- 0,48	1
Schlumberger #	440,10	438,60	- 0,34	—
SGS Thomson Micro.	213,10	216,50	+ 1,59	13
Shell Transport #	72,20	73,40	+ 1,66	—
Siemens #	289,20	290,60	+ 0,48	5
Sony Corp. #	330,10	332,40	+ 0,69	50
Sumitomo Bank #	99,10	103,40	+ 4,33	50
T.D.K #	293,50	293	- 0,17	50
Telefonica #	93,75	92,15	- 1,70	500
Toshiba #	36,95	36,30	- 1,75	50
Unilever #	702	702	—	4
United Technol. #	560	567	+ 1,25	5
Vaal Reefs #	532	525	- 1,31	—
Volkswagen A.G #	1803	1811	+ 0,44	50
Volvo (act.B) #	107	109,10	+ 1,96	5
Western Deep #	237	237,10	+ 0,04	2
Yamanouchi #	116	112,40	- 3,10	50
Zambia Copper	3,37	3,37	—	—

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché.

DERNIÈRE COLONNE (1) :
Lundi daté mardi : % variation 31/12
Mardi daté mercredi : montant du coupon
Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon
Jeudi daté vendredi : compensation
Vendredi daté samedi : nominal

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12 h 30

VENDREDI 31 MAI

OBLIGATIONS	% du nom.	% du coupon
BFCE 9% 91-02	115,60	5,262 d
CEPME 8,5% 88-97CA	104,20	7,396 ↑
CEPME 9% 89-99 CA#	111,11	7,356 ↑
CEPME 9% 92-06 TSR	114,50	8,338
CFD 9,7% 90-03 CB	119	5,262
CFD 8,6% 92-05 CB	114	2,726 ↓
CFF 10% 88-98 CA#	110	6,082 d
CFF 9% 88-97 CA#	105,05	[illegible]
CFF 10,25%90-01CB#	115,50	2,303 d
CLF 8,9% 88-00 CA#	112,08	8,165 ↓
CLF 9%88-93/98 CA#	106,87	3,894
CNA 9% 4/92-07	117,82	8,789
CRH 8,6% 92/94-03	112,60	8,838 ↑
CRH 8,5% 10/87-88#	108,97	2,142 d
EDF 8,6% 88-89 CA#	110,60	2,608
EDF 8,6% 92-04 #	113,66	1,383
Emp.Etat 6%93-97 #	101,96	5,328
Finansder 9%91-06#	116,71	4,721
Finansd.8,6%92-02#	113,10	3,085 ↓
Flora9,75% 90-99#	113,14	8,445 ↓
OAT 8,5% 87-97CA#	104,48	8,036 ↑
OAT 9,90%85-97CA#	108	4,734
OAT 88-98 TME CA	102,20	2,108
OAT 9/85-98 TRA	102,50	4,486 ↑
OAT 9,50%88-98 CA#	109,53	8,981
OAT TMB 87/99 CA	99,78	3,519
OAT 8,125% 89-99 #	108,86	0,265 ↓
OAT 8,50%90/00 CA#	111,16	1,807
OAT 85/00 TRA CA	105,65	5,446 ↑
OAT 10%5/85-00 CA#	116,50	0,247
OAT 89-01 TME CA	—	2,108
OAT 8,5% 87-02 CA#	113,46	4,482 d
OAT 8,50% 89-19 #	114,41	5,207 d
OAT 8,50%92-23 CA#	114,70	0,955 ↓
SNCF 8,8% 87-94CA	108,90	2,981
Lyon.Eaux 6,5%90CV	913	[illegible]

ACTIONS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours
Arbel	248	242,90
Bains C.Monaco ◆	562	562
B.N.P.Intercont.	362	362,30
Bidermann Intl ◆	110	110
B T P (la cie) ◆	7,60	7,60
Centenaire Blanzy ◆	400,50	400,50
Ceragen Holding ◆	20,25	20,25
Champex (Ny) ◆	20,80	20,80
CIC Un.Euro.CIP	371	368
C.I.T.R.A.M. (B) ◆	2590	2590
Cpt Lyon Alem ◆	376,10	376,10
Concorde-Ass Risq	858	878
Cpe Valfond ex.CMP ◆	12,20	12,20
Darblay	480	480
Didot Bottin	860	850
Eaux Bassin Vichy	3800	4085
Ecla	771	760
Ent.Mag. Paris ◆	1190	1190
Eridania Beghin CI ◆	800	808
Fidei	38,20	38,80
Finalens	380	395
F.I.P.P. ◆	110,80	110,80
Fonciere (Cie)	546	545
Fonciere Euris	220	221
Foncina #	452	450
France I.A.R.D ◆	1006	1006
France S.A	1320	1320
From. Paul-Renard ◆	2050	2050
Gaumont #	382,90	387
Genefim ◆	158	158
Gevelot	1825	1790
G.T.I (Transport)	395	400
Immobail	113,10	115,50
Immobanque	749	749
Lucia	55	54
Monoprix ◆	142,10	142,10
Metal Deploye ◆	423,10	423,10
Mors #	15,50	15,35
Navigation (Nle)	65	65,80
Paluel-Marmont ◆	275	332,50 o
Exa.Clairefont(Ny)	1404	1400
Parfinance	209,10	205
Paris Orleans	280	285
Piper Heidsieck ◆	1350	1350
Promodes (CI)	939	939
PSB Industries Ly	360	352
Rougier #	475	475
Saga	166	165,80
Salins du Midi	475	460
Silic	754	750
S.I.P.H. ◆	183,80	189,80
Sofal	78	89
Soffo	382	383
Sofragi	3940	3860
Soudure Autogene ◆	1029	1029
Sovabail	325	325
Taittinger	1850	1850
Tour Eiffel ◆	283,90	283,90
Vicat	453	453

ACTIONS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours
Bayer.Vereins Bank	139,80	140,20
Commerzbank AG	1080	1080
Fiat Ord	18,10	18,10
Gevaert	302,30	302,30
Gold Fields South	166	166
Kubota Corp.	29,75	32,752 d
Montedison act.ep.	10,05	10,05
Olympus Optical	49,50	49,50
Ottomane(cie Fin.)	350	350
Robeco	385,50	386,60
Rodamco N.V.	147,10	145,70
Rolinco	421,20	422,50
Solvay SA	3010	3010

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12 h 30

VENDREDI 31 MAI

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Acial (Ns) #	57,45	56
AFE #	539	[illegible]
Aigle #	178,80	[illegible]
Albert S.A (Ns)	130,20	[illegible]
Altran Techno. #	1500	1500
Montaignes P.Gest. ◆	729	729
Assystem #	560	568
Bque Picardie (Li) ◆	602	602
Bque Sofirec (M) ◆	570	[illegible]
Bque Tarneaud(B)#	235,60	[illegible]
Bque Vernes	465	[illegible]
Beneteau # ◆	650	[illegible]
B I M P	70	[illegible]
Boiron (Ly) #	644	[illegible]
Boisset (Ly)# ◆	215,10	215,10
But S.A.	340	[illegible]
Cardif SA	836	[illegible]
C.E.E #	272	272
CEGEP # ◆	154	154
Cermex # (Ly)	368	369
CFPI #	241,10	245
Change Bourse (M)	335	348
Christ.Dalloz #	1620	1630
Cipe France Ly #	465	460
CNIM CA#	195	186
Codetour	330	320
Comp.Euro.Tele-CET	340	340
Conflandey S.A.	308,10	308,10
C.A.Haute Normand.	329	323
C.A.Ille & Vilaine	337	337
C.A.de l'Isere Ly#	394	395
C.A. Oise CCI	265,50	263,60
Creeks	58	57,05
Devanlay	559	560
Devernois (Ly)	519	512
Ducros Serv.Rapide ◆	75	75
Ecco Trav.Tempo Ly	461,50	463
Europ.Extinc.(Ly)	251	250
Europ Propulsion	615	619
Expand s.a	250	260
Factorem	735	735
Faiveley #	348	342
Finacor ◆	115,10	115,10
Fininfo	540	530
Fructivie	643	643
Gautier France #	289	288,50
Gel 2000	83,20	87,35
GFI Industries # ■	661	670
Girodet (Ly) # ◆	42	42
GLM S.A ◆	275,10	275,10
Grandoptic.Photo #	694	695
Cpe Guillin # Ly	204	195
Kindy #	178	177,90
Guerbet	383	383
Hermes internat.1#	1450	1445
Hurel Dubois	512	513
ICBT Groupe #	226	226
I.C.C. ◆	175	175
Idianova	69,90	69
Int. Computer # ◆	138,90	138,90
IPBM	65,95	66
M6-Metropole TV	571	566
Manitou #	600	602
Manutan	920	920
Marie Brizard	1265	1270
Maxi-Livres/Profr.	236	238
Mecelec (Ly) ◆	81,70	81,70
MGI Coutier	264	265
Monneret Jouet Ly# ◆	78	78
Naf-Naf #	78,70	78
N.S.C Schlum. Ny ◆	723	723
OGF Omn Gest.Fin.	900	710
Onet #	1019	1030
Paul Predault #	190	786
P.C.W. ◆	19	19
Petit Boy #	107	105
Pochet ◆	912	912
Poujoulat Ets (Ns) ◆	250	258
Radiall #	660	650
Rallye(Cathiard)Ly	231	218
Reydel Indust.Li ◆	945	946
Robertet #	1379	1380
Rouleau-Guichard	446	455
Securidev # ■	77	77
Smoby (Ly)#	615	619
Sofco (Ly)	116,90	118
Sofibus ◆	372	372
Sogepag #	141,50	131,20
Sogeparc (Fin)	686	680
Sopra	378	360
Steph.Kelian # ◆	92,05	92,05
Sylea	498	495
Teisseire-France	210	210
TF1-1	595	600
Thermador Hold(Ly)	384	381
Trouvay Cauvin #	89,90	88,90
Unilog	586	587
Union Fin.France	506	505
Via Credit(Banque) ◆	121,60	121,60
Viel et Cie #	141,60	142,90
Vilmorin et Cie #	494	498
Virbac	740	745

NOUVEAU MARCHÉ

Cours relevés à 12 h 30

VENDREDI 31 MAI

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
High Co.	265,10	265
Infonie	450	450
Joliez-Regal	100	109
Proxidis	84	84

HORS-COTE

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

VENDREDI 31 MAI

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
B.A.C. ◆	0,04	0,04
Crédit Gén.Ind. ◆	29	29
Générale Occidentale ◆	38,30	38,30
Mumm ◆	1251	1251
Nobel ◆	185	185
Sté lecteurs du Monde ◆	160	160

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ◆ cours précédent; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SICAV et FCP

Une sélection
Cours de clôture le 30 mai

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
AGIPI		
Agipi Ambition (Axa)	122,13	[illegible]
BANQUE POPULAIRE		
Valorg ◆	2409	[illegible]
BANQUE TRANSATLANTIQUE		
Arbitr. Court Terme ◆	9429,28	9429,28
Arbitr. Première ◆	9026,72	[illegible]
Arbitr. Sécurité ◆	17276,34	[illegible]
BNP		
Antigone Trésorerie	854168	854168
Natio Court Terme	13721	13721
Natio Court Terme2	372763	372763
Natio Epargne	2163,22	2141,20
Natio Ep. Capital C/D	15514,26	[illegible]
Natio Ep. Croissance	2350,48	[illegible]
Natio Ep. Obligations	212,58	[illegible]
Natio Epargne Retraite	142,83	[illegible]
Natio Epargne Trésor	10587,80	[illegible]
Natio Epargne Valeur	554,73	[illegible]
Natio France Index	1126,88	[illegible]
Natio Immobilier	1231,80	[illegible]
Natio Inter	1858,01	[illegible]
Natio Monétaire C/D	5835,70	[illegible]
Natio Opportunités	166,81	[illegible]
Natio Patrimoine	1530,19	1500,19
Natio Perspectives	1257,74	1238,08
Natio Placements C/D	76412,95	76412,95
Natio Revenus	1080,68	1068,98
Natio Sécurité	11567,80	11567,80
Natio Valeurs	1050,59	1029,99
BRED BANQUE POPULAIRE		
Moneden	89271,93	89271,93
Oblig. ttes caté.	234,32	230,86
CDC GESTION		
Livret Bourse Inv. D	643,72	624,97
Le Livret Portefeuille D	876,55	851,02
Nord Sud Dévelop. C/D ◆	2184,09	2179,73
Patrimoine Retraite C	297,88	292,08
Sicav Associations C	2360,48	2360,48
CDC TRESOR		
Fonsicav C	19015,07	18977,12
Mutual. dépôts Sicav C	18273,36	[illegible]
CAISSE D'EPARGNE		
Ecur. Actions Futur D	214,94	208,58
Ecur. Capicourt C	221,52	220,97
Ecur. Capitalisation C	228,28	226,62
Ecur. Distrimonétaire D	10277,11	10277,11
Ecur. Expansion C	79948,34	[illegible]
Ecur. Géovaleurs C	2978,63	2881,27
Ecur. Investis. D	175,43	170,32
Ecur. Monétaire C/D	12677,23	12677,23
Ecur. Trésorerie C/D	311,82	311,82
Ecur. Trimestriel D	1974,93	[illegible]
Eparcourt-Sicav D	191,75	[illegible]
Horizon C	1721,71	[illegible]
Prévoyance Ecur. D	98,86	97,88
Fonds communs de placements		
Ecur. Capipremière C	11297,44	11274,89
Ecur. Sécuripremière C	11512,11	11500,61
Ecur. Sensipremière C	11871,73	11842,12
CNCA (CRÉDIT AGRICOLE)		
Amplia ◇	115801,71	115801,71
Atout Amérique	146,40	142,83
Atout Asie	105,96	103,38
Atout Futur C	612,49	597,55
Atout Futur D	584,26	570,01
Coexis	1816,28	1782,41
Dieze	1876,25	1847,27
Elicash ◇	918358,47	918358,67
Epargne-Unie	170,60	166,44
Eurodyn	1807,71	1763,62
Indicia ◆	1267,91	1236,75
Moné.JC ◇	11580,45	11580,45
Moné.JD ◇	11580,45	11580,45
Oblifutur	3948,67	3875,04
Oraction	1861,55	1836,15
Proficius	1023,14	1008,06
Revenu-Vert	1197,36	1175,08
Sévéa ◆	107,31	104,69
Synthésis	15941,05	15628,48
Uni Foncier	1260,77	1230,02
Uni France	670,10	653,76
Uni Garantie C	1703,52	1671,76
Uni Garantie D	1385,08	1359,25
Uni-Régions	1645,51	1605,38
Univar C ◇	300,16	300,16
Univar D ◇	300,16	300,16
Univers Actions	189,63	185
Univers-Obligations	2191,83	2150,96
CIC BANQUES		
Francic	574,41	557,68
Francic Pierre	120,41	116,90
Francic Régions	1689,89	1640,67
CIC PARIS		
Cicamonde	1326,03	1287,41
Converticic	357,33	352,05
Ecocic	1463,54	1420,91
Oblicic Mondial	3348,93	3299,44
Oblicic Régions	1185,70	1168,18
Rentacic	165,69	163,24
CREDIT LYONNAIS		
Euroco Solidarité	1305,61	1292,68
Lion 20000	16698,93	16698,93
Lion Association	11162,87	11162,87
Lion Plus	1404,44	1376,90
Lion Trésor	2324,73	2301,71
Oblilion	1810,67	1792,74
Sicav 5000	577,10	565,78
Slivafrance	959,79	940,97
Slivam	480,36	470,94
Slivarente	237,71	233,05
Slivinter	609,86	597,90
Trilion	5286,51	5218,67
CRÉDIT MUTUEL FINANCE		
Avenir Alizes	2050,99	2010,77
Crédit Mutuel Capital	1714,56	1680,94
Créd.Mut.Ep.Cour.T	864,25	864,25
Créd.Mut.Ep.Ind. Cap	103,84	101,06
Créd.Mut.Ep.J	22331,85	22331,85
Créd.Mut.Ep.long.T	230,78	224,60
Créd.Mut.Ep.Monde	1249,55	1216,31
Créd.Mut.Ep.Quatre	1109,70	1087,94
LCF E. DE ROTHSCHILD BANQUE		
Asie 2000	752,58	720,17
Saint-Honoré Capital	17850,79	17330,86
St-Honoré March. Emer.	645,59	617,79
St-Honoré Pacifique	808,03	779,23
LEGAL & GENERAL BANK		
Sécuritaux	1786,58	1786,58
Stratégie Actions	964,49	927,39
Stratégie Rendement	1776,93	1721
LA POSTE		
Amplitude Monde C	824,92	804,80
Amplitude Monde D	803,62	784,02
Elanciel D	134,02	130,75
Emergence Poste C/D	112,19	109,45
Géobilys C	614,26	605,18
Géobilys D	598,95	590,10
Intensys C	113,69	113,52
Intensys D	108,86	108,70
Latitude C	144,43	144,29
Latitude D	135,89	135,75
Obligys D	578,84	570,29
Plénitude C/D	159,84	155,94
Poste Gestion C	43127,47	43127,47
Revenus Trimestr. D	5282,74	5230,44
Solstice D	2357,33	2351,45
Thésora C	915,97	906,98
Thésora D	833,74	825,49
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE		
Actimonétaire C	36894,82	36894,82
Actimonétaire D	31401,88	31401,88
Cadence 1 D	1073,58	1062,95
Cadence 2 D	1059,89	1049,40
Cadence 3 D	1064,94	1054,40
Capimonétaire C	1999,39	1997,39
Capimonétaire D	1857,71	1855,85
Capioblig C	8472,95	8389,06
Interoblig C	6465,32	6401,31
Intersélection France D	593	581,37
S.G. France opport. C	1720,09	1686,36
S.G. France opport. D	1658,74	1626,22
Sogenfrance C	1508,70	1479,12
Sogenfrance D	1392,36	1365,06
Sogepargne D	313,47	310,37
Soginter C	1809,46	1773,98
Fonds communs de placements		
Favor D	1260,98	1236,25
Sogeliance D	1705,22	1671,78
Sogenfrance Tempo D	145,78	142,92

SYMBOLES
◇ cours du jour; ◆ cours précédent.

AUJOURD'HUI

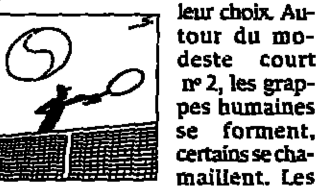
SPORTS

TENNIS **Cédric Pioline s'est qualifié, jeudi 30 mai, pour le troisième tour des Internationaux de France de Roland-Garros. Après s'être défait de l'Américain Richey Reneberg, il sera, avec Guy Forget, l'un des deux Français à parvenir à ce stade de la compétition. ● ARNAUD BOETSCH s'est incliné face au Néerlandais Paul Haarhuis. Quant à Gérard Solvès, il a été logiquement balayé par Thomas Muster, le tenant du titre, alors que Lionel Roux s'est effacé devant le Tchèque Petr Korda. ● CHEZ LES FRANÇAISES, seule Sandrine Testud a rejoint Mary Pierce et Sarah Pitkowski pour le troisième tour. ● STEFAN EDBERG a retardé ses adieux à Roland-Garros, en l'emportant sur l'Espagnol Carlos Moya, seul vainqueur cette année de Thomas Muster sur terre battue. Michael Stich a effectué un match convaincant face au Britannique Greg Rusedski.**

Le soleil a renforcé le moral de Goran Ivanisevic et de tous les attaquants

La chaude journée du jeudi 30 mai a été celle de l'offensive, avec les qualifications du joueur croate, tête de série nº 5, mais aussi d'autres membres de la « famille » de ceux qui privilégient l'offensive, comme Marc Rosset, Michael Stich et Stefan Edberg

ONZE HEURES. Le stade s'ébroue sous la chaleur déjà belle. Les portes sont ouvertes depuis une demi-heure, ceux qui n'ont droit qu'aux courts annexes ont déjà fait leur choix. Autour du modeste court nº 2, les grappes humaines se forment, certains se chamaillent. Les sièges sont vite conquis. On attend Goran Ivanisevic, croate et tête de série nº 5. Il fait partie des chouchous du tournoi. Ce public très latin l'aime pour ses gaffes et ses colères, pour la foudre de son jeu et pour cet entêtement à pratiquer l'attaque sur une terre qui ne semble jamais la sienne, au point qu'il y paraisse toujours si énervé.



ROLAND-GARROS

Sa présence, à Paris, est tantôt fugace – il fut éliminé au premier tour, en 1995 –, tantôt frustrante : depuis 1990, il est quart-de-finaliste les années paires. C'est d'ailleurs Roland-Garros qui a changé sa vie de joueur. Son élimination en 1995 provoqua une scène de ménage plus forte que d'habitude avec son entraîneur de cinq ans, Bob Brett, qui abandonna devant un tel caractère. Les deux hommes se sont finalement quittés en octobre.

Venu sans vrai coach, mais entouré de compatriotes et d'un préparateur physique, Goran Ivanisevic voudrait faire bien à Paris. Il souhaiterait aussi être mieux compris : *« Parce que j'ai ce service incroyable, tout le monde fait de moi un joueur de gazon ou des autres surfaces rapides*, grogne-t-il. *C'est oublier que j'ai grandi sur la terre battue. J'aime cette surface. Et puis nous sommes dans un tournoi du Grand Chelem et, dans les tournois du Grand Chelem, tout est possible. »* Un peu original comme il est, il voudrait faire rire le sort en gagnant ici le premier tournoi majeur de sa carrière après avoir manqué de si peu, justement, la victoire, sur le gazon des Championnats de Grande-Bretagne. Pourtant, Goran est venu à Paris chancelant, sa saison brisée en deux. Jusqu'en mars, il est l'homme fort du circuit, vainqueur de quatre tournois, finaliste de trois autres. Pourtant, sa mécanique s'est déréglée à l'Open de Monte-Carlo. Après, la terre battue s'est dérobée sous ses pieds.

LE SECRET DES GAUCHERS

Au premier tour, contre un vrai « limeur » de fond de court, l'Espagnol Jordi Arrese, Goran s'est montré en garçon sage, supportant la longueur des échanges, acceptant de construire ses points sur son somptueux service et réglant le compte de l'Espagnol de ses passing-shots tirés en parallèle le long de la ligne. Jeudi matin, Goran a décidé de faire suivre le même traitement à son tennis. Il roule toujours des yeux vers son clan, jure un rien en croate, mais se veut patient dans son tennis.

En face de lui, David Wheaton. Le grand Américain comprend bien trop vite que ce Goran-là ne se laissera pas prendre dans les plis de son caractère de chien. Derrière un coup droit raté, un ace vient servir d'éteignoir à colère. Après ce retour dans les tribunes gloussantes, une volée si naturelle de limpidité vient clore un jeu, puis le premier set.

David Wheaton, joueur de talent toujours sur le retour et au jeu trop bon-chic-bon-genre pour alarmer le Croate, tente de trouver les solutions en alternant balles longues et courtes. Las, Goran les fouette avec le même dédain. Alors, tout va trop vite pour l'Américain : cette panoplie de services-volées et ces retours de service, surtout, tirés dans les coins improbables, ce secret des gauchers. Wheaton a beau tonner, heurter lourdement les balles, il perd ses services avec des abois de regrets. Goran, ombrageux, laisse filer quelques coups avant de faire taire sa colère d'un nouveau point absolu.

A Roland-Garros, Ivanisevic apparaît idéalement comme un empêcheur de tourner en rond, à l'exemple de tous les attaquants. Car, malgré les récentes averses orageuses et une première journée de bruine, les courts de la porte d'Auteuil sont très secs parce que bâchés avant les Internationaux de France, quotidiennement saupoudrés de calcium pour absorber l'humidité, et promptement couverts lundi.

COURTS TRÈS RAPIDES

La sécheresse de ces derniers jours les a rendus encore plus rapides, ce qui n'est évidemment pas pour déplaire à Goran, qui, de plus, apprécie particulièrement les balles préparées spécialement pour le rendez-vous, fusantes, à son goût.

Cette vélocité n'a pourtant pas suffi à expliquer une victoire remarquablement nette. Goran Ivanisevic est décidément patient. *« L'an dernier, je suis venu ici avec de bons résultats*, dit-il. *J'étais très confiant. Je voulais gagner le point vite et bien. Cela explique mon élimination. Cette année, après mes mauvais débuts sur terre battue, je suis venu moins sûr de moi. Et, quand je joue mal, je ne me rue pas sur toutes les balles. »*

Son avenir dans le tournoi, il l'imagine comme celui *« d'un attaquant à Roland-Garros »*. Selon lui *« tout est possible sur ce genre de surface. En battant Sergi Bruguera, Pete Sampras nous a donné l'exemple que l'on peut gagner en jouant l'offensive. Et en jouant de façon extraordinaire »*. En cette journée chaude, Stefan Edberg a suivi l'exemple de Goran Ivanisevic. Aérien au filet avec une volée à pleurer de bonheur, le Suédois a balayé Carlos Moya. L'Espagnol est le seul joueur à avoir battu Thomas Muster (tenant du titre et favori à Paris) sur terre battue cette saison. Roland-Garros se prend à s'encanailler.

Bénédicte Mathieu

Arnaud Boetsch à contre-pied

Pour expliquer sa défaite au deuxième tour, en quatre sets, face au Néerlandais Paul Haarhuis, Arnaud Boetsch explique : *« A 5 à 1 au premier set, je me sens bien. Je suis léger. Je tape bien la balle. Je suis content d'être sur le terrain, je me sens vraiment à l'aise. Le jeu se passe mal. Il me fait un lob. La balle est en plein soleil, je ne peux pas la taper. J'ai perdu le point. Je me suis fait breaker. Je n'étais pas inquiet plus que cela. La tension commençait à arriver. Ensuite, il a gagné son jeu. Le match commençait à s'engluer. Je n'étais plus aussi dominateur sur le jeu. Lui commençait à se dire : Il y a une faille. Il est rentré dedans. Il l'a agrandie et je ne m'en suis pas sorti. »* Après les victoires de Cédric Pioline et de Sandrine Testud, les Français sont représentés par deux hommes et trois dames pour le troisième tour des Internationaux de France.

Michael Stich se lance dans une opération séduction en l'absence de son frère ennemi, Boris Becker

IL RAYONNAIT en évoquant son match quasi parfait face au Britannique Greg Rusedski jeudi 30 mai. Le soleil, qui durcit les courts et accélère les points, stimule l'imagination. On se prend à rêver que le trophée des Internationaux de France pourrait revenir à un attaquant. Michael Stich ne juge pas l'hypothèse saugrenue. Après tout, Yannick Noah s'est chargé en 1983 de démontrer que le service-volée n'est pas rédhibitoire sur terre battue, et lui-même s'est hissé jusqu'en demi-finales à Paris en 1991. Discret malgré lui sur les courts cette saison, Michael Stich aimerait surtout regagner un peu de terrain sur Boris Becker, blessé et grand absent, qui l'a supplanté au classement depuis sa victoire à l'Open d'Australie, en janvier.

Stich a faim de matches et de victoires. Il a prévenu en éliminant ses deux premiers adversaires en trois manches sèches. Il est pourtant arrivé à Paris rempli d'appréhension. Il y a seulement quelques jours, au tournoi de Rome, il parlait de renoncer, par manque de repères. Nikki Pilic, le capitaine de l'équipe allemande de Coupe Davis, l'a convaincu que la compétition est le meilleur moyen de se situer. Il ne regrette rien : *« Même si j'ai encore les jambes un peu molles et que je trouve les longs déplacements latéraux difficiles. »*

Michael a présumé de ses forces. Sa cheville gauche, endommagée dans une chute spectaculaire le 20 octobre 1995 au tournoi de Vienne (Autriche), et encore fragile, l'a contraint début janvier, au tournoi du Qatar, à renoncer à l'Open d'Australie. Il a pris sa revanche un mois plus tard en balayant Richard Krajicek, Andreï Medvedev et Goran Ivanisevic pour l'emporter à Anvers. A Milan, en avril, il s'est à nouveau blessé à la cheville... en enfilant son short dans les vestiaires avant un deuxième tour contre Guy Forget.

L'indifférence qu'on lui a témoignée pendant sa convalescence l'a blessé. Il en regrette presque l'impudeur envahissante des médias allemands, qu'il a toujours dénoncée et qu'il a fui en s'installant à Salzbourg, en Autriche. Il a découvert l'apathie et l'égoïsme de ses homologues du circuit, lui qui est un joueur d'équipe. *« J'ai beaucoup appris ces six derniers mois*, semble-t-il regretter. *Le circuit est une sorte de famille de laquelle on est exclu dès qu'on est blessé. Cela m'a fait prendre du recul. Maintenant, je suis plus détendu, et j'éprouve davantage de plaisir à jouer. »*

Seul devant son téléviseur avec son épouse Jessica, il a assisté au triomphe australien de son frère ennemi, Boris Becker. Pis, il l'a vu, impuissant, s'autoproclamer leader d'une équipe de Coupe Davis qu'il sert ou boude, selon son humeur. Michael a mal digéré cette ingérence dans le domaine qu'il s'était approprié comme une consolation, puisque sa victoire à Wimbledon semblait lointaine (1991) et que sa finale contre André Agassi à l'US Open 1994 n'a pas eu la moitié du retentissement de celle de Becker contre Pete Sampras à Wimbledon l'an passé.

« Il accepte mal de rester le numéro deux alors qu'il est intrinsèquement meilleur joueur de tennis, meilleur orateur, et plus joli garçon que Boris Becker, analysent presque unanimement des représentants de la presse allemande. *Mais Becker était là d'abord, et il est plus intelligent sur le plan des rapports humains. Toute demande d'interview à Stich doit être effectuée par fax ; alors, s'il l'emportait ici, on ne ferait pas plus d'un ou deux articles importants. Lorsque Becker gagne un tournoi du Grand Chelem, il nous en donne pour des semaines en organisant un petit cocktail-conférence informel. »* Outsider à Paris et meilleure chance allemande en l'absence de Becker, Michael Stich compte cependant bien réussir son opération séduction.

Patricia Jolly

L'organisation de la Coupe du monde de football de 2002 réveille les tensions entre le Japon et la Corée du Sud

TOKYO
de notre correspondant

Jusqu'au vote des membres du comité exécutif de la Fédération internationale de football (FIFA), samedi 1er juin à Zurich, la lutte entre la Corée du Sud et le Japon pour accueillir la Coupe du monde de football en 2002 aura été vive. Elle a même réveillé un antagonisme séculaire entre les deux pays. L'occupation de la péninsule coréenne par le Japon entre 1910 et 1945 reste dans la mémoire des Coréens, entretenue par leurs dirigeants qui savent jouer quand il le faut de la rancune nationale à l'égard de leur voisin. Bien que leur culture leur doive beaucoup, les Japonais, de leur côté, ont tendance à considérer les Coréens avec une certaine condescendance et ceux d'entre eux qui vivent dans l'archipel s'estiment victimes de discriminations.

Ce n'est pas la première fois que la Corée et le Japon sont en compétition pour un événement sportif : ce fut le cas pour les Jeux olympiques de 1988 qui revinrent à Séoul au grand dam de Nagoya. Plus encore que pour ses retombées économiques, la tenue de cette première Coupe du monde en Asie est une question de prestige national. La bataille entre les deux pays intervient en outre au moment où leurs relations connaissent un regain de tension à propos d'un litige territorial concernant des îlots de la mer du Japon (Tokto en coréen et Takeshima en japonais).

Alors qu'au Japon l'opinion publique est assez indifférente, mais non les préfectures, qui rivalisent de projets et de construction de stades (c'est le cas de la région pauvre d'Aomori, qui s'est dotée d'un stade de 40 000 places d'un coût de 15 milliards de dollars), en Corée s'est développée ces dernières semaines une véritable fièvre nationaliste. Selon les sondages, 86 % de la population coréenne soutient la candidature du pays.

Le football n'est pas étranger à l'histoire tourmentée de relations nippo-coréennes : les stades étaient le seul lieu où, pendant la période de colonisation, les Coréens pouvaient en découdre avec les Japonais. Le championnat du Japon de 1936, où ces derniers furent battus, reste un haut fait des annales du patriotisme coréen. *« Nous sommes une nation de joueurs de football »*, a déclaré le président Kim Young-sam en rappelant que la Corée a participé à quatre Coupes du monde alors que le Japon n'a jamais été qualifié.

SENTIMENTS NATIONALISTES

Dans les coulisses, Coréens et Japonais se sont livrés à un lobbying actif auprès des vingt membres de la Fédération internationale des associations de football (FIFA), dont les membres d'une mission d'inspection ont été reçus, en 1995, à Séoul, comme des hôtes officiels. Quant au Japon, il a cultivé les relations avec certains pays (Tunisie, Arabie saoudite ou île Maurice) qui bénéficient de son aide au développement.

La Corée du Sud aurait également promis, dit-on, des avantages économiques. Séoul s'est engagé à faire don de 8 millions de dollars pris sur les profits du match final pour la promotion du football à travers le monde. Le Japon prévoit, lui, de dépenser quelque 50 milliards de dollars en infrastructures s'il est désigné pour accueillir la Coupe dont le clou serait un « stade virtuel » : un écran géant de 80 mètres sur 35 permettant aux spectateurs qui n'auront pas eu de place de suivre la partie.

L'âpreté de la compétition entre les deux pays et les risques d'une aggravation malsaine des sentiments nationalistes avaient conduit Tokyo à proposer, en 1994, une organisation commune de la Coupe. Une proposition retenue par Séoul mais qui avait suscité un tollé des fédérations des deux pays. Le premier ministre coréen Lee Soo-sung avait relancé l'idée le 3 mai. Son homologue japonais, Yukihiko Ikeda, a répondu évasivement en se retranchant derrière les règlements de la FIFA.

Une solution qui semblait cependant ne pas déplaire au président de l'Union européenne de football (UEFA), Lennard Johansson, préoccupé par le tour émotionnel et politique que prenait la compétition entre la Corée et le Japon.

Outre le problème des règlements de la FIFA, qui prévoit qu'un seul pays accueille la Coupe, se pose celui de la Corée du Nord. Il serait pour le moins étrange que le Japon et la Corée du Sud se partagent l'organisation de la Coupe alors que l'autre partie de la nation coréenne en est exclue. Pyongyang a proposé en janvier, pour accueillir la Coupe, une candidature commune qui a embarrassé Séoul. Pour les Jeux olympiques de 1988, l'organisation commune de ceux-ci par les deux Corées avait été à l'ordre du jour, mais ce projet ne s'était jamais concrétisé en dépit de la construction d'un gigantesque stade à Pyongyang.

Compte tenu de l'héritage historique et des relations passionnelles qu'entretiennent la Corée du Sud et le Japon, l'organisation d'une Coupe du monde transfrontalière pourrait avoir une portée symbolique – encore plus grande si, d'une manière ou d'une autre, la Corée du Nord est associée à l'événement. La récente tension dans la péninsule à la suite des incursions des soldats nord-coréens dans la zone démilitarisée qui sépare les deux pays a, en effet, jeté une ombre sur la candidature de Séoul. Rarement l'organisation d'une Coupe du monde de football aura eu autant d'implications politiques.

Philippe Pons

La bataille des deux « Sir »

Les deux plus célèbres footballeurs britanniques de tous les temps, Stanley Matthews et Bobby Charlton, tous deux anoblis par la reine, ont pris fait et cause chacun pour un des deux camps engagés dans la compétition pour l'organisation de la Coupe du monde 2002. Pour Sir Stanley, âgé de quatre-vingt-un ans, les Coréens « ont beaucoup d'expérience, le niveau de leur football est très bon ». Plus jeune, Sir Bobby, le héros de la Coupe du monde victorieuse de 1966, travaille pour sa part comme consultant pour le camp japonais depuis deux ans. Il donnait encore une ultime conférence de presse, mercredi 29 mai, pour soutenir la candidature du Japon.

RÉSULTATS

BASKET-BALL

NBA

Conférence ouest (finale)

Utah Jazz - Seattle	118-83

Seattle et Utah sont à égalité (3-3)

TENNIS

INTERNATIONAUX DE FRANCE

SIMPLE MESSIEURS (2e tour)

Deuxième quart du tableau

G. Ivanisevic (Cro., nº 5) b. D. Wheaton (E-U) 7-5, 6-2, 6-4 ; B. Ulihrach (Tch.) b. A. Medvedev (Ukr.) 6-3, 6-7 (10-12) 6-1, 6-4 ; B. Karbacher (All.) b. A. Gaudenzi (Ita.) 6-3, 6-4, 6-4 ; P. Haarhuis (P-B) b. A. Boetsch (Fra., nº 11) 7-5, 2-6, 6-2, 6-4 ; M. Rosset (Sui., nº 14) b. J. Novak (Tch.) 6-2, 6-4, 6-3 ; J. Hlasek (Sui.) b. J. Siemerink 6-2, 1-6, 6-3, 7-6 (7-3) ; S. Edberg (Suè.) b. C. Moya (Esp.) 6-2, 6-2, 6-1 ; M. Chang (E-U, nº 4) b. R. Fromberg (Aus.) 6-4, 3-6, 7-6 (7-5), 6-4

Quatrième quart du tableau

C. Pioline (Fra.) b. R. Reneberg (E-U) 7-5, 6-2, 6-3 ; A. Berasategui (Esp.) b. H. Dreekmann (All.) 6-2, 6-3, 6-3 ; P. Korda (Tch.) b. L. Roux (Fra.) 7-5, 6-4, 6-4 ; M. Rios (Chi., nº 9) b. J. Stoltenberg (Aus.) 6-4, 6-3, 6-3 ; M. Stich (All., nº 15) b. G. Rusedski (G-B) 6-3, 7-5, 6-3 ; M. Tillström (Suè.) b. M. Knowles (Bah.) 5-7, 6-3, 1-6, 6-4, 6-3 ; A. Voinea (Rou.) b. S. Schalken (P-B) 5-7, 6-3, 6-4, 6-2 ; T. Muster (Aut., nº 2) b. G. Solvès (Fra.) 6-1, 6-3, 6-0.

SIMPLE DAMES

S. Graf (All., nº 1) b. N. Bradtke (Aus.) 6-2, 6-2 ; P. Langrova (Tch.) b. P. Kamstra (P-B) 6-2, 4-6, 6-1 ; G. Pizzichini (Ita.) b. J. Halard-Decugis (Fra.) 6-7 (4-7), 6-4, 7-5 ; M.-J. Fernandez (E-U, nº 11) b. H. Nagyova (Slvq.) 6-2, 6-4 ; B. Paulus (Aut., nº 16) b. K. Boogert (P-B) 6-2, 6-4 ; G. Leon-Garcia (Esp.) b. K. Nagatsuka (Jap.) 6-1, 6-0 ; S. Testud (Fra.) b. P. Suarez (Arg.) 7-5, 6-3 ; I. Majoli (Cro., nº 5) b. R. Grande (Ita.) 6-3, 7-6 (7-3).

Deuxième quart du tableau

C. Martinez (Esp., nº 3) b. R. Zrubakova (Slq.) 6-3, 7-5 ; A. Grossman (E-U) b. N. Dechy (Fra.) 6-3, 6-3 ; N. Zvereva (Bié.) b. A. Serra-Zanetti (Ita.) 6-3, 6-3 ; A. Coetzer (AfS, nº 14) b. F. Lubiani (Ita.) 6-4, 6-1 ; L. Davenport (E-U, nº 9) b. S. Park (Cor.) 6-1, 6-2 ; Y. Basuki (Indo.) b. L. Courtois (Bel.) 7-5, 6-2 ; L. Wild (E-U) b. S. Cecchini (Ita.) 6-7 (5-7), 7-6 (7-3), 6-2 ; K. Date (Jap., nº 7) b. T. Jecmenica (You.) 6-4, 6-2

■ **BASKET :** l'équipe d'Utah Jazz a battu les Seattle Supersonics (118-83), jeudi 30 mai, à Salt Lake City, égalisant à trois victoires partout en finale de la Conférence Ouest du championnat professionnel américain de basket-ball (NBA). Les deux équipes disputeront le match décisif dimanche 2 juin, à Seattle. Le vainqueur affrontera ensuite les Chicago Bulls, vainqueurs de la Conférence Est, pour le titre NBA disputé au meilleur de sept rencontres. – *(AFP.)*

■ **FOOTBALL : Aimé Jacquet** a annoncé la composition de l'équipe de France qui affrontera l'Allemagne, samedi 1er juin, à Stuttgart. La seule incertitude concerne Zinedine Zidane, qui ressent une petite douleur au niveau du fessier gauche. Si Zinedine Zidane devait s'abstenir, Youri Djorkaeff descendrait d'un cran, et Loko et Dugarry seraient associés en attaque. L'équipe de France s'alignerait alors dans la composition suivante : Lama-Thuram, Desailly, Blanc, Di Méco-Karembeu, Deschamps (cap.), Djorkaeff, Guérin-Loko, Dugarry.

■ **Lille (D1), Nancy (promu en D1) et Toulouse (D2) ont été placés sous recrutement contrôlé** pour la saison 1996-1997, jeudi 30 mai, par la direction nationale du contrôle de gestion (DNCG) du football professionnel français. Toulouse s'est vu en outre interdire de recruter à titre onéreux, après audition de ses dirigeants par la DNCG, indique un communiqué de la Ligue nationale de football (LNF). Les clubs de Marseille (promu en D1), Montpellier (D1) et Laval (D2) pourront, eux, recruter librement.

■ **NATATION :** Franziska Van Almsick, la star de la natation allemande, a été repêchée in extremis, jeudi 30 mai, pour le 100 mètres nage libre des Jeux olympiques par le Comité olympique allemand (NOK). Elle ne s'était qualifiée pour Atlanta que dans le 200 mètres nage libre, en réussissant la meilleure performance mondiale de l'année (1 min 58 sec 88) aux championnats d'Allemagne, et avait échoué dans les autres épreuves. – *(AFP.)*

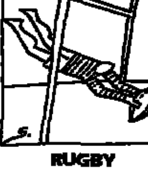
Brive compte sur ses avants pour étouffer Toulouse

Les Corréziens n'ont jamais gagné le bouclier de Brennus

Le Stade toulousain et Brive se disputeront le titre de champion de France de rugby, samedi 1er juin au Parc des Princes. Détenteurs du record du nombre de victoires, les Toulousains veulent gagner un troisième titre consécutif. Les Brivistes courent, eux, après leur premier succès en championnat.

BRIVE
de notre envoyé spécial

Les hommes forts ont toujours été appréciés à Brive-la-Gaillarde. Les murs du club-house déclinent en noir et blanc cette passion pour le muscle. Les avants envahissent les photos, comme s'ils s'étaient appropriés toute la mémoire du Club Athlétique Brive-Corrèze (CABC). Ici, entre les bières pression et les claques dans le dos, on aime les charges tonitruantes qui font exploser les défenses, les mètres de terrain parcourus le ballon sur le coeur.


RUGBY

La tradition est ancienne, inscrite dans l'histoire d'une équipe déjà trois fois finaliste mais jamais championne. A l'orée des années 70, Brive fut l'un des rares opposants à la tyrannie biterroise. Les avants étaient bons, grands et forts. Michel Yachvili se souvient qu'ils n'avaient peur de personne, sauf des « monstres » du Languedoc. « *Aujourd'hui,* affirme l'ancien talonneur corrézien, *certains sont des joueurs d'exception qui rassurent l'ensemble de l'équipe. C'est un retour vers une identité de jeu* ».

UN RÊVE

Ce sont eux les auteurs du miracle. Au début de l'automne, qui eût promis la finale aux Brivistes ? L'équipe était neuve, sortait à peine des turbulences d'une guerre de succession pour la présidence du club. Et les ambitions de Patrick Sébastien, l'imitateur-animateur, élu sur la base d'une approche professionnelle du rugby, s'étalaient sur trois ans. Trois ans pour revenir au Parc.

Pour s'offrir le premier bouclier de Brennus de l'histoire du CABC. La saison 1995-1996 ne devait être qu'une étape dans le plan de conquête, marqué par l'arrivée d'un préparateur physique, et d'un conseiller de luxe, Nick Farr-Jones, capitaine de l'équipe d'Australie, championne du monde en 1991 du monde (et à l'occasion, consultant du *Monde*). N'empêche que le président du CABC a d'abord utilisé les confortables ressources financières du club pour recruter des poids lourds. L'argent des sponsors a servi à renforcer le pack. Nostalgie d'ancien avant ? Ou adhésion naturelle à la culture de l'équipe ? En quelques semaines, la Corrèze a vu débarquer un quatuor de nouveaux brivistes, moteur du futur succès. *Didier Casadeï, le pilier,* venait d'Agen. Thierry Labrousse, le numéro huit de Périgueux, Vincent Moscato, le talonneur, de Bordeaux, et Laurent Bonventre, le seconde ligne, de Dijon. « *Trois joueurs techniques, et un poumon* » commente sobrement Laurent Seigne, l'entraîneur.

A eux quatre, ils ont aidé à l'accouchement d'un nouveau Brive. Ils rejoignaient Alain Carminati, arrivé l'année précédente de Castres en précurseur du nouveau style. Et chacun a trouvé son rôle dans la construction d'un pack capable d'affronter des adversaires aussi rudes que Pau en demi-finale. Vincent Moscato s'est retrouvé leader de la meute, comme aux meilleurs moments de sa période béglaise.

Nanti d'un titre de champion de France en 1991, taxé, selon ses *propres mots,* « *de débile profond* » par ses détracteurs, expulsé à plusieurs reprises par les arbitres, Moscato doit à Brive de revenir sur le devant de la scène des mêlées et des groupés pénétrants. « *On a su mettre en œuvre un jeu d'avants dynamiques, appuyé par une énorme technicité,* assure le talonneur, *on gagne nos matches collectivement.* »

« *Devant, quand on s'y met, il n'y a pas grand monde qui nous bouge* », renchérit Thierry Labrousse. Depuis le début des phases finales, les avants brivistes ont partout imposé leur loi. Le numéro huit tient pour beaucoup dans cette domination. Brive guignait le joueur depuis plusieurs saisons. *Pierre Villepreux,* lors de son bref passage à la direction sportive du club, l'avait contacté à deux reprises. A Brive, malgré un choix de jeu plus restrictif, il a découvert le haut niveau du championnat et l'équipe de France. Tout comme son copain Laurent Bonventre. Grâce au parcours de leur club, à leur rôle éminent au sein du groupe des avants, ils ont franchi un cap important de leur carrière.

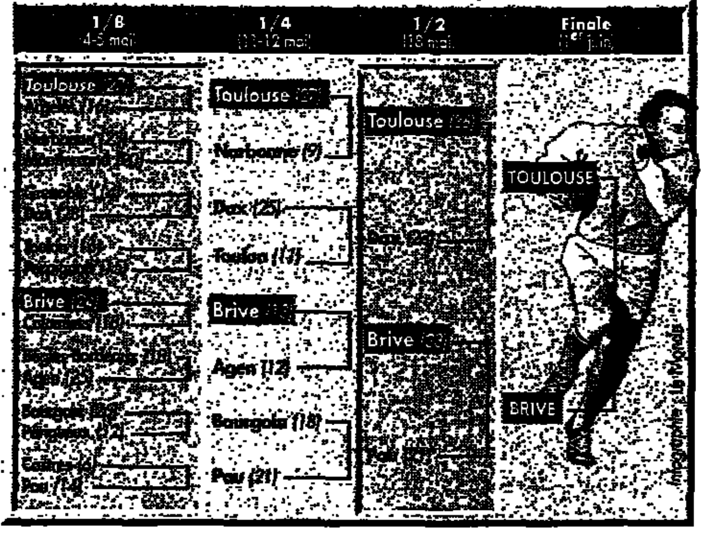
Sûr de sa force, le pack briviste a-t-il pour autant une âme ? Avant même la qualification pour la finale, il bruissait de rumeurs de départ. Pour l'instant, aucun des nouveaux joueurs ne s'est fermement engagé pour la saison prochaine. Laurent Bonventre affirme qu'il y aura encore quatre ou cinq recrutements. Cette fois, les trois-quarts auraient la priorité. Laurent Seigne, l'entraîneur, se félicite de l'entente qui règne entre les avants. D'autres prétendent que seul l'argent et les résultats font le ciment, artificiel, de l'équipe.

Ex-président du CABC, Jean-Jacques Gourdy est aujourd'hui dans une opposition ferme et discrète aux dirigeants en place. « *Une équipe qui gagne a toujours raison* », affirme cependant le prédécesseur de Patrick Sébastien. Son projet était différent. Il reposait sur la formation, le recrutement de juniors, *et sur un rugby offensif et complet,* directement inspiré de la méthode toulousaine. Jean-Jacques Gourdy s'inquiète de l'avenir du club.

Que se passerait-il si Patrick Sébastien, soutenu par Pierre Dauzier, PDG d'Havas et sponsor du club, décidaient de s'en aller ? La question n'est pas à l'ordre du jour. Dans les rues tranquilles de Brive, seule compte la finale contre un Stade toulousain. On fait confiance aux avants. Pour le rêve encore vivace d'un premier couronnement.

Pascal Ceaux

Le parcours des deux finalistes



Les chiffres du match

● **Retransmission :** en direct du Parc des Princes sur France 2 à 20 h 35

● **Arbitre :** Patrick Thomas (Drôme-Ardèche) assisté de MM. Robin (*Périgord-Agenais*) et Dumé (Côte d'Argent)

● **Titres :** Douze fois champion de France (en 1912, 1922, 1923, 1924, 1926, 1927, 1947, 1985, 1986, 1989, 1994, 1995), Toulouse détient le record du nombre de titres devant Béziers (11), le Stade Français, Lourdes et Agen (8). Brive n'a jamais été champion de France.

● **Finales :** Avant le match de samedi, Toulouse était parvenu 17 fois en finale, chiffre record devant Béziers (15) et le Stade Français (14). Brive a disputé trois finales en 1965, 1972 et 1975.

« La bonne longueur d'avance » du Stade toulousain

A QUELQUES HEURES *de la confrontation* des deux clubs de sa vie, Pierre Villepreux ne changera pas. Entre Toulouse et Brive, les finalistes du championnat de France de rugby, il n'y a pas vraiment de *dilemme. Pierrot s'est toujours senti* un peu plus toulousain que briviste. Né en Corrèze, l'ancien arrière du XV de France s'est épanoui sur les bords de la Garonne. Le joueur, comme l'entraîneur, y a bâti ses plus beaux souvenirs de rugby. De Brive, il ne lui reste qu'une finale malheureuse disputée en 1965, et près de trente ans après, un passage éclair à la direction sportive du club, soldée par un départ fracassant. Pierre Villepreux n'a pas eu le temps de donner une âme à ses ambitions pour le club corrézien.

A Toulouse, il a conquis ses galons de technicien d'élite du jeu de mouvement. Pour lui, comme pour Robert Bru et Jean-Claude Skrela, ses acolytes dans la quête d'un rugby complet, le Stade toulousain fut un laboratoire, le lieu où s'élaboraient de nouvelles méthodes d'entraînement, consacrées par les premiers triomphes au Parc des Princes en 1985 et 1986.

Aujourd'hui, les « *rouge et noir* » ne jouent plus tout à fait de la même manière. Les entraîneurs n'ont pas renié l'héritage. Ils ont simplement fait un tri, pour extraire de ce choix leur propre originalité. Et les joueurs ont appris à vivre sans Villepreux, qui ne retrouve son rugby que « *par intermittence* ». Plus forts en défense, moins inspirés dans la création, *il leur reste malgré tout* « *une bonne longueur d'avance* » sur tous les adversaires que leur propose *le championnat de France. Brive n'aura* que la force de son pack et les coups de génie d'Alain Penaud à leur opposer. « *Si les avants de Brive font un grand match, et que Penaud joue bien au pied, Toulouse ne pourra compter que sur la création pour s'en sortir* », note cependant Pierre Villepreux, comme pour résumer toutes les incertitudes d'une finale.

Par-delà les quatre-vingts minutes du match, il souligne un autre enjeu que révèle l'opposition de deux cultures d'équipe. Toulouse, malgré sa richesse, appuie sa force sur la formation. Le Stade attire les jeunes de la région Midi-Pyrénées, et les éduque au style de l'équipe première que les meilleurs d'entre eux rejoindront. Brive a choisi l'option d'un recrutement tous azimuts. Le club s'est offert une élite, capable d'obtenir des résultats au plus vite. Ce n'est pas le mode de fonctionnement de Pierre Villepreux. « *Si le système perdure pendant quinze ans avec Brive, je reconnaîtrai que je me suis trompé.* »

Faut-il former les joueurs pour gagner ou pour faire du spectacle ? La question est posée à chaque nouvelle finale. Toulouse a su provoquer l'enthousiasme en 1985 et distiller l'ennui, dix ans plus tard, comme pour illustrer les deux faces de la victoire. « *Je suis plus respectueux du jeu,* proclame Villepreux, *Est-ce qu'un titre de champion de France vaut qu'on le sacrifie ?* »

P. Ce.

Benetton lutte à front renversé avec Ferrari en Espagne

Championne du monde en titre, l'écurie dirigée par Flavio Briatore est en perte de vitesse depuis le début de la saison. Elle va tenter de renouer avec le succès

BARCELONE
de notre envoyé spécial

Grande triomphatrice de la saison 1995 de formule 1 (onze victoires et le titre des pilotes pour Michael Schumacher), l'écurie Benetton n'a guère connu que la désillusion au cours des six premiers grands prix 1996. Pour satisfaire la fierté retrouvée des *tifosi*, l'industriel du textile a inscrit en début d'année l'écurie à la Fédération italienne du sport automobile. Une adhésion purement administrative, puisque l'équipe est restée basée à Enstone, près d'Oxford (Grande-Bretagne). Symboliquement, elle signifait toutefois que Benetton s'estimait prêt à assurer la relève de Ferrari, en quête du titre des constructeurs depuis 1983. Un défi en quelque sorte lancé par l'ambitieuse famille d'industriels du textile, qui n'a mis que dix ans pour atteindre les sommets de la formule 1; abandonnés par la marque au cheval cabré soutenue par Fiat, le premier groupe italien.


FORMULE 1

Péché d'orgueil ? Aujourd'hui, Benetton ne figure plus qu'à la troisième place du classement provisoire du championnat du monde des constructeurs, derrière Williams et Ferrari. Au volant d'une voiture rouge, miraculeusement redevenue *performante, Michael Schumacher* prouve que ses deux titres devaient tout autant à son talent qu'aux qualités de sa voiture. Avec trois podiums et deux pole-positions, il domine régulièrement Jean Alesi et Gerhard Berger aussi bien en course qu'en qualifications. Pour ces deux anciens pilotes de Ferrari, la désillusion est de taille.

A six reprises depuis le début du championnat, accidents ou pannes mécaniques ont empêché l'une des deux Benetton de figurer à l'arrivée d'une course. Jean Alesi n'est monté sur le podium qu'au Brésil (2e) et en Argentine (3e), Gerhard Berger n'a pris qu'une 3e place à Saint-Marin. L'an dernier à la même époque, Michael Schumacher avait déjà empoché les points de trois victoires. Il y a quinze jours, le Grand Prix de Monaco a pris des allures de déroute : une suspension arrière cassée a privé Jean Alesi d'une victoire promise.

COUPE MILITAIRE

L'heure est donc à la reprise en main. Le directeur de l'écurie Benetton, Flavio Briatore, l'a exprimé physiquement en adoptant une coupe de cheveux quasi militaire. Et son analyse de la situation se veut sans complaisance : « *C'est vrai que nous sommes en retard. L'intersaison a été trop courte pour bien nous préparer. Nous avions mis tous nos moyens pour assurer la conquête des titres à la fin de 1995, et nous n'avons pas pu faire suffisamment évoluer les voitures pour les premiers grands prix.* »

L'écurie est surtout orpheline de Michael Schumacher : « *La voiture n'avait pas été dessinée pour Jean Alesi et Gerhard Berger. Nous l'adaptons progressivement depuis le début de la saison. Les progrès, en matière d'aérodynamisme en particulier, devraient être sensibles au Grand Prix du Canada.* » Avant de mettre au point une voiture complètement nouvelle pour la saison 1997, les techniciens de Benetton tentent de redresser la situation à Barcelone.

« *De grandes écuries comme Williams ont déjà mal démarré une saison,* dit Flavio Briatore. *Le Grand Prix d'Imola, au début du mois de mai, a été l'occasion de faire le point. Les 300 membres de l'équipe ont compris qu'il fallait faire preuve de solidarité dans cette période difficile.* »

L'avertissement vaut aussi pour les pilotes. Jean Alesi, en particulier, affiche depuis quelques semaines la mine triste d'un Snoopy privé de sa niche. Le semblant de sourire affiché à Monaco après les essais a vite été effacé par la terrible déception provoquée par son abandon. Gerhard Berger tait ses récriminations depuis que l'écurie lui a demandé davantage de discrétion. Les deux pilotes sont souvent les premiers dans les stands pour les séances de mise au point.

Flavio Briatore s'efforce de « *mettre de l'huile* » dans ces mécaniques humaines : « *Jean possède les qualités pour gagner des courses et pour devenir champion du monde. De notre côté, nous devons lui fournir une voiture plus performante pour les séances de qualification. Il faut veiller à ce qu'il puisse retrouver sa sérénité.* » Les critiques des *tifosi* inquiètent le directeur de l'écurie Benetton : « *C'est le pilote qui prend tous les risques. Une crise de confiance peut avoir des conséquences dramatiques.* » Beau joueur, Flavio Briatore se félicite cependant du retour de Ferrari et du resserrement des valeurs au sommet de la formule 1 depuis le début de la saison : « *La compétition entre deux écuries italiennes relance aussi l'intérêt du public pour les grands prix.* »

Christophe de Chenay

JEUX, GRILLES ET PROBLÈMES

MOTS CROISÉS
Problème n° 918

HORIZONTALEMENT

I. Moderne tonneau des Danaïdes. – II. A prévu un examen. Fait avancer sur un pied supplémentaire. – III. Pour un anniversaire. Opaques sur le devant de la tête et fraîches en dessous. – IV. Bien concrets. Français... exclusivement. – V. Sa production plaît aux écologistes. Coupera tout ce qui dépasse. – VI. Ils n'en croient pas leurs yeux. Mis en branle. – VII. Note. Chaton. Autrefois sacré. – VIII. Bête à fourrure. On connaît sa tête de cochon. – IX. En Israël. A sa place dans le plan. – X. Son héros avait seulement cinq sous. Art, dit-on. – XI. Charmante affection qui attaque la rate, le foie, le sang, etc.

VERTICALEMENT

1. La belle illusion. – 2. Manque cruellement de charme. – 3. De justesse, peut-être, mais sans bobo. Promesse vérifiée peut-être en bien ou en mal. – 4. Place choisie. Passerais un bon moment. – 5. Cactus. Il a été frotté. – 6. *Bourse. Pour le même.* – 7. Elle a reçu de l'oxygène. Impopulaire chez l'écologiste. – 8. Rendent des services. Surveillez les pieds, il en manque le bout. – 9. Pour la pluie et Barbara. Rendis violet. – 10. Article. Retient tout commerce à son point de départ. – 11. Note inversée. Caractérisent certaines huiles. – 12. Sac à viande.

SOLUTION DU N° 917

Horizontalement

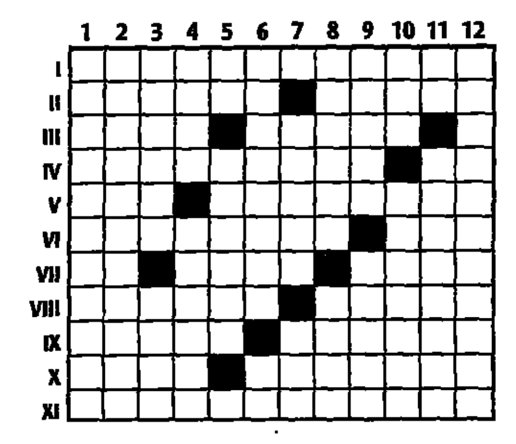
I. Petit déjeuner. – II. Acéphale. Bête. – III. Triée. Assurai. – IV. Rançon. Ut. Omn. – V. Intarissables. – VI. Usine. Gaine. – VII. Our. Cirent. Tr. – VIII. Inini. Aléas. – IX. Nie. Erié. Voué. – X. Etranglements.

Verticalement

1. Patrimoine. – 2. Ecran. Unit. – 3. Teinturier. – 4. Ipécas. – 5. Théoricien. – 6. Da. Nini. RG. – 7. Ela. Sérail. – 8. Jésus. Elée. – 9. Stagne. – 10. Ubu. Batave. – 11. Neroli. Son. – 12. Etament. Ut. – 13. Réinsérées.

François Dorlet

▶ SOS MOTSCROISÉS.
3615 LEMONDE (2,23 F/mn).



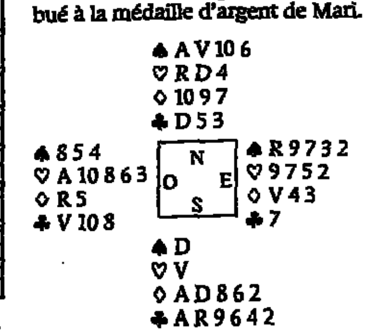
ANACROISÉS (R)
Problème n° 919

HORIZONTALEMENT

1. ABEOPQTU. – 2. CCEOPU. – 3. EEILMSUV. – 4. AABINRZZ. – 5. ELLOOTUU. – 6. ACEINSTT. – 7. BCEOORT. – 8. AEHMRSSU (+1). – 9. AAGSTT. – 10. EEEIMTT. – 11. DEEORRR. – 12. EINORRU. – 13. AADEEMNR. – 14. CEEEILRT (+1). – 15. CEEGHOR. – 16. BEILRS (+3). – 17. ADEEEGNT (+1). – 18. EEIMNORT (+1). – 19. EELSUUUX. – 20. AERSTUU (+1).

VERTICALEMENT

21. EEGILNP (+1). – 22. AEFILNNR. – 23. AACIMMNO. – 24. AEQTTUU. – 25. EELLRU. – 26. ALLNTUU. – 27. AEIRRT (+6). – 28. ACDEEORT (+1). – 29. CEIINOST. – 30. AEOSTV. – 31. DEEORRST. – 32. EEEMNST. – 33. AEINNS (+2). – 34. AALMOR. – 35. FIIOST. – 36. ACEEHMR (+2). – 37. BCEEHTTU. – 38. ACEEHSTT (+1). – 39. DEIORSTU (+3). – 40. BEEELRTT. – 41. AAEEGRS (+1). – 42. EEELRUV (+1). – 43. AEEMNSTT (+1).



SOLUTION DU N° 918

1. POETIQUE. – 2. LAVEUSE (EVALUES). – 3. AINESSES. – 4. OTAIENT. – 5. IVOIRIN. – 6. ERRIONS (RONIERS). – 7. ORMOIE. – 8. EDITION. – 9. INFLUEES. – 10. ETISIES, extrêmes maigreurs. – 11. ISOGONE. – 12. BLAIRONS (RABLIONS, ROSALBIN). – 13. ESSOREE. – 14. ABAISSER (RABAISSE...). – 15. TANAISIE. – 16. RISORIUS. – 17. CETOSES. – 18. ESTERS (SERTES...). – 19. VINSSENT. – 20. PENITENT. – 21. BLAIREE (BELERAI). – 22. OLIVADE (DELOVAI, DEVOILA) – 23. *OLIBRIUS*. – 24. ORANAIS. – 25. OINTES (ETIONS, SOIENT, TONIES). – 26. INTROIT. – 27. ARASER (RASERA). – 28. OIGNONS. – 29. USINONS (NUISONS, SINUONS, UNISSON). – 30. IRISERAS. – 31. ANEMIEES. – 32. LITRONS. – 33. OUSTACHI (TOUCHAIS). – 34. AGNOSIE (AGENOIS, AGONIES, AGONISE, SONGEAI). – 35. VENIELS (NIVELES). – 36. RASTAS. – 37. NIERIONS (RENIIONS). – 38. USINEE. – 39. GENESES. – 40. SENSUEL. – 41. TSIGANES (TIGNASSE, *AGISSENT, GISANTES, SIGNATES*).

Michel Charlemagne et Michel Duguet

▶ SOS ANACROISÉS.
3615 LEMONDE (2,23 F/mn).

BRIDGE
Problème n° 1687

CHAMPIONNAT DU MONDE INDIVIDUEL

Un championnat individuel se dispute suivant la même formule qu'un tournoi par paires, mais *en changeant à chaque table de partenaire.* En 1994, l'épreuve avait été gagnée par l'Islandais Baldursson devant Christian Mari.

Voici une donne qui avait contribué à la médaille d'argent de Mari.

Nord : ♠ A V 10 6 ♥ R D 4 ♦ 10 9 7 ♣ D 5 3
Ouest : ♠ 8 5 4 ♥ A 10 8 6 3 ♦ R 5 ♣ V 10 8
Est : ♠ R 9 7 3 2 ♥ 9 7 5 2 ♦ V 4 3 ♣ 7
Sud : ♠ D ♥ V ♦ A D 8 6 2 ♣ A R 9 6 4 2

Ann. : S. don. N.-S. vuln.

Sud	Ouest	Nord	Est
Mari	Sundelin	Weili	Sussel
1 ♣	1 ♥	contre	3 ♥
4 ♦	passe	4 ♥	passe
5 ♥	passe	6 ♣	passe...

Ouest (Sundelin), craignant d'être coupé *s'il entamait* l'As de Cœur, a cru bon d'attaquer atout. *Comment Mari, en Sud, a-t-il gagné* le PETIT CHELEM À TRÈFLE contre toute défense ?

Réponse

Mari a *pris le 8 de* Trèfle avec le Roi, et il a joué la Dame de Pique prise par l'As quand Ouest a fourni le 4 de Pique, puis il a fait *l'expasse à Pique* en jouant le Valet de Pique qu'Est a *laissé* passer et sur lequel Sud a défaussé son singleton à Cœur. Il lui restait ensuite à ne perdre qu'un Carreau en jouant le 10 de Carreau du mort et en faisant l'impasse au Valet...

COURRIER DES LECTEURS

L'ouverture de 3 SA

« Aujourd'hui, écrit S. H., on peut, paraît-il, ouvrir de 3 SA avec *une longue mineure pleine même sans garde dans une autre couleur.* Or je ne vois pas de justification pour une annonce avec laquelle on risque de chuter de dix levées. Ne cherche-t-on pas là à épater la galerie ? »

Cette convention, qui existe déjà depuis quarante ans, n'a (contrairement aux apparences) que des avantages : *1°* elle éclaire exactement le partenaire ; *2°* c'est un barrage efficace car elle place les enchères adverses au palier de quatre ; *3°* elle est sans danger car, si le partenaire pense que 3 SA est infaisable, il doit dire 4 Trèfles sur lesquels l'ouvreur dira 4 Carreaux si sa mineure n'est pas Trèfle...

COURONNE INDIVIDUELLE DAMES

Le champion du monde individuel dames a consacré Elisabeth Delor, membre de l'équipe de France, qui a remporté la médaille d'or devant Bénédicte Cronier.

Un tournoi individuel, comme un tournoi par paires ordinaire, exige du talent et de la réussite, *comme le montre la donne jouée* dans un tournoi mixte en Espagne, à Lloret de Mar.

Nord : ♠ R ♥ D 8 6 5 2 ♦ V 2 ♣ A R 10 5 2
Ouest : ♠ 9 7 ♥ V 10 9 4 3 ♦ 8 3 ♣ D 9 7 4
Est : ♠ A V 10 6 5 3 ♥ – ♦ R 10 9 6 4 ♣ V 6
Sud : ♠ D 8 4 2 ♥ A R 7 ♦ A D 7 5 ♣ 8 3

Ann. : O. don. Tous vuln.

Ouest	Nord	Est	Sud
Mme G.	Pierron	Cabanes	E. Delor
passe	1 ♥	2 ♥	contre
passe	passe	2 ♠	3 SA...

Ouest a entamé le 9 de Pique pour le Roi sec et l'As d'Est qui a rejoué le Valet de Pique. Sud a pris avec la Dame de Pique et a tiré l'As de Cœur, *mais* Est n'a pas fourni. Sud a alors joué le 8 de Trèfle pour le 4 et le 2. Est a pris avec le Valet et, pour ne pas affranchir le 8 de Pique, il a rejoué Trèfle. *Comment Elisabeth Delor a-t-elle fait* TROIS SANS ATOUT *avec deux levées de mieux* (onze levées), quelle que soit la défense ?

Note sur les enchères

Le cue-bid à « 2 Cœurs » promettait un bicolore à Pique et à Carreau, et Elisabeth Delor comprit que les Cœurs étaient mal partagés et qu'il fallait jouer 3 SA avec la conviction que Nord, qui n'avait sans doute pas de force à Pique ni surtout à Carreau, était bien gardé à Trèfle.

Philippe Brugnon

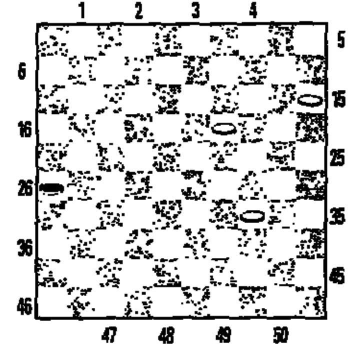
DAMES
Problème n° 532

CAP SUR LA TECHNIQUE

Les fidèles amateurs du « Coin du débutant » se reconnaîtront vite, parce que désormais aguerris, dans « Cap sur la technique », autre horizon sans limite mais moins éloigné de « L'univers magique ». Les défis « en simultané » leur seront vite accessibles.

Voici le premier exemple d'une aventure sans frontières.

– Où damer et avec quel pion ?



Les Blancs jouent et gagnent.

La réaction instinctive pousse à mettre en action le pion à 15, le plus proche de la ligne damante. Les *fausses solutions apparaissent* alors vite d'elles-mêmes. Mais, à partir du pion à 19, deux fausses solutions méritent un temps de réflexion.

Première fausse solution : 19-14 (26-31) 14-10 (31-37) [et non (31-36)] 10-5 (37-42) 5-14 [interdisant (42-48)] (42-47) 34-30 mais (47-42) [etc., =] *et non* (47-36) car 14-41 (36 x 47) 30-24, +.

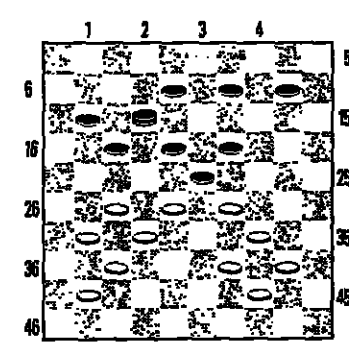
Deuxième fausse solution : 19-14 (26-31) 14-9 (31-37) 9-3 (37-41) [et non (37-42) car 3-20, les Noirs sont mat] 3-14 (41-47) 34-30 (47-42), etc., =.

SOLUTION : 19-13 ! (26-31) 13-8 ! (31-37) 8-2 (37-42, *a*) 2-30, les Noirs sont mat.

a) (37-41) 2-19, les Noirs sont mat.

L'UNIVERS MAGIQUE

Le jeu de dames à travers ses feux d'artifice dans une étude de E. Saint-Maurice (Canada), publiée dans la *Revue française du jeu de dames* de juin 1934. Dans la position ci-dessous, un étonnant enfermé apporte le + aux Blancs.



B + comme suit : 28-22 !! (17 x 28) 27-21 ! (12 x 26) 31-27 (26 x 24...) 39-33 !! [sans doute la pointe du mécanisme] (24 x 22) 34-29 (23 x 45) 32 x 5 [dame sur « sauts de chat »] (22 x 50) 5 x 6 !, + par enfermé.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 531
R. FOURGOUS (1973)

Blancs : *pions à* 6, 11, 17, 21, 22, 31, 32, 37, 40, 41, 44, 45, 48, 50.

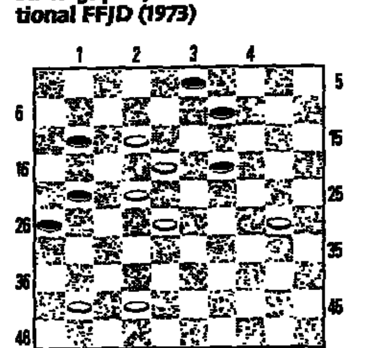
Noirs : pions à 1, 2, 3, 8, 9, 10, 13, 23, 24, 28, 29, 30, 33, 35.

22-18 !! (13 x 22, forcé) 40-34 (29 x 49) 11-7 !! (49 x 47) 48-42 ! [extraordinaire complexité du mécanisme] (47 x 16) 17-11 ! (1 x 12) 6-1 (16 x 7) 37-32 (28 x 37) 45-40 [l'embrasement somptueux] (35 x 44) 50 x 17 (12 x 21) 1 x 25 ! (8-12, *a*) 25-34 (2-7) 34-29 (3-9) 29-20 (12-18, *b*) 20-3 (18-23) 3-17 (23-29) 17-6, etc., +.

a) (2-7) 25-30 ou 34, etc., +.

b) (9-13) 20-24 (13-18) 24-2, etc., +.

PROBLÈME N° 532
G. POST, 1er prix (miniatures stratégiques) concours international FFJD (1973)



Les Blancs jouent et forcent le +.

Solution dans la prochaine chronique. Le « top » de l'art dans la gamme « Suicide explosif forcé sur coup positionnel ».

Jean Chaze

ÉCHECS
Etude n° 1691

TOURNOI DES GRANDS MAÎTRES (Madrid, 1996)

Blancs : B. Gelfand.
Noirs : A. Salov.
Gambit-D accepté.

1. d4	d5	18. Ta-d1	Fé7
2. ç4	dxç4	19. f5! (l)	éxf5
3. Cf3	a6 (a)	20. Tf-é1	Dg4
4. é3 (b)	Cf6 (c)	21. Dç7! (m)	Fé6
5. Fxç4	é6	22. Td4	Dg6
6. Dé2	ç5	23. Dxb7	Tç8
7. dxç5	Fxç5	24. Ff4	Rf8 (n)
8. 0-0	Cç6	25. Td7! (o)	Fxd7
9. é4 (d)	Cg4 (e)	26. Dxd7	Db6+
10. é5! (f)	Cd4	27. Rh1	Té8 (p)
11. Cxd4 (g)	Dxd4	28. Txé7! (q)	Txé7
12. Cd2!	Cxé5	29. Fd6	Dxd6 (r)
13. Cb3	Dxç4	30. Dxd6	h5
14. Dxé5 (h)	Ff8	31. Cd4	Th6
15. Fé3! (i)	Dd5	32. Dç5	Tf6
16. Dg3 (k)	Fd6	33. Rg1	abandon (s)
17. f4! (j)	Dé4 (k)		

NOTES

a) Dans son match pour le titre contre Bogoljubov en 1934, Alekhine essaya de régler le problème du développement de l'aile-D noire par 3..., a6 suivi de 4..., Fg4. Smyslov, Flohr et Baguirov firent également appel, par la suite, à ce système.

b) Après 4. é4 (variante Borissenko-Furman), b5 ; 5. a4, Fb7 ; 6. b3!, Fxé4 ; 7. Cç3, Fb7 ; 8. axb5, axb5 ; *9. Txa8, Fxa8 ; 10. bxç4,* bxç4 ; 11. d5 ou 11. Cé5, les Blancs ont un net avantage.

c) Ou 4..., Fg4 ; 5. Fxç4, é6 ; 6. Db3, Fxf3 ; 7. gxf3, b5 ; 8. Fé2, ç5 ; 9. dxç5, Fxç5 ; 10. a4, b4 ; 11. Cd2, Cf6 ; *12. Dç2, Cb-d7 ; 13. b3, 0-0 ; 14.* Fb2, Fé7 ; 15. Tg1, avec les meilleures perspectives pour les Blancs (*Gligoric-Pirc, championnat de* Yougoslavie, 1946).

d) Ou 9. a3, Fd6 ; 10. Cb-d2, 0-0 ; *11. Fd3, b5 ; 12. Cé4 (Topalov-Lautier,* Amsterdam, 1996). Avant même de développer leur C-D, les Blancs occupent le centre et menacent de chasser le Cf6 par é5, selon une vieille préconisation de Furman et de Keres.

e) 9..., é5 est réfuté par 10. Fxf7+, *Rxf7 ; 11. Dç4+ et 12. Dxç5.*

f) Un sacrifice de pion imaginé par Botwinnik (8e partie du match contre Petrossian), avec le pion blanc a4. La suite 10. Ff4 ne donne pas grand-chose : 10..., é5 ; 11. Fd2, 0-0 ; 12. h3, Cf6 ; 13. Cç3, Fé6 ; 14. Fg5, h6 ; 15. Ta-d1, Cd4 (*Fedorowicz-Chandler, Londres, 1987*).

g) Et non 11. Dé4?, Cxf3 ; 12. gxf3, Cxf2!

h) Au prix d'un pion, les Blancs ont obtenu une forte initiative : attaque du Fç5 et du pion g7, nette avance de développement.

i) Une nouveauté qui n'est pas moins forte que la suite connue de la partie Vera-Perez (Cuba, 1993) 15. Td1, f6 ; 16. Dg3, é5 ; 17. f4!, Fç5+ ; 18. Cxç5, Dxç5+ ; 19. Fé3, Dé7 ; 20. Ta-ç1, Df7 ; 21. Fç5, b6 ; *22. Fd6, Fd7 ; 23.* fxé5, abandon.

j) Plus fort que 17. Dxg7, Fé5.

k) Le roque n'est pas sans inconvénient ; par exemple, 17..., 0-0 ; 18. Tf-d1, Dç6 ; 19. Ta-ç1, Dd7 ; 20. Cç5, Dé7 ; 21. Cé4, Fb8 ; 22. Rh1, *Fa7* ; 23. f5, éxf5 ; 24. Fh6, g6 ; 25. Dç3, f6 ; 26. Fxf8.

l) Gagnant la case ç7.

m) Menaçant *22. Dxé7+!, Rxé7* ; 23. Fg5++, Rf8 ; 24. Td8 mat.

n) La concentration des forces blanches rend impossible la défense ennemie. Par exemple, si 24..., Df6 ; 25. Fd6, Fxd6? ; 26. *Dxç8+.*

o) Force la décision.

p) Ou 27..., Dd8 ; 28. Txé7!

q) Second sacrifice de qualité.

r) Forcé ; *si 29..., Dé3? ; 30. Dd8* mat.

s) Il est temps d'arrêter le combat.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1690
I.J. ROCHE (1975)

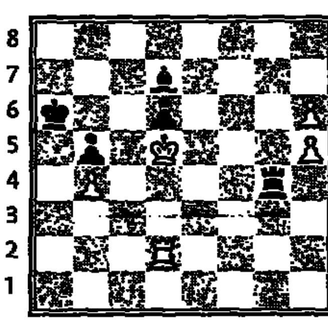
(Blancs : Rh3, Tb4, Ch8. Noirs : Rh7, Tg7, Cé6 et f1. Nulle.)

Evitons la suite 1. Tb8?, Cf4+ ; 2. Rh4, Cg2+ ; 3. Rh5, Cg3 mat.

1. Th4+!, Rg8 ; 2. Cg6!!, Txg6 ; 3. Tg4!, Cg5+ ; 4. Rh4, Ch2! ; 5. Rh5!, Rh7 ; 6. Tg3! zugzwang, Cf1 ou Tg7 ou Tg8 ; 7. Txg5 nulle. Ou bien 6..., Ch-f3 ; 7. Txf3!, Cxf3, pat.

2. Th6? conduit au mat du R blanc et *2. Tg4*, Cg5+ ; 3. Rh4, Ch2! ; 4. Tg2, Ch-f3+ suivi de Rxh8 au gain des Noirs.

ÉTUDE N° 1691
A. TROITSKY



Blancs (5) : Rd5, Td2, Pb4, h5 et h6.

Noirs (5) : Ra6, Tg4, Fd7, Pb5 et d6.

Les Blancs jouent et gagnent.

Claude Lemoine



Pluie à l'est, éclaircies ailleurs

SAMEDI MATIN, des Pyrénées au Massif Central jusqu'au Nord-Est, le ciel sera couvert avec quelques pluies et parfois avec des orages sur le relief. Du Languedoc-Roussillon aux Alpes du Nord, le ciel sera très nuageux avec quelques averses. Dans les Alpes du Sud et en Corse, nuages et belles éclaircies alterneront. Dans les régions plus à l'ouest, du nord de l'Aquitaine à l'Ile-de-France jusqu'au Nord-Ouest, le ciel sera nuageux avec de belles éclaircies. Le vent de sud-ouest sera modéré en Manche.

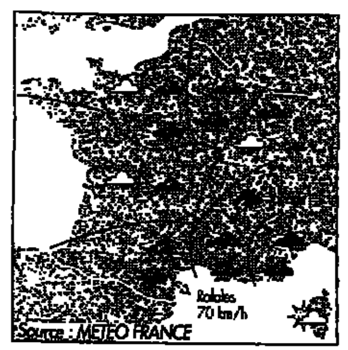
L'après-midi, de la Bretagne aux régions situées au nord de la Loire jusqu'aux Ardennes, les nuages seront plus nombreux. Du Nord-Est jusqu'au Lyonnais, le ciel restera chargé avec quelques pluies. Au sud de la Loire, les éclaircies seront plus belles, mais une averse est possible en cours d'après-midi, et surtout en soirée.

Dans les Alpes, les nuages seront abondants avec un risque d'orage. Dans le Sud-Est et en Corse, le ciel sera plus nuageux avec parfois quelques averses. En fin de journée, le soleil fera de *belles apparitions* près des côtes atlantiques, mais, sur les régions nord, le ciel sera plus menaçant, avec des averses.

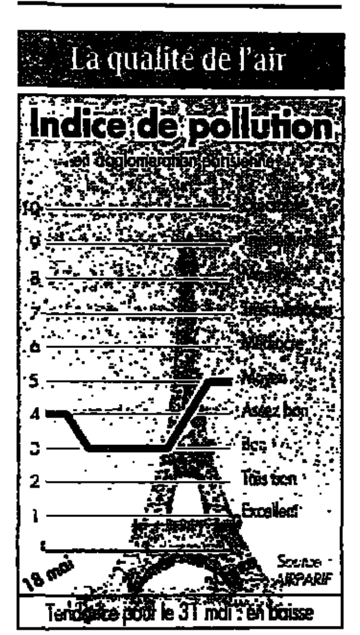
Les températures minimales iront de 9 à 12 degrés, jusqu'à 15 degrés sur les côtes méditerranéennes. L'après-midi, les températures maximales iront de 18 à 20 degrés au nord, et de 21 à 24 degrés au sud.

Dimanche, il pleuvra sur la moitié ouest du pays et sur les régions de l'est ; le ciel sera très nuageux, avec quelques pluies faibles ou averses sur le relief. L'extrême *Sud-Est et la Corse seront épargnés*, avec plus de nuages en soirée. Il fera plus frais sur l'ensemble du pays.

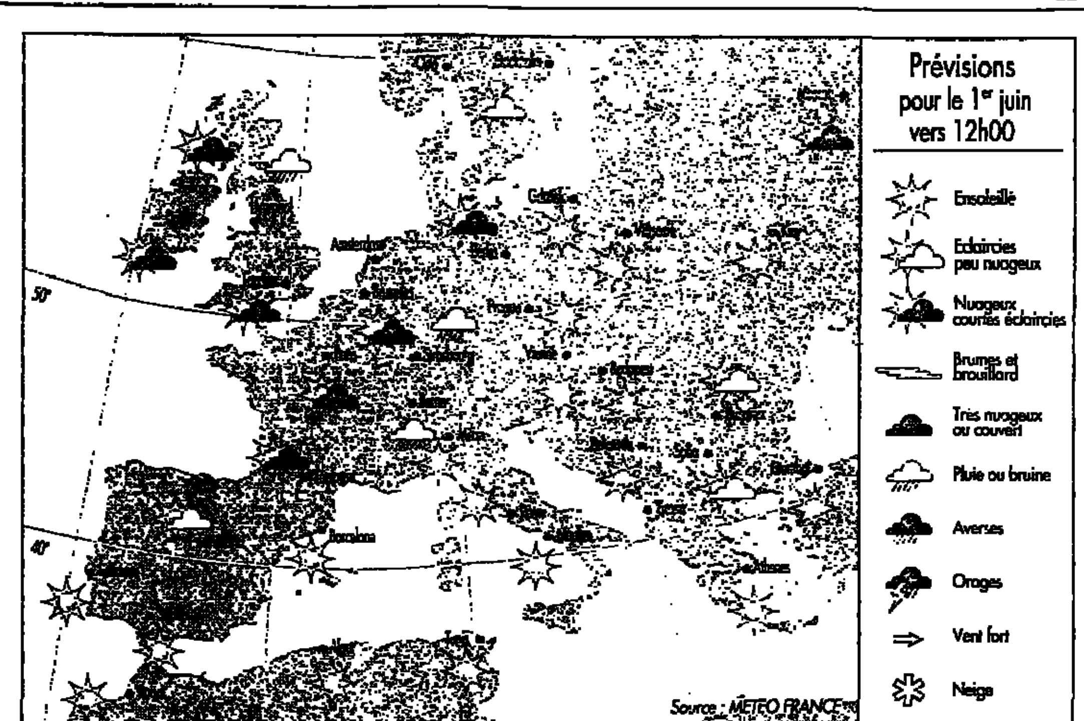
(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



Prévisions pour le 1er juin vers 12h00

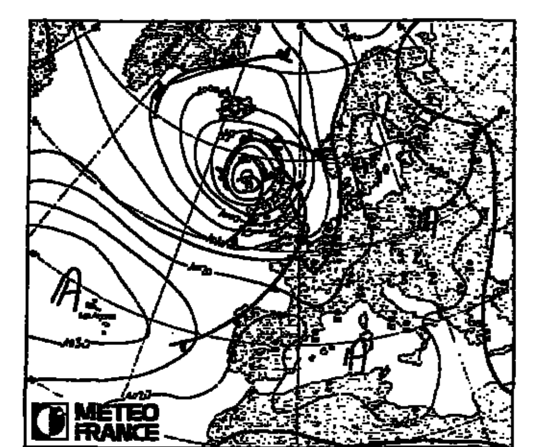


Tendance pour le 31 mai : en baisse

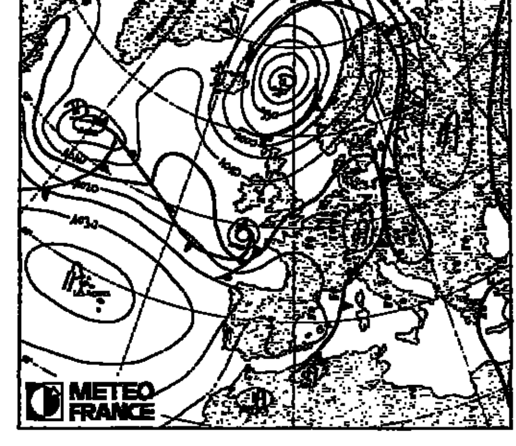


TEMPÉRATURES du 30 mai maxima/minima

Ville	Max/Min
FRANCE	
AJACCIO	23/11
BIARRITZ	35/16
BORDEAUX	34/15
BOURGES	29/15
BREST	23/10
CAEN	28/12
CHERBOURG	27/12
CLERMONT-F.	30/14
DIJON	26/12
FORT-DE-FR.	31/23
GRENOBLE	30/12
LILLE	26/13
LIMOGES	30/13
LYON	27/13
MARSEILLE	27/14
NANCY	28/12
NANTES	29/14
NICE	23/16
PARIS	30/16
PAU	34/15
PERPIGNAN	26/14
POINTE-À-PIT.	30/23
RENNES	29/13
ST-DENIS-RÉUNION	25/19
ST-ÉTIENNE	29/13
STRASBOURG	27/13
TOULOUSE	28/14
TOURS	29/14
ÉTRANGER	
ALGER	24/11
AMSTERDAM	27/15
ATHÈNES	23/18
BANGKOK	37/27
BARCELONE	23/14
BELGRADE	19/12
BERLIN	24/15
BOMBAY	34/27
BRASILIA	26/12
BRUXELLES	27/15
BUCAREST	27/12
BUDAPEST	23/12
BUENOS AIRES	9/4
CARACAS	30/22
CHICAGO	18/2
COPENHAGUE	16/11
DAKAR	28/22
DJAKARTA	33/23
DUBAI	40/27
DUBLIN	14/8
FRANCFORT	27/11
GENÈVE	27/17
HANOÏ	32/28
HELSINKI	12/5
HONGKONG	29/25
ISTANBUL	23/17
JÉRUSALEM	-/-
KIEV	22/14
KINSHASA	30/21
LE CAIRE	33/20
LIMA	18/15
LISBONNE	26/15
LONDRES	26/13
LOS ANGELES	19/13
LUXEMBOURG	26/14
MADRID	33/16
MARRAKECH	39/19
MEXICO	30/16
MILAN	25/10
MONTRÉAL	12/5
MOSCOU	16/10
MUNICH	22/6
NAIROBI	23/13
NEW DELHI	43/27
NEW YORK	17/10
PALMA DE M.	28/11
PÉKIN	33/20
PRAGUE	22/11
PRETORIA	19/7
RABAT	28/19
RIO DE JAN.	25/20
ROME	23/10
SAN FRANC.	16/9
SANTIAGO	19/0
SÉVILLE	35/19
ST-PÉTERS.	12/8
STOCKHOLM	18/6
SYDNEY	22/9
TENERIFE	29/20
TOKYO	25/20
TUNIS	23/12
VARSOVIE	22/14
VENISE	24/13
VIENNE	22/9



Situation le 31 mai, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 2 juin, à 0 heure, temps universel

IL Y A 50 ANS DANS *Le Monde*

La conscription en Grande-Bretagne

LE GOUVERNEMENT britannique vient de rendre public le plan de régime provisoire du service militaire obligatoire qu'il a présenté jeudi 30 mai aux Communes. Aux termes de ce plan, qui porte seulement sur les deux années à venir, les jeunes gens atteignant dix-huit ans en 1947 feront deux ans de service militaire. A partir de 1948, le temps de service sera progressivement réduit, par tranches de deux mois, en sorte que ceux qui seront appelés au cours des deux derniers mois ne serviront qu'un an et demi.

M. Isaac, ministre du travail, pense obtenir, grâce à ce nouveau plan, 190 000 hommes par an. Escomptant d'autre part un accroissement du nombre des volontaires, il estime que tous les hommes mobilisés avant le 1er janvier 1944 pourront être libérés dans le courant de 1947, et que les jeunes gens appelés sous les drapeaux depuis la fin de la guerre jusqu'à la fin de la présente année 1946 seront tous démobilisés avant la fin de 1948.

Rappelons pour mémoire que les forces armées britanniques, qui s'élevaient encore à 5 millions en juillet 1945, doivent être réduites à 1 900 000 au cours du présent *mois de juin, pour se fixer au* chiffre de 1 200 000 à la fin de l'année. Le Livre blanc sur le service militaire prévoit enfin que les femmes pourront toujours s'engager dans les services auxiliaires pour une durée d'au moins deux ans.

Ainsi donc, le gouvernement britannique ne s'est pas décidé à faire voter un système de conscription permanente pour la Grande-Bretagne, malgré les puissantes raisons qui pouvaient l'y inciter, telles que ses immenses responsabilités à travers le monde et le souvenir de deux guerres qu'une préparation insuffisante a failli chaque fois rendre fatales.

(1er juin 1946.)

PHILATÉLIE

La Coupe du monde de football

LENS, Montpellier, Saint-Etienne et Toulouse, qui accueilleront des matches de la Coupe du monde, en 1998, sont les premières villes à bénéficier chacune d'un timbre à 3 F, en vente générale lundi 3 juin. En douze ans, La Poste a émis plus d'une trentaine de timbres à thème sportif.

La Coupe du monde de football commence à exciter la verve mercantile des administrations postales, comme en témoignent déjà des timbres sur ce sujet au Bénin, au Congo, au Sahara occidental, au Laos, au Togo... tandis que Jersey, Guernesey ont en point de mire l'Euro 96 et que l'Italie rend hommage à *La Gazetta dello sport*.

Les timbres, au format vertical 26 × 36 mm, dessinés par Louis Briat, sont imprimés en héliogravure en feuilles de quarante. La Poste édite également un lot de quatre entiers postaux sur enveloppes assorties avec cartes de correspondance (24 F) ainsi que quatre entiers postaux sur cartes postales réalisés à partir des motifs de ces timbres.



P. J.

★ Vente anticipée les 1er et 2 juin, dans les bureaux de poste temporaires « premier jour » : au stade de Lens, espace Bollaert, médiathèque Robert-Cousin ; à Montpellier, au Corum, esplanade du Palais des congrès ; à Saint-Etienne, à l'hôtel de ville ; à Toulouse, cour Henri-IV, à l'hôtel de ville.

EN FILIGRANE

■ **Postexport.** La Poste commercialise, depuis jeudi 6 mai, deux nouveaux entiers postaux, enveloppes prétimbrées destinées aux expéditions vers l'Union européenne et la Suisse. « Postexport 100 » et « Postexport 500 », prévus pour des envois d'un poids maximum de 100 et 500 grammes, sont vendus au prix de 10 F et 33 F (tarifs dégressifs en fonction des quantités).

PARIS EN VISITE

Dimanche 2 juin

■ **L'ÎLE DE LA CITÉ**, 10 h 30 (50 F), 2, rue d'Arcole (Paris autrefois) ; 14 h 30 (50 F), pont Neuf devant la statue d'Henri IV (Elisabeth Romann).

■ **LE CIMETIÈRE DU PÈRE-LACHAISE** (70 F), 11 heures et 14 h 30, sortie du métro Philippe-Auguste (Vincent de Langlade).

■ **MONTMARTRE**, 11 heures et 15 h 30 (50 F), en haut du funiculaire sortie côté gauche (Claude Marti) ; 14 h 30 (50 F), en haut du funiculaire (Paris autrefois).

■ **MUSÉE DU MOYEN ÂGE** (36 F + prix d'entrée) : l'hôtel des abbés de Cluny et les collections médiévales, 11 heures ; les Thermes antiques et leurs galeries souterraines, 14 heures ; la châsse de Nivelles et l'orfèvrerie gothique, 15 h 30 (Musées nationaux).

■ **LE THÉÂTRE DES CHAMPS-ELYSÉES** (37 F + prix d'entrée), 11 heures, 15, avenue Montaigne (Monuments historiques).

■ **MARAIS** : synagogues et quartier juif (55 F), 14 h 30, sortie du métro Saint-Paul (Christine Merle).

■ **NOTRE-DAME-DE-PARIS** (55 F), 14 h 30, devant le portail central (Art et Histoire).

■ **BAGATELLE** : le château (25 F + prix d'entrée), 15 heures et 16 h 30, devant l'entrée du château (Ville de Paris) ; le parc (35 F), 15 heures, entrée ouest du parc, *devant la* grille de Sèvres (Ville de Paris).

■ **LE CHÂTEAU DE VINCENNES** (37 F + prix d'entrée), 15 heures, sortie du métro Château-de-Vincennes côté château (Monuments historiques).

■ **LE CIMETIÈRE DU MONTPARNASSE** (35 F), 15 heures, devant l'entrée côté boulevard Edgar-Quinet (Ville de Paris).

■ **LES ÉGOUTS** (25 F), 15 heures, devant l'entrée face au 93, quai d'Orsay (Ville de Paris).

■ **LE PALAIS-ROYAL** et ses abords (40 F), 15 heures, place du Palais-Royal devant les grilles du Conseil d'Etat (Approche de l'art).

■ **LE QUARTIER DE SAINT-SÉVERIN** (50 F), 15 heures, sortie du métro Maubert-Mutualité (Résurrection du passé).

■ **LA SAINTE-CHAPELLE** (55 F + prix d'entrée), 15 heures, devant l'entrée dans la cour du palais (Paris et son histoire).

Lundi 3 juin

■ **LE QUARTIER BOILEAU-EXELMANS** (60 F), 11 heures, devant le guichet du métro Exelmans (Emilie de Langlade).

■ **MUSÉE DU LOUVRE** (33 F + prix d'entrée) : le XVIIe siècle hollandais, 11 h 30 ; *Portrait de femme*, dite *La Belle Nani*, de Véronèse, 12 h 30 ; le miroir dans la peinture, 14 h 30 ; la peinture allemande, 19 h 30 (Musées nationaux).

■ **LA SAINTE-CHAPELLE**, 13 heures (50 F + prix d'entrée), sortie du métro Cité (Elisabeth Romann) : 14 h 30 (50 F + prix d'entrée), devant l'entrée dans la cour du palais (Institut culturel de Paris).

■ **L'OPÉRA-GARNIER** (50 F + prix d'entrée), 14 heures, hall d'entrée (Connaissance de Paris).

■ **L'HÔTEL-DIEU** (50 F), 14 h 30, devant l'entrée côté parvis de Notre-Dame (Paris autrefois).

■ **LA RUE DU BAC** (55 F), 14 h 30, sortie du métro Sèvres-Babylone devant le Lutétia (Christine Merle).

■ **LE VILLAGE DES TERNES** (45 F), 14 h 30, sortie du métro Porte-Maillot côté rue de Chartres (Le Passé simple).

■ **DE LA MAISON DE MOLIÈRE** à la Maison de la radio (60 F), 15 heures, sortie du métro *Eglise-d'Auteuil (Emilie de Langlade)*.

■ **DES JARDINS DU PALAIS ROYAL DE BELLEVILLE** à l'orée des Buttes (60 F), 15 heures, sortie du métro Télégraphe (Vincent de Langlade).

■ **DU DRAGON** au Cherche-Midi (40 F), 15 heures, 1, rue du Dragon (Approche de l'art).

■ **LES ÉGOUTS** (25 F), 15 heures, devant l'entrée face au 93, quai d'Orsay (Ville de Paris).

■ **L'HÔTEL LE MAROIS** et le quartier François Ier (50 F), 15 heures, angle de la rue Jean-Goujon et de l'avenue Franklin-Roosevelt (Didier Bouchard).

■ **LE JARDIN ATLANTIQUE** (55 F + prix d'entrée), 15 heures, 25, boulevard de Vaugirard (Paris et son histoire).

■ **MARAIS** : hôtels, jardins et place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **ALLEMAGNE.** L'ancien aéroport international de Berlin-Est, Berlin-Schoenefeld, a été retenu comme futur grand aéroport de Berlin. Les deux autres sites de la ville, situés dans les secteurs occidentaux de Tegel et Tempelhof, seront progressivement fermés. – *(AFP.)*

■ **FRANCE.** La nouvelle ligne ferroviaire électrifiée reliant Paris à Caen, Cherbourg et Deauville-Trouville a été inaugurée mercredi 29 mai. Elle sera mise en service dimanche 2 juin. Cette évolution permettra aux voyageurs de gagner quelques minutes sur leurs trajets. – *(AFP.)*

■ **GAZA.** Deux villages de vacances destinés aux touristes étrangers ainsi qu'aux vacanciers palestiniens vont être construits, d'ici trois ans, en bordure de la plage de Gaza. – *(AFP.)*

■ **GRANDE-BRETAGNE.** A partir du 1er juin, la compagnie Brit Air, dont le siège est à Morlaix dans le Finistère, va exploiter, en franchise pour le compte d'Air France, la liaison Paris-Southampton. La compagnie bretonne desservira cette ligne deux fois par jour du lundi au vendredi, une fois le samedi et le dimanche, avec ses propres appareils, sous numéros de vol Air France. – *(AFP.)*

■ **GRÈCE.** *La* commission européenne a donné son feu vert au montage financier imaginé par le gouvernement grec pour la construction du nouvel aéroport d'Athènes. Il sera installé à Sparta, à une vingtaine de kilomètres de la capitale grecque. – *(AFP.)*

■ **HONGKONG.** La Grande-Bretagne et la Chine sont tombées d'accord pour la construction immédiate d'une deuxième piste sur le futur aéroport international Chek Lap Kok de Hongkong. Les travaux devraient commencer très prochainement et être terminés fin 1998 pour l'ouverture du nouvel aéroport. – *(AFP.)*

■ **SERBIE.** La compagnie britannique British Airways a annoncé qu'elle reprendra ses vols à destination de Belgrade le 13 juillet, après une interruption de presque quinze ans. La liaison sera assurée au départ de Gatwick deux fois par semaine. – *(AFP.)*

LES SERVICES DU *Monde*

Le Monde	42-17-20-00
Télématique	3615 code LE MONDE
CompuServe : Adresse Internet : http://www.lemonde.fr	GO LEMONDE
Documentation	3617 code LMDOC ou 36-29-04-56
CD-ROM :	(1) 44-08-78-30
Index et microfilms :	(1) 42-17-29-33

Films à Paris et en province : 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 F/mn)

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance.

Commission paritaire des journaux et publications nº 57 437. ISSN : 0395-2037

Imprimerie du *Monde* : 12, rue M. Gunsbourg, 94852 Ivry-Cedex.
PRINTED IN FRANCE.

Le Monde PUBLICITÉ
Société filiale de la SA Le Monde et de Médias et Régie Europe SA

Président-directeur général : Jean-Marie Colombani
Directeur général : Gérard Morax
Membres du comité de direction : Dominique Alduy, Gisèle Peyou

133, avenue des Champs-Elysées
75409 Paris Cedex 08
Tél. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

PHOTOGRAPHIE Marc Riboud expose au Centre national de la photographie, à Paris, ses quarante ans d'images en Chine. Il publie parallèlement un livre aux éditions Nathan. Dans la grande tradition du reportage, il décrit tour à tour la Chine ancestrale, la révolutionnaire et *celle gagnée par le capitalisme.* N'ayant pas assisté aux principaux événements politiques, et ne pouvant montrer les heures noires de la répression, Marc Riboud procède par touches impressionnistes. ● DANS UN ENTRETIEN, Marc Riboud explique sa démarche, son attitude devant la censure, et la signification d'images qui ne montrent qu'un aspect du pays. ● HARRY WU, dissident réfugié aux Etats-Unis, a pu réaliser dans son pays d'origine des *photos qui sont* autant de preuves de la répression et qui constituent un contrepoint au travail de Marc Riboud.

Marc Riboud, deux Chine, un seul regard

A travers une exposition et un livre, le photographe rassemble quarante ans de reportages dans l'empire du Milieu. Il oppose maoïsme et excès du capitalisme naissant, mais sans parvenir à traduire l'ampleur des multiples répressions

MARC RIBOUD, QUARANTE ANS DE PHOTOGRAPHIE EN CHINE, Centre national de la photographie, hôtel Salomon-de-Rothschild, 11, rue Berryer, 75008 Paris. Tél. : 53-76-12-32. Jusqu'au 29 juillet. Livre avec une préface de Jean Daniel, Nathan, 180 p., 134 photos, 320 F.

Marc Riboud revient comme un jeune homme, la tignasse blanche, le verbe toujours acéré et les idées claires, avec une exposition et un livre sur la Chine. Rien d'étonnant pour un grand voyageur qui, pendant plus de quarante ans, a beaucoup parcouru l'empire du Milieu. Il le dit lui-même, dans un court texte à l'entrée de l'hôtel de Rothschild : « *Sans doute seul Occidental qui ait pu continuer à photographier en Chine depuis les années 50...* »

Ce qui lui permet de se poser en observateur privilégié. Le seul « *qui ait pu* », c'est faire référence aux difficultés inextricables pour un « *long-nez* » – surnom donné par les Chinois aux Occidentaux –, qui envisage de tenir un appareil photo. L'exposition et le livre se veulent pédagogiques, *découpés en trois parties :* « Survivance de la Chine ancienne et de la tradition dans les années 50 », « La modernité face à face avec le maoïsme puritain et la tradition », « *Le boom économique* et la modernité dans ses extrêmes ». Des intitulés qui en disent long sur la volonté de Marc Riboud de raconter une histoire.



MARC RIBOUD

1957, Pékin (à gauche) : « *J'ai remonté la rue Wangfujing à Pékin plus souvent que les Champs-Elysées. Jusqu'au début des années 80, le défilé en pantoufles feutrées de ces « fourmis bleues » décrites par Robert Guillain y procurait peu de surprises. Pourtant, un jour de 1957, je fis cette rencontre peu ordinaire : une cape noire couronnée d'un renard blanc et d'un regard hautain sur la plèbe environnante. Une aristocrate aurait-elle réussi à survivre au nivellement du maoïsme ? Pouvoir fumer en public était autrefois le privilège des femmes âgées.* »
1993, Shanghaï : « *En revanche, cette rencontre dans une rue de Shanghaï n'a, en 1993, rien d'exceptionnel. La bicyclette à 12 vitesses made in China, le short court, les volants rétro, tout révèle ici une jeune Shanghaïenne d'aujourd'hui. L'assurance de sa démarche révèle peu d'états d'âme.* »

Deux Chine donc. L'ancestrale et la révolutionnaire, puis celle gagnée par le capitalisme. Le photographe ne cesse de les confronter, en noir et blanc, à coups de contrastes spectaculaires. D'un côté, la statue de pierre du Grand Timonier (1971), de l'autre, un Superman en plastique (1994). D'un côté, une aristocrate momifiée, de l'autre une pin-up insouciante. D'un côté, ouvriers, institutrices, petits métiers, militants maoïstes, enfants, maisons vétustes et campagnes ouvertes ; de l'autre, dollar omniprésent, poupée gonflée estampillée Cardin, affiches vantant l'*american way of life*, vêtements branchés, talons hauts, voitures clinquantes, téléphone sans fil, boîtes de nuit...

VERSION « PROPRE »

Entre les deux, le cœur de Marc Riboud ne balance pas, tant il se dit nostalgique des « *beautés d'une culture millénaire* [qui] *semblent s'effacer sous nos yeux* ». Et d'ajouter : « *Tout l'Orient que nous aimions pour la permanence des choses et de l'esprit se mue brusquement en un Occident extrême, dans une course qui est sans doute le film accéléré de la nôtre.* »

Tout cela coulerait de source si le maoïsme n'avait pas engendré un si grand nombre d'atrocités avec des millions de morts à la clé. Or Marc Riboud n'a pas assisté à la prise du pouvoir par Mao, ni à la période des Cent Fleurs, ni au Grand Bond en avant, ni à la révolution culturelle, ni à Tiananmen... Intellectuel de gauche, il avait, comme beaucoup, placé quelque espoir dans cette Chine nouvelle qui devait redonner sa dignité au peuple. Mais il n'a pu photographier les horreurs qui ont suivi et donc n'a pu livrer qu'une version pacifiée, « propre » du pays.

D'où une exposition passionnante, qui pose des questions-clés en matière de reportage : que signifient des images qui racontent un pays évacué de ses heures noires ? Quelle Chine sera perçue par les nouvelles générations, pas toujours au fait de l'histoire, à la vue d'images de vie quotidienne aussi maîtrisées et « belles » soient-elles ? A ce titre, les documents terribles – exécutions, camps, détenus, prisons maquillées en usines – pris par le dissident Harry Wu, et qui viennent d'être rassemblées dans un livre, constituent un contre-point instructif au travail de Riboud.

Le photographe français situe son propos ailleurs. D'abord en parlant à la première personne dans les légendes qui accompagnent le livre et l'exposition. La Chine par Riboud, c'est d'abord la Chine de Riboud. Dans la *grande tradition classique du reportage*, celle de l'agence Magnum (Capa, Cartier-Bresson, Bischof, Seymour...) dont il a fait partie, Marc Riboud entend « *toucher d'abord par les sens et non par les idées* ». Emouvoir pour ensuite donner à penser. Il fait donc le pari de la forme, opérant dans le livre comme l'exposition des rapprochements visuels d'images – mouvements, visages, affiches, objets, personnages...

Au spectateur ensuite, s'il le désire, d'aller plus loin avec les légendes pour vérifier une impression. Des légendes toutes en nuances, qui permettent de constater que Marc Riboud, en démocrate acharné, n'a jamais cessé de « jouer » avec ce qu'il appelle ses « *anges gardiens* » – chargés autant de le guider que de le surveiller.

Ainsi, la répression, la violence, la famine, la pauvreté, tout cela, on le devine à condition d'être très attentif. Exemple : parmi les ouvriers qui s'affairent à la construction d'une route, on découvre un jeune homme portant des lunettes raffinées. Ce n'est pas la meilleure image, pas la plus connue, mais elle montre l'intellectuel enrôlé de force parmi les ouvriers. Confirmation de la légende : « *Une génération entière d'étudiants, forcée aux travaux les plus durs, a été sacrifiée. Ils sont pour la plupart aujourd'hui chômeurs ou marginaux.* »

Ces images sont moins spectaculaires que d'autres qui ont fait la réputation du photographe. Le spectateur, il est vrai, retient plus une foule grouillante, l'exotisme d'un paysage, la colère d'un manifestant anti-américain, un joggeur sur la Grande Muraille, l'émotion d'un regard... Autant d'images qui pourraient tutoyer la propagande si Marc Riboud ne corrigeait le tir avec ses mots. Pour preuve le célébrissime sourire d'une jeune (et belle) élève du ballet de Shanghaï en 1971, capté dans une période dure du régime, et qui peut sembler coupé de sa légende : « *L'austérité de la grande révolution culturelle n'a pas réussi à* [lui] *faire perdre sa grâce et sa féminité. Règles imposées : une seule lecture, le Petit Livre rouge ; un seul bijou : le badge de Mao ; les nattes coupées, alimentant ainsi la vente des perruques à l'Ouest ; pas de rapports sexuels avant le mariage et pas de mariage avant vingt-cinq ans.* »

Ainsi opère Marc Riboud qui avance à coup de touches impressionnistes dans un pays d'une extrême violence. Exercice périlleux. Sans doute le photographe est plus à son affaire avec la période actuelle où l'on ne compte plus les signes du capitalisme qui se greffent, de façon anarchique, dans le paysage traditionnel. L'apparence, la surface des choses, les affiches sexy, quelques vélos désuets qui passent sous quatre échangeurs d'autoroute superposés, de tout cela Marc Riboud se joue, comme l'équilibriste du vide.

M. G.

Les documents terrifiants de Harry Wu

Harry Wu, *dissident chinois* réfugié aux Etats-Unis depuis 1985, après avoir passé dix-neuf ans dans des « *camps de rééducation par le travail* », vient de publier *Laogaï*, un livre qui dénonce le système concentrationnaire chinois (*Le Monde* du 23 mars). Textes, photos, films sont les preuves qu'il apporte pour dévoiler l'autre visage de la Chine : celle des atrocités qui se perpétuent, avec comme variante l'affinement des techniques pour détruire la personnalité des « *criminels* ». Ce fils de banquier incarnait l'ennemi du peuple dans les années 50. Après avoir obtenu la nationalité américaine, il est revenu clandestinement dans son pays pour enquêter sur les camps. Son objectif photo s'est porté sur les exécutions publiques pour « *l'exemple* », les *laogai* (goulags) camouflés en usines ou fermes d'Etat, la répression de moines à Lhassa (Tibet)... Autant de documents terrifiants qui entendent provoquer une prise de conscience.

★ *Laogaï. Le Goulag chinois*, de Harry Wu. Editions Dagorno, 322 p., 120 F.

De la révolution à l'ouverture

● **1949 :** proclamation de la République populaire de Chine (RPC). Mao Zedong est président du gouvernement, Zhou Enlai, premier ministre.
● **1951-1954 :** élimination des « contre-révolutionnaires ».
● **1956 :** Mao Zedong impose l'idée d'une « campagne de rectification » pour abolir le fossé qui sépare le parti des masses.
● **1957 :** campagne des « Cent Fleurs » qui incite la population à s'exprimer, suivie de la répression des « droitiers ».
● **1958-1962 :** le « Grand Bond en avant » (développer l'industrie au détriment de l'agriculture) provoque une catastrophe économique qui causera la mort de 15 *millions* de personnes.
● **1966 :** début de la révolution culturelle.
● **1967 :** publication à 350 millions d'exemplaires du *Petit Livre rouge*.
● **1968 :** exil des jeunes instruits vers les campagnes, suivi de l'« épuration des rangs de classe ».
● **1975 :** assouplissement avec les « *Quatre Modernisations* ».
● **1976 :** mort de Zhou Enlai, puis de Mao Zedong.
● **1983-1984 :** campagne contre la « *criminalité* ». Milliers d'exécutions.
● **1984 :** relance de la réforme économique dans les villes.
● **1989 :** un million de manifestants place Tiananmen. Massacres par l'armée, dans la nuit du 3 au 4 juin.
● **1992 :** discours de Deng Xiaoping en faveur d'« *une économie de marché qui n'implique pas nécessairement le capitalisme* ».

« Quand on ne peut pas voir, c'est aux mots de prendre le relais »

« Vous exposez quarante ans de photos en Chine, mais sans montrer vraiment la violence et la répression. N'est-ce pas contestable ?

– Les événements majeurs de la Chine, comme la révolution culturelle, je ne les ai pas vus. Mais qui a pu prendre ces images ? Personne. Dans les années 60, j'ai voulu réaliser des paysages des montagnes du Huang Shan. On *m'a interdit de m'y rendre*. J'ai appris par la suite qu'une famine avait causé la mort d'un million et demi de personnes dans cette région. Quand on ne peut pas voir, c'est aux mots de prendre le relais. D'où les innombrables livres sur le maoïsme. Moi-même, dans mon album précédent sur la Chine (*Instantanés de voyage*, Arthaud, 1980), j'ai parlé des millions de morts du régime. Mes légendes sont aussi là pour donner le contexte. Cela dit, ce n'est pas ma philosophie de montrer la répression ni de dresser des statistiques. Le magazine *Time*, à l'occasion des vingt ans du maoïsme, a publié des documents de prisonniers. Mais ça ne signifie pas grand-chose. La révolution culturelle, je pense la faire sentir à travers quelques images.

– Par exemple ?

– Dans cette photo d'un homme au travail, prise en 1965, on constate qu'il n'a même plus de fil et d'aiguilles pour raccommoder ses guenilles. Ou dans cette image d'étudiants au travail forcé. Ou même ces inquiétants jeunes portant des fusils de bois, qui annoncent les gardes rouges de la révolution culturelle...

– Quelle marge de manœuvre vous laissait la censure ?

– Ce régime était très subtil. Quand on sait que la campagne des Cent Fleurs a incité les intellectuels à s'exprimer pour mieux les identifier et les réprimer par la suite... Moi, j'étais accompagné d'un ange gardien. Certaines demandes, que je croyais banales, étaient refusées, et d'autres, plus délicates, acceptées. J'ai ainsi pu assister à un dîner avec Mao, et l'approcher sans protocole. Le plus difficile était d'entrer dans les écoles, les usines... Mais, dans les grandes villes, disons qu'il m'était facile de me perdre. Je me suis donc souvent perdu, je me suis retrouvé seul face à des gens qui ne m'ont jamais mis la main devant l'objectif. Un Chinois ne doit pas perdre la face. Quand il ne veut pas être photographié, il disparaît.

– A cause des interdits, votre travail ne ment-il pas ?

– Mais la photographie ment tout le temps. Un visiteur m'a dit, devant une photo de 1957 : « *Oh ! Quelle belle joie de vivre !* », alors que le *pays* connaissait une extrême pauvreté et vivait sous une chape de plomb. Que signifient en effet des images de la rue quand on ne peut pas *voir derrière le mur ?* Il faut regarder mes images comme des notes, des impressions. Je raconte des à-côtés. J'aime montrer ces détails. Je montre que personne ne se bouscule dans cette foule, en 1957, avec au fond une inscription qui demande de ne pas cracher par terre.

– Est-ce un reportage qui délivre des informations ?

– Il y a 120 photos dans ce livre, qui représentent quelques secondes arrêtées et qui montrent une poignée de Chinois et un pays souvent surréel. Ce sont des miettes dérisoires. Je ne suis pas un ethnologue. *Je me suis promené en Chine*, je marchais beaucoup, je planais, je ne sais pas lire le chinois, je ne parlais pas aux gens. Je ne suis pas un spécialiste. Des informations ? Je montre seulement que le pays a beaucoup changé, que tout se superpose, s'additionne. Il y a eu la pensée unique de Mao, il y a la pensée unique de l'argent.

– Vous semblez critiquer davantage les excès actuels que les ravages du maoïsme ?

– Les vingt dernières années me préoccupent le plus. Personne ne regrette le maoïsme, tout le monde vit mieux, mais c'est d'une violence épouvantable. Le pays a jeté au panier sa culture millénaire. Là encore, il se passe des choses bien pires que ce que je montre. Comme ce couple dont la femme est obligée de se prostituer, avec l'accord de sa mère, pour payer le loyer. Quand on sait que la famille était une valeur sacro-sainte en Chine... Il y a une corruption épouvantable. Il n'y a plus de librairie, pas de liberté de parole, pas de presse libre, pas de droit de grève, un urbanisme anarchique, la misère à côté de l'argent-roi. Tout cela sans aucun contre-pouvoir. C'est déprimant. Je n'ai d'ailleurs plus envie de retourner en Chine. »

Propos recueillis par Michel Guerrin

Autoportrait d'un comédien à part et qui entend le rester

Dans « Cafougnette et l'défilé », Jacques Bonnaffé raconte les histoires de son Nord natal

Jacques Bonnaffé aurait pu aisément devenir une star du théâtre et du cinéma. Mais l'homme est singulier. Il trace sa propre route loin des chemins battus, proche de son Nord natal dont il n'a jamais voulu se défaire. Au théâtre de la Bastille, il présente une savoureuse adaptation de son cru inspirée de Jules Mousseron, mineur-écrivain mort en 1943 qui écrivait en ch'timi. Il retrace pour *Le Monde* son itinéraire.

CAFOUGNETTE ET L'DÉFILÉ, d'après Jules Mousseron. Avec Jacques Bonnaffé et la Fanfare. THÉÂTRE DE LA BASTILLE, 76, rue de la Roquette, 11e. Mo Bastille. Tél. : 43-57-42-14. Vendredi, samedi, mardi et jeudi à 21 heures ; dimanche à 17 heures ; mercredi à 19 h 30. 100 F. Jusqu'au 8 juin.

« Je suis né à Douai, mes parents étaient professeurs de français. Je n'avais pas de famille ouvrière, mais des cousins à la campagne. Ils m'ont appris les banquets et les histoires. Mon oncle René pouvait tenir des heures en racontant comment il avait crevé à vélo dans la côte de Fécamp. Quand il arrivait au bout de son histoire, les Allemands avaient débarqué, et on ne se souvenait même plus du vélo. A l'école, on nous proposait des clubs. J'ai choisi le théâtre. Au départ, c'était un peu pour faire le pitre – le plaisir de mettre des robes, de me déguiser. Plus tard, au conservatoire de Lille, j'avais une assez belle capacité à jouer des personnages tourmentés ou graves.

» A vingt ans, j'ai quitté le Nord. Pas par haine de mes semblables, mais parce qu'il fallait que je parte. J'ai fait une carrière "normale" de comédien. Mais l'idée d'être seul en scène a toujours été présente, sans que j'en aie vraiment concience. Pendant les répétitions, j'avais tendance à inventer des numéros pour soigner ma propension à faire du théâtre tout le temps. Puis, après des années passées à jouer avec d'autres, j'ai ressenti le besoin de me prouver que je pouvais faire quelque chose par moi-même. C'est une tendance de l'époque. On a envie de déboulonner les statues. Des metteurs en scène écrivent, des comédiens passent à la mise en scène. Moi, j'ai eu envie de redevenir libre. L'organisation du théâtre le permet. Elle est beaucoup plus sauvage qu'on ne le croit. Pour un comédien, le métier ne se résume pas à jouer dans l'institution. On peut aussi prendre des chemins de traverse, donner une lecture un soir, inventer un impromptu.

» Quand je retournais dans le Nord, on me disait souvent : "Tu es comédien, alors raconte-nous quelque chose." Je me suis mis à apprendre ces histoires que j'entendais quand j'étais petit. J'aimais bien les raconter dans les mariages, les banquets. Il y a trois ans, pour le cinquantenaire de la mort de Jules Mousseron, on m'a demandé de faire un spectacle d'hommage, à Denain et dans la région. Je ne voulais pas faire une soirée de conteur – je n'aime pas ce mot – mais d'acteur. J'ai demandé qu'une fanfare m'accompagne. C'est comme ça que j'ai fait la première « carette » – la voiture, dans le Nord – de *Cafougnette et l'défilé*. Puis on nous a demandés dans d'autres endroits. Chaque fois qu'on arrivait dans une salle des fêtes pour jouer, c'était la femme de ménage qui nous accueillait. Je l'ai mise dans le spectacle, pour lequel j'ai gardé exprès une forme cahotante. Cela a à faire avec le Nord : les moments de cérémonie y ont toujours un côté bancal. J'ai gardé beaucoup de cette maladresse attendrissante dans *Cafougnette* : l'émotion d'un élu local qui doit faire un discours, la jeune fille qui présente une troupe folklorique et s'emmêle dans les papiers. J'aime cette expressivité qui se double d'un petit ratage.

Sur les chemins de traverse

Alors que son talent lui ouvrait les portes d'une carrière toute tracée, Jacques Bonnaffé a choisi une voie singulière. Après des débuts avec Gildas Bourdet à Lille, il est venu à Paris, où il a joué sous la direction de metteurs en scène aussi différents que Hans-Peter Cloos *(Casimir et Caroline)*, Christian Rist *(La Veuve)*, ou André Engel *(Les Légendes de la forêt viennoise)*. Au cinéma, il a été choisi par Jean-Luc Godard *(Prénom Carmen)*, Jacques Doillon *(La Tentation d'Isabelle)*, Jacques Fansten *(La Fracture du myocarde)* ou Philippe Garrel *(Elle a passé des jours sous les sunlights)*... Parallèlement, Jacques Bonnaffé a pris le temps d'imaginer ses propres spectacles. Ainsi, il a fait entendre Rimbaud ou le ch'timi – dans l'irrésistible *Paris-Nord*. Avec *Cafougnette et l'défilé*, il poursuit son hommage à sa terre natale. La saison prochaine, on le retrouvera dans un tout autre registre. Il va créer à l'Athénée *Les Affaires du baron Laborde*, de Hermann Broch, sous la direction de Simone Amouyal.

» Je connais les écrits de Jules Mousseron depuis que j'ai vingt ans, et ses histoires depuis que je suis petit. Quand on est môme, dans le Nord, on se les raconte tout le temps. Ailleurs, les gens croient parfois que Jules Mousseron est une invention. Il a vraiment existé. Il est né en 1868, il est descendu dans la mine à douze ans. Il a commencé par écrire des histoires de mineurs se déroulant pendant la guerre de 70. Et il est devenu très célèbre. Le Nord qu'il raconte n'est pas celui de *Germinal*. D'ailleurs, quand il a lu le livre de Zola, il a dit : "Je ne reconnais pas le Nord, c'est plein de boue et les gens pleurent tout le temps." Les gens aimaient Jules Mousseron parce qu'il parlait de leur vie, qu'il était drôle, et qu'il leur redonnait de l'amour-propre, en employant le patois, et non le français des lettrés.

» Je joue *Cafougnette* quand l'occasion se présente, et que la fanfare est libre. Ce n'est pas toujours évident. C'est un peu la fanfare des Beaux-Arts. Il y un animateur, un architecte, un qui travaille à la SNCF... On aime bien aller dans des endroits très différents. Je suis très fier d'avoir joué dans la salle communale de Petite-Forêt (150 places) et à l'Opéra de Lille (1 500 places). Pour moi, Jules Mousseron est un classique. Il y a dans ses écrits des passages incroyablement inventifs – par exemple quand il décline la litanie des maladies. Même s'ils ne sont pas du Nord, les gens comprennent. Souvent, pendant le spectacle, ils me répondent. Au théâtre, il y a parfois de beaux rôles que j'ai envie d'arrêter de jouer, parce que je sens que je m'épuise. Avec Cafougnette, non. Je suis toujours heureux : un comédien, une mémoire, ça me suffit. »

Propos recueillis par Brigitte Salino

A travers un hommage à Aurélie Nemours, le Musée de Grenoble apporte une réponse éclatante au débat abstraction/figuration

HISTOIRES DE BLANC ET DE NOIR. Musée de Grenoble, 5, place de Lavalette, 38010 Grenoble. Tél. : (16) 76-63-44-44. Jusqu'au 19 août. Catalogue, 204 pages, 160 francs (diffusion Seuil).

Choisissez un peintre abstrait, tendance géométrique. Prononcez devant lui le mot cercle, le mot carré : son oeil s'illumine. Citez le nom d'Aurélie Nemours : le sourire naît, avant de s'épanouir. Madame Nemours est une référence, pour presque tous. Née à Paris en 1910, elle n'apparaît qu'assez tardivement sur la scène artistique, après avoir étudié avec Paul Colin, André Lhote ou Fernand Léger. En 1949, date de sa première exposition au Salon des réalités nouvelles, l'abstraction géométrique jette ses derniers feux, pense-t-on. C'est une peinture « froide », bientôt supplantée dans le cœur des amateurs par une vision plus échevelée, celle des abstraits lyriques, de l'art dit « informel ». A l'abri des feux de la rampe, Aurélie Nemours entame une étrange ascèse, la série des « Demeures », des pastels limités au gris, au noir et au blanc. Durant six ans, de 1953 à 1959, ces oeuvres tendent peu à peu vers l'épure, le dépouillement. Les tableaux qu'elle exécute parallèlement sont construits sur des compositions orthogonales, à partir d'esquisses et travaux préparatoires eux aussi exécutés au pastel.

Avec des séries comme « Rythme du millimètre » (1976 à 1990), Nemours adopte un vocabulaire limité à l'horizontale, la verticale, le point et la croix, dont la force plastique est difficilement descriptible. Sa peinture a la sérénité, la profondeur, et la tension des architectures cisterciennes.

A défaut de lui consacrer une rétrospective, le musée de Grenoble lui rend hommage en réunissant autour d'elle douze artistes, amis de cœur, ou d'esprit. Et d'excellentes surprises : Kupka et le Grenoblois Pierre-Antoine Gallien, qui représentent le volet mystique, imprégné de théosophie, de l'art construit. Morellet, François et Véra Molnar, ou Vasarely, qui témoignent des recherches et des jeux optiques des années 50 ; Marcelle Cahn, plus expansive, ou Julije Knifer, dont les méandres se développent inlassablement depuis bientôt quarante ans. Et Tania Mouraud, partie d'une tout autre forme d'expression, et conduite à l'art géométrique par la logique de la typographie.

Telle quelle, l'exposition vaudrait déjà le déplacement. D'autant plus qu'elle est conçue sur un parti extrêmement osé, consistant à ne montrer que des oeuvres en noir et blanc. Pari difficile : l'art construit souffrant d'une réputation d'austérité pas toujours imméritée, il y a une forme de jansénisme à lui refuser de surcroît les grâces de la couleur. Mais pari réussi : rigoureusement accrochée, l'exposition se visite sans ennui, les chocs visuels et quelques heureuses trouvailles se chargeant de séduire, avant d'étonner souvent. A commencer par Kupka qui jamais ne connut Aurélie Nemours, mais dont la présence ici n'a rien de superflu : c'est une de ses oeuvres, remarquable, qui a donné son titre à l'exposition.

Un catalogue manifeste

Intitulée « Moins c'est plus », une traduction du célèbre *« less is more »* de Mies Van der Rohe, la préface rédigée par Serge Lemoine pour le catalogue de l'exposition de Grenoble prend la forme d'un manifeste. Répondant à Jean Clair, qui, à l'occasion de son exposition « Identité et altérité », présentée à la Biennale de Venise en 1995, ne voyait dans *« la parenthèse de l'abstraction qu'un maniérisme passager »*, Serge Lemoine se livre à un plaidoyer *pro domo* : *« Avec la peinture abstraite, où les éléments plastiques sont seuls mis en œuvre, c'est toute la peinture qui peut être expliquée et comprise* [...]. *Loin d'appauvrir le propos, l'art abstrait a enrichi la vision. »*

En 1926, Kupka grava les bois d'un album intitulé *Quatre histoires de blanc et de noir*. Vingt-sept planches précédées d'un manifeste, qui pourrait se résumer par cette phrase, mise en exergue par un artifice typographique : *« L'œuvre d'art étant en soi réalité abstraite demande à être constituée d'éléments inventés. »* Soixante-dix ans après avoir été imprimée, la remarque est toujours d'actualité. Serge Lemoine, le conservateur du musée de Grenoble, a en effet conçu son exposition comme un instrument de combat, une résistance utile contre les récentes tentatives de ressusciter le débat éculé opposant abstraction et figuration. La démonstration affirme la place et la force de l'art construit, des origines à nos jours. En se limitant volontairement à un pays où il n'a jamais eu bonne presse : la France. Ce choix délibéré d'artistes nés ou ayant vécu dans notre pays (il manque toutefois Mondrian, les institutions qui détiennent ses tableaux n'étant guère prêteuses), articulés autour de la rigueur sans faille révélée par les trente-six toiles d'Aurélie Nemours, révèle en outre les travaux de quelques-uns de ces jeunes artistes pour qui Nemours est une référence : François Perrodin et Dominique Dehais (nés en 1956), ou Christian Floquet (né en 1961), se tirent remarquablement bien de cette confrontation avec leurs aînés. Ils témoignent de la persistance et de la vitalité de ce mouvement, souvent souterrain, certes, mais qui ne cristalliserait pas contre lui tant de jugements hâtifs et péremptoires s'il était vain ou moribond.

Harry Bellet

LES SAISONS THÉÂTRALES 1996-1997

COMÉDIE-FRANÇAISE

Salle Richelieu. Créations : *Clitandre*, de Corneille, mise en scène de Muriel Mayette (23 novembre-mars). *La Vie parisienne*, de Jacques Offenbach, m.e.s. de Daniel Mesguisch (8 février-juillet). *Tartuffe*, de Molière, m.e.s. de Dominique Pitoiset (15 mars-juillet). *Un mois à la campagne*, de Tourgueniev, m.e.s. d'Andrei Smirnoff (26 avril-juillet). Reprises : *Le Misanthrope*, de Molière, m.e.s. de Simon Eine (6 septembre-17 novembre). *Moi*, de Labiche, m.e.s. de Jean-Louis Benoit (7 septembre-9 novembre). *Léo Burckart*, de Gérard de Nerval, m.e.s. de Jean-Pierre Vincent. *Les Fausses Confidences*, de Marivaux, m.e.s. de Jean-Pierre Miquel (10 octobre-3 mai). *Phèdre*, de Racine, m.e.s. d'Anne Delbée (4 novembre-29 janvier). *Danse de mort*, de Strindberg, m.e.s. de Matthias Langhoff (28 novembre-30 décembre). *L'Echange*, de Claudel, m.e.s. de Jean Dautremay (21 mai-juillet).

Vieux-Colombier : *Tite et Bérénice*, de Corneille, m.e.s. de Patrick Guinand (24 septembre-3 novembre). *Long Voyage du jour à la nuit*, d'O'Neill, m.e.s d'Alain Françon (19 novembre-29 décembre). *Les Bonnes*, de Genet, m.e.s de Philippe Adrien (reprise, 14 janvier-23 février). *L'Alerte*, de Bertrand Poirot-Delpech, m.e.s de Jean-Pierre Miquel (11 mars-20 avril). *Les Reines*, de Normand Chaurette, m.e.s de Joël Jouanneau (6 mai-15 juin).

Comédie-Française, Salle Richelieu, place Colette, Paris 1er. Tél. : 44-58-15-15. Vieux-Colombier, 21, rue du Vieux-Colombier, Paris 6e. Tél. : 44-39-87-00.

TNP DE VILLEURBANNE

Le Triomphe de l'amour, de Marivaux, m.e.s de Roger Planchon (2 au 18 octobre). *Pour saluer Robert Wilson* : *Perséphone*, performance-installation (5-9 novembre) ; *Hamlet, A Monologue*, d'après Shakespeare (18-22 novembre) ; *Wilson peintre* (exposition, novembre), *Anthologie Wilson* (vidéos, novembre). *Dans la colonie pénitentiaire de Kafka*, de et m.e.s par Matthias Langhoff (28 novembre- 8 décembre). *Coppélia*, chorégraphie de Maguy Marin, Ballet de l'Opéra national de Lyon (20 au 31 décembre). *La Princesse de Clèves*, d'après Mme de La Fayette, monologue mis en scène et interprété par Marcel Bozonnet (9 au 12 janvier). *Un mois à la campagne*, de Tourgueniev, m.e.s d'Yves Beaunesne (15 au 19 janvier). *Les Affaires du Baron Laborde*, d'Hermann Broch, m.e.s de Simone Amouyal (22 au 26 janvier). *Le Radeau de la Méduse*, de et m.e.s par Roger Planchon (13 au 19 février). *Médée* et *Les Phéniciennes*, de Sénèque, m.e.s de Christophe Perton (11 au 20 mars). *Edouard II*, de Marlowe, m.e.s d'Alain Françon (26 au 28 mars). *Le Siège de Leningrad*, de J.-S. Sinisterra, m.e.s de Dominique Poulange (7 au 12 avril). *Le Défilé*, de et mis en scène par Macha Makeieff et Jérôme Deschamps (26 au 29 mai). *Les Précieuses ridicules*, de Molière, m.e.s de Macha Makeieff et Jérôme Deschamps (30 mai au 7 juin).

Théâtre national populaire, 8, place Lazare-Goujon, 69627 Villeurbanne Cedex. Tél. : 78-03-30-40/50.

MAISON DE LA CULTURE DE BOBIGNY

Grande salle : *La Maladie de la mort*, de Marguerite Duras, m.e.s de Robert Wilson, avec Michel Piccoli et Lucinda Childs (28 septembre-27 octobre). *Le Pôle*, de Vladimir Nabokov, m.e.s de Klaus Michael Grüber, avec Bruno Ganz, André Wilms... (12 novembre-1er décembre). *Quartett*, de Heiner Müller, m.e.s de l'auteur, par le Berliner Ensemble (12-15 décembre). *Les Mariés de la tour Eiffel* et *La Voix humaine* (soliste Felicity Lott), Orchestre national de France, Charles Dutoit direction (8 janvier). *Decodex*, de et m.e.s par Philippe Decouflé (15 janvier-2 février). *La Force de l'habitude*, de Thomas Bernhard, m.e.s d'André Engel, avec Serge Merlin... (22 février-29 mars). Festival Banlieues bleues (3-4 avril). *Almanach Bruitax*, de et m.e.s. par Marcia Barcellos et Karl Biscuit (23-27 avril).

Petite Salle : *XXe siècle Bonjour, bonsoir*, de et m.e.s par Roman Kozak, avec les élèves du Théâtre d'Art de Moscou (2-29 septembre). *L'Ombre de la vallée* et *Les Noces du rétameur*, de J.-M. Synge, m.e.s de Martine Colcomb, avec François Chattot... (8 octobre-10 novembre). *Traité des passions 3*, de et m.e.s par Jean-François Peyret (16 novembre-12 décembre). *Les Fils de l'amertume*, de Slimane Benaïssa, m.e.s de l'auteur et Jean-Louis Hourdin, avec Sid Ahmed Agoumi... (9 janvier-2 février). *Time is Money*, de et m.e.s par Nathalie Schmidt (25 févier-23 mars).

Maison de la culture de Bobigny, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. Tél. : 41-60-72-72. Télécopie : 41-60-72-61.

DANS LES SALLES DE CINÉMA

PRINCESSE CARABOO

Film américain de Michael Austin. Avec Phoebe Cates, Kevin Kline, Jim Broadbent, Wendy Hugues, John Lithgow, Stephen Rea.

■ Un personnage inconnu pénètre dans un milieu donné, et en révèle, par son étrangeté ou son exotisme, les mœurs. Le canevas est éprouvé. Michael Austin ne renouvelle pas le genre. Son héroïne débarque un beau matin de 1817 dans les champs du Devon et est confiée à la famille Worral, notabilité de la région. Là, on décide que la jeune femme s'appelle Caraboo, et qu'elle est une princesse échappée d'un bateau qui la destinait à l'esclavage. La rescapée y consent d'autant plus volontiers que sa principale occupation consiste à grimper sur les toits pour y prier. La cour du grotesque prince régent finira évidemment par s'enticher du phénomène, non sans qu'un journaliste se soit amouraché du bel objet. C'est d'ailleurs par sa voix (off) que cette histoire, fort conventionnellement filmée, parvient au spectateur du XXe siècle. Lequel refermera comme il l'a ouvert ce beau livre d'images sans conséquence aucune. *Jacques Mandelbaum*

Le vrai-faux retour de Michel Polnareff

« Live at the Roxy », dix-huit titres pour mémoire

TOUT TOUT pour ma chérie en version toc, sur fond reggae : lancé en première ligne sur le front de la promotion, le CD simple extrait du « nouvel » album de Michel Polnareff laissait prévoir une révision à la baisse des succès du plus éthéré de nos chanteurs pop. Courant mai, une deuxième salve est tirée avec une émission de télévision produite par Canal Plus (documentaire et entretien avec Michel Denisot, rediffusée le 2 juin à 16 h 30). Puis la caricature de *Tout tout pour ma chérie*, remixée au Village Recorder et au Pacifique Studio, envahit les ondes. On nous promet de l'inédit. Arrive *Live at the Roxy*, l'album. Il y a un inédit, le minimum exigé par le contrat discographique de Michel Polnareff, dont le dernier disque, *Kama-Sutra*, date de 1990 – *la Compilation*, parue en 1991 est hors jeu.

Pour satisfaire sa maison de disques (Sony) qui s'impatientait, le chanteur se fend donc d'un solo de piano, *Lee Neddy*. Michel fait de l'humour, l'acheteur alléché par l'étiquette (*« 18 de ses meilleurs titres en public dont un inédit* [souligné] *et une nouvelle version de « Tout tout pour ma chérie »*) devra en avoir aussi. Déçu, il pourra écrire au : Fan Club International de Michel Polnareff, 8205, Santa Monica Blvd, suite 361, West Hollywood, CA90046-5912, USA.

Hollywood, justement. Là où trône le Roxy, un des rares réceptacles dignes du retour du chanteur à lunettes, que l'on a vu récemment arborer sur la couverture d'un hebdomadaire de rock français une cravate de play-boy kitsch. Au Roxy, flotte l'ombre de Springsteen, Bowie ou Aretha Franklin. Ils y ont chanté, Polnareff aussi, le 27 septembre 1995. Premier Français, et premier piano au centre d'un dispositif musical calé à l'américaine, avec des « pointures », transfuges de Diana Ross, Earth Wind and Fire (Dick Smith, à la guitare), Paula Abdul (Sam Sims, le bassiste), Weather Report (Alex Acuna, aux percussions), de Frank Sinatra ou de Rod Stewart, et des choristes à l'accent délicieux.

SANS UNE RIDE

Sur la pochette, Michel Polnareff, photographié de dos, dans une version soft du dénudé des années twist, se refait le chignon. Disparu, retrouvé obèse au Royal Monceau, perdu aux Etats-Unis, débusqué dans sa cachette de Los Angeles par *Le Monde (lire l'article de Brigitte Salino du 5 décembre 1995)*, Michel Polnareff jouait au chat et à la souris. Pour avoir eu du génie, il pouvait se le permettre. Privé de ses contestables chevaux de bataille (*Lee Neddy* et l'agaçant *Tout tout*), le *Live au Roxy* mérite des écoutes répétées. Les chansons n'ont pas pris une ride, pas même *L'Amour avec toi*, plutôt ravigotée à l'heure du retour de l'ordre moral. *Holydays* plane très haut, *Lettre à France*, dénudée et légèrement violonneux, est d'une sentimentalité pudique à faire fondre. Oniriques, élégantes (*Le Bal des Laze*, *Ame câline*), ces ballades interdisent qu'on les étiquette sous un genre. Elles sont libres.

La voix de Michel Polnareff s'est bonifiée. Souple, décidée, sûre. Le jeu du piano est délié, dominant. Avec ces ingrédients, Polnareff organise la grand-messe au Roxy – la petite foule des fans reprend *On ira tous au Paradis*. L'interprète y a mis toutes ses forces, mais l'auteur-compositeur reste aux abonnés absents.

La stratégie médiatique de cet album *live* – beaucoup de chanteurs en ont fait d'excellents, *unplugged* pour des cessions privées, en direct à l'Olympia ou à Bercy – transforme l'exercice réussi d'autoréhabilitation en vrai-faux retour. On attendra donc encore une fois le prochain album, en écoutant ces versions simples et belles des chansons de Polnareff, première période.

Véronique Mortaigne

★ 1 CD Small/Sony 483940-2.



GEORGES MOUSTAKI
Tout reste à dire

Inlassable, Georges Moustaki est un inlassable de la chanson. Qui pourrait l'empêcher d'écrire, de chanter, d'aller au concert, de faire de jolis duos avec de jolies femmes (*Des Mots démodés* avec Enzo, une bossa bien emmenée) ? Personne. « *Nous avons tout à dire, tout nous reste à dire* », et ça fait beaucoup, tant les langages musicaux sont variés : valse musette (*La Ruelle*), ballade (*Les Lointains autrefois*, voix traînante, Graeme Allwright qui chanterait le charme des bisous sur la joue), ou samba douce (*Ave Maria no morro*, du Brésilien Herivelto Martins, pour rappeler l'attachement du nomade grec au pays du carnaval et de la *saudade*. Ici la voix manque un peu). Moustaki est maître dans l'art de créer la complicité : ainsi trouvera-t-on ainsi un Nilda Fernandez apprivoisé (en duo, pour *Demande de réparation pour dommages de guerre*, d'après un texte de Dan Ben-Amots), ou encore une poignée de spécialistes de la musique soufie (dont le flûtiste Kudsi Erguner) pour accompagner un poème du Turc Yunus Emre (XIIIe siècle, mais la voix, là aussi...). « *Il faut voyager, entendre d'autres bruits, goûter d'autres fruits, vivre d'autres légendes* », écrit Moustaki, un homme à suivre. *V. Mo.*

★ 1 CD Tristar Music TSR 484024-2.

LES FRERES JACQUES
Les Frères Jacques chantent Jacques Prévert

La majorité des chansons réunies dans cette compilation qui prolonge la réédition des enregistrements des quatre enfants terribles de la poésie chantée ont été enregistrées en 1957. On ne se lasse jamais de *Barbara*, de *La Pêche à la baleine*. « *Frères prêcheurs... Piétons de l'Apocalypse* », disait d'eux Prévert, que le quatuor n'osait pas chanter, « *tant Agnès Capri interprétait bien Prévert et Kosma* ». Mais les « *frères en Jacquerie* » de Jacques Prévert en connaissaient long sur l'art de la mise en scène. Il suffit de fermer les yeux pour imaginer leurs jeux de mains sur *Le Noël des ramasseurs de neige* (enregistré en public à la Rose rouge, en décembre 1954). *V. Mo.*

★ 1 CD Rym Musique 1916682. Distribué par PolyGram.

VINCENT BAGUIAN
Pas mal

Du blues, du swing, du tempo, des glissandos et des notes bleues : Vincent Baguian a trouvé dans cette musique de bar de nuit, de fumées propices au flirt, l'appui idéal aux aphorismes rigolos et faux calembours qui bâtissent ses chansons (*« Si tu n'revenais pas, j'irais voir l'pape à Noël, Tu descendras du ciel... Rome c'est pas loin »*). Dans ce portrait un peu enfantin de l'époque (le body-building, les vitamines, la voiture et la concurrence sauvage), Vincent Baguian, voix grave, flegme de bon aloi, a mis beaucoup d'ironie (*« J'en ai soupé de votre incompétence, mais je suis ravi qu'un mot si laid vous qualifie, un con pétant plus haut que ses fesses en l'occurrence, dont le cul rance est resté trop longtemps assis »*, le fond musical indique des préférences pour le swing manouche), mais aussi de la gravité. *Comme un vieux monsieur* est un descriptif de la solitude qui amène à « *craindre la mort, haïr la vie, comme un jeune con qui vieillit* », alors qu'il faut « *apprendre à se soigner pour rien* ». *V. Mo.*

★ 1 CD Columbia COL484 098-2

MUSIQUE DU MONDE

GUILLERMO PORTABALES
El Carretero

ELIADES OCHOA E CUARTETO PATRIA
The Lion is Loose !

Né en 1911 (à Cienfuegos), Guillermo Portabales fut un grand interprète de la *guajira* cubaine, chant proche de la *trova* – une romance –, et attaché à la mythologie paysanne des provinces, qu'il fit entrer dans les salons. Doté d'une voix plutôt haute, vibrante, Portabales aimait aussi chanter le tango, le boléro. En 1937, il découvre Porto Rico, carrefour des rythmes caribéens et sud-américains. Il s'y installe et y meurt écrasé par une voiture en 1970. A la *guajira*, Portabales a apporté une nonchalance inhabituelle. Accompagné par deux guitaristes et un percussionniste, il parvient à donner un chic inhabituel à ces récits de vie paysanne, à ces visions bucoliques, mais parfois infiniment tristes, du pays des cannes à sucre. *El Carretero* regroupe des enregistrements réalisés à Miami en 1962 et 1963, à New York en 1968 et 1968.

Le Cuarteto Patria a été formé à Cuba en 1939 par une femme joueuse de maracas, Maria Emilia Garcia, mais c'est en 1978 que Eliades Ochoa le rejoint. Né en 1946, près de Santiago de Cuba, il a dix-sept ans au moment de la Révolution castriste, et de chanteur de rue, devient détenteur d'un programme de radio, « Trinchera Aguaria ». Plus qu'un chanteur, El Cubanito est un excellent guitariste, dont le jeu d'une grande finesse démêle les trames du *son montuno*, de la *guaracha* ou de la *plena*. Le Cuarteto Patria (chant, guitares, basse et percussions), un peu uniforme, interprète ici des compositions de Los Compadres (Lorenzo Hierrezuelo et Francisco Repilado), avec une incursion dans les territoires intimes de Miguel Matamoras (*Lagrims Negras*). *V. Mo.*

★ 1 CD World Circuit Records WCD043. Distribué par Night and Day.

★ 1 CD Corason CORA125. Distribué par Mélodie.

MASDONGAR
Siya

D'origine tchadienne, Clément Masdongar a goûté à tous les arts (la danse avec Maurice Béjart, le théâtre avec Peter Brook, la peinture...). En musique, il a depuis longtemps choisi son camp. Ancien pensionnaire de l'Orchestre puis du Ballet national du Tchad, il n'a pas opté pour la tradition, préférant jouer la carte des sonorités urbaines qui peuvent se fondre astucieusement dans l'air du temps et le décor occidental. Mais l'on ne dira jamais assez combien la production, quand elle dérape dans les excès, peut avoir sur un disque des effets dévastateurs. Clément Masdongar a beau posséder de réels talents d'auteur-compositeur, un timbre de voix original, ses qualités ont bien du mal à percer sous le voile musical synthétique. Première parution du jeune label Sankara, ce disque attendu déçoit, après les promesses des précédents, *Mariam* en 1987, et *Anastasia* en 1990. Espérons une suite avec un supplément d'âme et qui saura s'écarter des chemins parfois hasardeux de la dance. *P. L.*

★ 1 CD Sankara 522814-2. Distribué par Polygram.



KEITH JARRETT
At The Blue Note

Les 3, 4 et 5 juin 1994, le meilleur trio du monde possible – Keith Jarrett (piano), Gary Peacock (basse), Jack DeJohnette (batterie) – s'« enferme » au Blue Note comme Joselito vient de s'enfermer avec six toros à Madrid pour célébrer Goya. Ils ont devant eux une quarantaine de compositions que l'on peut considérer comme des *standards*, six CD à faire, et ils y vont. L'exploit est de qualité. Il y a là des perles et des moments aboutis, l'ensemble est plus que convenable et pour autant...

Pour autant, on ne repère pratiquement jamais ces instants de magie où le trio fusionne. Tout est traité d'une façon qui finit par paraître identique. Et au fond du fond, si l'on veut vraiment dire un sentiment, c'est une épreuve décevante. Elle ne colle jamais à ce qui justifie l'interprétation d'un – précisément – « standard » : sa destruction nuptiale.

Dans *La Gazette de Szentes*, un critique musical hongrois, Effel, fait état d'une étrange expérience : il écoute ensemble, en les superposant, deux morceaux différents, n'importe lesquels, sur deux lecteurs différents : ça marche ! *F. M.*

★ 1 coffret de 6 CD ECM 1575-80-527638-2

MILES DAVIS
Live Around The World

New York, Los Angeles, Graz, Montpellier, Rome, Montreux, Osaka, Chicago ; le groupe constitué de Miles, Foley, Kenny Garrett et Robert Irving III, le répertoire des années 88-90, de *In A Silent Way* à *Time After Time* (belle version). Parfois la justesse est un peu « justos » et la présence vaguement absente. C'est la loi du direct, du concert, du « live » qui excite tant les âmes simples. Miles venait d'inventer la musique qui se voit et le lien d'amour ironique avec l'entendeur (salut !). Vous pensez bien que ce tour de passe-passe fond avec l'enregistrement. Surtout avec un enregistrement qui n'est pas fait pour être enregistré. C'est comme la Joconde sur un foulard, ça peut être joli, mais c'est moins fort.

Pour autant, l'ensemble tient le coup, l'énergie est bien restituée et certains moments sont intenses. Pour amateurs peu exigeants ou pour fans absolus : en général, les uns et les autres sont concernés par les mêmes principes de choix. *F. M.*

★ 1 CD Warner Bros 9362-46032-2/4.

ERIC LE LANN/MICHEL GRAILLER
Trois heures du matin

Photos de fins de nuit, répertoire imprenable (*Lush Life, In a Sentimental Mood, Où sont tous mes amants*), citations de Scott Fitzgerald, duo trompette-piano. Cette œuvre est une des plus belles. Pas une note de trop. Juste la musique. Tout le contraire de ce qui se fait d'ordinaire, de ce qui se produit à la chaîne, de ce qui s'aime au petit bonheur la chance. Juste la musique. Impossible d'en déduire la moindre idée qui colle à ce qu'est devenu le jazz dans l'esprit de ses bedeaux (une musique « youpi » faite par des « yes-men » dans un climat Eurodisney). Juste la musique.

Eric Le Lann est le meilleur trompettiste du moment. On a trop peu l'occasion d'entendre Michel Grailler. *Trois heures du matin* s'écoute à toute heure du jour, plutôt la nuit. Attention, chef-d'œuvre. *F. M.*

★ 1 CD DDD WMD 426 015-2.

ROCK

EVERYTHING BUT THE GIRL
Walking Wounded

L'idée géniale, on la doit aux bricoleurs trip-hop de Massive Attack qui, pour leur deuxième album, demandèrent à Tracey Thorn de venir plaquer sa voix magnifiquement désincarnée sur leurs expériences électroniques. La beauté saisissante de ce mariage convainquait la chanteuse d'Everything But The Girl et son compagnon Ben Watt d'élargir le principe à leurs propres créations. Une formule immuable voulait qu'une orchestration acoustique décore leurs chansons tristes. Mais la réussite lumineuse de leur début, l'album *Eden* en 1984, n'avait jamais été égalée par des disques finalement redondants. Le nouveau parti pris fut étrenné par le succès international de *Missing*, vieux titre « relifté » par les machines. Persévérant dans cette voie, leur nouvel album, *Walking Wounded*, prouve les ressources de ce changement. Très loin des effets racoleurs de la dance music, ces rythmes synthétiques se posent avec une élégante retenue. La froideur de cette techno intimiste évoque la solitude mieux qu'aucune guitare sèche. L'arythmie délicate de cette *jungle* de chambre se fait l'écho de l'instabilité émotive. L'éternelle mélancolie de Tracey Thorn ne pouvait rêver plus bel écrin. *S. D.*

★ 1 CD Virgin 7243 8 41698 2 4.



EL CANÇONER DEL DUC DE CALABRIA 1526-1554
La Capella reial de Catalunya, Jordi Savall (direction)

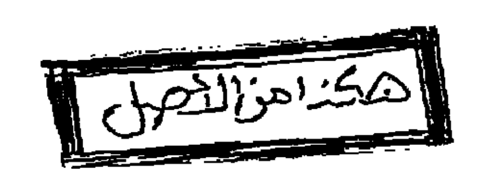
C'est le quatrième volet de ce parcours éblouissant que propose Jordi Savall à travers les cours princières de la péninsule ibérique de ce qu'on appellera un peu vite la Renaissance. Après *El Cancionero de la Colombina* et celui *de Palacio*, que suivit le plus tardif *Cancionero de Medinaceli* – tous avec Hespèrion XX –, Savall nous convie à la cour du palais del Real à Valence, où Germaine de Foix et plus encore son époux, le duc Ferdinand d'Aragon (1488-1550), imposent la référence humaniste de la cour de Naples, en faisant le plus avancé des cénacles hispaniques. La fécondité des apports de Lluís del Milà, la résidence (probable) du Tarragonais Mateu Flexta, permettent de lever l'anonymat presque total des compositeurs des pièces du recueil. Ainsi peut-on avancer des attributions convaincantes à Cristobal de Morales ou Bartomeu Càrceres. On s'étonnera peu de la faible place laissée aux *villancicos* en langue catalane, cantonnée à la cour à un usage domestique ou « pittoresque ». Peu rancunière, la Capella reial de Catalunya restitue avec la grâce et la saveur des timbres qu'on lui connaît un monde de luxe heureux, d'une douceur néo-platonicienne. Un moment d'enchantement. *Ph.-J. C.*

★ 1CD Astrée-Auvidis E 8582

GIROLAMO FRESCOBALDI
Il primo libro de'madrigali a cinque voci.
Concerto Italiano, Rinaldo Alessandrini (direction).

On n'a guère jusqu'ici attaché d'importance à l'œuvre madrigalesque du musicien de Ferrare, dont les compositions pour clavier, d'une profonde originalité, ont assuré la réputation. Le premier livre qu'il publie à vingt-cinq ans en 1608 à Anvers, chez Phalène, grand diffuseur du genre, n'aura pas de suite. Faute de pouvoir estimer ce qu'une plus longue pratique de la polyphonie vocale aurait révélé du cheminement artistique de Frescobaldi, on a la chance de juger sur pièce ces compositions oubliées, restituées dans des conditions idéales de sérieux dans le respect du texte et de la lettre (Frescobaldi a fourni de claires indications quant à l'interprétation des madrigaux de la *seconda pratica*). Ça ne surprendra pas de la part de l'équipe emmenée par Rinaldo Alessandrini, qui livra naguère une scrupuleuse – et fort belle – version intégrale des *Arie Musicali* chez le même éditeur (OPS 30-105/106). Une exhumation bienvenue. *Ph.-J. C.*

★ 1CD Opus 111 OPS 30-133.

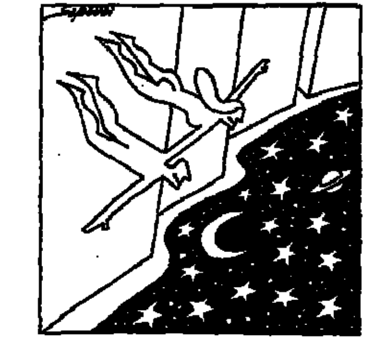


ROCK

CLASSIQUE

Au Festival de Ris-Orangis

Le rendez-vous annuel des musiques traditionnelles



IMMUABLEMENT, mais toujours avec goût, le festival de Ris-Orangis se penche sur la production internationale des musiques traditionnelles (un terme qui ne signifie pas qu'elles soient figées). Sur la pelouse du Parc de Saint-Eutrope, on dresse un chapiteau. Cette année, l'un des plus anciens festivals de « musiques vivantes » y a invité les Bretons Yan Fanch Kemener (chant) et Didier Squiban (piano), le Trio Raphaël Fays (jazz manouche), les Irlandais Kilfenora Ceili Band. Dans un cabaret improvisé, d'autres Irlandais, les Broken Pledge, la danseuse indienne Sharmila Sharma, le trio suédois Vasën, ou encore le choeur de femmes kabyles Timazir'n créent des ambiances intimistes. Un « parquet couvert » accueille les bals (la Compagnie du Boeuf Noir, d'Auvergne, les Maganés, du Québec, Daisy Belle, du zydeco cajun, et Diaouled ar Menez, pour le fest-noz). Sur le « parquet découvert », du gwo kâ guadeloupéen (Kan'Nida), ou du maloya réunionnais (Zarboutan). En prime, amateurs et professionnels se livrent au plaisir de la vielle à roue et à archet.

★ Festival de Ris-Orangis (91). Parc de Saint-Eutrope, hippodrome d'Evry. 13 heures, le 1er juin. Tél. : 69-02-13-25.

UNE SOIRÉE À PARIS

The Auteurs
Luke Haines n'a jamais vraiment concrétisé les espoirs qu'on avait placés en lui à l'époque de *New Wave*, magnifique premier album de ses Auteurs. Un peu trop alourdi de distorsion, son pop-rock conserve néanmoins des vertus acerbes.
Palace, 8, rue du Faubourg-Montmartre, Paris 9e. Mo Rue-Montmartre. 20 heures, le 31. Tél. : 42-46-10-87.

Fun Lovin' Criminals
Cousins des turbulents Beastie Boys, ces rappers blancs new-yorkais ont réussi sur leur premier album, *Come Find Yourself*, une série de collages formalisés en chansons irrésistibles et insolentes. Ils devront faire leur preuve sur scène.
Café de la danse, 5, passage Louis-Philippe, Paris 11e. Mo Bastille. 20 heures, le 31. Tél. : 47-00-02-71. De 105 F à 120 F.

Orchestre national d'Ile-de-France
La *Petite Messe solennelle* de Rossini, écrite pour des chanteurs des trois sexes (femmes, hommes et... castrats), est un régal de tous les instants : entre Palestrina et l'opéra, elle déroule l'ordinaire d'une messe aux atours peu communs. Distribution franco-française de premier plan.
Valérie Millot (soprano), Hanna Schaer (mezzo-soprano), Gilles Ragon (ténor), Vincent Le Texier (basse), Choeur régional Vittoria d'Ile-de-France, Jacques Mercier (direction).
Evry (91). Cathédrale de la Résurrection, place Monseigneur-Romero. 20 h 15, le 31. Tél. : 60-77-30-45. Entrée libre.

Le Ballet Jazz Art/Raza Hammadi
Raza Hammadi et sa compagnie reviennent d'une tournée en Allemagne. Il a choisi de présenter non pas sa création *Mosaïques* mais quelques pièces de son répertoire : *L'Intruse*, *Archipel* et *Marathon jazz*. Le chorégraphe est un des très rares représentants de la danse jazz qui font évoluer le genre, le nourrissant de sujets contemporains, de gestuelles issues d'autres cultures.
Théâtre Romain-Rolland, 18, rue Eugène-Varlin, 94 Villejuif. 20 h 30, le 31. Tél. : 49-58-17-17. 115 F.

Georges Dalaras, Georges Moustaki
Georges Dalaras, né au Pirée, est l'une des figures marquantes de la musique grecque. A l'occasion de l'adhésion prochaine de Chypre à l'Union européenne, il célèbre les charmes de la musique de cette île au Palais des Congrès aux côtés de Georges Moustaki, d'Elli Paspala ou encore de Michalis Christodoulmides.
Palais des Congrès, porte Maillot, Paris 17e. Mo Porte-Maillot. 20 h 30, le 31. Tél. : 40-68-00-05. De 179 F à 287 F.

Hôtel des Ephémères
Anne Sylvestre et Guy Faucon ont conçu cet « opéra maritime » avec l'idée de renouer avec une tradition populaire intimiste et légère. Mettant en scène des archétypes (la serveuse nostalgique, la nourrice confidente, l'artiste diabolique), *Hôtel des Ephémères* réunit une dizaine de musiciens et acteurs, pour une pièce bâtie comme un roman policier.
Théâtre 13, 24, rue Daviel, Paris 13e. Mo Glacière. 20 h 30, du mardi au samedi ; 15 heures ; dimanche. Tél. : 45-88-62-22. 80 F et 120 F. Jusqu'au 16 juin.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

L'ARÈNE DU MEURTRE
Film isréalien d'Amos Gitaï, avec Lea Rabin, textes récités par Hanna Schygulla (1 h 15).
VO : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) ; L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

BONGO MAN
Film allemand-jamaïcain de Stephan Paul, avec Jimmy Cliff (1 h 45).
VO : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09).

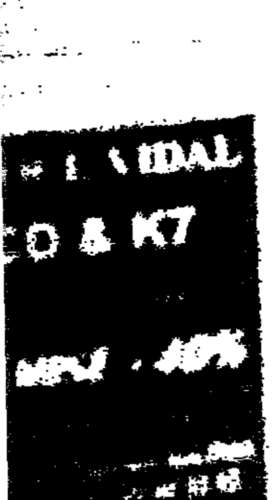
DES LENDEMAINS QUI CHANTENT
Film français de Caroline Chomienne, avec Julien Gangnet, Pierre Allio, Alphonse Ghanem, Pascal Mathieu, Elodie Mennegan, Delia Routsova (1 h 10).
UGC Ciné-cité les Halles, 1er ; Espace Saint-Michel, 5e (44-07-20-49).

GIRL 6 (*)
Film américain de Spike Lee, avec Theresa Randle, Isaiah Washington, Spike Lee, Jenifer Lewis, Debi Mazar, Peter Berg (1 h 48).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1er (40-39-99-40 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2e (47-70-33-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68 ; réservation : 40-30-20-10) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Elysées Lincoln, dolby, 8e (43-59-36-14 ; réservation : 40-30-20-10) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13e (45-80-77-00 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (43-27-84-50 ; réservation : 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, dolby, 14e (43-20-32-20 ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (réservation : 40-30-20-10).

PRINCESSE CARABOO
Film américain de Michael Austen, avec Phoebes Cates, Kevin Kline, Jim Broadbent, Wendy Hugues, John Lithgow, Stephen Rea (1 h 35).
VO : 14-Juillet Beaubourg, 3e (42-77-14-55) ; Gaumont Marignan, 8e (réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (43-27-84-50 ; réservation : 40-30-20-10).
VF : Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (47-07-55-88 ; réservation : 40-30-20-10).

SUNCHASER
Film américain de Michael Cimino, avec Woody Harrelson, Jon Seda, Anne Bancroft, Alexandra Tydings, Matt Mulhern, Talisa Soto (2 h).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6e (46-33-79-38) ; UGC Montparnasse, dolby, 6e ; UGC Odéon, dolby, 6e ; Gaumont Champs-Elysées, dolby, 8e (43-59-04-67 ; réservation : 40-30-20-10) ; Max Linder Panorama, THX, dolby, 9e (48-24-88-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; La Bastille, dolby, 11e (43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13e (45-80-77-00 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (réservation : 40-30-20-10).
VF : Paramount Opéra, dolby, 9e (47-42-56-31 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Gobelins, dolby, 13e ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (43-27-84-50 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (réservation : 40-30-20-10) ; Le Gambetta, THX, dolby, 20e (46-36-10-96 ; réservation : 40-30-20-10).

(*) Films interdits aux moins de 12 ans.



RÉGION

MUSIQUE CLASSIQUE

CAEN
Les Arts florissants
Casséna de Mondonville : *Motets*. William Christie (direction).
Eglise Notre-Dame-de-la-Gloriette, rue Saint-Laurent, 14 Caen. 20 h 30, le 7 juin. Tél. : 31-30-76-20. 150 F.

DIJON
Menuhin Festival Orchestra
Schubert : *Symphonie no 8 « Inachevée »*. Dvorak : *Symphonie no 9 « Nouveau Monde »*. Yehudi Menuhin (direction).
Grand Théâtre, place du Théâtre, 21 Dijon. 20 h 30, le 5 juin. Tél. : 80-30-61-00. De 90 F à 160 F.
Ensemble instrumental la Fenice
Œuvres de Pérotin, Josquin des Prés, Lejeune, Palestrina, Mauduit, Anerio et Victoria. Maîtrise de Dijon, Alain Chobert (direction).
Cathédrale Sainte-Bénigne, place Sainte-Bénigne, 21 Dijon. 20 h 30, le 7 juin. Tél. : 80-30-61-00. De 50 F à 80 F.

FONTEVRAUD
Orchestre de Nederlandse Bachverinisging
Bach : *Magnificat, Messe BWV 236, Cantate BWV 50*. Maria-Christina Kiehr (soprano), Kai Wessel (alto), John Elwes (ténor), Michel Laplénie (basse), Ensemble vocal Sagittarius, Gustav Leonhardt (direction).
Abbaye royale, 49 Fontevraud. 21 heures, le 1er juin. Tél. : 41-51-73-52. 100 F.

LILLE
Orchestre national de Lille
Lutoslawski : *Postlude no 1*. Strauss : *Till Eulenspiegels Lustige Streiche*. Mozart : *Concerto pour cor et orchestre KV 495*. Liszt : *Ce qu'on entend sur la montagne*. Jean-Noël Melleret (cor), Arnold Ostman (direction).
Le Nouveau Siècle, 20, rue du Nouveau-Siècle, 59 Lille. 20 h 30, les 1er et 3 juin. Tél. : 20-12-82-40. 140 F.
Fidelio
de Beethoven : *version de concert*. Hillevi Martinpelto (Leonora), Albert Bonnema (Florestan), Franz Hawlata (Rocco), Christiane Œlze (Marceline), Geert Smits (Don Fernando), Monteverdi Choir, Orchestre révolutionnaire et romantique, John Eliot Gardiner (direction).
Opéra, place du Théâtre, 59 Lille. 15 h 30, le 2 juin. Tél. : 20-55-48-61. De 60 F à 250 F.
Juditha Triumphans Devista Holofernis Barbarie
de Vivaldi. Nora Gubisch (Juditha), Michelle Walton (Abra), Sylvie Sullé (Holopherne), Paola Cigna (Vagaus), Béatrice de Vigan (Ozias), Maîtrise boréale, la Grande Ecurie et la Chambre du Roy, Jean-Claude Malgoire (direction), Alita Baldi (mise en scène).
Opéra, place du Théâtre, 59 Lille. 20 heures, les 7 et 11 juin ; 15 h 30, le 9 juin. Tél. : 20-55-48-61. De 60 F à 250 F.

METZ
La Traviata
de Verdi. Ghyslaine Raphanel (Violetta), Ilya Levinski (Alfredo Germont), Gaëtan Laperrière (Giorgio Germont), Choeur de l'Opéra-Théâtre de Metz, Philharmonie de Lorraine, Jacques Lacombe (direction), Bernard Broca (mise en scène).
Théâtre municipal, 4-5, place de la Comédie, 57 Metz. 15 heures, le 2 juin. Tél. : 87-75-40-50. De 40 F à 200 F.

MONTPELLIER
Goya
de Prodromides, création. René Massis (Goya), Marie-Stéphane Bernard (la duchesse d'Albe), Alain Vernhes (Bayeu), Chœur de l'Opéra de Montpellier, Orchestre philharmonique de Montpellier, Claude Schnitzler (direction), Petrika Ionesco (mise en scène).
Opéra, 11, boulevard Victor-Hugo, 34 Montpellier. 15 heures, le 2 juin ; 20 heures, le 4 juin. Tél. : 67-60-19-99.

NANCY
Don Giovanni
de Mozart. Mikel Dean (Don Giovanni), Nicolas Cavallier (Leporello), Iulia Isaev (Donna Anna), Anne-Sophie Schmidt (Donna Elvira), Claire Brua (Zerline), Gabriel Alexandrescu (Ottavio), Olivier Lallouette (Masetto), Yurij Kruglov (le commandeur), Chœur de l'Opéra de Nancy et de Lorraine, Orchestre symphonique de Nancy, Jonathan Darlington (direction), Antoine Bourseiller (mise en scène).
Opéra de Nancy et de Lorraine, 1, rue Sainte-Catherine, 54 Nancy. 14 h 30, le 2 juin ; 20 h 30, les 4 et 6 juin. Tél. : 83-85-30-63. De 45 F à 225 F.

STRASBOURG
Le Chevalier à la rose
de R. Strauss. Angela Denoke (La maréchale), Stella Kleindienst (Octavian), Walter Fink (le baron Ochs), Jean-Marc Salzmann (Faninal), Anat Efraty (Sophie), Chœur de l'Opéra du Rhin, Orchestre philharmonique de Strasbourg, Woldemar Nelsson (direction), Johannes Schaaf (mise en scène).
Théâtre municipal, Opéra du Rhin, 19, place Broglie, 67 Strasbourg. 19 h 30, les 7, 11, 14, 18, 21 et 23 juin ; 15 heures, les 9 et 16 juin. Tél. : 88-75-48-23. De 60 F à 300 F.

JAZZ

AMIENS
15e Festival des musiques de jazz et d'ailleurs
Tout est dans l'ailleurs. Depuis maintenant quinze ans Michel Orier – directeur de la Maison de la culture d'Amiens, responsable de Label bleu, filiale d'édition phonographique par où passent les grands créateurs du jazz en France et une jeune école inventive (Portal, Texier, Humair, Kühn, Rava, Goyone, Celea/Couturier, Ducret, Emler, Lourau, Bojan Z...)– s'efforce chaque année d'ouvrir le jazz aux autres musiques et les autres musiques au jazz. Equilibre que l'on retrouve dans la programmation cette année où, après une fête pour les dix ans de Label bleu, Akiyo (Guadeloupe) K'gwanyape Band (Bostwana) ou Cheb Mami (Algérie) vont côtoyer le nouveau quartette libre de Claude Barthélémy, la chanteuse Dee Dee Bridgewater, Palatino, le superbe quartette unissant Aldo Romano, Michel Benita, Paolo Fresu et Glen Ferris, le blues chaleureux et gouailleur de Patrick Verbecke ou son option plus rock hendrixien de Melvin Taylor.
Jusqu'au 1er juin. Renseignements : 22-97-79-77.

DANSE

AUBUSSON
Compagnie Beau Geste
Dominique Boivin : *Petites Histoires au-dessus du ciel.*
Théâtre Jean-Lurçat, 23 Aubusson. 20 h 30, le 4 juin. 90 F.

BORDEAUX
Coppélia
Ballet du Grand-Théâtre de Bordeaux. Chorégraphie : Eugène Poliakof.
Grand-Théâtre, 46, avenue du Parc-de-Lescure, 33 Bordeaux. 20 h 30, les 4, 5, 6 et 7 juin ; 14 h 30, le 9 juin. Tél. : 56-48-58-54.

HÉROUVILLE-SAINT-CLAIR
Karine Saporta
L'Or ou le Cirque de Marie.
Château de Beauregard, 14 Hérouville-Saint-Clair. 20 h 30, les 5 et 6 juin. Tél. : 35-71-41-36. 110 F.
Lyon Opéra Ballet
Stéphanie Aubin : *Volti Subito.*
Opéra Nouvel, 1, place de la Comédie, 69 Lyon. 20 h 30, les 4, 5, 6, 7, 8, 11 et 12 juin ; 17 heures, le 9 juin. Tél. : 72-00-45-45. De 80 F à 165 F.
Régine Chopinot
Végétal.
Maison de la danse, 8, avenue Jean-Mermoz, 69 Lyon. 19 h 30, le 5 juin ; 20 h 30, les 6 et 7 juin. Tél. : 78-75-88-88. 120 F.

SAINT-ÉTIENNE
Compagnie Temps présent
Thierry Malandain : *Sol y Sangre.*
Théâtre Copeau-Grand-Théâtre, jardin des Plantes, 42 Saint-Etienne. 20 h 30, le 6 juin. Tél. : 77-25-35-18. De 85 F à 125 F.

TOULOUSE
Ballet du Capitole
George Balanchine : *Capriccio*. Antony Tudor : *Dark Elegies*. Michel Rahn : *L'Oiseau de feu, création.*
Théâtre du Capitole, place du Capitole, 31 Toulouse. 20 h 30, les 1er et 4 juin ; 14 h 30, le 2 juin. Tél. : 61-22-80-22. De 80 F à 160 F.

THÉÂTRE

ANGERS
Félix
de Robert Walser, mise en scène de Claude Aufaure, avec Paule Annen, Claude Aufaure, Jean-Quentin Châtelain, Nathalie Jeannet et Claude Yersin.
Nouveau Théâtre-Beaurepaire, 12, boulevard Gaston-Dumesnil, 49 Angers. 20 h 30, du 1er au 15 juin ; 19 h 30, les 6 et 13. Relâche dimanche. Tél. : 41-87-80-80. Durée : 1 h 35. 85 F et 110 F.*

ARTENAY
Le Voyage des comédiens
avec « Petit, petite » (Centre de littérature orale), « Tabataba » (Centre dramatique régional de Tours), « Fleur de Prague » (Cie du Hasard), un récital de contes (Centre de littérature orale), « Quatre saisons« (Cie du Hasard), « Voyage avec un âne dans les Cévennes » (théâtre du Lamparo) et un spectacle commun.
Le Théâtre mobile, 45 Artenay. 14 heures, 17 h 30 et 20 h 30, le 5 ; 14 heures et 20 h 30, le 6 ; 14 heures, 20 h 30 et 22 heures, le 7. Tél. : 38-80-09-73. 30 F et 50 F.*

BORDEAUX
Le Tour du monde des chants d'amour ; entracte radiophonique ; travaux d'onomastique appliquée
de Pascale Murtin et François Hiffler, mise en scène des auteurs, avec Pascale Murtin, François Hiffler et Etienne Charry (Grand Magasin).
Théâtre Molière-Scène d'Aquitaine, 33, rue du Temple, 33 Bordeaux. 20 h 30, du 4 au 7. Tél. : 56-01-45-66. Durée : 1 h 35. 40 F et 85 F.*

CHALONS-EN-CHAMPAGNE
Festival Furies
avec les Zoolook's, Pascal Ferrari, Ecume et compagnie, 4 L 12 (entrée : 70 F, 50 F), les Alama's givrés (entrée : 30 F), Artonik, Eclat immédiat et durable, Zoo Zoo, les Quidams, Cie la Saillie, Cie théâtrale de l'Albatros, Cie Jacky Auvray, Bululu théâtre, Katertone, Délices Dada, Ilotopie et Tubapiston.
Rues, 51 Châlons-en-Champagne. 18 heures, le 6 ; 17 heures, le 7 ; 15 heures, le 8. Tél. : 26-65-90-06. Entrée libre.

DIJON
Théâtre en mai
Va-t'en chercher le bonheur et ne reviens pas les mains vides, par Sentimental Bourreau
avec Mathieu Bauer, Lazare Boghossian, Julien Bureau, Sylvain Cartigny, Judith Depaule, Laurence Hartenstein, Judith Henry, Joachim Latarjet et Martin Selze.
L'Usine, 37, rue de Longvic, 21 Dijon. 19 h 30, le 1er. Tél. : 80-30-12-12. Durée : 1 h 30. 60 F et 80 F. Dernière.*
Gradiva
d'après Wilhelm Jensen, mise en scène d'Olivier Besson, avec Patrick Blauwart, Stéphane Laudier, Marion Weidmann, Sébastien Jacobs et Carole Leblanc.
Hall no 3 du Parc des expositions, rue du Général-Laborde, 21 Dijon. 19 h 30, le 1er. Tél. : 80-30-12-12. Durée : 1 h 40. 60 F et 80 F.*
The Hospital
d'après Anton Tchekhov, mise en scène de Mou Sen, avec Du Ke, Lu De An, Yue Hong Tao, Zhu Wen, Ling You Juan, Yang Jian Guo et Lei Zhen.
Entrepôt Théâtre, 12, rue Breuchilière, 21 Dijon. 19 h 30, le 1er. Tél. : 80-30-12-12. Durée : 2 heures. 60 F et 80 F.*
Polaroïd
de Xavier Durringer, mise en scène de l'auteur, avec Farouk Benalleg, Elsa Dourdet, Laurence Haziza, Agnès Joessel, Philippe Kara-Mohamed, Bruno Lopez, Edouard Montoute, Omar Bekhaled, Betty Teboulle et Véronique Tissier.
Théâtre des Feuillants, 9, rue Condorcet, 21 Dijon. 15 heures, le 1er. Tél. : 80-30-12-12. Durée : 1 h 30. 60 F et 80 F.*

GRENOBLE
L'Ile des esclaves (en italien)
de Marivaux, mise en scène de Giorgio Strehler, avec Luciano Roman, Massimo Ranieri, Laura Marinoni, Pamela Villoresi, Philippe Leroy-Beaulieu, Alessandro Mor, Paola Roscioli, Luca Scaglia, Maria Grazia Solano et trois musiciens.
Le Cargo-Grande Salle, 4, rue Paul-Claudel, 38 Grenoble. 20 h 30, le 5 ; 19 h 30, les 6 et 8 ; 14 h 30 et 20 h 30, le 7. Tél. : 76-24-49-56. Durée : 1 h 40. 60 F et 170 F.*

LE HAVRE
Le Roi Lear
de William Shakespeare, mise en scène de Georges Lavaudant, avec Gilles Arbona, Marc Betton, Philippe Morier-Genoud, Annie Perret, Marie-Paule Trystram, Louis Beyler et Sylvie Orcier.
Le Volcan, 2, rue Racine, 76 Le Havre. 20 h 30, les 5, 7, 8 ; 19 h 30, le 6. Tél. : 35-19-10-10. Durée : 3 h 30. 110 F.

MARSEILLE
Chimère
de Bartabas, mise en scène de l'auteur. Par le théâtre équestre Zingaro.
Centre équestre Pastré, 33, traverse de Carthage, 13 Marseille. A partir du 6 juin. 21 heures, les 6, 7, 8, 9, 11, 12, 14, 15, 16 et 18. Tél. : 91-24-35-35. Durée : 1 h 45. 200 F. Jusqu'au 26 juin.

QUIMPER
La Station Champbaudet
d'Eugène Labiche, mise en scène d'Anne-Marie Lazarini, avec Laurence Février, Didier Lesour, Philippe Lebas, Jacques Bondoux, Frédérique Lazarini, Claude Guedj, Andréa Retz-Rouyet, Irène Chauve et Xavier Bouvier.
ADC, 2, quai Dupleix, 29 Quimper. 20 h 30, les 6 et 7. Tél. : 98-90-34-50. Durée : 1 h 30. 60 F et 80 F.*

STRASBOURG
Vengeance tardive
de Jacques Rebotier, mise en scène de l'auteur, avec Jean-Claude Bolle-Reddat, Assia Dnednia Walker, Alain Fromager, Stephan Koziak, Sylvie Milhaud et Jean-François Perrier.
Wacken-Théâtre national, place de la Foire-Exposition, 67 Strasbourg. 20 heures, le 1er. Tél. : 88-35-44-52. Durée : 1 h 30. 95 F et 125 F. Dernière.*

ART

ALBI
Transapparence : Mario Merz, Gilles Touyard
Moulins albigeois, 41, rue Porta, 81 Albi. Tél. : 63-47-56-50. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé mardi. Du 1er juin 1996 au 15 septembre 1996.
Transapparence : Piotr Kowalski
Centre culturel de l'Albigeois, place de l'Amitié, 81 Albi. Tél. : 63-49-72-72. De 14 heures à 19 heures. Fermé lundi. Du 1er juin 1996 au 15 septembre 1996.
Transapparence : Valérie Bélin
Verrerie ouvrière, 21-Saint-Juéry, rue Aragon, 81 Albi. Tél. : 63-49-48-80. Sur rendez-vous. Du 1er juin 1996 au 15 septembre 1996.

ANDILLAC
Transapparence : Patrick Neu
Château du Cayla, 81 Andillac. Tél. : 63-49-48-80. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé mardi. Du 1er juin 1996 au 15 septembre 1996.

ARRAS
French Landscapes, paysages anglais
Musée des Beaux-Arts, 22, rue Paul-Doumer, 62 Arras. Tél. : 21-71-26-43. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures ; samedi jusqu'à 18 heures ; dimanche de 10 heures à 12 heures et de 15 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 14 juillet 1996.

AVIGNON
Avignon, deux palais pour Rodin
Palais des Papes, 84 Avignon. Tél. : 90-27-50-00. De 9 heures à 19 heures. Jusqu'au 1er septembre 1996.
Musée du Petit Palais, place du Palais-des-Papes, 84 Avignon. Tél. : 90-86-44-58. De 9 heures à 19 heures. Jusqu'au 1er septembre 1996.

BEAUMONT-DU-LAC
Nathalie Elemento
Centre d'art contemporain de Vassivière, île de Vassivière, 87 Beaumont-du-Lac. Tél. : 55-69-27-27. De 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 juin 1996. 15 F.
Michel Paysant, Marie Sester
Centre d'art contemporain de Vassivière, île de Vassivière, 87 Beaumont-du-Lac. Tél. : 55-69-27-27. De 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 22 septembre 1996. 15 F.

BELFORT
Patrick Bailly-Maître-Grand
Théâtre Granit, galerie, 1, faubourg de Montbéliard, 90 Belfort. Tél. : 84-58-67-67. De 14 heures à 19 heures ; samedi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures ; dimanche de 14 heures à 18 heures. Egalement au centre Atria ; av. de l'Espérance. Fermé lundi. Jusqu'au 23 juin 1996.

BORDEAUX
Figures d'ombres
Musée Goupil, 40-50, cours du Médoc, 33 Bordeaux. Tél. : 56-69-10-83. De 14 heures à 18 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 10 août 1996.

CAEN
Crossroads : Jacques Charlier, Léo Copers, Philippe Dufour
FRAC de Basse-Normandie, 9, rue Vaubenard, 14 Caen. Tél. : 31-93-09-00. De 14 heures à 18 heures. Fermé dimanche. Du 1er juin 1996 au 1er septembre 1996.

LE CATEAU-CAMBRÉSIS
Del Marle
Musée Matisse, palais Fénelon, place du Commandant-Richez, 59 Le Cateau-Cambrésis. Tél. : 27-84-13-15. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures ; dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 1er septembre 1996.

HAZEBROUCK
Georges Rouault
Musée municipal, place Georges-Degroote, 59 Hazebrouck. Tél. : 28-43-44-46. Mercredi, jeudi, samedi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures ; dimanche de 10 heures à 12 heures et de 15 heures à 18 heures. Du 7 juin 1996 au 11 août 1996.

LESCURE-D'ALBIGEOIS
Transapparence : Emmanuel Saulnier
Chapelle Saint-Michel, route de Saint-Michel, 81 Lescure-d'Albigeois. Tél. : 63-49-48-80. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé mardi. Du 1er juin 1996 au 15 septembre 1996.

LISE-SUR-TARN
Transapparence : Richard Fauguet
Musée Raymond-Lafage, 81 Lise-sur-Tarn. Tél. : 63-49-48-80. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé mardi. Du 1er juin 1996 au 15 septembre 1996.

MARSEILLE
Philippe de Champaigne : le Ravissement de Madeleine. Une redécouverte
Musée des Beaux-Arts, palais de Longchamp, 13 Marseille. Tél. : 91-62-21-17. De 10 heures à 17 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 30 juin 1996. 10 F.

MONTBÉLIARD
Jacques Charlier
Centre d'art et de plaisanterie, hôtel de Sponeck-54, rue Clemenceau, 25 Montbéliard. Tél. : 81-91-37-11. De 10 heures à 19 h 30 ; dimanche et jours fériés de 15 heures à 19 heures ; lundi de 12 heures à 19 h 30. Jusqu'au 28 juillet 1996.

MOUANS-SARTOUX
Devant et derrière la lumière
Espace de l'art concret, château, 06 Mouans-Sartoux. Tél. : 93-75-71-50. De 11 heures à 19 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 16 juin 1996.

NANTES
Arménie, des origines au IVe siècle après J.-C
Musée Dobrée, 18, rue Voltaire, 44 Nantes. Tél. : 40-71-03-50. De 10 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 17 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 15 septembre 1996. 20 F, dimanche gratuit.
Henry Moore : l'expression première
Musée des beaux-arts, patio, 10, rue Georges-Clemenceau, 44 Nantes. Tél. : 40-41-65-65. De 10 heures à 18 heures ; vendredi jusqu'à 21 heures ; dimanche de 11 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 2 septembre 1996.

NICE
Giovanni Anselmo
Musée d'art moderne et d'art contemporain, 1er étage, promenade des Arts, 06 Nice. Tél. : 93-62-61-62. De 11 heures à 18 heures. Nocturne vendredi jusqu'à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 16 juin 1996. 25 F.

ORLÉANS
Mémoire du Nord
Musée des beaux-arts, place Sainte-Croix, 45 Orléans. Tél. : 38-53-39-22. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 30 juin 1996. 18 F.

RENNES
Classifications : Claude Closky, Jac Leirner, Jean-Philippe Lemée
Galerie Art & Essai, université Rennes 2, 6, avenue Gaston-Berger, 35 Rennes. Tél. : 99-14-11-42. De 13 heures à 18 heures ; samedi de 14 heures à 17 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 30 juin 1996.
Seamus Farrell, Daniel Faust, Nan Goldin, Raymond Hains
La Criée, centre d'art contemporain, place Honoré-Commeurec, 35 Rennes. Tél. : 99-78-18-20. De 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche ; lundi. Jusqu'au 9 juin 1996.
Les Images prises aux mots
Galerie du Théâtre national de Bretagne, 1, rue Saint-Hédier, 35 Rennes. Tél. : 99-31-55-33. De 14 heures à 20 heures ; samedi de 14 heures à 22 heures et sur rendez-vous. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 30 juin 1996.

ROUEN
Ecole de Rouen, de l'impressionnisme à Marcel Duchamp, 1878-1914
Musée des beaux-arts, square Verdrel, 76 Rouen. Tél. : 35-71-28-40. De 10 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 1er juillet 1996. 30 F.

SAINT-PAUL-DE-VENCE
Germaine Richier
Fondation Maeght, 06 Saint-Paul-de-Vence. Tél. : 93-32-81-63. De 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 25 août 1996.

TANLAY
Hommage à Denise Colomb, de Montparnasse à Saint-Germain-des-Prés
Centre d'art contemporain, château, 89 Tanlay. Tél. : 86-75-76-33. De 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 20 octobre 1996.
Yan Pei-Ming
Centre d'art contemporain, château, 89 Tanlay. Tél. : 86-75-76-33. De 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 7 juillet 1996.

TOULOUSE
Jean Cassou et l'art moderne
Réfectoire des Jacobins, 69, rue Pargaminière, 31 Toulouse. Tél. : 61-21-34-50. De 13 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 10 juin 1996.

VALENCE
Hamish Fulton
Musée des Beaux-Arts, 4, place des Ormeaux, 26 Valence. Tél. : 75-79-20-80. De 14 heures à 18 heures ; mercredi, samedi, dimanche de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Visites guidées les 8 et 23 juin à 15 heures. Jusqu'au 23 juin 1996. 15 F.

(*) Tarifs réduits.



Jean-Pierre Elkabbach affirme qu'il « prendra ses responsabilités »

Le président de France Télévision est de plus en plus isolé. Après les critiques des personnels, il doit maintenant affronter ses anciens collaborateurs, qu'il a évincés

ALORS que les rumeurs de sa démission se font de plus en en plus insistantes, Jean-Pierre Elkabbach, président de France Télévision, indique dans l'édition du vendredi 31 mai du *Parisien-Aujourd'hui* que ce n'est pas son *« état d'esprit »*. *« Pour ce qui dépend de moi, et au vu des résultats, des bilans de France 2 et France 3, je ne vois pas de raison de m'en aller dans les jours qui viennent. D'autre part le CSA m'a invité à revenir le voir en fin de semaine prochaine. Je m'inscris dans ce calendrier. »*

Toutefois, du fait de l'isolement croissant qui est le sien, Jean-Pierre Elkabbach considère que sa démission pourrait être une possibilité. Le prochain conseil d'administration de France 2, prévu en principe lundi 10 juin, pourrait donner l'occasion aux *« parlementaires et représentants de l'Etat »* de le *« mettre en minorité »*. Plutôt qu'être révoqué, Jean-Pierre Elkabbach pourrait alors présenter sa démission. *« Je suis un homme lucide. A ce moment-là, on verra de quelle nature sera la décision et d'où elle viendra (...) Je ne suis pas décidé à m'accrocher à quelque fonction que ce soit. Je sais prendre mes responsabilités, je l'ai toujours montré. Je n'exclus pas de ne pas aller jusqu'au bout de mon mandat (...) Je ne tiens pas à faire de vieux os dans une fonction que je devais exercer encore pendant cinq ou six mois. Je sais qu'il y a beaucoup d'impatience par ailleurs... »*

Est-ce qu'il y a des éléments qui peuvent amener le président de France Télévison à prendre sa décision sans attendre cette date du lundi 10 juin ? Le petit monde de l'audiovisuel semble le croire, puisque les pronostics d'un départ dans les prochains jours sont nombreux.

Secoué par la tornade médiatique déclenchée par la révélation des contrats qu'il a consentis à une poignée d'animateurs-producteurs (Delarue, Nagui, Drucker, etc.), Jean-Pierre Elkabbach est aujourd'hui un président isolé. A l'intérieur comme à l'extérieur.

L'intersyndicale de France 2, où la fronde est surtout menée par la CGT et la CGC, a obtenu, à une forte majorité, que le personnel exprime par motion, mercredi 29 mai, sa *« défiance »* envers l'équipe dirigeante. Elle a aussi demandé au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) d'intervenir. Dans une lettre publique adressée à Hervé Bourges, président du CSA, les syndicats indiquent *« que la crise ouverte du fait de l'existence des contrats faramineux s'aggrave de jour en jour. Cette situation ne peut plus durer, France 2 risque de tomber en déliquescence. Ne pas le voir, c'est ne pas voir qu'il y a non-assistance à service public en danger »*.

La « garde rapprochée » de Jean-Pierre Elkabbach s'est aussi retournée contre lui. Patrick Clément et Louis Bériot, deux de ses plus proches collaborateurs, qu'il a « déchargés » en début de semaine de leurs fonctions de délégué général et de conseiller à la présidence, sous la pression des syndicats, se retournent aujourd'hui contre lui.

Mercredi 29 mai, Patrick Clément a affirmé qu'il *« ne peut être d'accord avec la décision »* de Jean-Pierre Elkabbach. Quant à Louis Bériot, il a fait appel à un avocat en indiquant qu'il se sentait *« révoqué »*. Louis Bériot et Jean-Luc Mano, directeur de l'information de France 2, ainsi que Carlo Freccero, autre conseiller spécial du président de France Télévision, un proche de Patrick Clément, auraient écrit à Jean-Pierre Elkabbach pour manifester leur soutien à ce dernier. Enfin, Jean-Luc Mano jugerait pour sa part être très menacé. A l'extérieur, l'isolement de Jean-Pierre Elkabbach se confirme aussi. Le CSA estime que ce n'est pas à lui de démettre Jean-Pierre Elkabbach et le presse donc de convoquer un conseil d'administration, afin que les représentants de l'Etat prennent leur responsabilité en mettant Jean-Pierre Elkabbach en minorité. M. Bourges a écrit une lettre en ce sens au président de France Télévision.

A Matignon, où l'on suit les choses de près, on se garde toutefois de prendre une position tranchée. Officiellement, les conseillers du premier ministre attendent la remise du rapport sur l'audiovisuel public de l'inspection des finances. Le rapporteur, Jean-Michel Bloch-Lainé, doit le remettre lundi 3 juin à Alain Juppé. C'est en fonction des conclusions de ce rapport que les représentants de l'Etat au conseil d'administration de France 2 prendront une décision.

Les milieux politiques adoptent pour leur part une extrême prudence et laissent entendre que de *« nouveaux développements »* sont toujours possibles. Mais il semble clair que la démission de Jean-Pierre Elkabbach soulagerait toutes les parties prenantes. A tel point qu'on lui assigne déjà un point de chute : Europe 1. Mais un responsable de la radio exclut l'hypothèse de son retour à la station : *« Cela mettrait la rédaction dans la rue. »*

Yves Mamou

Carlo Freccero dément toute « rixe » avec Patrick Clément

Carlo Freccero, conseiller spécial du président de France Télévision, a démenti, dans un communiqué diffusé dans la matinée du vendredi 31 mai et signé de sa main, les rumeurs d'une rixe entre lui et Patrick Clément, ex-délégué général de France-Télévision, qui se serait terminée par une intervention du SAMU. Indiquant qu'il avait eu *« le 26 avril une chute de tension (...) qui avait nécessité une intervention non pas du SAMU mais de SOS Médecin »*, Carlo Freccero *« ne peut que s'insurger contre de telles affabulations qui n'ont pour but que d'essayer de salir injustement Patrick Clément »*.

Louis Bériot s'estime « licencié »

Louis Bériot, directeur de l'antenne de France 2, a annoncé, jeudi 30 mai, qu'il avait chargé son avocat, Me Jean-Marc Varaut, de *« tirer toutes les conséquences de droit »*, après la suppression de son poste de conseiller du président de France Télévision. Louis Bériot affirme ne pas avoir été *« averti par un entretien préalable à tout licenciement prévu par la loi »* de cette éviction annoncée par Jean-Pierre Elkabbach aux membres du comité d'entreprise lors d'une réunion extraordinaire (*Le Monde* du 30 mai). Me Varaut explique, dans un entretien publié dans *Le Parisien* du 31 mai, que son client *« se trouve déqualifié et se considère comme globalement licencié (...) A mon avis, il est encore à France 2 le temps de faire ses bagages »*. L'avocat annonce qu'il va assigner la chaîne en référé et réclamer des *« dommages et intérêts importants »*. Louis Bériot était considéré comme l'un des fidèles de Jean-Pierre Elkabbach.

M. Douste-Blazy renforce les aides à la presse

LE MINISTRE de la culture, Philippe Douste-Blazy, s'est inquiété, jeudi 30 mai, devant la société professionnelle des papiers de presse, du déséquilibre dans la répartition entre les médias des ressources publicitaires. Ce *« déplacement structurel »* a selon lui fait perdre en cinq ans, *« à chiffre d'affaires constant, à l'ensemble du secteur de la presse, 4,5 milliards de francs, et près de 1,5 milliard à la presse quotidienne nationale »*.

Parmi les mesures à l'étude, prévues pour 1997, figure une limitation de la publicité sur le service public. Une autre possibilité est d'augmenter la taxe de 0,5 % qui est prélevée sur les ressources publicitaires des chaînes de télévision. Une partie de cette taxe permet déjà d'alimenter l'aide aux journaux à faibles ressources publicitaires.

Le ministre a confirmé que les mesures préparées par Nicolas Sarkozy afin de favoriser le portage des journaux à domicile et le développement dans les nouveaux services multimédia allaient être mises en place. M. Douste-Blazy souhaite également *« renforcer les points de vente »*, notamment pour les quotidiens, en installant, par exemple, des distributeurs automatiques. Des mesures sont également à l'étude pour favoriser les diffuseurs de presse. Enfin, dans le cadre des négociations entre des représentants de la presse et de la Poste, le ministre demande un *« traitement spécifique »* pour la presse d'information.



VENDREDI 31 MAI

TF 1

13.00 Journal, Météo.
13.35 Femmes. Magazine.
13.40 Les Feux de l'amour. Série.
14.30 Dallas. Envolée. Feuilleton.
15.25 Hawaï police d'Etat. Souvenirs au présent. Série.
16.30 Une famille en or. Jeu.
17.05 Rick Hunter, inspecteur choc. L'ombre du passé. Série.
18.00 Sydney Police. La rivière. Série.
19.05 L'Or à l'appel. Jeu.
19.50 et 20.45 Météo.
20.00 Journal.

France 2

12.55 et 13.40 Météo.
12.59 Journal, Point route.
13.50 Derrick. Série. Fin d'une illusion.
14.53 Tennis. Internationaux de France en direct de Roland-Garros (267 min). 318301851
Roland-Garros est aussi une grande opération médiatique puisque ce tournoi du Grand Chelem est retransmis dans plus de 145 pays et regardé par près de 2 milliards de téléspectateurs.
19.20 et 1.50 Studio Gabriel. Invités : Elie et Dieudonné
19.59 Journal, Journal des courses, Météo, Point route.

France 3

13.10 Tennis. Internationaux de France (105 min). 7656702
14.55 Fame. Série.
15.45 Les deux font la loi.
16.10 Je passe à la télé.
16.45 Les Minikeums.
17.50 C'est pas sorcier.
18.20 Questions pour un champion. Jeu.
18.50 Un livre, un jour. *Les Whiskies du monde*, de Gilbert Delos et Matthieu Prier.
18.55 Le 19-20 de l'information, *19.08, Journal régional.*
20.05 Fa si la chanter. Jeu.
20.35 Tout le sport.
20.38 Tennis. Côté court.
20.50 Consomag.

La Cinquième

13.00 Détours de France. 13.25 Attention santé. 13.30 Défi. Dites-le avec des fleurs. 14.00 Hymne à la terre. 15.00 Le Moyen-Orient. [2/2]. 16.00 A l'aube des temps. [6/13]. 16.30 Le Réseau des métiers. 16.35 ▶ Alf. 17.30 Affaires publiques. Le droit de grève. 17.45 Les Clefs de la nature. Psoriasis, passez l'éponge. 18.00 Plans de vol. La navigation douce [4/13]. 18.30 Le Monde des animaux.

Arte

19.00 Virunga, rivières de feu et de glace. Documentaire d'Alan Root (60 min). 2257
20.00 Brut. *Sommaire : Fin de réunion au PS ; Les expulsions et la zone d'attente de l'aéroport de Roissy : La Médaille des Justes ; Les Consommateurs : Des soldats Afghans ; Mario de Barbès (30 min).* 9431
20.30 8 1/2 Journal.

M 6

13.25 Pour l'amour de Lisa. Téléfilm de Karen Arthur (89 min). 1414257
Accablée par la mort de son mari, une femme malentendante doit puiser en elle la force d'élever leur petite fille de cinq ans.
15.05 Les Drôles de dames.
16.30 Hit Machine. Variétés.
17.00 Indaba. Série.
17.30 Studio Sud. Série.
18.00 Agence Acapulco. Série. Poker de dames.
19.00 Le Magicien. Série. *Personne n'est parfait.*
19.54 Six minutes d'information.
20.00 Notre belle famille.
20.35 et 23.30 Capital 6.

Canal +

▶ En clair jusqu'à 13.45
12.30 La Grande Famille.
13.45 Guet-apens. Film américain de Roger Donaldson (1993, 111 min). 3480162
15.35 Babylon V.
16.20 Le Journal du cinéma. Magazine.
16.25 Les Dalton en cavale. Film d'animation *franco-américain* de Morris, Bill Hanna et Joe Barbera (1983, 82 min). 7239870
17.55 L'Histoire sans fin.
▶ En clair jusqu'à 20.30
18.32 La Coccinelle de Gotlib.
18.35 Nulle part ailleurs. Invité : Patrick Poivre d'Arvor.
20.30 Le Journal du cinéma.

20.50 — TF 1

▶ SIXIÈME CLASSIQUE
Téléfilm de Bernard Stora, avec Véronique Genest, Line Renaud (100 min). 618493
Un garçon, qui entre en sixième, s'invente une histoire extravagante.

20.55 — France 2

BAS LES MASQUES
Chirurgie esthétique : bien dans son corps, bien dans sa tête ? (120 min). 907493
A l'approche de la saison de la plage et des tenues légères, Mireille Dumas s'intéresse à celles et ceux qui ont recours à la chirurgie esthétique.

20.55 — France 3

THALASSA
Magazine présenté par Georges Pernoud. L'étoile mexicaine, de Régis Michel et Christian Auxemery (60 min). 9931054
A l'Ouest du Mexique, une île en forme d'étoile est posée sur la lagune du Rio San Pedro.

20.45 — Arte

▶ LES IMPUDENTS
Téléfilm de Horst Szerba, avec Jürgen Vogel, Meret Becker (85 min). 748412
Après la mort prématurée de leurs parents, un frère et sa sœur rêvent de bonheur et de liberté. Lui est surveillant dans un grand magasin, elle est aide-soignante. Un veil homme, échappé de la maison de retraite, entre dans leur vie...

20.45 — M 6

UNE FEMME POUR CIBLE
Téléfilm d'Elliot Silverstein (84 min). 927967
Un inspecteur enquête sur le meurtre de son coéquipier et prend sous sa protection sa maîtresse, une séduisante call-girl.

20.35 — Canal +

UNE OMBRE DANS LA NUIT
Téléfilm de Kevin Connor 43(85 min). 880764
22.00 Dans la nature avec Stéphane Peyron. Caravane du Kazakhstan (50 min). 84493
22.50 Flash d'information.

22.30 — TF 1

SANS AUCUN DOUTE
Magazine présenté par Julien Courbet avec la participation de Marie Lecoq, maître Didier Berges. Invité : Didier Derlich. Peut-on prévoir l'avenir ? Les trucs pour bien préparer sa voiture pour les vacances ; *le courrier des* téléspectateurs (115 min). 2042509
0.25 L'Eternelle Jeunesse. Téléfilm de Vittorio De Sisti, avec François Marthouret, Barbara De Rossi (180 min). 26523967
3.25 Journal, Météo.
4.00 TF 1 nuit. 4.10 Histoire de la vie. L'aventure inachevée. 5.05 Musique. 5.10 Histoires naturelles.

22.55 — France 2

BOUILLON DE CULTURE
Le plaisir des mots, les mots du plaisir. Avec P. Aguillou et N. Saïki (*La Téci à Panam', parler le langage des banlieues*) ; J. Bedel (*Guide du chineur-2 000 mots clés des antiquités et de la brocante*) ; J.-P. Bouchard (*Les Mots du sport*) ; A. Debarède et J.-J. Santiveri (*Le Dico de l'amour et de la sexualité*) ; P. Louis (*Du bruit dans Landerneau - les noms propres dans le parler commun*) (70 min). 9801493
0.05 Géopolis.
0.55 Journal, Bourse, Côté court, Météo.
1.20 Tennis. Résumé du jour. 2.20 Envoyé spécial (rediff.). 4.20 24 heures d'infos. 5.35 Légendes du monde. [4/10]. 6.05 Dessin animé.

21.55 — France 3

FAUT PAS RÊVER
Magazine présenté par Sylvain Augier. Invité : Laurent Fignon. Inde : les épices du Kerala ; France : le dernier kig ha farz de Marie-Anne ; Italie : les cierges de Gubbio (60 min). 7568986
22.55 Journal, Météo.
23.25 Science 3. Sauvetage dans l'espace. *L'histoire du sauvetage du télescope Hubble, lancé dans l'espace en 1993, et qui, à la suite d'une erreur de construction, renvoyait des images confuses et décevantes.* 0.20 Cap'tain Café. Avec Mano Solo et les Voleurs de poule, Silmaris, Melaaz. 1.15 Les Incorruptibles. La relève. Série. 2.05 Musique Graffiti. Ballet. Noëlla Pontois et Patrick Dupond. *Le Cygne noir*, de Tchaïkovski, chor. Marius Petipa (15 min).

22.10 — Arte

GRAND FORMAT : LE FOND DE L'AIR EST ROUGE
Documentaire de Chris Marker (180 min). 77049257
De Che Guevara à Rudi Dutschke, de Lénine à Mao, de Charonne aux barricades de la rue Gay-Lussac, de Cuba à Santiago du Chili, Le fond de l'air est rouge *retrace la montée puis la retombée des utopies révolutionnaires dans les années 60 et 70. Extraordinaire montage d'archives, ce film de Chris Marker est inédit sur les chaînes hertziennes françaises depuis sa sortie un 1977. Arte le diffuse dans une nouvelle version (1988) de trois heures.*
1.10 Music Planet. Magazine [3/12]. World Collection. Papa Wemba, chance-Eloko Pamba, de Jimmy Glasberg (rediff.). 2.05 Le Charme discret de la politique. Documentaire de Sophie Martre (rediff., 45 min).

22.30 — M 6

MISSION IMPOSSIBLE, VINGT ANS APRÈS
Série. L'hologramme, avec Peter Graves, Tony Hamilton (60 min). 98325
L'équipe de Jim Phelps tente de piéger un redoutable narcotrafiquant en l'attirant sur le sol américain pour qu'il y soit arrêté.
23.35 Sexy Zap. Magazine (30 min). 2834764
0.05 Les professionnels. Action terroriste. Série.
1.00 Best of Groove.
2.30 Black Ballad. Documentaire. 3.25 E = M 6. Magazine. 3.50 Fréquenstar. Magazine.

23.00 — Canal +

PHILADELPHIA ■ ■
Film américain de Jonathan Demme avec Tom Hanks (1993, 121 min). 7507290
1.00 Sinbad contre les sept Sarrasins. Film d'Emmimo Salvi (1964, v.o., 85 min). 4870344
2.25 Une épouse trop parfaite ■. Film de Nicholas Kazan (1994, 100 min). 90913054
4.05 Cinéma Paradiso ■ ■. *Film de G. Tornatore* (1989, v.o., 118 min). 6014696
6.05 Philippe le bienheureux. Documentaire (52 min). 7339967

Radio

France-Culture

19.33 Perspectives scientifiques. Biologie et médecine : la dernière réforme.
20.00 Le Rythme et la Raison. Petites histoires de la musique carnatique (5).
20.30 Le Banquet. Conversations philosophiques. Le désordre.
21.32 Black and Blue. Du tango au reggae. Avec Isabelle Leymarie.
22.40 Nuits magnétiques. Voyage à Hispaniola. Haïti et la République Dominicaine (4).
0.05 Du jour au lendemain. Henri Raynal (Dans le dehors). 0.50 Coda. Les couleurs de la nuit (5). 1.00 Les Nuits de France-Culture. (rediff.). Armand Gatti - Nicolas Frize 1972-1995 ; 3.00, Le temps libre, le loisir et l'ennui ; 3.50, Entretiens avec Pierre Schaeffer.

France-Musique

19.05 Domaine privé. De Brigitte Lefèvre.
20.00 Concert franco-allemand. Donné le 28 avril, à la salle des Congrès, à Sarrebruck, et émis simultanément sur la Radio de Leipzig, par l'Orchestre symphonique de la Radio de Sarrebruck, dir. John Nelson : Symphonie nº 80, de Haydn ; Symphonie nº 4, de Mahler.
22.00 Soliste. Stéphane Grappelli.
22.30 Musique pluriel. Œuvres de Berio, Depraz.
23.07 Ainsi la nuit. Œuvres de Bruckner.
0.00 Jazz Club. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Thomas Mann, la musique et l'Allemagne. Cantate BWV 131, de Bach, par le Tölzer Knabenchor et le Concentus Musicus de Vienne, dir. Nikolaus Harnoncourt, Allan Bergius, soprano enfant, Paul Esswood, alto, Kurt Equiluz, ténor, Robert Holl, basse ; Sonate nº 32 op. 111, de Beethoven, Rudolf Serkin, piano ; Le Crépuscule des Dieux : Marche funèbre, de Wagner, par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Hans Knappertsbusch ; Quatre chants Sérieux, de Brahms, Hans Hotter, baryton, Gerald Moore, piano ; La Nuit transfigurée, de Schœnberg, par l'Orchestre du Concertgebouw d'Amsterdam, dir. Otto Klemperer.
22.30 Les Soirées... (Suite). Motet sur le Psaume 136, de Schütz, par les Petits chanteurs de Ratisbonne, le Hamburger Bläserkreis für Alte Musik et le Ulsamer-Collegium, dir. Hanns-Martin Schneidt ; Œuvres de Bruckner, poèmes de Mörike. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5

20.00 Fort Boyard.
21.30 Itinéraire d'un gourmet.
21.55 Météo des cinq continents.
22.00 Journal (Fr.2).
22.30 Taratata. Avec Blur. (*France 2 du 26/5/96*)
23.50 Intérieur nuit.
0.30 Soir 3 (France 3).

Planète

20.35 500 nations. [7/8] La lutte pour l'Ouest.
21.25 Jean Reverzy, l'homme du passage.
22.15 La Mare au Canard.
23.50 La Volonté de Dieu.
0.45 Les Grands Commandants. [5/6] Ulysses Simpson Grant et la bataille du désert (50 min).

Paris Première

20.00 20 h Paris Première.
21.00 Chet Baker, The Last Days. De Willem Ouwerkerk.
22.00 Concert : Chet Baker. Enregistré au Ronnie Scott's en 1987 (60 min). 6654580
23.00 Musiques en scènes. Invités : Maurice Béjart et Marie-Claude Piétragala.
23.30 Ballet : Coppélia (100 min).

France Supervision

20.30 Taratata. Invitée : Lio.
21.50 Cap'tain Café. Invité : Thomas Fersen.
22.50 C'est de l'art. De Pierre Coulibeuf.
0.00 Tennis. (120 min).

Ciné Cinéfil

20.30 Despote ■. Film de Joseph H. Lewis (1957, N., v.o., 80 min) 15751899
21.50 L'Invisible Docteur Mabuse ■. Film de Harald Reinl (1962, N., 85 min) 89475677
23.15 Angelito ■. Film de Ruiz del Castillo (1961, N., v.o., 95 min) 85082798

Ciné Cinémas

21.00 Kuffs. Film de Bruce A. Evans (1993, 100 min) 31401851
22.40 Light of Day ■. Film de Paul Schrader *(1987, v.o., 105 min)* 70063898
0.25 Terreur à l'hôpital central ■. Film de Jean-Claude Lord (1982, 105 min) 52810710

Série Club

20.20 Skippy le kangourou.
20.45 (et 23.45) Le Masque. La madone noire.
21.40 (et 1.00) Wolff, police criminelle. Trafic d'armes.
22.30 Les Contes de la crypte. Cœur saignant en papillotes.
23.00 Mission impossible, vingt ans après. Astrologie et art militaire.
0.30 Vive la vie (30 min).

Canal Jimmy

20.00 Batman. Comment briser la glace.
20.30 Les Envahisseurs. La rançon.
21.20 M.A.S.H. Le meneur d'hommes.
21.45 Chronique du front.
21.50 Destination séries.
22.25 Dream On. Envers et contre tous.
22.50 Seinfeld. Transports urbains.
23.15 Country Box.
23.40 La Semaine sur Jimmy.
23.50 New York Police Blues. Episode nº 50 (55 min).

Eurosport

12.55 Formule 1. En direct. Grand Prix d'Espagne. Essais libres, à *Barcelone (65 min).* 2808829
14.00 Tennis. En direct. Internationaux de France (300 min). 54281528
19.00 Formule 1.
20.00 Course de camions.
20.30 Monster Truck.
21.00 Tennis.
22.00 Pole position.
23.00 Golf. (60 min).

Les films sur les chaînes européennes

RTL 9

22.40 Onze jours, onze nuits. Film de Joe D'Amato (1987, 100 min). Avec Jessica Moore. *Erotique.*
0.35 L'Infirmière de nuit. Film de Mariano Laurenti (1979, 95 min). Avec Gloria Guida. *Erotique.*

TSR

23.20 Les gens normaux n'ont rien d'exceptionnel. Film de Laurence Ferreira-Barbosa (1993, 95 min). Avec Valeria Bruni-Tedeschi. *Comédie dramatique.*

▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■ ■ Ne pas manquer.
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.
◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

L'après-guerre d'« Histoire parallèle »

Marc Ferro en a fini avec le conflit mondial, mais Arte a prolongé son rendez-vous du samedi. Le but reste le même : apprendre à lire le présent en décryptant les actualités d'hier

LES CÉLÉBRATIONS de la fin de la seconde guerre mondiale datent maintenant d'un an. Pourtant, « Histoire parallèle » continue son chemin et, pour la 356e semaine consécutive, l'historien Marc Ferro décortique les actualités cinématographiques d'il y a cinquante ans. Le projet initial, né d'une idée de Louisette Neil, était à la fois audacieux et simple. Simple dans la mesure où il s'agissait, semaine après semaine, de septembre 1989 à septembre 1995, de montrer au téléspectateur d'aujourd'hui, en le plaçant dans une position identique, l'intégralité des archives d'actualité que les publics de l'époque considérée (septembre 1939-septembre 1945) pouvaient voir, chacun dans leur pays. L'audace tenait à la démarche proposée : confronter, sous les regards croisés de Marc Ferro et d'historiens ou de témoins étrangers appartenant à des générations différentes, les formes et méthodes de propagande utilisées par les belligérants.

Fallait-il, une fois la guerre finie, continuer l'émission et courir, en quelque sorte, après notre passé ? Non sans hésitation, Louisette Neil et Marc Ferro ont pensé qu'il était important de continuer d'apporter aux contemporains les traces de leur histoire, de les aider à décrypter, en situation de spectateur actif, grâce à l'historien ou au témoin, ce qu'ils avaient vu, écouté autrefois de façon passive. Mais la démarche est plus complexe. Avec la guerre, il était possible de mettre en parallèle actualités françaises et allemandes, américaines et japonaises... de la semaine, la guerre se déroulant en temps réel, semaine après semaine, chez chacun des belligérants. La guerre finie, les histoires parallèles risquent d'être plus difficiles. Quels sujets retenir ? Les dernières émissions, qui toutes présentent des archives de 1946, ont porté sur des sujets plus singuliers : la papauté, la gloire de Tito, le retour du Ku Klux Klan, les débuts de la guerre d'Indochine, la faim dans le monde...

« Histoire parallèle » est désormais tributaire d'une documentation plus disparate. Il y a toujours les actualités, présentées dans leur intégralité, mais il y a aussi des archives qui peuvent différer par leur date, permettant de saisir l'événement en amont – l'émission consacrée à Tito est l'occasion de montrer un exceptionnel document soviétique d'avril 1945 – ou de prendre de l'avance sur le temps – ainsi le discours de Martin Luther King, *« I have a dream »*, clôt l'émission sur le retour du Klan en 1946. Mais qu'importe, la méthode d'analyse demeure. Marc Ferro et son invité lisent toujours avec efficacité les images, les replacent dans leur contexte et l'émission continue de remplir sa fonction civique : apprendre à lire l'image d'aujourd'hui.

Il arrive aussi, comme c'est le cas cette semaine pour l'Allemagne, que les actualités puissent être traitées en parallèle. Actualités de la zone orientale, occupée par les Soviétiques, et de la zone américaine sont passées au crible par Marc Ferro et son invité, Jutta Scherrer, historienne et *témoin*. Des deux côtés, l'on reconstruit. A l'Ouest, opérant un revirement politique, les Américains apportent leur aide aux Allemands, amorçant une américanisation de la zone occidentale. Soucieux de se dissocier du passé, les Allemands de l'Est dénoncent avec violence les nazis là où les Allemands de l'Ouest sont plus discrets.

Mais ce que montre avec force Jutta Scherrer, à partir des images, c'est la différence culturelle, en 1946, entre les deux Allemagnes. A l'Ouest, c'est le vide tandis qu'à l'Est une politique très libérale est mise en œuvre. La censure, pour quelques années, est inexistante et la créativité a libre cours ; jusqu'à la guerre froide, littérature et culture ne sont pas utilisées comme armes politiques, alors qu'à Moscou règne Jdanov ! C'est l'époque de la grande séduction de l'Allemagne de l'Est. Cela, on l'avait oublié ; les images le rappellent.

Michel Rapoport

★ **« Histoire parallèle » : « Vers deux Allemagnes », Arte, samedi 2 juin à 19 h 30.**



Le croisé de la tomate rouge

par Agathe Logeart

ON SE DEMANDE toujours, lorsqu'on voit un président de la République se déplaçant avec sa suite dans une belle région de France, à quoi peuvent bien servir ces voyages. Clac !, les portières des voitures lustrées comme des miroirs claquent à l'unisson. Clic ! clac !, les photographes photographient le visiteur dont les baisers claquent sur les joues des enfants. Zoom, les caméras se faufilent pour suivre la silhouette de celui qui se baigne dans la foule, déguste les produits du cru avec des *oh !*, avec des *ah !* de délectation appuyée, rencontre les élus locaux, les chefs d'entreprise, les chômeurs, les jeunes en difficulté ou non. Cela donne quelques images dans les journaux télévisés, parfois agrémentées de deux ou trois phrases qui doivent donner la couleur, le ton du moment.

Il n'est pas de bon voyage sans caméra, puisque l'intérêt de ce qui se passe lors de ces déplacements réside essentiellement dans le fait qu'on en parle. Et que le téléspectateur – donc l'électeur passé et à venir – se dise que ces hommes, qui savent distraire un peu de leur précieux temps pour sortir des palais nationaux, ne sont pas tout à fait coupés des réalités de la vie de ceux qu'ils gouvernent et qui les ont élus. Mais voilà, cette démarche répétitive pourrait finir par lasser, si elle n'était de temps en temps pimentée par une trouvaille – perle rare ou breloque de bazar, c'est selon – destinée à s'imprimer durablement dans la mémoire collective. Jacques Chirac est passé maître dans cet exercice de racleur de fond de terroir, comme vient de le montrer son départ en croisade en faveur de la tomate rouge et bretonne, tel qu'il *a été* retransmis avec un bel ensemble par toutes les chaînes de télévision.

Prenez donc une tomate, rouge et bretonne (la verte n'ayant pas ces soucis), expose un producteur de fruits et légumes au président en visite dans le Finistère : son exportation est interdite vers les Etats-Unis. Alors qu'il suffit d'en vendre aux Hollandais pour que ceux-ci les expédient dans leur emballage d'origine vers l'Amérique, en empochant leur bénéfice au passage. Avouez que c'est agaçant ! Très agaçant, opine le président. *« Et vous pourriez me l'écrire, ça ? »*, demande le chef de l'Etat, visiblement choqué de cette emblématique illustration des tracas que l'Europe communautaire fait endurer sans pitié aux agriculteurs français. *« Je n'aime pas beaucoup ce genre de discriminations, alors je suis tout prêt à voir ce que l'on peut faire »*, promet aussitôt le président de la République. Ouf ! La tomate a trouvé son sauveur... Le message est limpide : un homme qui se soucie du racisme anti-tomate-rouge-bretonne et qui répond présent avec une telle fermeté dès qu'on l'appelle à la rescousse pour une si juste cause sait gouverner la France, ce n'est pas douteux. La tomate rouge est entre de bonnes mains. Et nous sommes tous des tomates rouges, entre les mains du président de la République. Donc, nous aussi, nous avons trouvé notre sauveur. CQFD.

SAMEDI 1er JUIN

TF 1

12.50 A vrai dire. Magazine.
13.00 Journal, Météo.
13.30 Reportages. Un jour aux halles, de Francis Warin et Jean Ruelle.
14.10 L'homme qui tombe à pic. Boom. Série.
15.05 Mac Gyver. Série.
16.00 Melrose Place. Série.
16.55 Football. En direct. Match amical : Allemagne-France à Stuttgart ; 17.00, Coup d'envoi (140 min). 64421536
19.05 Beverly Hills. Tout feu, tout flamme. Série.
20.00 Journal, Formule 1, Tiercé, Météo.

20.45

MAMANS, ON VOUS AIME

Divertissement présenté par Isabelle Quenin et Michel Leeb. Avec Christophe Dechavanne, Sophie Favier... (125 min). 158062
Cinq enfants vont souhaiter une fête des mères exceptionnelle à leur maman.

22.50

HOLLYWOOD NIGHT

Téléfilm. Sous le sceau du secret, de Kelley Cauthen avec Shannon Tweed, Sam Hennings (95 min). 2788197
Une sexologue va aider la police à piéger un tueur sadique qui élimine systématiquement ses victimes.

0.25 Formule F1. Grand Prix d'Espagne : analyse des essais et entretien avec le pilote en pôle position.
1.00 Journal, Météo.

1.10 Les Rendez-vous de l'entreprise (rediff.). 1.30 et 2.05, 3.10, 3.45, 4.20 TF 1 nuit. 1.40 et 4.30 Intrigues. Série. 2.15 et 3.55, 5.05 Histoires naturelles. 4.55 Musique.

France 2

12.50 et 13.30 Météo.
12.59 Journal.
13.35 INC. Magazine.
13.40 Savoir plus santé. Régime plaisir. Invités : docteurs Jean-Noël Fabiani, Jacques Fricker, Sonia Dubois. Reportages : Régime créole en Corse ; Cuisine santé trois étoiles ; Manger avec son temps ; Jeune et obèse ; Les nouvelles molécules coupe-faim.
14.35 L'ABC des plantes.
14.40 Tiercé. En direct de Longchamp.
14.55 Samedi sport. Tennis : Internationaux de France en direct de Roland-Garros.
19.00 Ça balance.
19.50 et 20.35 Tirage du Loto.
19.59 Journal, Journal des courses, Météo.

20.45

RUGBY

En direct. Finale du Championnat de France : Stade Toulousain-CA Brive au Parc des Princes (105 min). 537888
Pour la troisième année, « le Stade » est finaliste et défendra son titre face à des Corréziens détenteurs du trophée Yves du Manoir.

22.30

LES ENFANTS DE LA TÉLÉ

Magazine présenté par Arthur et Pierre Tchernia. Les meilleurs moments (1re partie). Avec Victoria Abril, Alain Chabat, Liane Foly, Elie Semoun, Daniel Prévost, Christine Bravo... (75 min). 1448975

23.45 Journal, Côté court, Météo.
0.05 Troisième mi-temps.
0.55 La 25e Heure. L'histoire secrète de la secte Waco, de Michael Kirk (60 min). 6241888

1.55 Tennis. Internationaux de France à Roland-Garros. Résumé du jour. 2.25 Vive la France. La révolution culturelle [4/5]. 4.20 Rio Locco. 4.45 Bouillon de culture (rediff.). 5.55 Dessin animé.

France 3

11.45 Flash d'information.
11.50 et 15.00 Télévision régionale.
12.35 Journal.
13.05 Keno.
13.10 Tennis. Internationaux de France en direct de Roland-Garros (270 min). 92230488
17.40 Montagne.
18.10 Expression directe. FSU.
18.20 Questions pour un champion. Jeu.
18.50 Un livre, un jour. *A la recherche de J.D. Salinger*, de I. Hamilton.
18.55 Le 19-20 de l'information, 19.08, Journal régional.
20.05 Fa si la chanter. Jeu.
20.35 Tout le sport.
20.38 Tennis. *Côté court.*

20.55

▶ L'ANNÉE DU CERTIF

Téléfilm de Jacques Renard (100 min). 2759062
Dans les années 30, la compétition pour le titre de premier du canton au certificat d'études vue par un drôle de petit garçon.

22.35

▶ LES DOSSIERS DE L'HISTOIRE

Shimon Pérès, un combat pour la paix, de Serge Moati (100 min). 8345352

0.15 Journal, Météo.
0.40 Notes de maîtres. Concert enregistré à la Salle Gaveau. *Sonate nº 2 op. 102 pour violoncelle et piano*, de Beethoven ; *Suite italienne pour violoncelle et piano*, de Stravinsky ; *Sonate op. 40 pour violoncelle et piano*, de Chostakovitch, par Misha Maisky, violoncelle, Martha Argerich, piano.

1.40 Les Incorruptibles. Série. 2.30 Musique Graffiti. Œuvres de Mozart, par Jean-Louis Haguenauer, piano (25 min).

La Cinquième

12.30 Les Lumières du music-hall. Cora Vaucaire. **13.00** Mag 5. Spécial Parlement des enfants. **13.30** Va savoir. Victor le bienheureux. **14.00** ▶ Le Parlement des enfants. En direct de l'Assemblée nationale. *Pour la troisième édition du Parlement des enfants, La Cinquième entre dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale. A cette séance, 577 élèves de CM2, députés en culottes courtes, travailleront sur des projets de lois.* **16.00** Les Grands Maîtres du cinéma. Norman Jewison. **17.00** Qui vive. Le cancer et l'irrationnel. **18.00** Arrêt sur images. Serge Moati et Christopher Otzenberger.

Arte

19.00 L'Ile aux trente cercueils. Série [1/12], avec Claude Jade (30 min). 6538
Un grand feuilleton d'aventure et de mystère. D'après un roman de Maurice Leblanc.
19.30 Histoire parallèle. Magazine. Semaine du 1er juin 1946 (45 min). 92772
● Lire ci-dessus.
20.15 Le Dessous des cartes. Où en est la Russie ?
20.30 8 1/2 Journal.

20.45

LES ENFANTS DU DRAGON

Série de Peter Smith [4/4] (50 min). 9451333
Les étudiants dressent la statue de la Déesse de la démocratie sur la place Tiananmen.

21.35 Métropolis. Magazine. Prag Documentary Rap ; quand les femmes forcent le trait ; coup de gueule du sosie de Marilyn ; portrait d'Ismael Ivo ; cyber-news (60 min). 9165994

22.35

MUSIC PLANET

Magazine. World Collection [4/12]. Cheb Mami, le môme, d'Eric Sandrin (60 min). 1963772
Un excellent portrait du « prince du raï ».

23.35 Odyssée bidon. Téléfilm de Don Kent, avec Antoine Dulery (90 min). 6962772
Une entreprise française de produits chimiques tente, via un transitaire marron, de se débarrasser de produits hautement toxiques.

1.05 Cartoon Factory [9/10] Dessins animés (rediff.). 1.35 Not the 9 O'Clock News Série [8/8] (v.o., rediff., 25 min). 2.00 Le Temps d'une pause. Court métrage français de Stephan Moszkowicz (1995, rediff.). 2.20 Court-circuit. Walking the Line. Court métrage de Justin Chadwick (1993, v.o., rediff., 14 min). Hungreed. Court métrage d'Ira Israël avec Justine Rossi, Eric Dluhos (1994, v.o., rediff., 9 min). Blues in C. Court métrage de Natalie Cash (v.o., rediff., 9 min).

M 6

12.50 Nick Mancuso, les dossiers secrets du FBI. Série.
13.45 Robocop. Série.
14.40 Surfer détective. Série.
15.35 Les Champions. Série.
16.30 Télé séries.
17.00 Chapeau melon et bottes de cuir. Série. L'homme au sommet.
18.00 Le Saint. Série.
19.00 Warning. Magazine.
19.15 Turbo. Magazine.
19.54 Six minutes d'information.
20.00 et 4.00 Hot Forme. L'entraînement des filles du Crazy. La respiration. Bien manger. La cellulite.
20.35 Coming Next. Portrait : Jean-Bernard Pouy. Dossier : les sports de rue.

20.45

AU-DELÀ DU RÉEL, L'AVENTURE CONTINUE

Série.
Le message (60 min). 1597178
Série. Une deuxième chance (55 min). 8492975
Au coin de l'œil (55 min). 4269888

23.35 Un assassin au-dessus de tout soupçon. Téléfilm de Richard Colla, avec Victoria Principal, James Farentino (90 min). 6993642
Un juge tue la call-girl avec laquelle il s'ébattait et blesse son souteneur qui menaçait de le faire chanter. La femme substitut du procureur qui s'occupe de l'affaire est aussi la maîtresse du magistrat.
1.05 Best of Dance. Musique.

2.40 Paris top model. Documentaire. 3.35 E = M 6. Magazine. 4.30 Tahiti et ses îles de rêve. Documentaire. 5.25 Boulevard des clips. Musique.

Canal +

10.25 Carrington ■ Film de C. Hampton (1995, 118 min). 3518913
▶ En clair jusqu'à 14.00
12.25 Flash d'information.
12.30 L'Hebdo de Michel Field.
14.00 Basket-ball.
16.25 Faisons un rêve. Téléfilm de Jean-Michel Ribes, avec Pierre Arditi (80 min). 1460284
▶ En clair jusqu'à 20.30
17.45 Les Chercheurs de la forêt d'émeraude. Documentaire (52 min). 19615062
18.40 Les Simpson.
19.05 Flash d'information.
19.10 et 19.45, 20.20 C Net.
19.15 C'est pas le 20 heures.
19.50 L'Œil du cyclone.
20.25 Pas si vite !

20.30

UN ENFANT A TOUT PRIX

Téléfilm de D. Attwood, avec John Hurt (92 min). 995333
Un couple qui vit à Bangkok tente de ramener en Angleterre un bébé qu'il a pris sous sa protection.

22.05 Flash d'information.

22.10

BOXE THAÏE KICK BOXING

En direct du Zénith, commenté par Charles Biétry et Jean-Paul Maillet. Boxe thaïe : J. Lebanner (France)-C. Schuster (Etats-Unis). Kick boxing : D. Diafat (France)-P. Cunningham (Canada) (109 min). 8827488

0.00 Le Journal du hard.
0.05 Pornovista. Film classé X (1995, 77 min). 6648820
1.20 Exotica ■ Film d'A. Egoyan (1994, v.o., 99 min). 89195807
3.00 Action mutante ■ Film d'Alex de La Iglesia (1992, 90 min). 6984739

Radio

France-Culture

20.00 Le Temps de la danse. Marcel Michel (Le danse au XXe siècle) ; Suzanne Linke au Théâtre de la Ville.
20.30 Photo-portrait. Arnaud Claas, photographe.
20.45 Fiction : Nouveau répertoire dramatique. Une Palette rouge sang, de Valeria Moretti.
22.35 Musique : Opus. Carnet de bal.

0.05 Fiction : Tard dans la nuit. Contes de terreur, de Robert Bloch : Une imagination fertile et A Chacun son hobby. 0.55 Chronique du bout des heures. 1.00 Les Nuits de France-Culture (Rediff.). Une Républicaine romantique Marie d'Agoult ; 2.30, Les médicaments de l'âme ; 3.53, Entretiens avec Pierre Schaeffer (2) ; 5.15, Louis Brauquier ou les comptoirs de l'ailleurs ; 6.08, Répliques : Joseph Roth, romancier européen.

France-Musique

21.00 Concert. *Carte d'identité de l'orchestre* avec Kent Nagano. Donné le 22 février, à l'Opéra de Lyon, par le Chœur, chef de chœur, Alan Woodbridge, et l'Orchestre de l'Opéra de Lyon, dir. Kent Nagano : Œuvres de Beethoven.
23.05 Concert. Carte d'identité de l'orchestre avec Jacques Mercier. Donné le 6 juillet 1994, à la Basilique de Saint-Denis, par le Chœur Accentus, Laurence Equilbey, chef de chœur, la Maîtrise de garçons de Caen, Robert Weddle, chef de maîtrise, et l'Orchestre national d'Ile-de-France, dir. Jacques Mercier : Œuvres de Kagel.
1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les compositeurs français et la guerre. Wallenstein : la mort de Wallenstein, d'Indy, par l'Orchestre philharmonique des Pays de Loire, dir. Dervaux ; Le Tombeau de Couperin, de Ravel, François, piano ; Œuvres de Saint-Saëns : Quam dilecta, motet op. 148, Guigue, baryton, Schaer, alto, Lagrange, soprano, Gauthier, ténor ; Œuvres de Magnard, Fauré, Roussel, Stravinsky, Debussy, R. Strauss, Schœnberg.

22.35 Da Capo. Symphonie nº 3 Ecossaise, de Mendelssohn, par l'Orchestre symphonique de Londres, dir. Peter Maag ; Œuvres de Beethoven.

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5

20.00 La Grande Cabriole.
21.30 Télécinéma.
21.55 Météo des cinq continents.
22.00 Journal (France 2).
22.30 Spécial Fa si la chanter. (France 3 du 21/5/96)
0.15 Bon week-end.
0.30 Soir 3 (France 3).

Planète

19.40 L'Apocalypse des animaux. [3/6].
20.35 De Suez à la guerre du Golfe. [1/2] L'Orient compliqué, de 1948 à 1957.
21.30 Les Plus Beaux Jardins du monde. [3/12] L'héritage de Rome.
21.55 Retour en grâces. Ou la deuxième affaire de Jacques Fesch.
23.05 500 nations. [7/8].
23.55 Jean Reverzy, l'homme du passage (50 min).

Paris Première

20.00 Eco, écu et quoi ?
20.30 Super stock car.
22.00 Concert : George Clinton. Enregistré en 1995 (30 min). 9858994
22.30 Paris dernière.
23.25 Concert : Des'Ree. Enregistré en 1994 (25 min). 67571081
23.50 Top-Flop.
0.20 Concert : Chet Baker. Enregistré au Ronnie Scott's en 1987 (60 min). 1737482

France Supervision

20.30 Rugby. En direct. Finale du Championnat de France : Toulouse-Brive (120 min). 13204081
22.30 Capt'ain Café. Invités : Thomas Fersen, Zazie, Dédé St Prix, Jacques Charles.
23.30 C'est de l'art. De Pierre Coulibeuf.
0.40 Tennis (120 min).

Ciné Cinéfil

19.55 Actualités Pathé nº 2.
20.45 Le Club.
22.00 Hollywood Forever.
23.00 Le Pays du Dauphin vert ■ Film de Victor Saville (1947, N., v.o., 135 min) 27947739

Ciné Cinémas

20.30 Joe Kennedy le méconnu. Téléfilm de Richard T. Heffron (1977, 100 min) 4922994
22.10 Les Frères Taviani, cinéastes de l'Europe.
23.05 Cœur de métisse. Film de Vincent Ward (1993, 105 min) 71076802

Série Club

19.55 Agence Acapulco.
20.45 Jim Bergerac.
22.15 Les Têtes brûlées.
23.00 La Loi selon Mc Clain.
23.50 Cogne et gagne (50 min).

Canal Jimmy

21.00 Earth Two.
21.50 Friends. Celui qui a du jus.
22.10 Chronique californienne.
22.15 Le Guide du parfait petit emmerdeur. La progression.
22.25 T'as pas une idée ? Invité : Dave.
23.25 Le Temps des as.
0.25 Quatre en un (30 min).

Eurosport

12.55 Formule 1. En direct. Grand Prix d'Espagne, essais qualificatifs, à Barcelone (65 min). 1005587
14.00 Tennis. En direct. Internationaux de France, à Roland-Garros (210 min). 15356913
17.30 Basket-ball.
19.00 Formule 1.
20.00 Football. En direct. *24e Festival international espoirs.* Angleterre-Brésil (90 min). 107555
21.30 Tennis.
22.00 Formule 1.
23.00 Golf (30 min).

Les films sur les chaînes européennes

TSR

23.40 Cop. Film de James B. Harris (1987, 105 min). Avec James Woods, Lesley Ann Warren. *Policier.*

Rendez-vous

13.30 Europe 1
Il était une fois Musicorama. Spécial Georges Brassens.

18.10 France-Inter
EBA. Emission spéciale Sidaction.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble *sont publiés chaque* **semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi.**
Signification des symboles :
▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■ ■ Ne pas manquer.
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

Accident de presse

par Pierre Georges

ALLER VITE, très vite, toujours plus vite que la musique. Chaud devant. *Les rotatives attendent.* Les kiosques vont ouvrir. L'information instantanée, planétaire et rapide prime tout.

La presse française, du moins une bonne partie, *s'est offert jeudi* ce qu'en termes de métier, on appelle un beau « plantage ». Elle annonça Pérès le soir et vit au matin arriver Nétanyahou. Elle commenta la victoire de Grouchy quand Blücher pointait. Encore que, restons couvert, ce vendredi matin à l'heure du laitier, les résultats ne permettent même pas de tirer des conclusions définitives. Plus de 100.000 bulletins de vote restent à dépouiller. Et donc, comme l'on dit lorsqu'on ne veut point trop se mouiller, « mathématiquement tout reste possible ».

La presse, ce n'est pas son moindre défaut, n'a jamais inventé la patience. Et à peine la prudence. Il est dans sa nature d'annoncer et, presque dans ses gènes, d'anticiper l'information. Dans sa course incessante à la nouvelle, comme course à la mer, il peut lui arriver de prendre des vessies pour des lanternes, et peut-être bien dans ce cas-là, ses souhaits pour des réalités.

Cet accident de presse sur les élections israéliennes est parfaitement intéressant. Évacuons d'abord immédiatement l'idée que ce qui est arrivé aux autres quotidiens n'aurait pu arriver ici. Nous en avons commis et en commettrons d'autres. Il arriva au *Monde* d'annoncer des dévaluations qui n'eurent pas lieu et des morts, qui heureusement pour les intéressés, furent remises à date ultérieure. Et dans le cas précis de ces élections, rien n'empêche de penser que la vertu du *Monde* fut essentiellement sauvegardée par ses propres fuseaux horaires. Évacuons même *l'idée qu'un travers typiquement* français, une sorte d'appétence à conclure avant la conclusion réelle, serait à l'origine de ce raté général. Après tout, beaucoup d'autres *journaux à l'étranger – et* de mieux placés – se sont « plantés » aussi. A commencer par le *Jerusalem Post* qui a annoncé sur six colonnes la victoire de Pérès.

Mais nul ne saurait s'exonérer de ses propres turpitudes par l'évocation de celles des autres. Donc c'est un fait. De nombreux journaux ont publié, jeudi, une fausse nouvelle. Avec les commentaires afférents. Alors pourquoi ? A y regarder de près, cela pendait depuis longtemps au nez de la presse, de toute la presse, comme un sifflet de six sous. Il n'est plus d'élections aujourd'hui dont nous n'anticipions les résultats par ces fameux sondages sortis des urnes. Un peu comme ces premières baguettes sorties du four censées donner la qualité finale et exacte de la fournée.

Ces sortis des urnes, plus les projections effectuées à partir de résultats conséquents, indiquent une tendance. Elles ne font pas le résultat global, définitif. Et quand la tendance indique que cela sera serré, sur le fil, à un demi-point près, ce qui semblait le cas mercredi soir, la prudence s'impose. Ou elle le devrait.

Ce sont donc bien moins ces sondages ou ces projections qui sont en cause – même si les instituts eux-mêmes tirent des conclusions hâtives sous la pression médiatique – que l'usage qu'en fait la presse. La leçon sur ce point ne manquera d'être salutaire. Et elle vaut pour tous, comme une invite à ne point passer trop systématiquement à l'orange.

Les obsèques des sept moines assassinés auront lieu dans la basilique d'Alger

Des divergences opposeraient les extrémistes du GIA

ANNIHILANT le très mince espoir de les retrouver vivants que les familles des sept moines trappistes entretenaient malgré tout, un communiqué laconique du ministère algérien de l'intérieur a annoncé, jeudi 30 mai, que les cadavres des religieux enlevés, le 27 mars, par le Groupe islamique armé (GIA), avaient été retrouvés *« à quelques kilomètres de la ville de Médéa »*. Peu de temps après, le Quai d'Orsay devait confirmer la découverte des corps, après avoir prévenu les familles des religieux : *« Ainsi se trouve malheureusement confirmée la réalité de cet acte ignoble »*, a déclaré le porte-parole adjoint avant de rappeler que *« les autorités françaises renouvellent une nouvelle fois leur condamnation de ces meurtres et s'inclinent devant la mémoire des victimes »*. Les corps ont été ramenés dans la capitale algérienne où ils devaient être identifiés, vendredi, par l'ambassadeur de France en Algérie, Michel Lévêque.

Dans son communiqué, le ministère algérien de l'intérieur a aussi condamné le *« lâche et ignoble »* assassinat des moines tout en restant très discret sur les circonstances et le lieu de la macabre découverte des corps. Les sept trappistes ont-ils été froidement exécutés comme l'a affirmé, dans son communiqué n° 44, le GIA ? Dans les milieux français de la défense, on considère en effet qu'il pourrait s'agir *« d'exécutions classiques et froidement ordonnées »* par les tenants de la tendance la plus dure du GIA pour prouver leur existence et *« adresser un message à la France. »* Des rumeurs laissent au contraire entendre que ces religieux auraient trouvé la mort au cours d'un accrochage entre le groupe de leurs ravisseurs et l'armée, après que celle-ci eut découvert la grotte où étaient détenus les otages. L'identification des corps devrait permettre d'authentifier ou non ces versions des faits.

COÏNCIDENCES

L'annonce de la découverte des corps des religieux a tragiquement coïncidé avec la décès du cardinal Léon-Etienne Duval, mort, jeudi, à Alger *(lire page 15)*. Ses obsèques et celles des moines seront célébrées solennellement, dimanche, à Alger, dans la basilique Notre-Dame d'Afrique, a annoncé l'archevêché qui a demandé aux croyants : *« Priez* pour lui, pour nos frères moines, priez pour la paix en Algérie. »

Une autre coïncidence qui pourrait ne pas être fortuite, celle-là, vient épaissir toutes les zones d'ombre qui entourent, depuis deux mois, le rapt et le meurtre des moines. La découverte des cadavres a été faite, en effet, à la veille des *« révélations »* promises par le GIA, par le biais de sa feuille *Al Ansar*, diffusée, tous les vendredis, à Stockholm et à Londres, sur des *« tractations »* que les autorités françaises auraient menées avec le groupe islamiste armé pour obtenir la libération des otages.

La police française, selon *Le Figaro* du 31 mai, a identifié les mystérieux informateurs du père Gérard, prieur de l'Abbaye cistercienne de Notre-Dame d'Aiguebelle (Drôme). Il s'agirait d'un couple de mythomanes, les faux époux De Casanova, activement recherchés. Le prieur s'était fondé sur leur « témoignage » pour affirmer que les moines avaient reçu la visite d'un émissaire, quelques jours avant leur exécution. L'annonce de l'issue tragique du rapt a enfin coïncidé avec la publication d'un texte d'une soixantaine de pages, intitulé « des règles des Salafistes et des devoirs des moudjahidines » et attribué au chef présumé du GIA, Djamel Zitouni, qui précise la « philosophie » islamique très primaire de son auteur. Si l'enlèvement et l'assassinat des moines, revendiqués par le groupe de Zitouni, ont soulevé une émotion et une réprobation générale tant en France qu'en Algérie, ils semblent, selon certaines sources islamistes, ne pas avoir été approuvés par l'ensemble des groupes qui composent le GIA. D'après ces mêmes sources, l'unité de « l'émir » du GIA de Médéa, Ali Benhadjera et celle de « l'émir » de Larbaa, Mustapha Kertali, auraient fait jonction pour traquer le groupe de Zitouni, dont, au cours d'un récent accrochage, ils auraient tué neuf éléments et fait prisonniers deux autres.

Ali Habib

■ **Dans un message de condoléances adressé à l'archevêque d'Alger, Mgr Henri Teissier**, le président Liamine Zeroual a salué en la personne du cardinal Duval, décédé jeudi à Alger, à l'âge de quatre-vingt-douze ans *(lire page 15)*, le souvenir *« d'un homme pieux et juste »* et rendu hommage à son attitude pendant la guerre d'Algérie. Le chef de l'Etat a souligné que *« sa conduite engagée durant la guerre de libération et son rôle constructif au service de l'entente entre toutes les religions monothéistes ont été des positions qui consacraient les plus hautes valeurs de tolérance et d'ouverture »*.

La Ville de Paris va vendre 356 appartements du domaine privé

JEAN TIBERI, maire (RPR) de Paris, a annoncé, vendredi 31 mai, la vente de 356 appartements du domaine privé de la Ville de Paris et le transfert de 149 logements au secteur social. Ces décisions seront soumises sous forme de 47 projets de délibération au conseil de Paris, lundi 3 juin.

La décision la plus attendue concerne les vingt-deux immeubles représentant 319 logements dans les 4e, 5e et 6e arrondissements. Il s'agit, en effet, des appartements situés au cœur de la capitale et dont certains sont ou étaient habités par des élus ou des hauts fonctionnaires proches de la majorité et des personnalités, dont Alain Juppé et son fils. Par ailleurs, trente-sept logements et deux commerces répartis dans dix-sept bâtiments de différents quartiers de Paris seront vendus par lots de copropriété. Les ventes se dérouleront aux enchères publiques, au fur et à mesure que les logements seront libérés. Les cinq immeubles, qui seront confiés aux organismes gestionnaires du logement social, sont situés dans les 9e, 16e, 18e et 20e arrondissements.

Ces décisions sont la conséquence des polémiques qui s'étaient déroulées sur le domaine privé de la Ville de Paris. Après son élection, M. Tiberi avait installé un conseil du patrimoine privé, présidé par Noël Chahid-Nouraï, conseiller d'Etat, chargé d'expertiser ce domaine et de faire des propositions sur son utilisation. Cette commission de dix-sept experts avait inventorié 2 249 locaux, dont 1 389 appartements (*Le Monde* du 14 décembre 1995).

Françoise Chirot

Gérard Courtois a été élu président de la Société des rédacteurs du « Monde »

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE de la Société des rédacteurs du *Monde* (SRM), *réunie jeudi 30 mai*, a procédé au renouvellement de son conseil d'administration, après avoir adopté à l'unanimité le rapport d'activité pour 1995. Cinq des *douze postes d'administrateurs* étaient à pourvoir. Ont été élus : Jean-Louis Andreani, Philippe Bernard, Christine Garin, Alain Lompech et Emmanuel de Roux. Ils rejoignent Éric Azan, Gérard Courtois, Dominique Gallois, Alain Giraudo, Serge Marti, Véronique Mortaigne et Martine Silber.

Le nouveau conseil d'administra*tion de la SRM a ensuite* procédé au renouvellement de son bureau. Il a élu Gérard Courtois à sa présidence au premier tour de scrutin, par onze voix pour et un bulletin blanc. *Celui-ci devient donc le on*zième président de la Société des rédacteurs du *Monde*, après André Chênebenoit (1951), Jean Schwoebel (1952), Jean-Marie-Dupont *(1973), François Simon (1977)*, Jean-Pierre Clerc (1981), François Renard (1984), Manuel Lucbert (1985), Anne Chaussebourg (1990), Alain Giraudo (1994) et Olivier Biffaud (1994). Dominique Gallois et Serge Marti ont été élus vice-présidents, Eric Azan trésorier et Emmanuel de Roux secrétaire.

Détentrice de 641 des 1 870 actions qui composent actuellement le capital de la SA Le Monde, soit 34,3 %, la Société des rédacteurs du *Monde* est l'actionnaire principal de la SA Le Monde, aux côtés des deux autres sociétés de personnel *(cadres et employés)*, du *président* du directoire (Jean-Marie Colombani), de l'Association Hubert Beuve-Méry, de la Société des lecteurs, du Monde-entreprises et des *nouveaux investisseurs qui sont* entrés dans la capital du *Monde*, en 1995, à l'occasion de sa recapitalisation et sont regroupés dans quatre structures (Le Monde-Investisseurs, *Le Monde-presse, Ié*na-presse et Le Monde-prévoyance).

Le nouveau conseil d'administration de la SRM a tenu à rendre *hommage à l'action conduite*, depuis 1994, par Olivier Biffaud, président sortant, qui a mené à bien les négociations relatives à la recapitalisation et permis de préserver *la place déterminante de la société* des rédacteurs du *Monde* dans le capital de l'entreprise.

[Né le 3 juin 1949 à Vincennes (Val-de-Marne), Gérard Courtois est titulaire d'une *maîtrise de lettres (1970) et diplômé de l'Ins*titut d'études politiques de Paris (1973). Après avoir débuté à la Société générale de presse *(Bulletin quotidien)* (1975), il a dirigé un périodique de quartier à Paris (1978), avant de devenir rédacteur en chef de la revue *Pour* (1984). Entré au *Monde* en mars 1986, pour s'occuper de la rubrique universitaire, puis de l'ensemble de la rubrique éducation, il est, depuis 1993, responsable de la rubrique parlementaire. Membre du conseil d'administration de la SRM depuis 1992, il était vice-président de cette instance depuis 1995.]

DÉPÊCHES

■ **EX-YOUGOSLAVIE : la réunion, convoquée dimanche 2 juin à Genève** pour relancer l'application des accords de paix en Bosnie, devait être dominée par la mise à l'écart de Radovan Karadzic et de Ratko Mladic, les *dirigeants politiques et militaires* des Serbes de Bosnie poursuivis pour crimes de guerre. Les présidents de Bosnie, Alija Izetbegovic, de Croatie, Franjo Tudjman, *et de Serbie, Slobodan Milosevic*, ont été invités par le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, inquiet du retard pris dans l'application du volet civil *des accords de Dayton. – (AFP.)*

■ **JUSTICE : deux neveux du président syrien Hafez El Assad**, accusés d'avoir grièvement blessé deux motards dans un ac*cident de la route, ont été placés* en garde à vue, jeudi 30 mai, dans les locaux de la première division de police judiciaire de Paris. Siwad El Assad et son frère *pourraient être poursuivis pour* blessures involontaires, non-assistance à personne en danger et délit de fuite. Dans la nuit de samedi à dimanche 26 mai, une *Cadillac blindée immatriculée* au Texas avait violemment percuté deux motards dans le 16e arrondissement de Paris, laissant l'un d'eux paraplégique. Selon les policiers, le plus jeune (dix-sept ans) des deux frères, qui n'a pas de permis de conduire, était ce soir-là au volant. Tous deux devaient être présentés, vendredi 31 mai, au juge d'instruction.

■ **CULTURE : le groupe Epopea, formé le 24 mars à la Cartoucherie de Vincennes** et réunissant plusieurs centaines d'artistes et de professionnels de la culture, a publié jeudi 30 mai un communiqué appelant au rassemblement, lundi 3 juin à 20 heures, au Théâtre des Bouffes du Nord à Paris, de tous ceux qui *« partagent* [leur] *analyse et* [leur] *alarme »* sur *« le mauvais sort que l'on s'apprête à faire à la culture dans un avenir que l'on veut désormais totalement libéral »*. Epopea souhaite que ceux qui ne pourront se rendre à ce rendez-vous transmettent leurs témoignages par des télécopies (43-28-33-61) ou par des messages sur Internet (epopea@planetepc. Fr).

BOURSE

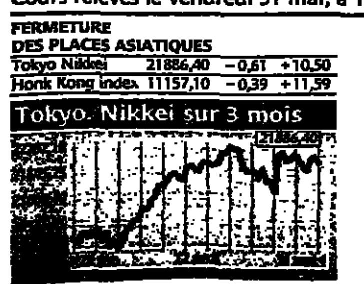
TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le vendredi 31 mai, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei	21886,40	–0,61	+10,50
Honk Kong index	11157,10	–0,39	+11,59

Tokyo. Nikkei sur 3 mois



OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

	Cours au 30/05	Var. en % 29/05	Var. en % fin 95
Paris CAC 40	2108,44	– 0,41	+ 12,63
Londres FT 100	3749,10	– 0,70	+ 1,62
Zurich	—	—	+ 12,81
Milan MIB 30	—	—	+ 21,91
Francfort Dax 30	2530,06	– 0,84	+ 12,25
Bruxelles	1743,25	– 0,90	+ 11,77
Suisse SBS	—	—	– 5,25
Madrid Ibex 35	—	—	+ 13,76
Amsterdam CBS	—	—	+ 18,88

Tirage du Monde daté vendredi 31 mai 1996 : 509 919 exemplaires



Le Monde
VOYAGES

Terres d'Amériques



GILLES RIGOULET

Guanajuato, l'une des plus belles cités coloniales du centre du Mexique



Colombie : la Belle au fleuve dormant

Bâtie par les Espagnols au XVIe siècle, Mompox, qui contrôlait la route de tous les commerces et de toutes les contrebandes, fut longtemps prospère et puissante. Jusqu'au jour où le fleuve Magdalena, qui la baignait, décide de changer de lit, la condamnant ainsi à un sommeil de plus d'un siècle. Figée dans un décor dont la perfection lui a valu d'être récemment inscrite par l'Unesco sur la liste du patrimoine mondial, la voilà aujourd'hui confrontée à un réveil brutal. p. II

Haïti : le vaudou à la mode française

A la fin du siècle dernier, Jacmel, au cœur des plantations de café qui firent la fortune de cette ancienne colonie française, était une métropole active. La nostalgie a succédé aux fastes d'antan. La ville illustre cet amalgame étonnant d'Afrique mythique et de France révolutionnaire qui caractérise une île où les esprits du vaudou font résonner la voix des sans-culottes. p. III

Etats-Unis : Atlanta, vitrine du « nouveau Sud »

A quelques semaines de l'ouverture des JO, Atlanta peaufine son image de métropole du troisième millénaire. Débarrassée des séquelles les plus voyantes de la discrimination raciale, cette cité à 70 % afro-américaine jure que l'euphorie survivra à l'été 1996. Les touristes, eux, continuent de chercher *le fantôme de Scarlett O'Hara* avant de revivre l'histoire d'un pasteur nommé Martin Luther King, qui fit de la Mecque noire du Sud la capitale de la lutte pour les droits civiques. p. IV

New York : le monstre apprivoisé

Toujours victime de la mauvaise réputation qui lui colle à la peau, celle que l'on surnomme la « Big Apple », la Grosse Pomme, fascine et envoûte autant qu'elle écrase et agresse. Une ville qui n'est pas aussi dangereuse que certains se plaisent à l'affirmer et qui, au contraire, serait chaque jour plus fréquentable. Une ville à apprivoiser en compagnie des multiples organismes locaux qui s'attachent à faire découvrir aux visiteurs un New York au quotidien, juxtaposition de villages à taille humaine. p. V

Québec : les Robinson du golfe

Archipel posté à l'entrée du golfe du Saint-Laurent, les îles de la Madeleine, d'abord fréquentées par les Micmacs (les « Indiens de la mer ») et les chasseurs de morses, de phoques et de baleines, ont été domestiquées par d'opiniâtres Acadiens et une poignée d'Ecossais. Aujourd'hui privés de blanchon et de morue, les Madelinots, fidèles à une mer ingrate, n'entendent pas sacrifier leurs traditions à un tourisme séduit par l'authenticité des lieux et la chaleur de ceux qui y vivent. p. VI

Mexique : la mort en ce jardin

De Guanajuato, l'une des plus belles cités coloniales de la région centrale du Mexique, à San Miguel, lieu voué à tous les saints et à toutes les Vierges. Promenade dans un pays où la mort n'est pas triste et où la vie ressemble à un songe. Un pays qui vénère la Guadalupe, Vierge d'origine espagnole devenue, par la grâce d'un miracle, mexicaine, et les héros de la lutte pour l'indépendance. Un pays où, le jour des morts, les enfants jouent avec les squelettes et les crânes en sucre ornés de pierres vertes et rouges. p. VII

Venezuela : au pays des « babas » et des anacondas

Le long de l'Arauca, affluent de l'Orénoque, dans les immenses plaines inondables des *llanos*, la nature se donne en spectacle. A l'affiche, les *« babas », ces petits caïmans qui se* dorent au soleil, les dauphins d'eau douce, les voraces piranhas, les anacondas (le plus long des boas), le cabiai (le plus gros rongeur du monde), les hérons blancs, les fastueux toucans et les ibis écarlates qui, au crépuscule, rejoignent, par centaines, dans les cimes de la forêt vierge, les petits singes hurleurs. Un éden tropical préservé par un pays adepte de l'écotourisme. p. VIII

Nouveaux Mondes

Octobre 1492 : Christophe Colomb découvre l'Amérique. La destination a fait recette. Le voyageur apprécie. Sans sortir des sentiers battus. Il suffirait pourtant de retrouver l'esprit d'aventure du navigateur génois. En commençant par Haïti, qu'il baptisa Hispaniola. Le reste est affaire de goût : Venezuela, Colombie ou Mexique. Mais aussi Atlanta, sans les J O ; et New York, sans la peur.

CONCEPTION ET COORDINATION
Patrick Francès, Florence Evin
et Danielle Tramard
SECRÉTARIAT DE RÉDACTION
Fabienne Darge
ICONOGRAPHIE
Sophie Malexis
CARTOGRAPHIE
Infographie *Le Monde*
PUBLICITÉ :
Stéphane Moullé-Berteaux
et Guillaume Drouillet



La Belle au fleuve dormant

Une ville coloniale du XVIe siècle où rien ne semble avoir changé depuis le temps des Espagnols



IGNACIO GOMEZ PULIDO

Toits de tuile ocre, murs blancs de chaux, dimensions parfaites, Mompox vient d'être distinguée par l'Unesco

MOMPOX
de notre envoyée spéciale

C'est un peu l'histoire de la Belle au bois dormant. Mompox, cité de 25 000 âmes, endormie depuis plus d'un siècle au bord d'un bras perdu du fleuve colombien Magdalena, vient d'être inscrite par l'Unesco sur la liste du patrimoine mondial, liste qui recense les monuments et les sites dont la sauvegarde intéresse l'humanité tout entière. Et depuis, cette ville coloniale du XVIe siècle, aux dimensions parfaites et dont pas une maison, ou presque, n'a été retouchée, ne sait pas très bien comment sortir de son long sommeil. A commencer par ses habitants qui se demandent s'ils doivent considérer le touriste comme un prince charmant qui les aidera à faire revivre leur cité oubliée ou s'il faut, au contraire, se méfier de ce nouvel arrivant qui n'appartient pas au même univers qu'eux. Car, à Mompox, rien n'a changé depuis le temps où, par un caprice naturel qui n'a toujours pas été élucidé, le fleuve Magdalena a décidé de changer de lit, abandonnant ainsi la ville et la condamnant à un isolement forcé.

Bâtie par les Espagnols au bord du fleuve le plus long de la Colombie, à la croisée des chemins, entre la côte atlantique et l'intérieur du pays, Mompox a joué de cette position stratégique pour contrôler la route de tous les commerces et de toutes les contrebandes. Ce qui fit d'elle la reine du nouveau royaume de Grenade. En se détournant, le fleuve a isolé un morceau de terre. Et la ville, construite du mauvais côté de cette nouvelle île, s'est retrouvée échouée au bord d'un bras étroit et peu profond, inapte à la navigation. Cela se passait au temps où un souffle d'indépendance parcourait les Amériques. Mompox – et c'était la première ville du continent à agir de la sorte – venait de proclamer son autonomie à l'égard de la couronne d'Espagne. Quatre cents de ses hommes, parmi les plus valides et les plus riches, avaient également décidé de prêter main forte à Simon Bolivar, *El Libertador*, pour libérer Caracas, aujourd'hui capitale du Venezuela, du joug colonial. Le fleuve, les hommes et même les caïmans – qui optèrent pour le nouveau cours du fleuve – abandonnaient ainsi Mompox dans son long sommeil tropical.

Depuis, rien n'a changé. Au détour d'une courbe du fleuve vert et tranquille surgissent, dans le ciel chaud et bleu, la coupole d'une des sept églises momposines, les toits de tuile ocre et les murs blancs de chaux des vastes maisons alignées le long des quais transformés en promenades. N'était ce pylône blanc et rouge que les impératifs des télécommunications ont fait surgir, incongru, au milieu des toits patinés, on se croirait revenu au siècle passé. Qu'ils soient descendants de conquistadors espagnols, d'esclaves africains ou de Sambos (métis nés d'une mère indienne et d'un père africain), les habitants sont partagés entre la fierté que leur inspire, légitimement, la beauté de leur ville et l'envie de dénoncer l'abandon total dans lequel les ont laissés les gouvernements successifs. Difficile, à Mompox, d'échapper au passé. Ici, tout le monde, ou presque, se pique d'être historien. Et si certains évoquent avec mépris *« le trafiquant d'esclaves »* qui fonda leur lignée, d'autres se plongent avec délectation dans leurs archives pour y revivre les aventures amoureuses d'une lointaine aïeule. Quant à l'Académie d'histoire de la ville, elle publie, chaque année, de nombreux articles de référence sur l'époque coloniale.

> « Mompox n'existe pas ; quelquefois nous rêvons avec elle, mais elle n'existe pas », dit Garcia Marquez...

Jusqu'en 1990, certaines familles gardaient pieusement – qui sous un lit, qui dans un meuble d'époque – de précieux objets appartenant à l'Eglise (reliques, ostensoirs d'or et d'émeraudes), objets qui ne quittaient leur cachette qu'à l'occasion des processions de Pâques. Autant de richesses aujourd'hui exposées au Musée d'art religieux. Les choses bougent, en effet, à Mompox, et de nombreux projets sortent des cartons : hôtels, bases de loisirs nautiques sur le fleuve, activités champêtres dans l'île. De plus, on espère bien ici que la « promotion » accordée par l'Unesco permettra, entre autres, de goudronner la route qui mène à la piste du mini-aéroport local, voire de réhabiliter le bras du fleuve. En attendant, le visiteur continue de savourer le plaisir de se laisser gagner par le charme d'un univers qui vit au ralenti, sans se soucier du lendemain.

Ici, il n'y a, pour se promener, que de vieilles Jeeps, des bicyclettes ornées de pièces en fer forgé – une des spécialités de l'île – ou des sortes de vaporettos qui font la navette avec le continent. Au fond de leurs boutiques, les artisans locaux, *orfèvres réputés, perpétuent un art* appris des Espagnols au XVIIe siècle, tressant inlassablement fils d'or ou d'argent en des motifs inspirés des Arabes et des Maures. Dehors, un soleil intense invite à boire une bière sur les quais, le long du fleuve, dans la fraîcheur de vastes patios, assis dans un rocking-chair à l'ombre de grands hévéas où se prélassent des tribus de singes. Seuls édifices colorés de la ville, les églises offrent, souvent, un singulier mélange d'art colonial et d'art nègre : le style momposin. Une ville si proche de la perfection qu'on a peine à croire qu'elle ait pu naître dans cette région perdue, baignée dans une chaleur moite et humide. Ne reste plus qu'à fermer les yeux, à l'image du *libertador* qui, dans *Le Général dans son labyrinthe*, de l'écrivain Gabriel Garcia Marquez, déclare : *« Mompox n'existe pas ; quelquefois nous rêvons avec elle, mais elle n'existe pas. »*

Anne Proenza

Les Momposins ? Fils de conquistadors espagnols, d'esclaves africains et d'Indiens...

IGNACIO GOMEZ PULIDO

La métamorphose d'un couvent

JUSQU'ICI, LES TOURISTES ne faisaient que des excursions rapides dans la vieille ville fortifiée, même si quelques initiés y avaient déniché des pensions de famille – souvent délicieuses – et quelques restaurants à la mode. En fait, Carthagène des Indes, la ville la plus visitée de Colombie et l'une des plus vieilles cités coloniales du continent américain, s'endormait dans le silence de ses rues désertées, tel un musée dont les portes se ferment à 7 heures du soir. La population vit en majorité hors de la vieille ville et n'y vient que le jour afin d'y travailler. Les touristes, eux, se retrouvaient dans les hôtels sans intérêt situés dans la ville moderne, Bocagrande, construite sur un des bras de mer voisins.

Les choses ont bien changé. Depuis quelques mois, terrasses de cafés et restaurants fleurissent au coin des rues tracées au XVIe siècle par les Espagnols. Et le tourisme de luxe a fait une entrée – réussie – dans la vénérable cité avec, dans le couvent de Santa Clara, l'ouverture d'un hôtel Sofitel. Une réalisation si belle qu'elle vaut la peine d'être visitée. Le couvent a été construit en 1617 par les clarisses, une communauté religieuse célèbre pour s'être si vivement querellée avec les franciscains que le pape devait, pendant plus de dix ans, interdire dans la ville toute vie religieuse et y bannir mariages, baptêmes et enterrements. Aujourd'hui, le vaste patio du Santa Clara est un havre de paix luxuriant et l'église sert de salle de réception. La crypte, elle, fait partie du bar tandis que le réfectoire accueille un restaurant luxueux, voué à la cuisine française. Y subsistent encore les parois et les masques derrière lesquels les clarisses se soustrayaient au regard des visiteurs. Situé au pied des murailles, l'hôtel est situé dans un quartier jusque-là délaissé, et qui, à l'origine, hébergeait des commerçants. Depuis plusieurs années, la ville entière est en voie de rénovation et de stricts critères architecturaux lui permettent de préserver son harmonieuse structure coloniale. Une structure protégée, au fil des siècles, des agressions extérieures par un impressionnant dispositif de murailles et de châteaux forts.

A. P.

Carnet de route

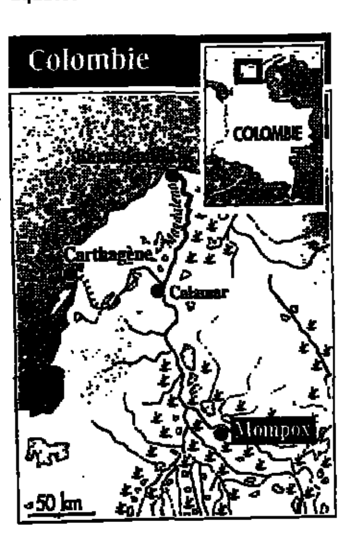
■ **CLIMAT.** Proche de l'équateur, la Colombie jouit d'un climat agréable et constant. Affichant 30° en bord de mer, le mercure descend jusqu'à 12° dans la cordillère des Andes, à 3 000 mètres.

■ **AVION.** Paris-Bogota sur Air France (tél. : (1) 44-08-24-24), 3 fréquences par semaine : 4 490 F jusqu'au 22 juin, puis 5 250 F jusqu'au 18 août. Billets à tarif réduit, notamment chez Voyageurs en Amérique du Sud (tél. : (1) 42-86-17-77) : sur British Airways, *via* Londres, 3 850 F jusqu'au 14 juin (5 350 F ensuite), ou en vol direct sur Avianca (4 250 F en juin, 4 350 F après) ; la compagnie nationale colombienne assure aussi une liaison Paris-Carthagène (4 250 F en juin, 5 300 F ensuite). De Carthagène à Mompox : 2 vols par semaine, les mercredis et vendredis (durée 40 minutes en avionnette, environ 300 F, ou utilisation d'un « pass », billet circulaire sur vols intérieurs d'Avianca, 199 US dollars pour 5 trajets).

■ **BATEAU.** L'arrivée en chaloupe (sorte de vaporetto) par le fleuve est magnifique. Il faut compter, en outre, environ 4 h 30 de route à partir de Carthagène. On peut aussi remonter le fleuve Magdalena à partir de Barranquilla (où il se jette dans la mer) ; ou de Carthagène en empruntant le canal de Dique. Compter 7-8 heures de voyage.

■ **SÉJOURNER.** Pour se loger à Mompox : l'hôtel de Dona Manuela est situé dans une des plus belles maisons momposines et compte, c'est le seul, une piscine agréable dans cet univers très chaud (environ 450 F la chambre double). D'autres pensions de famille et petits hôtels sont situés dans la même rue et ont souvent un accueil plus chaleureux. Préférer ceux qui ont un vaste patio caractéristique de l'architecture momposine et des fauteuils à bascule pour bavarder avec les hôtes aux heures les plus chaudes.

■ **FORFAITS.** Parmi les rares voyagistes programmant la Colombie : Voyageurs en Amérique du Sud se charge de toutes les réservations à la carte, notamment les hôtels à Bogota, Carthagène et Mompox. Passages (tél. : (1) 42-85-07-07) propose, par exemple, un itinéraire de 15 jours *via* Bogota et Carthagène, avec remontée du fleuve Magdalena jusqu'à Mompox en bateau à moteur (350 km, deux jours, une nuit en camping sauvage) et hébergement au Dona Manuela à Mompox : 17 000 F de Paris. Mêmes facilités chez Equinoxiales (tél. : (1) 47-53-71-89), Nouveau Monde (tél. : (1) 43-29-40-40), Marsans International (tél. : (1) 53-34-40-08), spécialiste de l'Espagne, qui consacre une nouvelle brochure à l'Amérique latine. Familiers des périples culturels, Ikhar (tél. : (1) 43-06-73-13) comme Assinter (tél. : (1) 45-44-45-87, ou agences) construisent des circuits sur mesure, ce dernier programmant, en outre, un nouvel itinéraire guidé baptisé « Terres de métissage » qui jumelle, en 23 jours, Colombie et Equateur.



■ **LECTURES.** Les romans des Colombiens Gabriel Garcia Marquez, prix Nobel de littérature 1982, notamment : *Cent ans de solitude* (Seuil), *Le Général dans son labyrinthe* (Grasset), *L'Amour au temps du choléra* (Grasset) ; et Alvaro Mutis : *Le Dernier Visage* et *Abdul Bashur, Le Rêveur de navires* (Grasset). Consulter *Colombia*, l'un des rares guides sur la Colombie (en anglais, Lonely Planet), mis à jour voilà à peine un an, qui donne une multitude de renseignements très précieux : transports locaux, choix des étapes, hébergement, plans des villes, cartes régionales, us et coutumes.

■ **RENSEIGNEMENTS.** L'ambassade de Colombie (22, rue de l'Elysée, 75008 Paris, tél. : (1) 42-65-46-08) donne des renseignements touristiques, notamment sur Mompox. Pas de visa pour les ressortissants français. On trouve aussi toutes sortes d'informations, à l'initiative d'Aviatur, sur Internet : www. aviatur. com.

Commandants...

Carnet de route

Le vaudou à la mode française

Un amalgame étonnant d'Afrique mythique et d'héritage révolutionnaire

JACMEL
de notre envoyé spécial

La route ondule comme un reptile vers le sommet des montagnes. Un peu partout, les paysans haïtiens pour subsister dépouillent leurs forêts. Ici, toutefois, la végétation est encore si touffue qu'il faudrait tailler son chemin à coups de machette pour avancer sur les sentiers escarpés. Les arbres semblent miraculeusement protégés du drame du déboisement. Le paysage retrouve son innocence, recrée le monde à la manière du Douanier Rousseau. Soudain, au sommet d'une côte, le paysage s'estompe ; la nuit tombe, des petites torches s'allument un peu partout. Des paysannes, la pipe à la bouche, assises en amazone sur des ânes chargés de bric et de broc, avancent en file indienne. Elles se dirigent vers la ville en fredonnant un chant du temps de l'esclavage. La mer surgit à l'horizon et, avec elle, la plaine de Jacmel, jadis grande région du café. Le café, qui fut à l'origine de la richesse de cette ancienne colonie française.

A la fin du siècle dernier, Jacmel était une métropole brillante et active. De tous les points de l'île, les riches propriétaires venaient s'y embarquer pour l'Europe. C'est là également que le Mexicain Miranda obtint l'appui des Haïtiens pour la conquête de l'indépendance de sa nation. Il y a peu de temps encore, Jacmel était le rendez-vous des artistes-peintres et des intellectuels haïtiens. Aujourd'hui, la nostalgie l'emporte sur le prestige antérieur de la ville. A deux heures de Port-au-Prince, capitale grouillante, surpeuplée et irrespirable, Jacmel cultive l'intimité dans un décor de film qui n'aurait jamais



CHRISTOPHE BOURGUEDIEU

servi : un port désert, des maisons déglinguées et des rues souvent vides. Sur la place Toussaint-Louverture, nom du premier héros d'Haïti, la mairie, sur laquelle on peut encore lire la devise de 1789 (*« liberté, égalité, fraternité »*), dresse sur le bleu du ciel ses murs en ruines. Si Jacmel a oublié ses fastes coloniaux d'antan, elle conserve, jusque dans sa décadence, le charme incomparable d'un certain style français. A l'exemple de l'aristocratique et baroque manoir Alexandra qui domine la baie comme un château hanté, la cité préserve sa solitude dans la tranquille langueur d'un temps arrêté.

On se faufile entre les tombes colorées du cimetière. Au bout d'un chemin se dresse la croix, encore noircie de cendres, de Baron-Samedi. Une paire de lunettes noires, un cigare et un chapeau haut de forme, signes distinctifs du dieu vaudou le plus célèbre d'Haïti, sont disposés sur le sol comme les indices d'une autopsie fictive. Au pied du génie de la mort, repose une bouteille de rhum Barbancourt et un crâne peint en noir. Non loin de là, un homme est étendu sur une tombe défoncée. Il dort dans le cimetière avec, *dit-il*, *« la bénédiction de Grand-Baron »*. Quand le « siesteur » se redresse, on découvre une inscription que le temps n'a pas effacée : *« Ici repose Horace Camille-Desmoulins »*, fils du surdoué de la Révolution parisienne. A travers l'association incongrue de Baron-Samedi et de Camille Desmoulins, Haïti apparaît soudain comme un énorme délire syncrétique, un amalgame étonnant d'Afrique mythique et de France révolutionnaire. Même les esprits du vaudou semblent faire résonner la voix frénétique des sans-culottes. Ainsi, les gens saisis par le dieu du vent proclament-ils leur identité en reprenant l'exclamation orageuse du Père Duchesne : *« Foutre-Tonnerre ! »*...

Une aventure continûment flamboyante, telle est Haïti, première terre de colonisation blanche en Amérique, premier théâtre du génocide amérindien, première République noire au monde. En fait, on ne connaît aucun cas, hormis la tentative de Spartacus, d'une nation ainsi créée par des esclaves. Rien d'étonnant par conséquent si l'île a excité toutes les imaginations et suscité quelques grandes passions romanesques. Kleist y a écrit une de ses rares nouvelles, *Les Fiancés de Saint-Domingue*, et Victor Hugo y a puisé le sujet de son premier roman, *Bug-Jargal*, dont le héros est inspiré de Toussaint-Louverture. De son côté, Aimé Césaire a décrit, dans une farce barbare, *La Tragédie du roi Christophe*. Quant au romancier latino-américain Alejo Carpentier, il a fait revivre, dans *Le Royaume de ce monde*, l'atmosphère envoûtante du vaudou et ses liens secrets avec la Révolution française.

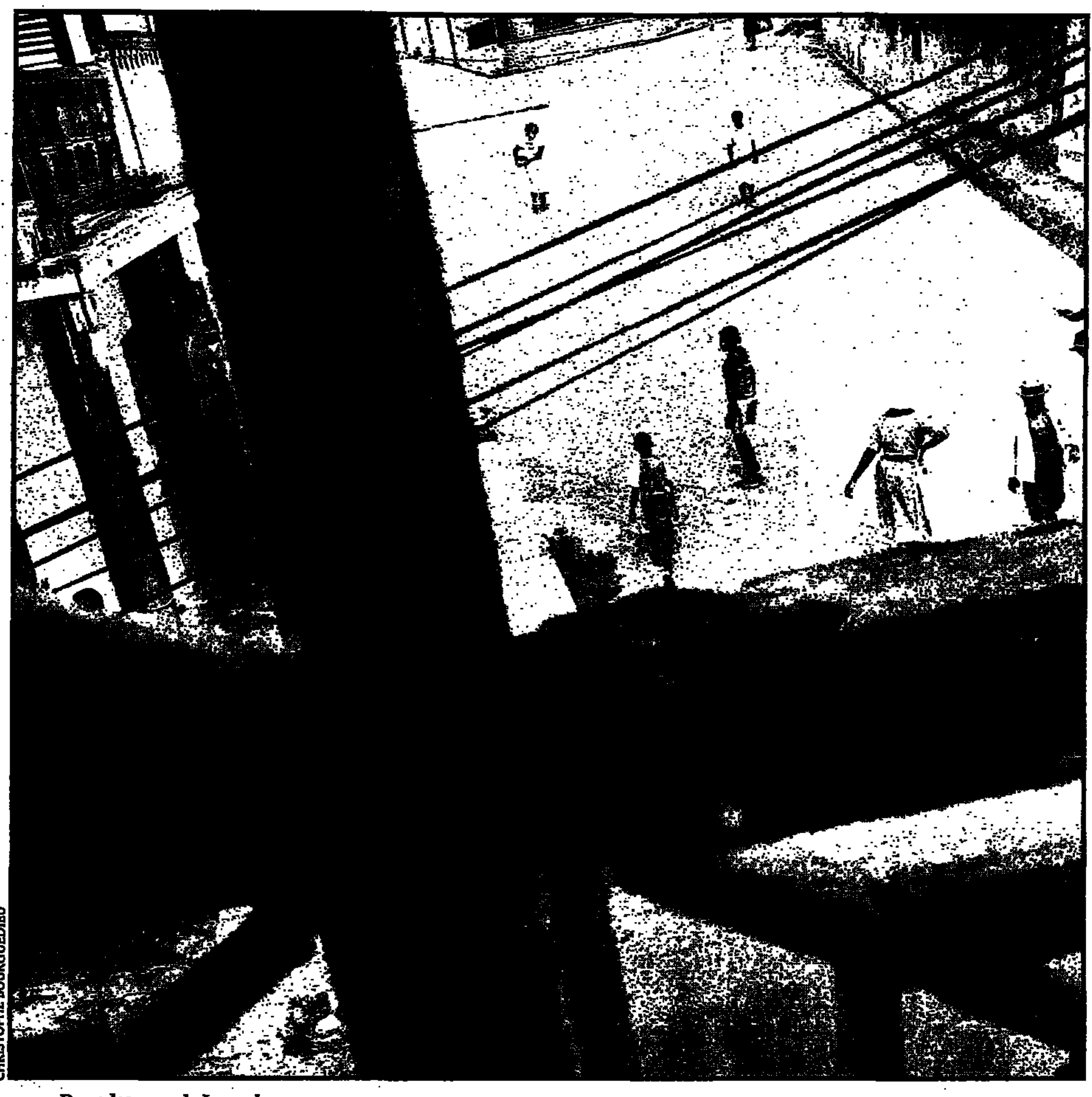
Sur le seuil d'un temple vaudou, un initié « fait la France ». Ce qui signifie, en langage créole, « être dans la lune »...

Un peu partout à Jacmel, on retrouve l'écho de la France du XVIIIe siècle, qu'il s'agisse des rapports individuels, de l'élégance coloniale, des relations politiques ou du radicalisme type 1789. Et jusqu'au fond des campagnes, on capte les vibrations du siècle des Lumières. Dans les traits et la sensibilité populaires, pourtant souvent fermés à l'Occident, subsiste une part de l'héritage français. On y appelle encore son voisin *« citoyen »*, comme si les jacobins avaient échappé à Thermidor. A contrario, à l'occasion d'une fête ou d'un mariage, on trinque *« Au roi, à la reine et au dauphin ! »*, comme si la royauté continuait d'exercer le pouvoir en France et en Haïti...

De la terrasse du manoir Alexandra, on distingue la coque rouillée d'un bateau qui mouille au loin en une pause prolongée, comme si l'activité de l'ancien port commercial allait soudain redémarrer. Comparé à la tristesse de l'architecture duvaliériste, l'esthétique kitsch de l'hôtel apparaît comme un cocktail insensé, une fantaisie démesurée. La véranda ouvre sur un jardin où un palmier géant semble toucher le ciel. D'ici, la baie de Jacmel ressemble à des Caraïbes transplantées sur une toile orientaliste. L'hôtel est devenu un véritable mythe depuis que le roman de René Depestre, *Hadriana dans tous mes rêves*, a reçu, il y a quelques années, le prix Renaudot. A en croire l'écrivain haïtien, une jeune fille française aurait été zombifiée, au début du siècle, dans ce légendaire manoir...

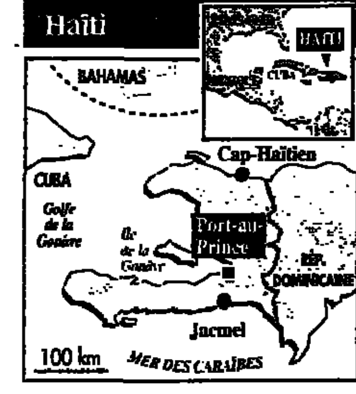
Ce décor figé, à peine perturbé par les premiers tambours du carnaval, exhale l'inertie propre aux Tropiques. Encore qu'ici, ce cliché prenne un autre sens. C'est en effet grâce à cette *« passion de l'immobile »*, évoquée par Paul Morand dans *Hiver caraïbe*, que *subsistent*, chez les Haïtiens, des traditions que la francisation coloniale et l'islamisme, notamment, ont détruit dans toute une partie de l'Afrique. Comme si les descendants d'esclaves, conscients d'avoir joué un bon tour à l'Histoire, avaient décidé, à Jacmel l'oubliée, la déchue, de « fixer » leur passé pour le préserver du monde extérieur. Sur le seuil d'un « temple » vaudou, un initié, visage buriné caché sous une casquette de titi montmartrois, joue un air d'accordéon. Il *« fait la France »*, chuchote un autre initié, ce qui, en langage créole, signifie *« être dans la lune »*... En ce coin d'Afrique exilée, on ressent soudain l'étreinte passionnée d'une France à jamais perdue et rêvée.

Charles Najman



CHRISTOPHE BOURGUEDIEU

Dans les rues de Jacmel (à gauche et ci-dessus) - Cérémonie vaudou (ci-dessous)



HENRIK SAXGRENZ MAJRAPHO

La citadelle du roi Christophe

VUE SUR UNE CARTE, Haïti ressemble à la gueule ouverte d'un crocodile. Vue d'avion, l'ancienne « perle noire des Antilles » s'apparenterait plutôt à un animal déplumé, voire au visage ridé d'un vieillard... *« Nos montagnes montrent leurs os »*, disent les Haïtiens. Plus un arbre sur la crête des mornes. Un symbole pour le pays le plus pauvre des Amériques qui fut, il y a deux siècles, la colonie française la plus riche au monde. Dans ce paysage tourmenté se dresse une forteresse, formidable construction, véritable montagne de pierre sculptée bâtie sur la cime du Bonnet-de-l'Evêque. Réplique caribéenne du Machu-Pichu, la citadelle Laferrière règne, solitaire, à 1 000 mètres d'altitude. Son extrémité, pointée vers la mer, évoque la proue d'un bateau. Plus grande et plus massive que la tour de Londres, elle était considérée comme la « huitième merveille du monde » par Charles Lindbergh.

Cette fantastique allégorie de pierre fut la grande œuvre de Christophe Ier, souverain mégalomane, couronné le 2 juin 1811, sept ans après la naissance de la première République nègre. En onze ans de pouvoir absolu, le successeur de Toussaint Louverture et de l'empereur Dessalines devait marquer de son empreinte l'architecture locale. Dans son *« empire »* du nord de l'île (quelque 14 000 km²), il devait édifier ou transformer neuf palais et quinze châteaux souvent choisis parmi les plus belles propriétés des anciens colons français. Et il supervisera en personne la construction de cette citadelle herculéenne destinée à s'opposer à un éventuel retour des Français. Aujourd'hui, un parfum de mort flotte sur cette Bastille tropicale. On songe au *Désert des Tartares* et aux sentinelles de Dino Buzatti surveillant, du haut des remparts, une plaine semée de pierres blanches. Ici aussi, le regard balaie l'infini dans une longue et vaine attente. Si le fantôme du roi Christophe hante encore les épaisses murailles de l'édifice, l'ennemi, lui, reste introuvable. Et quand la brume du soir s'élève de la mer pour se déchirer sur la proue de la citadelle, les paysans, fascinés par l'aspect fantastique du bâtiment, observent, subjugués, cette forteresse qui semble aller et venir au gré des vents...

Ch. N.

Carnet de route

■ **REPÈRES.** La République d'Haïti occupe l'ouest de l'île d'Haïti, la République dominicaine étant située à l'est. Température moyenne : 25 à 30 degrés sur la côte. Nombreuses fêtes vaudou de novembre à avril. La plus importante, le pèlerinage de « Seau d'eau », a lieu vers le 15 août. Principaux loueurs de voiture : Avis et Hertz. La monnaie officielle est la Gourde, mais les dollars américains sont vivement recommandés.

■ **AVION.** Air France (tél. : (1) 44-08-22-22) relie Paris à Port-au-Prince par un vol direct hebdomadaire, le mercredi, et deux vols en correspondance (via les Antilles françaises) les jeudis et dimanches. A partir de 5 300 F jusqu'au 24 juin, 6 700 F du 25 juin au 28 août. Nouveau Monde (tél. : (1) 43-29-40-40) commercialise, notamment, les vols de British Airways (via Londres et Miami) jumelés avec ceux d'Antillian Airways pour la connexion Miami-Port au Prince : de Paris, 3 980 F jusqu'au 14 juin, 4 360 F en plein été.

■ **SÉJOURNER.** A Port-au-Prince, la capitale d'Haïti, l'incontournable et mythique Hôtel Oloffson (tél. : 19-509-23-4000, de 400 à 530 F la chambre double), une splendide demeure en bois, version haïtienne de l'architecture tropicale. Suites et chambres au nom de ses prestigieux visiteurs : Marlon Brando, Mick Jagger et, surtout, Graham Greene. Le célèbre écrivain anglais situe dans ce cadre son roman *Les Comédiens*, une critique virulente de la dictature du docteur François Duvalier, alias « Papa Doc ». Le jeudi soir, le directeur de l'hôtel joue avec RAM, le groupe le plus populaire du pays. A Cap-Haïtien, à quelques kilomètres du palais Sans-Souci et de la citadelle Laferrière, l'Hôtel Roi-Christophe, une ancienne auberge où Pauline Bonaparte s'était installée lors de son séjour ici. Le roi Christophe y fut cuisinier avant de devenir, quelques années plus tard, le souverain du royaume éphémère du nord de l'île. A Jacmel, le manoir Alexandra et la Jacmelienne, deux hôtels de charme.
Les voyagistes français n'ont pas, dans leur ensemble, reprogrammé Haïti. Deux exceptions, Nouveau Monde, spécialiste de l'Amérique du Sud, qui se charge d'effectuer les réservations sur demande. Notamment auprès des hôtels sélectionnés ci-dessus : de 150 F à 290 F par personne, en chambre double avec petits déjeuners (et avec la demi-pension à Jacmel). Idem pour les locations de voiture : à partir de 390 F par jour en kilométrage illimité, 2 410 F par semaine, pour une catégorie A. Compter 910 F par jour pour une Jeep 4X4 Montero (5 570 F par semaine).

Haïti
BAHAMAS
HAÏTI
CUBA
Cap-Haïtien
Golfe de la Gonâve
Ile de la Gonâve
Port-au-Prince
RÉP. DOMINICAINE
Jacmel
100 km
MER DES CARAÏBES

Autre exception, celle du Club Med (tél. : (1) 42-96-10-00), qui a réouvert en décembre 1995 son village « Magic Haïti », situé à la Pointe-aux-Sables, à 75 km au nord de Port-au-Prince, au bord d'une plage (14 courts de tennis et sports nautiques variés, confort 2 tridents, une semaine à partir de 6 730 F, vol inclus de Paris). Clientèle européenne, les Americains y revenant sur la pointe des pieds.

■ **VISITES.** Le Musée national de Port-au-Prince et les multiples galeries d'art haïtien (naïf), à Port-au-Prince (notamment galerie Nader), mais aussi à Jacmel et à Cap-Haïtien.

■ **AGENDA.** Consacré cette année à l'île d'Haïti, le festival « fenêtre au Sud » se déroulera à Cergy-Pontoise du 7 au 18 juin. Une île, deux pays, trois langues et le vaudou omniprésent (tél. : (1) 34-20-14-14).

■ **LECTURES.** On trouvera une cinquantaine de pages sur l'île d'Haïti dans le Guide bleu *Antilles*, récemment remis à jour pour les renseignements pratiques (1996). *Haïti, Dieu seul me voit*, de Charles Najman (Balland), qui signe ce reportage, un récit de voyage récent sur le vaudou et ses rapports avec l'histoire du pays. *Les Mystères du vaudou*, de Laennec Hurbon (« Découvertes », Gallimard), une présentation documentée de la religion populaire d'Haïti. *L'Univers rural haïtien, le pays en dehors*, de Gérard Barthélemy (L'Harmattan), une étude originale. Deux romans : *Les Arbres musiciens*, de Jacques-Stephen Alexis (Gallimard, 1957), et *Hadriana dans tous mes rêves*, de René Depestre (Gallimard, 1990).

■ **RENSEIGNEMENTS.** L'ambassade d'Haïti (10, rue Theodule-Ribot, 75017 Paris, tél. : (1) 47-63-47-78) délivre visas (en quarante-huit heures, 200 F) et informations touristiques.

VOYAGES
3615 LEMONDE

Black Atlanta, vitrine du « nouveau Sud »

Dopée par la flamme olympique, la Mecque noire voit la vie en rose

AUBURN AVENUE
de notre envoyée spéciale

A six semaines de l'ouverture des Jeux olympiques, Atlanta, capitale de la Georgie, peaufine son image de métropole du Sud. Les soixante-dix étages du Westin Peachtree Plaza Hotel scintillent dans la nuit chaude. Coca-Cola fait tourner sous les étoiles le globe rouge où son nom pétille de mille feux. Au CNN Center, cœur de la planète des *news*, les centaines d'écrans de la régie centrale palpitent au moindre événement, fut-il à des milliers de kilomètres. Ilot de modernité ceint d'autoroutes à six voies, enchâssé dans le décor vert de l'ancien Etat confédéré, cette cité à 70 % noire (pardon : afro-américaine) vit déjà le troisième millénaire et se proclame *« too busy to hate »* (*« trop occupée pour haïr »*).

Entre marteaux piqueurs et répétitions finales de l'hymne de fraternité sportive qui résonnera, le 19 juillet, sur plusieurs centaines de millions de postes de télévision, la ville met la dernière main aux aménagements de ses stades et aux modalités de son *« programme réceptif »*. Certains participants, telle la France, qui n'a décroché qu'un marché textile de quatre mille drapeaux, trouveront peut-être la manne olympique un peu chiche. Atlanta, elle, vise d'ores et déjà l'après-J.O. Vitrine d'un « Nouveau Sud » à très fort taux de croissance, débarrassée des séquelles les plus voyantes de la discrimination raciale, Atlanta jure que l'euphorie survivra à l'été 1996. Symbole de cet avenir radieux : l'ultra-moderne aéroport Hartsfield, construit et géré par une majorité (80 %) de sociétés « noires », doté d'un métro entièrement robotisé et où une voix d'hôtesse du troisième type scande la litanie des terminaux. Le long de Peachtree Street, l'interminable artère qui traverse les quartiers nord, les entreprises fleurissent à un rythme infernal.

Quant aux touristes, qui cherchaient à Savannah, blanche sudiste en crinoline, le fantôme de Scarlett O'Hara, ils poussent désormais jusqu'au centre Martin-Luther-King pour s'y faire raconter une histoire qui débute en 1865, avec le triomphe de Lincoln et la signature du XIIIe amendement abolissant l'esclavage sur l'ensemble du territoire américain. Rude histoire pour quiconque présentait alors le moindre signe d'africanité. A la servitude succédaient la misère, le contrat de travail léonin, une *sous-citoyenneté ponctuée de* menaces. Entre les lieux réservés aux Blancs (de l'hôpital au cimetière en passant par l'église) et les sites interdits aux *« gens de couleur »*, la marge de manœuvre était mince. Atlanta, dès la fin de la guerre civile, manifeste pourtant les premiers signes d'une formidable énergie qui en fera la capitale de la lutte pour les droits civiques, puis le symbole du *black success*.

Auburn Avenue, qui court du centre d'affaires (Downtown) jusqu'aux azalées roses d'Inman Park, dans les faubourgs est, illustre cette époque glorieuse qui a vu l'essor des fils d'esclaves. Au 202, le barbier Alonzo Herndon fait rapidement fortune, à partir de 1905, en vendant des assurances sur la vie à ses frères noirs nantis d'un début de pouvoir d'achat. *Big business* et bonnes œuvres. Le petit immeuble brique et pierre des premiers bureaux de l'Atlanta Life Insurance Company est désormais coiffé par un building de verre et d'acier. Mais Tom Pye, l'actuel PDG, tient à souligner que son plus gros actionnaire demeure la Fondation philanthropique créée par Herndon.

Non loin de là, au 186 *bis*, le club Royal Peacock a vu défiler toutes les stars du blues, de Bessie Smith à B. B. King. Grandeur et décadence. Après une pathétique tentative de recyclage dans le reggae, on a bouché les fenêtres avec de l'isorel. Les stars d'aujourd'hui sont à la télévision, dans le fameux show d'Oprah Winfrey. Tout de même, ce *« Paon royal »* mériterait bien un petit ravalement pour raconter son âge d'or. Sweet Auburn égrène une longue suite de *success stories* et de revanches sur la fatalité. Dommage que le grand musée afro-américain attendu en un tel lieu reste à l'état de projet. Tant pis pour le public olympique qui, en attendant, devra se contenter d'un sympathique mais modeste musée African American Panoramic Experience (APEX), aménagé au 141.

Une fois franchie la porte de l'*Atlanta Daily World*, toujours dans Auburn, au 145, on plonge dans les années 50 et dans l'ambiance du film *Mississippi Burning*. Peinture vert pâle d'époque, gros ventilateurs, vieilles Remington à ruban. C'est là, raconte Ruth Scott Simonds, quatre-vingts ans, que son frère aîné, D. A. Scott, a créé, en 1928, le tout premier quotidien destiné à la communauté noire. Dans un pimpant tailleur rose indien, Ruth, élégante et vive, continue de veiller sur le journal familial. Militante, elle a connu l'époque héroïque des *sit-in* dans les restaurants adeptes de la ségrégation, défié les menaces du Klan, chanté *We shall overcome* aux côtés de Martin Luther King. *« Dans une société américaine où le racisme anti-Noirs s'est intériorisé, le combat,* affirme-t-elle, *continue. »* L'association au sein de laquelle elle milite, la National Association for the Advancement of Colored People (NAACP), créée après le « massacre d'Atlanta », en 1906, a toujours un programme chargé. Et la *« réussite noire »* incarnée par la capitale géorgienne et par son maire, Bill Campbell, inspire à Ruth et à l'équipe actuelle du journal quelques réserves.

SURENCHÈRE SÉCURITAIRE ?

Les événements des 19 et 20 avril démontrent que la Mecque noire du Sud peut se comporter, à l'occasion, aussi frileusement que la plus *redneck* (petit Blanc du Sud) des bourgades du fin fond de l'Alabama. Comme chaque année, pour célébrer la fin du premier semestre universitaire, 200 000 à 300 000 étudiants noirs, venus de tous les Etats américains, se sont retrouvés à Atlanta pour faire la fête. Freaknik, tel est le nom de cet événement aussi attendu des bizuths de Clark Atlanta University (l'une des nombreuses universités noires de la ville) que redouté des riverains. Le rituel de ce chahut de quarante-huit heures consiste en effet à bloquer complètement la ville en roulant au pas, à danser sur les capots des voitures, tout en éclusant des bières et en regardant, du coin de l'œil, les *black beauties* se pavanant dans de belles décapotables ou dans les camionnettes de papa-maman. Quelques carrosseries cabossées et quelques portefeuilles subtilisés avaient marqué les éditions précédentes.

A six semaines des Jeux, Freaknik 96 ne pouvait cependant se permettre la moindre bavure. Mission accomplie, mais à quel prix ! Dirigée d'une main de fer par Beverly Harvard, une belle afro-américaine, la police d'Atlanta devait mettre en place un dispositif digne des historiques émeutes de Watts : un policier tous les 100 mètres, l'accès au centre-ville interdit grâce à un plan de circulation machiavélique, l'annulation de tous les concerts en plein air. Dépités, les jeunes sont rentrés chez eux, parfois à 2 000 ou 3 000 kilomètres, avec pour tout souvenir celui d'une fête avortée. De quoi aussi se poser quelques questions. L'establishment noir céderait-il à une surenchère sécuritaire au risque de se déconnecter de sa base et des jeunes générations ? Probable, à en juger par la misère de certains quartiers sud, tellement criminogènes que des pâtés de maison entiers, naguère colonisés par les squatters et les dealers de crack, ont dû être entourés de barbelés. *« La réussite de quelques-uns ne doit pas faire oublier les autres »*, relève Timothy Mac Donald, le pasteur des pauvres, qui observe qu'*« Atlanta est aussi la ville de vingt mille sans-abri »*.

Un clivage entre riches et défavorisés que n'avait sans doute pas prévu Martin Luther King. Né en 1929 au 501, Auburn Avenue, l'enfant du pays demeure le plus célèbre martyr de la cause des Noirs. On visite pieusement sa maison natale, de bois marron et ocre. Tout y est scrupuleusement conservé : les feutres mous des révérends King, père et grand-père, accrochés à la patère de l'entrée ; le lit des parents, face à la vieille coiffeuse au miroir écaillé. Un peu plus loin, sur le même trottoir, le centre Martin-Luther-King vend des enregistrements du fameux sermon de 1963 : *« Je fais un rêve… Un jour sur les collines rouges de Georgie, les fils des anciens esclaves et les fils des anciens propriétaires d'esclaves pourront s'asseoir ensemble à la table de la fraternité. »* Dans la cour intérieure, une tombe de marbre blanc rappelle comment le rêve se brisa, le 4 avril 1968, au Lorraine Motel de Memphis.

Même recueillement, le dimanche matin, dans l'église baptiste d'Ebenezer, celle où il prêchait. Un jeune pasteur aux yeux enfiévrés se lance dans un sermon sur le courage et l'amour, chaudement encouragé par les *« Amen »* de l'assistance. A la fin, tandis qu'il s'éponge le front et que l'orgue joue, la voûte résonne d'un swing inconnu dans les sages églises du Vieux Monde. Une mamie à chapeau orange tend un livre de chant à l'étranger, qui se retrouve en train de frapper dans ses mains et de s'égosiller sur un gospel. Le temps d'un culte, on se surprend à croire en une communauté humaine enfin débarrassée des rancœurs et de l'engrenage de la violence. La leçon d'Atlanta, elle est peut-être là. Même si le « Nouveau Sud » n'est pas un modèle irréprochable, on garde le souvenir d'un accueil généreux et du nombre peu commun d'hommes de bonne volonté qui, toutes couleurs confondues, s'y sont succédé.

Marie-Hélène Fraïssé


BARRY LEWIS/NETWORK/RAPHO

La séduction du rêve américain

Carnet de route

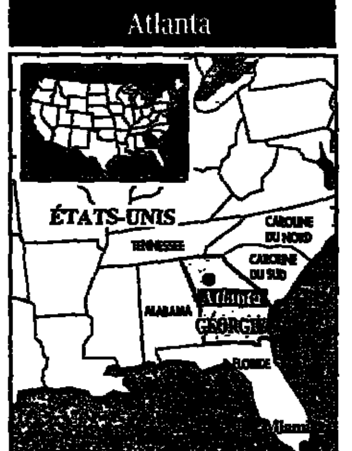
■ **ACCÈS.** Atlanta est une des villes les mieux desservies des Etats-Unis. Son aéroport futuriste, avec métro express, est l'un des mieux organisés du monde. Hors J.O., Atlanta (desservie de Paris par un vol direct de Delta Airlines) se découvre généralement dans le cadre d'un circuit. La formule associant au billet transatlantique un « pass » domestique permet des sauts de puce, d'une ville ou d'un Etat à l'autre. United Airlines (tél. : (1) 48-97-82-82) propose notamment un vol Paris-Washington ou Paris-Chicago A/R à partir de 2 690 F + « pass » (3 coupons, soit 3 trajets intérieurs, 1 990 F ; 8 coupons pour 3 640 F).

■ **FORFAITS.** Directours (tél. : (1) 45-62-62-62) propose des forfaits avion + hébergement en hôtels 2 ou 3 étoiles à Atlanta et dans la région (Savannah inclus) à partir de 4 000 F par personne, en chambre double, 9 jours/7 nuits.

■ **VISITES.** Buckhead, le quartier résidentiel blanc, est une vraie ville à la campagne. Au printemps, azalées roses et cornouillers blancs entourent les belles maisons néoclassiques noyées dans la verdure. Le Atlanta History Center (130 West Paces Ferry Road, tél. : (404) 814-40-00) raconte, avec talent, la métamorphose d'un carrefour ferroviaire en une vraie métropole. Dans le parc, des fermes reconstituées. Downtown : le tour de ville est vite fait et le restera même en y incluant les installations olympiques (Grand Stade, Georgia Dome) à moins de suivre un match des Atlanta Braves, l'équipe de base-ball locale, propriété de Ted Turner. Fondateur d'un empire tentaculaire, ce dernier ouvre aux touristes les portes du siège de CNN où l'on peut assister, en direct, au journal télévisé. CNN Studio Tour, angle Techwood Drive/Marietta Street, tous les jours de 9 h à 18 h. Réservations au (404) 827-23-00.

Auburn Avenue : à ne pas manquer, même si l'état actuel de ce haut lieu de l'histoire « afro-américaine » laisse à désirer. En descendant depuis le Sweet Auburn Visitors Center, on passe sous l'autoroute Interstate pour atteindre Ebenezer Baptist Church, au 467 de la même avenue. Téléphoner (au 688-72-63) avant de se rendre aux offices du dimanche (7 h 45 et 10 h 45) car l'église où prêchait Martin Luther King est plus fréquentée que les autres. Beaux chants gospel, également, à Wheat Street Baptist Church, au numéro 365, le dimanche à 10 h 30 . Attention, les offices durent… entre deux et trois heures ! Au bout de Sweet Auburn, la tombe blanche du célèbre pasteur est posée sur l'eau d'un bassin, au cœur du Martin Luther King Center. Objet de chicanes entre la famille King et la ville d'Atlanta, le lieu semble étrangement désaffecté, en dépit des cars de lycéens afro-américains. La boutique, seul îlot de vie, vend des cassettes des plus fameux discours du pasteur (« I have a dream », etc.). Incontournable, sa maison natale, au 501, se visite (accompagné) toutes les heures. The Herndon Home, la belle villa du « black millionnaire » Alonzo Herndon, se trouve dans un autre quartier, à l'ouest de la ville, au 587 University Place (tél. : (404) 581-98-13). Visites toutes les heures, de 10 h à 16 h, du mardi au samedi. De là, pousser jusqu'au quartier des universités noires, l'un des fleurons du « black success », avec notamment Clark Atlanta University et son campus fleuri. Enfin, The World of Coca-Cola, se trouve au 55 Martin Luther King, Jr Drive S. W., tél. : (404) 676-5151. Du lundi au samedi, de 10 h à 20 h 30, le dimanche, de midi à 17 h.

■ **SE RESTAURER.** La plupart des restaurants du soir (abordables en raison du cours du dollar) sont sur Peachtree Road, la grande artère qui relie le centre ville au quartier de Buckhead. Citons John Harvard's Brew House, Cheyenne Grille et Buckhead Diner, au 3073 Piedmont Road. Les amateurs de musique opteront pour Java Blues (10 Whitlock Ave, à Marietta, à 25 km au nord) mais seulement pour un verre ou le dessert. Blues (du bon et du moyen) tous les soirs, entrée 1 $. Au Fat Matt's Rib Shack, les ribs se dégustent en écoutant, à partir de 20 h, blues et rock'n'roll.



■ **BLUES.** Le club Blind Willie's est ouvert 7 jours sur 7, dans le quartier ouest (828 N. Highland Avenue, tél. : (404) 873-BLUE). Ne pas oublier votre passeport. Entrée : 5 $ plus les consommations.

■ **LECTURES.** *Atlanta* (Insight Guides), le meilleur guide, mais en anglais. Sinon, le Guide du routard *Etats-Unis, Côte est et sud* (Hachette), succinct mais juste, et le Guide bleu, *Est et Sud* (Hachette), remis à jour en avril. Pour approfondir le sujet, *Histoire des Noirs américains au XXe siècle*, par Nicole Bacharan (Ed. Complexe, 1994).

La cathédrale Coca-Cola

EN 1886, LE CHIMISTE John Stythe Pemberton inventait la formule d'un extrait de coca et de noix de cola. La providence voulut qu'il rencontre sur son chemin un pharmacien nommé Jacobs, qui proposa de dissoudre le concentré dans de l'eau gazeuse, et un génie du marketing, Asa Candler. Avec sa fameuse bouteille de verre fuselé, Coca-Cola allait, peu à peu, gagner les faveurs des assoiffés du monde entier. Cent ans plus tard, ils sont 800 millions à en consommer chaque jour.

Une réussite exemplaire que les visiteurs des J.O. seront invités à célébrer dans l'étonnante cathédrale high-tech, toute de verre et de métal, érigée par la firme d'Atlanta (un des sponsors des J.O.) à la gloire de la boisson qui a fait sa fortune. Avec notamment une salle de projection vidéo haute définition (on y présente un film illustrant l'impact planétaire du Coca-Cola), une sculpture de Jan Bochenek, constituée de quelque mille bouteilles et intitulée *Fantaisie d'embouteillage*, et le rappel des mérites de Robert Woodruff, qui régna soixante ans sur la maison mère et dont la Fondation devait déverser une pluie de dollars sur Atlanta et sa très blanche Emory University.

L'histoire donnant soif, une « Fontaine spectaculaire » offre une séance de dégustation dans un décor de tubes de verre fluorescents où gargouillent en permanence quelque 4 000 litres de la célèbre boisson. Reste à découvrir les étonnants sodas concoctés par la firme à l'intention de ses clientèles tropicales : jus exotiques, mélanges bleu vif, liqueurs violettes, cocktails ravageurs, etc.

M.-H. F.



Le monstre apprivoisé

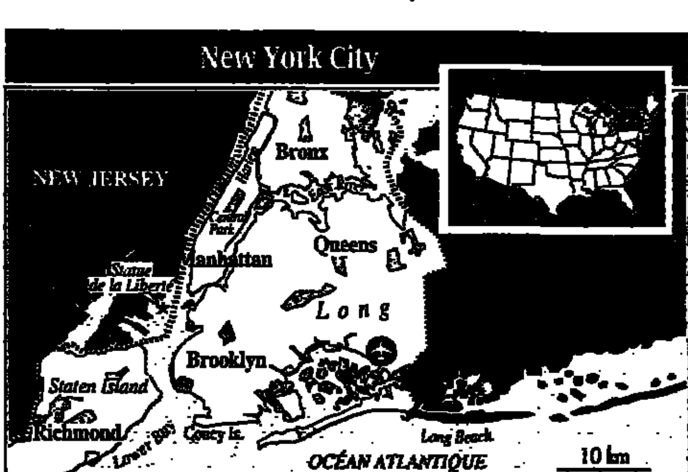
Quand les New-Yorkais ouvrent les portes de leurs « villages »

NEW YORK
de notre envoyé spécial

Big Apple. La Grosse Pomme. Ainsi surnomme-t-on familièrement New York. Sans trop savoir pourquoi. Certains évoquent le trac qui paralysait les artistes qui s'y produisaient pour la première fois. Et la boule qui leur serrait la gorge, comme une grosse pomme. D'autres confirment que jouer à New York, c'était, effectivement, décrocher le gros lot et, par conséquent, cueillir la plus belle pomme de l'arbre du succès. L'expression, en vogue dans les années 20, a été remise au goût du jour en 1971 par les responsables du tourisme local. Et c'est ainsi que la grosse pomme rouge est devenue le symbole de la ville. Une pomme que le visiteur est aujourd'hui invité à croquer à belles dents... une fois dissipé le choc (mélange d'émerveillement et d'appréhension) éprouvé par tous ceux qui découvrent cette mégapole qui, selon les limites qu'on lui fixe, « pèse » entre 7 et 17 millions d'habitants !

Une grosse pomme avec un coeur gros comme ça. Un coeur qui bat sur l'île de Manhattan où une forêt de verre et d'acier monte à l'assaut du ciel. Une ville pareille à un volcan et qui, la nuit venue, voit sourdre de ses flancs des flots de voitures désertant la *city* pour s'écouler, lentement, par ponts et tunnels, vers Brooklyn, le Queens, le Bronx ou le New Jersey voisin. Si le monstre fascine et envoûte, il peut aussi écraser et agresser. *« Trop de stress, de crimes et de cafards »*, résumait Michel Braudeau dans *Le Monde*, tandis que Philippe Dagen y détaillait, avec gourmandise, ces peintures funéraires qui, au début des années 90, dans les quartiers les plus chauds de la ville (on en voit encore sur les murs du Bronx), évoquaient la mémoire des victimes des guerres que s'y livrent les gangs locaux, voire celle des passants fauchés par une balle perdue.

Pour troublante qu'elle soit, cette sombre peinture ne saurait occulter le fait que la Grosse Pomme n'est pas, de l'avis des spécialistes, et en *dépit de l'image qui lui colle* à la peau (« sexe, misère et violence »), une ville aussi dangereuse que certains se plaisent à l'affirmer. Rapportée au nombre d'habitants, la criminalité, en baisse constante, y est en effet inférieure à celle enregistrée dans une vingtaine d'autres villes américaines. Et la cité, de l'avis même de ceux qui y vivent, serait chaque jour plus fréquentable. A l'image du périmètre de Times Square, jadis très chaud, et d'une 42e Rue longtemps considérée comme l'une des plus mal famées de la ville. Deux secteurs en pleine métamorphose, sous l'impulsion, notamment, de la compagnie Disney qui a décidé d'y restaurer le vénérable New Amsterdam Theater. Objectif : en faire un lieu de divertissement familial !



Reste, bien entendu, à respecter quelques règles élémentaires de sécurité : être sur ses gardes, éviter de fixer les gens dans les yeux (on ne sait jamais...) et de s'aventurer, surtout la nuit, dans certains quartiers ainsi que dans le métro. En résumé, se faire le plus new-yorkais possible et le moins touriste possible, ce qui n'est pas évident. Pas facile, en effet, de ne pas déambuler dans les rues le nez en l'air, attitude qui trahit l'étranger à des lieux à la ronde. Cela dit, la violence a *toujours rythmé la vie* d'une ville où la densité de désoeuvrés et de marginaux reste plus forte qu'ailleurs. Rien qu'à Manhattan, on recenserait près de 100 000 sans-abri ! Quels que soient les progrès enregistrés, il y a, ici, de l'électricité dans l'air. Une atmosphère de western urbain ponctuée, à intervalles réguliers, par le hululement des sirènes des voitures de police, des ambulances ou des camions de pompiers. Un fond sonore auquel on finit par s'habituer et qui fait partie du décor. Car cette *excitation, cette fièvre contribuent* également, avouons-le, à la fascination exercée par une ville qui ne dort jamais, où tout va un peu plus vite qu'ailleurs et où on a l'impression que tout peut arriver. Le meilleur comme le pire.

Oublions le pire, pour privilégier le meilleur. A commencer par ces organismes locaux voués à l'accueil des visiteurs étrangers. Car si la ville est déroutante pour qui l'aborde seul et « désarmé », elle s'apprivoise très vite lorsqu'on la découvre avec ceux qui ont choisi d'y habiter. Et qui acceptent de vous en ouvrir les portes, voire les coulisses. Celles, par exemple, du Metropolitan Opera, de Grand Central Station, du Radio City Hall, de Chinatown, des immeubles Art déco de Manhattan, des galeries de Soho, des antiquaires de l'Upper East Side ou des temples de la comédie musicale, à Broadway. Celles, aussi, du Bronx, du Queens, de Brooklyn, de Staten Island ou de Long Island. Sans oublier, bien sûr, Harlem. Harlem qui, depuis quelques années déjà, a troqué son image de ghetto noir pour celle d'une destination touristique à la mode.

Autant d'approches proposées dans le cadre de circuits effectués généralement à pied, sous la *conduite de guides professionnels*. Mais également, et gratuitement !, par le biais de l'original programme de bienvenue géré par la municipalité de New York (*lire ci-contre*). Une formule idéale pour s'initier, en douceur, aux subtilités de la vie locale (bus et métro compris) et découvrir un New York au quotidien. Un New York où on fait son marché à Union Square ou chez Zabar's, où on achète ses *bagels* – petits pains ronds fourrés de saumon fumé et de fromage blanc – chez H&H Bagels, dans l'Upper West Side, où on se gave de pirosjki à Little Odessa, fief des immigrés russes de Brooklyn. Avant d'arpenter, jusqu'à Coney Island et son parc d'attractions décati, le *boardwalk* (les planches) qui borde l'immense plage de Brighton Beach, histoire d'aller voir si les hot dogs de chez Nathan's sont vraiment les meilleurs du monde.

Abordée de cette façon, la jungle à la beauté froide, la fourmilière sillonnée de stressés pressés se droguant au business, se fait magique et familière. A l'image des quartiers cosmopolites, bohêmes et populaires qui s'y côtoient. Des « villages » à taille humaine. Humaine ? New York ! De quoi en laisser pantois plus d'un.

Patrick Francès

La ville au quotidien

Vivre New York comme le vivent ses habitants. Avec un des 600 volontaires enrôlés par la municipalité dans le cadre d'un programme de bienvenue baptisé *Big Apple Greeter*. Des bénévoles qui acceptent de prendre en charge, pendant quelques heures, un visiteur de passage. Pour lui faire découvrir, hors des sentiers battus, leur quartier ou les lieux qui leur sont familiers. Un service totalement gratuit. Pour en bénéficier dans les meilleures conditions, contacter cet organisme avant de partir. Ecrire, téléphoner ou faxer à Big Apple Greeter, 1 Centre Street, New York, N. Y. 10007 (tél. : (212) 669-2896, fax. : (212) 669-4900). Indiquer les dates de votre séjour, votre hôtel, le jour et le type de visite souhaités, vos centres d'intérêt et votre niveau d'anglais. On peut vous trouver une personne parlant français.

Carnet de route

■ **ACCÈS.** Outre Air France (tél. : (1) 44-08-24-24), dont les meilleurs tarifs sont dans les brochures « Le Kiosque », citons, parmi les compagnies américaines qui desservent Kennedy Airport (avec des terminaux distincts) depuis Orly Sud, Delta Air Lines (tél. : (1) 47-68-92-92) avec un vol quotidien (et une liaison directe de Nice) et, en juin, un tarif à partir de 2 690 F A/R de Paris en classe économique, et Tower Air (tél. : (1) 44-51-56-56), avec, jusqu'au 27 juin, 3 vols par semaine puis un vol quotidien jusqu'au 5 septembre. Chez Jetset, tarif promotionnel jusqu'au 30 juin (2 170 F A/R si on réserve nuits d'hôtel ou voiture) et, toute l'année, un prix séduisant en classe affaires (5 780 F A/R).

■ **AVEC QUI ?** Spécialistes et généralistes (type Nouvelles Frontières) proposent formules à la carte et forfaits avantageux. Chez Jetset (agence de voyages, tél. : (1) 53-67-13-00), la nuit au Waldorf Astoria, sur Park Avenue, coûte 645 F par personne en chambre double, du 30 juin au 5 septembre. Jusqu'au 30 juin et du 6 septembre au 31 octobre, forfait à 5 040 F par personne en chambre double avec le vol A/R, 3 nuits au Waldorf, transfert à l'arrivée, visite de Manhattan et croisière. Au Pierre (sur la 5e Avenue, face à Central Park), autre palace réputé, la nuit est proposée par Jetset à 830 F par personne en double, en juillet et août, 1 070 F jusqu'au 30 juin et à partir du 2 septembre. Un forfait Jetset/Le Pierre/Tower à 8 890 F inclut, en juillet-août, le vol en classe affaires, 3 nuits, un survol en hélicoptère et une excursion d'une demi-journée. Toujours au Pierre, 3 nuits avec vol A/R à 4 780 F, du 16 août au 1er septembre. Séduisants forfaits « avion plus hôtel » chez Any Way Voyages (tél. : (1) 40-28-00-74) et Directours (tél. : (1) 45-62-62-62). Un conseil : obtenir une chambre avec la meilleure vue possible, cela en vaut la peine.

■ **SE DÉPLACER.** En taxi : prix raisonnables (de 5 $ à 10 $ dans Manhattan) mais inaccessibles aux heures de pointe et quand il pleut. En autobus : idéal pour sillonner Manhattan avec transfert gratuit d'une ligne à l'autre. En métro : plus rapide mais plus complexe et déconseillé la nuit venue. Un jeton (métro ou bus) coûte 1,50 $. La Metrocard (de 5 $ à 80 $) évite d'avoir à faire l'appoint dans les bus.

■ **SORTIR.** A Broadway, large choix de comédies musicales, dont certaines à l'affiche depuis des années. Se renseigner auprès de NYC/ON STAGE (768-1818) ou au 563-2929. Possibilité de réserver (500 à 650 F) avec un hébergement Jetset. Sur place, Tele-Charge (239-6200) ou Ticketmaster (307-7171), qui accepte les cartes de crédit. Billets à moitié prix, pour le soir même (mais on paie cash), dans les kiosques TKTS, à Times Square et au 2 World Trade Center.

■ **UNE EXPOSITION.** Au MOMA, The Museum of Modern Art (11 West 53d street), exceptionnelle rétrospective Picasso (221 portraits) jusqu'au 17 septembre. Fermé le mercredi.

■ **DEUX « MUST ».** Le ferry qui, pour 50 cents A/R, fait la navette entre Manhattan et Staten Island. Le Brooklyn Bridge : de Manhattan, prendre un taxi pour Montague Street, à Brooklyn Heights (environ 15 $). Flâner dans le quartier, admirer Manhattan de la *Promenade*, prendre un verre au River Café (pour y dîner, réserver une table avec vue au 718-522-5200) puis traverser le pont à pied. Attention, l'accès n'est pas évident. Se renseigner au River Café. Au crépuscule, l'expérience est magique.

■ **EXCURSIONS.** Avec Harlem Spirituals/New York Visions (tél. : (212) 757-0425 et 956-0517), Jetset propose diverses visites de Harlem (dimanche avec messe gospel, soirée dans un club de jazz, « Amateur Night » à l'Apollo), de Manhattan mais aussi du Bronx et de Brooklyn.

■ **VISITES GUIDÉES.** De nombreux organismes proposent des visites thématiques de New York et de ses différents quartiers. Se procurer la liste au New York Convention & Visitors Bureau. Citons *The Municipal Art Society* (tél. : (212) 935-3960) pour des promenades à pied, *Big Onion Walking Tours* (tél. : (212) 439-1090) pour la qualité des guides, *Off & Around the beaten path* (718-562-4735), spécialiste de Brooklyn, du Queens et du Bronx.

■ **GUIDES.** En français, un *Guide bleu*, un *Routard* et un excellent *Guide Voir* (Hachette), un esthétique Guide Gallimard, un *Petit Futé* bien informé, un classique Guide vert Michelin et le Guide Gault et Millau. En anglais, le remarquable *Access*, l'érudit *Fodor's*, les bonnes adresses du *Gerry Frank* et le *Let's Go* Etats-Unis côte est.

■ **SE RENSEIGNER.** Au centre d'information du New York Convention & Visitors Bureau (2, Columbus Circle, près de Central Park, tél. : (212) 397-8222) qui dispose d'une antenne à Times Square (42nd St et 7th Ave). Nombreuses brochures disponibles. Pour savoir ce qui se passe en ville, téléphoner au 360-3456 ou au 1-800-NYC-VISIT (appel gratuit, renseignements en français).

هكذا من الأصل

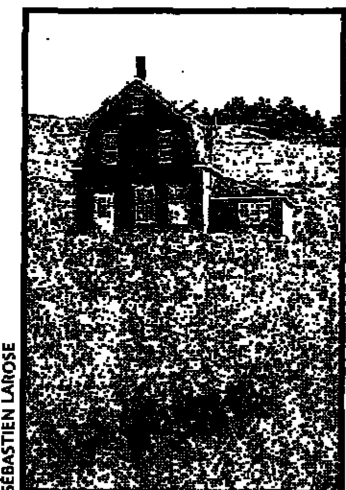
Les Robinson du golfe

Privés de blanchon et de morue, les Madelinots, fidèles à une mer ingrate, n'entendent pas sacrifier la pêche au tourisme

CAP-AUX-MEULES
de notre envoyée spéciale

Un archipel. Une douzaine d'îles – dont sept habitées – postées à l'entrée du golfe du Saint-Laurent. Domaine aride et venteux, ébouriffé par les brises océanes près de trois cents jours par an, d'abord fréquenté par les Micmacs (les « Indiens de la mer ») et les chasseurs de morses, de phoques et de baleines, puis domestiqué, au fil des siècles, par d'opiniâtres Acadiens et une poignée d'Ecossais. Ici, la nature a fait voeu de pauvreté. Quelques bosquets d'épinettes rabougries rasant le sol en buissons transis, arc-boutés dans le vent ; quelques boisés éparpillés dans des creux abrités ; l'effort végétal s'arrête là. En compensation, relèvent les Madelinots, la nature n'a pas lésiné sur les couleurs. Celles du ciel et de la mer, féconds en métamorphoses. Pour ne pas être en reste, les hommes, *à leur tour, ont habillé de teintes* de sucre d'orge les habitations disséminées sur les landes, dans les vallons et jusqu'aux bords des falaises. Des maisons de poupées « peinturées » en rose indien, aubergine, turquoise ou bleu colvert.

Pour prendre la mesure de l'endroit, il faut monter au sommet de la butte du Vent (161 mètres), dans l'île du Cap-aux-Meules. De là-haut, on embrasse, d'un seul regard, l'archipel. Nombril du golfe. En bas, six gros écueils dessinent un croissant. Un cordon de sable les relie entre eux. Soixante-quatre kilomètres, d'une extrémité à l'autre, de l'île du Havre-Aubert, au sud, à l'île de la Grande-Entrée, au nord. Au large, fermant la baie de Plaisance, la septième soeur, l'île d'Entrée. Les gens d'ici sont *fiers de leur terre*, la *Magdeleine*, ainsi baptisée par Samuel Champlain en 1629. Il est vrai qu'ils l'ont méritée, ces descendants d'Acadiens qui trouvèrent refuge sur ces rivages, après leur dispersion par les Anglais, lors du Grand Dérangement, en 1755. Des Acadiens bientôt rejoints par une poignée de colons écossais. Le temps aidant, chacun finit par trouver « île à son pied », les anglophones anglicans sur la Grosse-Ile et dans l'île d'Entrée, les francophones catholiques dans le reste de l'archipel. Les choses en sont restées là. Avec, il est vrai, des francophones massivement majoritaires : 750 « Anglais » seulement sur les 15 000 habitants.


SÉBASTIEN LAROSE

La terre des Madelinots, c'est la mer. Une mer souvent houleuse, dont on peut contempler les assauts répétés du haut des friables falaises de grès pourpre qui saignent en se désintégrant dans les flots, à la Pointe de Gros-Cap. Une mer que les hommes sillonnent sans relâche. *Mais le poisson se fait rare*, et les interdictions de pêche, de plus en plus nombreuses. La morue, mâne des îles, est, depuis septembre 1994, protégée par un moratoire. Restent le hareng, la plie, le maquereau, les pétoncles, le crabe des neiges, et surtout le homard, exploité par les homardiers de Grande-Entrée dont la flotte de pêche est la plus importante du Québec.

Il n'y a pas si longtemps encore, on chassait aussi le blanchon dans l'archipel, ce bébé-phoque à la fourrure immaculée. Jusqu'à ce que les campagnes virulentes de Greenpeace et la croisade de Brigitte Bardot, suivies de l'embargo décrété, en 1986, par la CEE, mettent un terme au lucratif commerce de pelisses. Seule la chasse au phoque adulte, encore que très réglementée, reste tolérée. *Amers*, les insulaires relèvent que le troupeau se reproduit trop vite et que ces voraces mammifères déciment la pitance des hommes. L'hiver, la banquise fige le golfe *tout entier. Le débarris (chaos de* blocs de glace) emprisonne l'archipel de son étreinte gelée. Et tandis que les phoques gambadent avec allégresse, les humains, eux, se replient dans leurs maisons. Jours de « débauche » : jeux de cartes, tournois de bingo et de tarots, retrouvailles sur les pistes du monumental bowling du Madeli Inn ou au bar Le Central pour « jaser » autour d'une chope de bière. Autant d'activités qui occupent ce loisir forcé. Jusqu'à la fonte des glaces, fin mars.

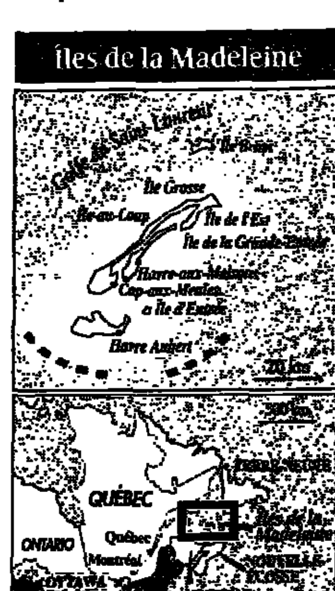
Cap-aux-Meules, la capitale, est « victime » d'une expansion trop rapide, avec pour résultat une urbanisation quelque peu anarchique. On s'y sent désormais bien loin d'une mer pourtant si proche. La route 199 traverse l'archipel de bout en bout. Depuis peu, deux « lumières » *ont été installées dans* le bourg de Cap-aux-Meules. Des feux tricolores très mal vus des jeunes Madelinots qui, sur leurs « bicycles à gaz », les brûlent avec désinvolture. La route file vers l'Ouest, chevauchant le cordon de sable fermant la baie du Havre-aux-Basques. Elle salue au passage ces collines rondes joliment baptisées, ici, « demoiselles », puis serpente jusqu'à La Grave, au-delà de Havre-Aubert, à l'extrémité de ce soulier à poulaine auquel, sur une carte, ressemble un archipel que certains comparent aussi à un hameçon. Sur un talus ébouriffé par le vent, un vieux pêcheur glane une brassée d'herbe outarde. Image d'un autre temps. Autrefois, cette herbe servait à isoler les murs des vieilles maisons.

A l'est, au-delà des falaises rouges et des buttes pelées aux *flancs* tapissés de *plaquebières* (ronce petit-mûrier), la 199 chevauche la dune du sud, enjambe le pont de fer jeté sur la lagune de Grande-Entrée, caracole sur la *dune du nord*, *traverse l'îlot de* Pointe-au-Loup, poursuit sa course à travers les sables avant d'entrer dans la Grosse-Ile, fief des anglophones, patrie des *Goodwin*, *Rankin* et autres Clarkes, dont les cousins demeurent à l'île d'Entrée. Le long de la lagune, le quartier de Old Harry, maisonnettes blanches et jardins fleuris, ressemble au tableau d'un peintre naïf.

Parti de Cap-aux-Meules avec la marée matinale, le petit traversier *Bonaventure* creuse son sillon d'écume dans le flot bleu. Une petite heure de voyage et l'on débarque à l'île d'Entrée. *Entry* pour les Anglais. Une grosse forteresse circulaire corsetée de falaises pourpres veinées de gypse. Au centre, Big Hill, un énorme mamelon qui culmine à 169 mètres d'altitude. Sur les buttes plus basses, aux pentes pareilles à des vagues vertes, des chevaux galopent crinière au vent. *Sur les sommets arrondis se* profilent, en ombres chinoises, des vaches bretonnes qui, insensibles aux bourrasques, paissent imperturbablement. Sur le quai, *les insulaires (prunelle bleue et* cheveu flamboyant, Ecosse oblige) chargent leur ravitaillement puis repartent plein gaz, au volant de leur camionnette, sur l'unique kilomètre de chemin en « gravelle » qui va se perdre dans les champs. A Entry, les hommes s'enferment dans de puritaines maison de bois blanches. Les animaux, eux, vaquent partout en liberté. A vivre depuis si longtemps dans le silence de leur île, les 195 habitants auraient pu sombrer dans l'isolement. A en juger par les antennes paraboliques qui ornent les toitures, il n'en est rien. Sur cette île, elles sont plus nombreuses que les arbres !

Marie-Noëlle Hervé

Iles de la Madeleine



Carnet de route

■ **AVION.** Vols quotidiens Air France et Air Canada (tél. : (1) 44-50-20-20) *Paris-Montréal (à partir de 3 990 F)*. Puis, de Montréal, Québec ou Gaspé, 2 vols chaque jour Air Alliance jusqu'à la Madeleine (5 690 F). Vols charters Corsair (de 2 210 F à 3 590 F chez Nouvelles Frontières, tél. : 36-33-33-33).

■ **BATEAU.** En traversier depuis Souris (sur l'île du Prince-Edouard) en cinq heures, ou, en été, depuis Carleton, en Gaspésie (réservation au (418) 986-3278). En cargo mixte, à bord du CTMA Voyageur, pour une mini-croisière sur le Saint-Laurent depuis Montréal. Réservations au (514) 937-7656.

■ **FORFAITS.** Des séjours à la carte sont programmés par Canadian National, Vacances Air Transat, Jet Set et *Vacances Air Canada*.

■ **TOITS.** Profiter du charme des petites maisons du cru : chambres à louer entre 35 et 95 dollars canadiens (1 dollar canadien = environ 4 francs). A Cap-aux-Meules : Auberge La Jetée (tél. : 986-6312), La Maison du Cap-Vert (tel. : 986-5331) et Chez Sam (tél. : 986 5780) ; A Havre-Aubert, à Anse-à-la-Cabane, l'Auberge du Havre-sur-Mer (tél. : 937-5675), cinq chambres raffinées et l'une des bonnes tables de l'île ; également, Chez Charles Painchaud (tél. : 937-2227) et le délicieux gîte de trois chambres de Camille Vézina (tél. : 937-2516) ; sur l'île d'Entrée, une *seule adresse, le B&B d'Isabel Crowell* (tél. : 986-4541).

■ **TABLES.** L'une des plus raffinées du Québec, La Table des Roy, à Cap-aux-Meules (tel. : 986-3004). Pour un brunch de charme, le Café de la Grave à Havre-Aubert (tél. : 937-5765).

■ **VISITES.** A Havre-Aubert, le Musée de la mer : par l'âme des lieux, le Père Frédéric Landry. A Grosse-Ile, la petite chapelle anglicane.

■ ***LECTURES.*** *Le Guide vert Michelin Québec*. Le Guide Bleu et le Routard *Canada* (Hachette) et le Guide Ulysse consacré à la Gaspésie et aux îles. Le *Guide des îles 96* (très détaillé) est diffusé gratuitement par la Division du tourisme de l'ambassade du Canada. Récent, *Le Québec, au fil du Saint-Laurent*, de Patrick Francès (« Duo-Découverte », Ed. du Chêne), qui raconte le fleuve et l'histoire de la *« belle province »*, de Montréal aux îles de la Madeleine.

■ **RENSEIGNEMENTS.** A Paris, Division du tourisme, ambassade du Canada, 35, avenue Montaigne, 75008 Paris, tél. : (1) 44-43-20-07. Sur place, Association touristique des îles de la Madeleine, 128, chemin du Débarcadère, Cap-aux-Meules, tél. : (418) 986-22-45.

La mort en ce jardin

A San Miguel de tous les saints, les enfants jouent avec des squelettes de sucre, sous l'œil terrible de la Guadalupe, la Vierge brune

BAJIO
de notre envoyée spéciale

Balade en un étrange lieu, parmi des corps contorsionnés et à demi vêtus, à la peau devenue presque de bois, étiquetés parfois d'un matricule. Cent huit cadavres au total, exhumés entre 1865 et 1984 du cimetière voisin, par manque de place, et aujourd'hui exposés dans le Musée des momies. Le sol, riche en minerais et très sec, les a naturellement conservés.

Devant ces peaux de chagrin, certains visiteurs prennent un air horrifié. Sacré contraste, il est vrai, avec les retables dorés et les rues de Guanajuato, l'une des plus belles cités coloniales de la région centrale. D'autres jouent les entomologistes, s'enhardissant au fil de la visite, scrutant le cou et les doigts de Remigio Leroy, médecin d'origine française, le ventre et les nattes de la Chinoise, une femme d'origine orientale morte enceinte, ou le crâne chiffonné d'« E.T. », *« la plus petite momie du monde »*, précise l'étiquette. Les Mexicains, eux, se poussent du coude devant une caricature représentant deux squelettes amoureux, joue contre joue. Non, la mort n'est pas triste. Et la vie, transitoire, ressemble à un songe. L'écrivain Octavio Paz est, à ce sujet, définitif : *« Mourir est naturel et même désirable ; le plus vite sera le mieux. »*

Perchée à près de 2 000 mètres, parmi les champs de *mezquite* et de cactus-nopal, la ville voisine de San Miguel, autre superbe cité coloniale, est, pour sa part, vouée à tous les saints et à toutes les Vierges. Niches, autels et sacristies : les divinités catholiques se bousculent un peu partout. Comme, jadis, les dieux aztèques. Côté hommes, voici san Miguel, patron de la ville, san José et san Judas Taddeo, que l'on *prie lorsque tous les recours ont* été épuisés. Et le Christ de la Conquête, en maïs et bulbes d'orchidées. Et le martyr Bartolomeo, en robe de velours pourpre et cothurnes, chevelure ceinte d'une couronne fleurie mais bouche ouverte sur des dents affreusement gâtées. Côté femmes, voici santa Anna, l'épouse de Joachim, et sa fille, tantôt vêtue de rose (c'est la Vierge de la Santé) ou de noir (c'est la Vierge de Solitude). *« Une fois gaie, une fois triste, car Notre Dame est un peu comédienne, non ? »*, résume, désinvolte, la guide.

Mais il est une Vierge avec laquelle les Miguélitains, comme la plupart des Mexicains d'ailleurs, ne plaisantent pas. Même si certains l'appellent familièrement *« la petite brune du Tepeyac »*. C'est la Guadalupe, patronne du Mexique, mais particulièrement vénérée dans cette région catholique et traditionaliste (conservatrice), et dont l'effigie peinte orne le transept oriental de l'oratorio de San Felipe Neri. Une Vierge sombre, aux cheveux de jais, le corps drapé dans un manteau étoilé et les pieds nus posés sur un croissant de lune noir.



BASTIENNE SCHMIDT/LOOKAT DISTRIBUTION

Pendant le jour des morts à Mexico, en 1992

Une Vierge d'origine espagnole devenue, par la grâce d'un miracle, mexicaine.

Tous les Miguélitains en connaissent l'histoire, et dans les moindres détails, que ce soit le patron d'El Sombrero, celui du Café Colon et la fleuriste du Mercado Central, qui affiche la « brunette » parmi les œillets et les cœurs géants sous cellophane, ornés de pin-up et de cygnes pailletés. Ou la patronne de la Botica El Agua de Hacote (l'eau de cactus), une vraie caverne d'Ali-Baba où l'on trouve des plaques minéralogiques, des séraphins de papier, des bocaux de bonbons, des vieilles boîtes de chocolat ou de biscuits et, bien sûr, des bouteilles de tequila. Ou même les Indiens Otomis et Tarasques, évangélisés dès le XVIe siècle par le frère franciscain Juan de San Miguel, qui fonda la ville en 1542. Pour eux, c'est sûr, la *« Morena »* (autre nom donné à la Guadalupe) est apparue le 9 décembre 1531, sur la colline du Tepeyac, au nord de México, à l'Indien Juan Diego. Et elle lui a demandé d'élever un sanctuaire chrétien. Sûr aussi qu'elle lui a parlé en nahuatl et qu'elle est revenue le 10 puis le 12 septembre, date à laquelle elle lui tendit un bouquet de roses. C'est alors, affirment les Miguélitains, que l'image divine s'imprima sur le manteau de l'Indien et que l'Eglise reconnut le miracle.

LES TRACES DE L'HISTOIRE

Autres figures vénérées ici : celles d'Ignacio Allende et du curé Miguel Hidalgo y Costilla, qui poussa les Indiens de la paroisse de Dolorès à se révolter contre les colons. Victoires, pillages, arrestations et décapitations. Le combat pour l'indépendance, qui commença le 15 septembre 1810, fut sanglant et très long. Arrêté à Chihuahua en 1811, Hidalgo fut fusillé et sa tête, tranchée et salée, accrochée, pour l'exemple, avec celles de ses compagnons d'armes, Aldama, Jiménez et Allende, à l'un des coins du silo de Guanajuato. Elle devait y rester jusqu'en 1821, date de la libération du pays...

De cette histoire mouvementée, San Miguel el Grande, rebaptisée, en 1826, San Miguel de Allende en l'honneur de l'insurgé, témoigne ici et là. Sur la plaza del Generalissimo-don-Ignacio-de-Allende-Yungoza où caracole, statufié, le héros. Et dans le Museo Historico, installé dans la maison natale d'Allende, à quelques pas du Jardin. Le Jardin, c'est l'endroit où se concentre, avec le *mercado central*, l'essentiel de la vie locale. Là où, comme les Italiens sur leur *passeggiata*, les Mexicains font les cent pas en observant le petit ballet, toujours inchangé, des choses et des gens : les cireurs de chaussures et les amoureux sur les bancs de fonte, les serveurs de la Posada San Francisco, nez en l'air et torchon à la main, attendant les clients, les vendeurs ambulants de ballons et de bonbons, le camion rouge déchargeant ses bouteilles de Coca-Cola et les marchands, sous les arcades, à côté des chaudrons où cuisent les maïs.

C'est là, en un mot, qu'il ne se passe rien. Ou qu'il se passe quelque chose quand quelque chose doit se passer. C'est là, par exemple, que, le Jour des morts, les enfants jouent avec les squelettes et les crânes en sucre ornés de pierres vertes ou rouges. Là où, le 15 septembre, filles et garçons dansent sous les lampions. Après que le maire a entonné, à 23 heures précises, le cri de l'indépendance : *« Vive le Mexique libre ! »* Là aussi que les *novios* font leur demande, peut-être, à leurs petites fiancées de quinze ans, devenues enfin *senoritas*.

C'est là enfin que l'on fête la Guadalupe. Comme en ce jour pourtant très éloigné du 12 décembre, jour de la Vierge brune. Mais San Miguel n'en profitait pas moins d'une fête locale pour clamer haut et fort, avec plusieurs mois d'avance, son ardente passion. Avec, en préambule, une volée de cloches suivie d'une cavalcade d'enfants dans les ruelles pavées puis d'une lente procession, tout le long du Jardin. En tête du cortège, la très sainte effigie. Derrière, une foule compacte : jeunes filles en jupe marine et chemisier blanc, juchées sur le toit et le marchepied d'un camion de pompiers ; Indiennes drapées dans leurs *rebozos* (châles) ; hommes et enfants. Un peu en retrait, sous les arcades, des touristes japonais venus traquer l'opale et l'améthyste dans la ville voisine de Querétaro ; trois *charros* (cowsboys) en tenue noire cloutée d'argent et des *Nordamericanos* visiblement émus au passage de la Guadalupe, pieds nus sur son croissant de lune noir.

Guadalupe-Lupita ? : à la fois mère et fiancée. Les étrangers ont beau ne pas ressentir le feu de cette passion, ne pas croire, rubis sur l'ongle, à l'existence de la « brunette », il leur vient quelquefois, lorsque les chants jaillissent, cette envie très mexicaine, selon Paz, de *« se surpasser »* et de *« sauter le mur de la solitude »* pour, à leur tour, se fondre dans la foule.

Thérèse Rocher

L'enfant prodigue

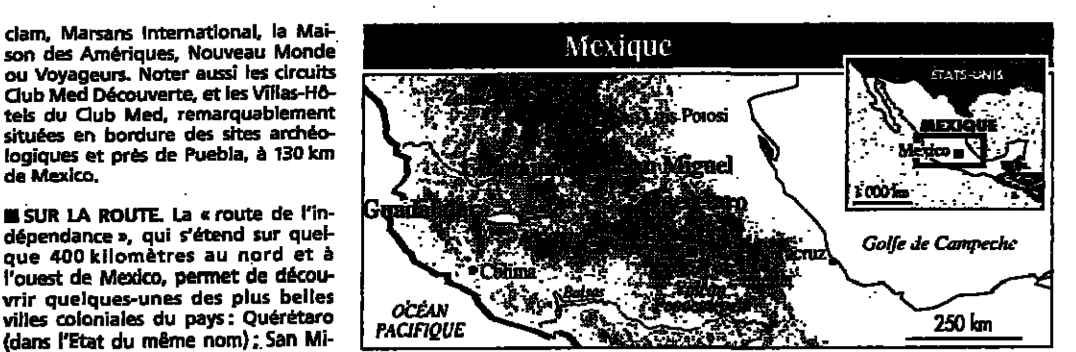
« Merci de m'avoir donné la paix », « merci pour les cadeaux que m'ont offerts mon époux, mes fils, mes amis », « merci de m'avoir secourue quand j'avais perdu l'espérance », « merci d'avoir sauvé ma sœur ». **Accrochées en grappes autour d'une niche vitrée, les missives se mêlent aux ex-voto : chaussons de bébé, petits paniers d'osier, guirlandes, photos, mèches de cheveux, morceaux d'étoffe. A l'intérieur de la niche, el Niñito de la Salud, entouré de tous ses jouets : motard, avion, cortège de voitures, petits baigneurs, girafe en plastique, etc. Des fois que l'Enfant s'ennuierait... Cette Indienne, avec son petit emmailloté et fiévreux, est venue, elle aussi, prier El Niñito dans l'église Notre-Dame de la Santé, à San Miguel. Aux touristes qui la photographient, *lui ravissant* ainsi son âme – c'est ce que croient les Indiens –, elle demandera des *billetes para las medicinas* (de l'argent pour les médicaments).**

Carnet de route

■ ACCÈS. San Miguel étant située, comme les autres villes coloniales du Bajio, en altitude, on peut y aller même pendant la saison des pluies. Vol Paris-Mexico : 3 890 F jusqu'au 22 juin, 4 290 F du 23 juin au 18 août, sur Air France (7 vols directs chaque semaine, tél. : (1) 44-08-22-22). Mêmes tarifs sur Aeromexico (tél. : (1)47-42-40-50). Nouvelles Frontières (tél. : 36-33-33-33) propose un vol quotidien sur United Airlines, via Washington et Miami : 3 480 F, de Paris, Lyon ou Nice. De bons tarifs également, sur compagnies européennes et américaines, chez Nouveau Monde (tél. : (1) 43-29-40-40, à partir de 3 220 F jusqu'au 14 juin sur KLM), Voyageurs (tél. : (1) 42-86-17-77, à partir de 3 550 F en juin sur Aeromexico). Interroger aussi les spécialistes de tarifs réduits.

■ FORFAITS. Des voyages à la carte associant avion, voiture et hôtels réservés, ou des circuits guidés sont à l'affiche chez la plupart des voyagistes généralistes, comme chez les spécialistes de l'Amérique latine nommés tout au long de ce supplément. Notamment, Arts et Vie, Jet Tours, Jet Set, Kuoni, Planète, Rev'Amériques, FRAM, Nouvelles Frontières, Vacances Fabuleuses, Tourmonde, Explorator, Terres d'aventure, Peuples du monde, El Condor, Equinoxiales, Déclic-Uniclam, Marsans International, la Maison des Amériques, Nouveau Monde ou Voyageurs. Noter aussi les circuits Club Med Découverte, et les Villas-Hôtels du Club Med, remarquablement situées en bordure des sites archéologiques et près de Puebla, à 130 km de Mexico.

■ SUR LA ROUTE. La « route de l'indépendance », qui s'étend sur quelque 400 kilomètres au nord et à l'ouest de Mexico, permet de découvrir quelques-unes des plus belles villes coloniales du pays : Querétaro (dans l'Etat du même nom) ; San Miguel, Guanajuato (Etat de Guanajuato) ; Guadalajara (Etat du Jalisco), et San Luis Potosi (Etat du même nom, beaucoup plus au nord). Moins rutilante, Dolores demeure, avec sa *parroquia* du Père Hidalgo, une étape obligée. Sur le parcours, la végétation est principalement de type semi-désertique : cactées et buissons. On croise des taureaux, des chèvres et des mulets. Prévoir, pour agrémenter la balade, des cassettes de mariachis, ces musiciens originaires de Guadalajara, qui accompagnent leurs sérénades de trompettes, de guitares et de violons. La chanteuse et actrice Lucero, surnommée *« le doux cœur des Amériques »*, est particulièrement populaire. Après s'être essayée à la pop music, elle se consacre aujourd'hui au style « ranchero ».



■ HACIENDAS. Beaucoup d'anciennes haciendas ont été reconverties en restaurants ou en hôtels. Compter un minimum de 500 ou 600 F pour une très jolie chambre donnant sur un patio fleuri. Le Parador San Javier, à Guanajuato (tél. : 2-06-26), est très agréable. A San Miguel, la Villa Jacaranda offre trois chambres et douze suites (avec piscine, tél. : 2-10-15). Beaucoup plus simple, la Posada San Francisco (tél. : 2-00-72) donne sur un jardin : éviter par conséquent les chambres sur la rue.

■ ÉTUDES. L'Instituto Allende, à San Miguel, était aussi jadis une hacienda. Aujourd'hui, on vient du monde entier y étudier les langues, la civilisation mexicaine et la peinture. Renseignements : Instituto Allende, San Miguel de Allende, Guanajuato 37700, tél. : 2-01-90.

■ SAVEURS. Certains établissements (comme le parador San Javier) proposent au petit déjeuner, outre les tortillas (omelettes), d'étranges cakes au céleri et aux haricots. Goûter aussi la salade de cactus, les *tacos de filete* garnis de *guacamole* (purée d'avocat épicée) et, bien sûr, les *enchiladas* et *empanadas* (chaussons fourrés de viande, fromage ou légumes). Le San Miguelito, un piano-bar-galerie-musée tenu par un Barcelonais, propose ses Corona (bière nationale), Sidral (jus de pomme pétillant) et tequilas dans un cadre très tauromachique : habits de lumière et fresques colorées. Sous le porche d'entrée, on peut acheter des images de la Guadalupe et de Pancho Villa.

■ FÊTES. Le Festival internacional cervantino se déroule à l'automne, vers la fin octobre, dans le Teatro Juarez de Guanajuato. Des danseurs et des comédiens du monde entier s'y produisent. Nombreuses fêtes locales également dans la région, sans parler, naturellement, des fêtes nationales. San Miguel totalise à elle seule plus d'une dizaine de fêtes : par exemple, la fête de la bénédiction des animaux, le 17 janvier, la fête du Christ de la Conquête, le premier vendredi de mars, ou la fête de l'archange Michel, vers le 29 septembre.

■ LIRE. *Le Grand Guide du Mexique* (Gallimard, « Bibliothèque du voyageur »), les guides *Mexique* édités par Baedecker, Hachette (Guide bleu 1988, Routard 1996 : *Mexique-Guatemala*) et Arthaud. Lonely Planet a remis à jour, en janvier dernier, son *Mexique*, imbattable pour les informations pratiques. *Le Mexique* de Xavier Pommeret (Petite Planète, Seuil) et celui d'Alain Vanneph (Editions Complexe). Pour en savoir plus sur l'époque coloniale, lire *La Colonisation de l'imaginaire. Sociétés indigènes et occidentalisation dans le Mexique espagnol*, de Serge Gruzinski (Gallimard). Et, du même auteur, *La Guerre des images, de Christophe Colomb à « Blade Runner »* (Fayard). Un ouvrage qui, textes à l'appui, fait la lumière sur les apparitions de la Guadalupe : des apparitions vraisemblablement montées de toutes pièces par les Espagnols pour hâter le processus de conversion des Indiens. Même démonstration dans *La Conversion des Indiens de Nouvelle-Espagne*, de Christian Duverger (Seuil). *Les Révolutions du Mexique*, d'Americo Nunes (Flammarion, « Questions d'histoire »), consacre quelques pages au combat d'Hidalgo et d'Allende. *Le Labyrinthe de la solitude*, d'Octavio Paz (Gallimard, « NRF Essais »), explore, lui, de manière magnifique, l'âme et les grands mythes mexicains.

■ S'INFORMER. Auprès de l'Office de tourisme du Mexique, 4, rue Notre-Dame-des-Victoires, 75002 Paris, tél. : (1) 42-86-56-20.

Au pays des « babas », des piranhas et des anacondas

Le long de l'Arauca, un bestiaire tropical

LOS LLANOS
de notre envoyé spécial

C'est l'heure où les *« babas »* sont cool, l'heure où ces petits caïmans dorent leurs écailles au soleil déclinant, le long de l'Arauca, majestueux affluent de l'Orénoque. Relax mais jamais imprudents, les *« babas »*. Immobiles, l'œil mi-clos, la gueule toujours prête, ils ne s'exhibent sous aucun prétexte sur les plages de sable – trop belles, trop nues – que le fleuve découvre en cette fin de saison sèche. La mangrove est leur milieu protecteur, au point qu'ils lui ressemblent.

C'est en songeant d'abord à cette famille de sauriens que le grand écrivain cubain Alejo Carpentier écrivait un jour : *« La forêt vierge est le domaine du mensonge, du piège, du faux-semblant : tout y est travesti, stratagème, jeu d'apparences, métamorphose. »* Au moindre bruit suspect – tel le moteur d'une pirogue – les *« babas »* plongent. En cette époque des fiançailles, les alligators font aussi savoir qu'ils recherchent l'accouplement par des mouvements raides et ascendants de la tête et de la queue.

Sur ce fleuve, où la vie se donne en spectacle, l'homme n'est jamais seul. Un poisson-volant trop curieux échoue dans sa barque. Une joyeuse bande de dauphins d'eau douce – les *toninas* – l'accompagne un moment, s'amusant à émerger où il les attend le moins. Un supplice pour les photographes. On les retient un peu en imitant le cri de l'espèce, puis ils prennent congé tous ensemble et sans cérémonie.

Il faut maintenant pêcher son repas dans un arroyo où pullulent les raies pastenagues, à la piqûre très douloureuse, les gymnotes, et leur redoutable décharge électrique, les *payaras*, qui renouvellent leur denture tous les six mois, et, surtout, les célèbres piranhas, dont la voracité est, en l'occurrence, suicidaire. Car sans grand effort de la part du pêcheur, une quinzaine de ces caribes, aux reflets d'or et d'argent, se jettent sur les hameçons. Leur chair est délicieuse.

Dans les immenses plaines inondables du Venezuela, qu'on appelle *los llanos*, la nature tout entière épouse l'immémorial rythme binaire des saisons : l'été implacable, d'octobre à mai ; l'hiver et ses déluges qui brunissent les fleuves, lourds d'alluvions, verdissent les paysages, noient les prairies et les pistes. Avec les pluies, quand la nourriture abonde, la plupart des espèces choisissent d'enfanter pour donner les meilleures chances de survie aux nouveau-nés.

Pour l'instant, au comble de la sécheresse, la chaleur accable les grands reptiles, dont l'anaconda, le plus long des boas. Il y a quelques semaines, il s'activait encore, fût-ce pour copuler, offrant aux *vaqueiros* une rare attraction, les « rouleaux de serpents ». Maintenant, il a trouvé refuge dans une mare, sous un frais tapis de jacinthes d'eau, et n'entend pas qu'on l'en déloge. Il « hiberne » au cœur de l'été, en attendant les premiers orages. Celui-ci, qui mesure quatre mètres pour quarante-cinq kilos, n'apprécie guère qu'on le dérange, encore moins qu'on le tripote. Pour lui épargner une déshydratation, il faut sans cesse faire ruisseler de l'eau sur son corps vulnérable.

Les tortues terrestres *morrocoy* raffolent de l'eau, en toute saison. Quand il pleut, elles se livrent, jusqu'à l'épuisement, aux délices sensuelles. Mais le jeûne pascal peut leur être fatal. Car l'Eglise a longtemps permis qu'on consomme leur chair pendant la semaine sainte. Une habitude en voie de disparition, vous assure-t-on ici, promis, juré. Autre amoureux de l'eau familier des llanos, le cabiai ou *chigüire* est le plus gros rongeur du monde. Il promène près des rivières sa silhouette fantaisiste : un corps mal dégrossi, le nez retroussé et l'oreille courte, de grands yeux ronds et protubérants. Il court peu et nage à merveille.

Des quelque 1 300 espèces d'oiseaux présents au Venezuela, un grand nombre habitent les llanos. Le plus grand est le « garçon-soldat », une cigogne dont la taille peut atteindre un mètre cinquante : tête noire, col rouge et corps blanc. Le plus beau, l'ibis écarlate, qui rejoint, par centaines, au crépuscule, les cimes des forêts, un habitat qu'il partage avec les singes hurleurs. Le plus libre, un faucon à la fois polygame et polyandre, qui a inspiré plus d'une chanson des plaines. Le plus bruyant, le hoatzin, tout en huppe et en queue. Sa chair médiocre – tant mieux pour lui – fut toujours délaissée.

Puis il y a tous les autres : le turpial, oiseau emblématique du Venezuela ; le cacique et son long nid suspendu ; la perruche, verte ou rose ; le perroquet à tête jaune ; le « bec de ciseau », formidablement armé pour cueillir les poissons. Les moins glorieux : hérons et aigrettes, cormorans et moqueurs, bécasseaux et martins-pêcheurs. Dans la forêt vierge, il y a le plus surprenant, l'oiseau-cloche, dont le chant métallique rappelle le son du campanile. Et le plus fastueux de tous, le toucan au regard profond, au bec énorme et mal soudé, l'oiseau sacré qui tient un premier rôle dans les vieilles mythologies indiennes.

Les voyages des oiseaux obéissent aussi au grand code des pluies. Lorsque celles-ci arrivent, l'ibis écarlate quitte les plaines. Il vole en formation, face aux alizés, qui soufflent toujours à contre-courant des grands fleuves venus de l'Amazonie, et s'en va élire domicile, pour l'hiver, près de la côte caraïbe, où il construit son nid et élèvera sa couvée. D'autres iront jusqu'en Patagonie ou jusqu'en Alaska. Cela dure depuis des millions d'années, depuis un temps où aucun regard d'homme n'était là pour les admirer.

Jean-Pierre Langellier

GÉRARD SIOEN/RAPHO

Ibis écarlates et hérons blancs (à gauche), ibis écarlates (ci-dessus) et petit singe hurleur (ci-contre)

Carnet de route

■ **REPÈRES.** Les llanos, les grandes plaines du Venezuela, sillonnées par les affluents de l'Orénoque qui les inondent plusieurs mois par an, occupent le centre du pays. Il faut rayonner *à partir de San Fernando de Apure.* On s'approche des lieux d'observation en descendant – ou remontant – en pirogue rapide l'un des fleuves de la région.

■ **ÉCOTOURISME.** Le gouvernement vénézuélien cherche à développer l'écotourisme dans un pays qui possède, sur ce terrain, la diversité des paysages – des Andes au delta de l'Orénoque, des Caraïbes à la forêt amazonienne – et l'extraordinaire richesse de sa faune et de sa flore. On y compte quarante-trois parcs nationaux.

■ **AVION.** Paris-Caracas avec Air France, 3 vols par semaine (tél. : (1) 44-08-24-24) ou avec Viasa, la compagnie vénézuélienne, 2 vols hebdomadaires (tel. : (1) 43-35-54-00) : tarifs identiques, 4 390 F jusqu'au 22 juin, 4 990 F *du 23 juin au 18 août. On déniche de* meilleurs prix chez les voyagistes commercialisant les tarifs négociés avec les transporteurs : Nouveau Monde (tél. : (1) 43-29-40-40, à partir de 3 300 F par personne en partant à deux, sur Viasa), Voyageurs en Amérique du Sud (tél. : (1) 42-86-17-77, à *partir de 3 800 F, sur British Airways via* Londres).



■ **HÉBERGEMENT.** Dans les llanos, la meilleure formule consiste à séjourner dans une des grandes fermes d'élevage spécialisées dans l'écotourisme, comme l'Hato San Leonardo, l'Hato El Frio ou l'Hato Dona Barbara, rendu célèbre par le roman du même nom. Dans l'archipel Los Roques, où n'existe heureusement aucun grand hôtel, les touristes trouvent vivre et couvert chez l'habitant ou dans de petites *posadas*, pen*sions de famille aux tarifs raison*nables : 150 F à 300 F par personne avec petit déjeuner et repas du soir.

■ **CIRCUITS.** Les spécialistes de l'Amérique du Sud ont tous inscrit le Venezuela dans leurs brochures. Ils y proposent itinéraires guidés et circuits à la *carte. A titre d'exemple : Equinoxiales* (tél. : (1) 47-53-71-89) consacre quatre pages à une découverte individuelle du pays, et annonce un forfait de 11 jours (17 745 F de Paris), lequel inclut vol Air France, hébergement en pension complète (hôtels et ranchs), transports variés (voiture, pirogue, cheval, camion-safari et vols intérieurs). D'autres formules chez El Condor (agences), Marsans International (tél. : (1) 53-34-40-08), Nouveau Monde et Voyageurs. Avec Déclic-Uniclam (tél. : (1) 43-25-21-18) : mini-circuits à jumeler à sa guise (*3 jours dans les llanos* : 2 200 F, 3 *jours* à Los Roques avec le vol intérieur : 2 500 F, vol international en sus). Avec Iles du monde (tél. : (1) 43-26-68-68) : croisière à la voile de 2 semaines dans l'archipel de Los Roques : 15 500 F de Paris, par personne en partant à quatre sur un voilier de 14 mètres avec équipage. *Randonnées guidées pour* Allibert (tél. : (1) 40-21-16-21), à travers la forêt amazonienne, de parc national en parc national : 23 jours, 17 700 F, 3 départs cet été. Enfin, Nouvelles Frontières (tél. : 36-33-33-33), l'un des rares généralistes à programmer le Venezuela : circuits *« aventure »* (15 à *22 jours, de 10 000 F à 12 000 F cet été* de Paris), croisière voilier à Los Roques (7 jours : 3 850 F, vol en sus 4 060 F sur TAP Air Portugal), ou mini-itinéraires à associer.

■ **LIRE.** Outre les guides de voyage traditionnels, notamment chez Arthaud, *Ulysse* et *Lonely Planet* (en anglais, le meilleur), on lira avec plaisir, sur les llanos, un récit des années 50, *Llanos, terres brutales*, par Jeannine Fiasson (Julliard, 1956) et surtout le best-seller *Dona Barbara* (1929) d'un auteur vénézuélien aujourd'hui un peu oublié hors de son pays, Romulo Gallegos (Gallimard, « L'Imaginaire », 1979) : hélas épuisé et difficile à trouver. Superbes évocations de la jungle amazonienne dans *Le Partage des eaux* d'Alejo Carpentier (« Folio ») et dans le très classique *Orénoque-Amazone 1948-1950* d'Alain Gheerbrant (« Folio essais »).

■ ***INFORMATION.*** *Ambassade* du Venezuela en France, 11, rue Copernic, 75116 Paris. Tél. : (1) 45-53-29-98.



YOSHIHARU SEKINO/RAPHO — TONY CROCETTA/BIOS — FABIAN MICHELANGELI

Le hoatzin, tout en huppe et en queue (ci-dessus), l'anaconda étranglant un alligator (à gauche), et le cabiai avec son petit sur le dos (ci-contre)

Un archipel très protégé

C'EST, SANS CONTESTE, l'un des plus beaux archipels coraliens de la planète, et, pour son bonheur, l'un des moins connus : lagons de jade et d'émeraude, plages désertes et immaculées, fonds sous-marins somptueux, lumière éblouissante. C'est également – Dieu merci ! –, depuis 1972, un parc national strictement protégé.

A une demi-heure d'avionnette, au nord de Caracas, Los Roques forment un superbe ovale comprenant quarante-six îles et quelque deux cents îlots, rochers et récifs, devenus, au fil des ans, le refuge de quatre-vingts espèces d'oiseaux. Des oiseaux qui, toute crainte évanouie, se laissent observer d'assez près : pétrels, frégates, aigrettes, bécasseaux, cormorans, fous bruns, mouettes rieuses, sternes royales, et même des flamants roses sur l'île Canquises. A eux seuls, les pélicans offrent un spectacle permanent, qu'ils montent la garde, drôlement alignés sur les barques des pêcheurs, ou qu'ils plongent en piqué après un vol rapide à fleur d'eau.

L'île Dos Mosquises abrite un centre de biologie marine. A son programme : observation du milieu et protection des espèces, notamment celle des tortues vertes, en grand péril, qui viennent pondre sur ses plages. Une équipe de chercheurs préserve – et si besoin recueille – les œufs, élève les tortues – plus de neuf mille en vingt-quatre – dans des bassins de reproduction, puis les relâche, entre douze et dix-huit mois, après les avoir marquées. On sait qu'elles s'acclimatent parfaitement à la haute mer, certaines ayant été retrouvées loin d'ici, sur les côtes du Brésil ou de Cuba.

Les hommes, eux, vivent à Gran Roque, la plus grande des îles et la seule non corallienne. Des statuettes millénaires, découvertes par un couple d'archéologues polonais, attestent d'un peuplement ancien sur l'archipel. A l'époque moderne, dans les années 30, des pêcheurs venus de l'île Margarita y ont installé leurs familles. Non sans avoir auparavant surmonté un handicap majeur : le manque d'eau douce, handicap dont une seule île est épargnée, celle de Cayo de Agua. Avant qu'ils n'installent des citernes, puis, bien plus tard, une petite usine de dessalement, ils recueillaient l'eau de pluie dans de magnifiques strombes roses, la reine des conques... Moins efficace mais tellement plus poétique.

J.-P. L.